

L'ÉCONOMIE DIRIGÉE
EN RÉGIME
COLLECTIVISTE

ÉTUDES CRITIQUES SUR LES POSSIBILITÉS DU SOCIALISME

par

N. G. PIERSON, LUDWIG VON MISES
GEORG HALM, ENRICO BARONE

Introduction et Conclusion de

F. A. VON HAYEK

Professeur à l'Université de Londres

Traductions de

M. TH. GÉNIN

R. GOETZ, *chargé de Cours à la Faculté de Droit de Nancy*

D. VILLEY, *professeur agrégé à la Faculté de Droit de Caen*

et FLORENCE VILLEY

ÉDITIONS POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIOLOGIQUES

LIBRAIRIE DE MÉDICIS

3, Rue de Médicis

PARIS VI•

TABLE DES MATIÈRES

NATURE ET HISTORIQUE DU PROBLÈME, par F. A. VON HAYEK	11
1. <i>Ignorance du problème</i>	11
2. <i>Problèmes économiques et technologiques</i>	13
3. <i>La décadence de la science économique</i>	18
4. <i>L'attitude du marxisme</i>	22
5. <i>Socialisme et planisme</i>	23
6. <i>Les différents types de socialisme</i>	26
7. <i>Planisme et capitalisme</i>	30
8. <i>Base de la critique moderne</i>	33
9. <i>La guerre et ses effets sur le socialisme européen</i>	38
10. <i>Mises, Max Weber et Brutzkus</i>	41
11. <i>Études plus récentes</i>	44
12. <i>Buts de notre étude</i>	47
LE PROBLÈME DE LA VALEUR DANS LA COMMUNAUTÉ SOCIALISTE, par N. G. PIERSON	49
LE CALCUL ÉCONOMIQUE EN RÉGIME COLLECTIVISTE, par Ludwig VON MISES	93
Introduction	93
1. <i>La répartition des biens de consommation dans la collectivité socialiste</i>	95
2. <i>La nature du calcul économique</i>	100
3. <i>Le calcul économique dans la collectivité socialiste</i>	113
4. <i>Responsabilité et initiative dans les entreprises socialistes</i>	119
5. <i>La plus récente doctrine socialiste et le problème du calcul économique</i>	124
Conclusion	130

RÉFLEXIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LA POSSIBILITÉ D'UN CALCUL ÉCONOMIQUE ADÉQUAT DANS UNE COMMUNAUTÉ SOCIALISTE, par Georg HALM	133
I. LE PROBLÈME	134
1. <i>Problèmes d'organisation dans une économie sociale</i>	134
2. <i>L'économie communiste</i>	135
3. <i>L'économie socialiste</i>	138
II. L'ÉCONOMIE CAPITALISTE	141
4. <i>Le rôle du processus de la formation des prix</i>	141
5. <i>Économique et technique dans le régime capitaliste.</i>	146
III. L'ÉCONOMIE SOCIALISTE	149
6. <i>Liberté de la consommation</i>	149
7. <i>Nécessité d'un calcul économique</i>	152
8. <i>Calcul de la valeur du travail</i>	155
9. <i>La théorie de l'exploitation</i>	157
10. <i>Rareté du capital</i>	159
11. <i>Nécessité d'un processus de détermination de l'intérêt en régime socialiste</i>	160
12. <i>Impossibilité d'un processus de détermination de l'intérêt en régime socialiste</i>	163
13. <i>Impossibilité d'un processus de formation des prix des biens capitaux</i>	165
14. <i>Détermination de l'intérêt et de la rente</i>	168
15. <i>Impossibilité d'un processus de détermination du salaire</i>	169
16. <i>La planification démolit l'économie de marché</i>	170
17. <i>Le problème de l'accumulation du capital</i>	171
18. <i>Économique et technique dans le régime socia- liste</i>	173
IV. EXAMEN DE QUELQUES OBJECTIONS ÉVENTUELLES.	177
19. <i>Tendances socialistiques dans le régime capita- liste</i>	177
20. <i>La socialisation des banques</i>	179
21. <i>Imputation de poids quantitatifs</i>	181
22. <i>Détermination des prix à l'aide d'équations</i>	185
23. <i>Détermination des prix sur la base des coûts</i>	187

24. <i>La planification</i>	188
25. <i>Concurrence fictive entre collectivités publiques.</i> . .	190
ÉTAT ACTUEL DE LA DISCUSSION, par F. A. VON HAYEK . .	203
1. <i>Les résultats de la critique</i>	203
2. <i>Les leçons de l'expérience russe</i>	205
3. <i>La solution mathématique</i>	209
4. <i>L'abrogation de la souveraineté du consommateur.</i>	216
5. <i>La pseudo-concurrence</i>	219
6. <i>Un monde de monopoles compétitifs</i>	221
7. <i>Économies et rationalisation</i>	223
8. <i>Le critère des coûts marginaux</i>	227
9. <i>La possibilité d'une véritable concurrence en régime socialiste</i>	233
10. <i>Signification générale de la théorie socialiste du recours à la solution de la concurrence</i> . . .	238
11. <i>Conclusion</i>	242

APPENDICE A

LE MINISTÈRE DE LA PRODUCTION DANS UN ÉTAT COLLECTI- VISTE, par E. BARONE	245
I. <i>Portée de cet article</i>	245
II. <i>Le régime individualiste</i>	247
III. <i>Le régime collectiviste</i>	269

APPENDICE B

BIBLIOGRAPHIE	301
-------------------------	-----

NATURE ET HISTORIQUE DU PROBLÈME

par

F. A. VON HAYEK

(Traduit de l'anglais par M. Th. Génin.)

1. *Ignorance du problème.*

Il y a de fortes raisons de croire que nous entrons enfin dans une ère de discussion raisonnable de ce que l'on a longtemps admis sans critique pour être une reconstruction de la société sur des principes rationnels. Pendant plus d'un demi-siècle, on a cru que la réglementation arbitraire de toutes les affaires sociales devait nécessairement avoir de plus heureux résultats que le jeu des initiatives individuelles livré apparemment au seul hasard. Cette croyance a gagné continuellement du terrain au point que, de nos jours, il ne se trouve guère sur la surface du globe un seul groupement politique qui ne veuille diriger la plupart des activités humaines au service d'un but quelconque. Il semble si facile de renchérir sur les institutions d'une société libre que l'on en est venu de plus en plus à considérer comme le résultat d'un simple hasard le produit d'une certaine évolution historique qui aurait pu tout aussi bien prendre une autre direction. Mettre de l'ordre dans un tel chaos, appliquer la raison à l'organisation de la société et façonner celle-ci délibérément dans chaque détail suivant les vœux des hommes et leurs communes idées de justice, voilà qui apparaissait comme la seule forme d'action digne d'un être humain.

Mais aujourd'hui il est clair — et on l'admettrait probablement de part et d'autre, — que pendant la plus grande partie du temps où se développa cette conception, un certain nombre des problèmes les plus sérieux que pose cette reconstruction n'ont même pas été examinés, encore moins résolus avec succès. Pendant de nombreuses années, l'étude du socialisme fut orientée presque exclusivement sur ses notions éthiques et psychologiques — et encore, durant la plus grande partie de cette période, est-ce seulement des adeptes du socialisme que venait le mouvement. D'une part, se posait la question générale de savoir si la justice exigeait une réorganisation de la société sur des bases socialistes et quels modes de distribution du revenu devaient être considérés comme justes. D'autre part, il s'agissait de savoir si les hommes présentent en général la garantie de ces qualités morales et psychologiques qui apparaissent obscurément comme essentielles au fonctionnement d'un système socialiste. Mais bien que cette dernière question soulève des difficultés très réelles, elle n'atteint pas effectivement le cœur du problème. La question qui se posait était seulement de savoir si les autorités de l'État nouveau seraient dans une position leur permettant de faire exécuter leur plan correctement par le peuple. Seule la possibilité pratique de l'exécution des plans était considérée et non la possibilité d'atteindre aux fins désirées, même dans le cas idéal où les difficultés seraient absentes. Le problème semblait donc être « seulement » un problème de psychologie et d'éducation — le « seulement » signifiant qu'après les difficultés initiales, ces obstacles seraient certainement surmontés.

S'il en était ainsi, l'économiste n'aurait rien à dire sur la possibilité de telles propositions et, en fait, il est peu probable qu'une discussion scientifique quelconque de leurs mérites soit possible. Il s'agirait d'un problème d'éthique, ou plutôt de jugements individuels des valeurs à propos desquels on pourrait être ou ne pas être d'accord, mais

auquel aucun argument raisonnable ne pourrait s'appliquer. Certaines questions pourraient être abandonnées aux décisions du psychologue, si toutefois ce dernier possédait quelque moyen de dire ce que seraient les hommes dans des circonstances absolument différentes. A part cela, il n'est pas de savants — encore moins d'économistes — qui aient la moindre chose à dire sur les problèmes du socialisme. Ainsi pensent encore bien des gens qui croient que les connaissances de l'économiste ne sont applicables qu'aux problèmes d'une société capitaliste (c'est-à-dire aux problèmes soulevés par certaines institutions humaines, problèmes qui n'existeraient pas dans un monde organisé sur des principes différents).

2. *Problèmes économiques et technologiques.*

Cette croyance, largement répandue, est-elle basée sur la conviction très nette qu'il n'existerait pas de problèmes économiques dans un monde socialiste, ou prouve-t-elle simplement que les gens qui la partagent ne savent pas en quoi consistent les problèmes économiques ? Voilà qui n'est pas toujours évident. En général, il est probable que c'est la deuxième supposition qui est la bonne. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Les grands problèmes économiques que l'économiste voit et avec lesquels il lutte devront également être résolus dans une société collectiviste ; ce ne sont pas des problèmes actuellement résolus par qui que ce soit de façon délibérée dans le sens où les problèmes économiques de la vie domestique trouvent leur solution. Dans une société purement compétitive, personne, en fait, ne se soucie que de ses propres problèmes économiques. Il n'y a donc aucune raison pour que l'existence des problèmes économiques, dans le sens où les économistes emploient ce terme, soit connue des profanes. Mais la répartition des ressources disponibles entre les divers emplois

qui constitue le problème économique n'est pas moins un problème pour la société que pour l'individu, et bien que les décisions ne soient prises de façon consciencieuse par personne, le mécanisme de la concurrence fournit au moins quelque espèce de solution.

Il n'est pas douteux que si les choses étaient exposées de cette façon générale, tous les hommes seraient prêts à admettre l'existence du problème. Mais bien peu réalisent qu'il est fondamentalement différent, non seulement dans sa difficulté, mais aussi dans sa nature, des problèmes mécaniques. La préoccupation croissante du monde moderne à l'égard des problèmes mécaniques tend à aveugler les gens sur le caractère entièrement différent du problème économique : telle est probablement la raison principale pour laquelle la nature de ce dernier a été de moins en moins comprise. En même temps la terminologie usuellement employée dans la discussion de chacun de ces problèmes a grandement renforcé la confusion. La phrase familière « chercher à obtenir les meilleurs résultats avec les moyens donnés » s'applique aux deux problèmes. Ce sont uniquement des problèmes techniques qui préoccupent le métallurgiste qui cherche une méthode lui permettant d'extraire une quantité maximum de métal d'une quantité donnée de minerai, l'officier du génie qui cherche à construire un pont avec un nombre donné d'hommes dans le temps le plus court possible, ou l'opticien qui tente de construire un télescope permettant à l'astronome de pénétrer jusqu'à des étoiles encore plus lointaines. Le caractère commun de ces problèmes est déterminé par l'unité du but recherché dans chaque cas, et la nature absolument déterminée des fins auxquelles les moyens dont on dispose doivent être appliqués. La nature fondamentale du problème ne se trouve pas non plus altérée si les moyens valables pour atteindre un but défini consistent en une certaine somme d'argent destinée à être dépensée en facteurs de production à des prix donnés. A ce point de vue, l'industriel

qui décide de la meilleure méthode de production d'un article donné, sur la base de prix donnés, ne s'attache qu'à des problèmes technologiques, bien qu'il puisse prétendre qu'il cherche à trouver la méthode la plus économique. Mais le seul élément qui fasse de sa décision, *dans ses effets*, une décision économique, ne se trouve pas dans ses calculs mais seulement dans le fait qu'il emploie, comme base de ces calculs, les prix tels qu'il les a trouvés sur le marché.

Les problèmes auxquels le directeur de toutes les activités économiques d'une communauté aurait à faire face ne seraient identiques à ceux que résout un ingénieur, que si l'ordre d'importance des différents besoins de la communauté était fixé d'une manière si définitive et si absolue que la satisfaction de chacun de ces besoins puisse être rendue absolument indépendante de la question de son prix de revient. Il n'y aurait pas de problème économique s'il lui était d'abord possible de décider de la meilleure manière de produire, par exemple, l'approvisionnement en denrées alimentaires, considéré comme nécessité la plus urgente et comme s'il s'agissait de la seule chose nécessaire, et si ensuite, il ne devait penser à l'approvisionnement en vêtements, par exemple, que lorsque subsisteraient des moyens après satisfaction intégrale de la demande en denrées alimentaires. Car dans ce cas, il ne resterait rien, excepté ce qu'il n'y aurait aucune possibilité d'utiliser aux premières fins, soit parce que la transformation de ces moyens en aliments fût impossible, soit parce que la demande en denrées alimentaires se serait arrêtée. Le critère consisterait simplement à savoir si le maximum possible de denrées alimentaires a été produit ou si l'application de méthodes différentes ne pourrait aboutir à un rendement plus important. Mais la tâche cesserait d'avoir un caractère exclusivement technique et revêtirait une nature absolument différente si par la suite, on décidait que la plus grande quantité possible de ressources devrait être réservée à d'autres fins. La question se pose alors de savoir

en quoi consiste une plus grande quantité de ressources. Si un ingénieur proposait une méthode laissant disponible une grande surface de terrains, mais peu de main-d'œuvre, pour les autres travaux, alors qu'un autre prévoierait beaucoup de main-d'œuvre et peu de terrain, comment, en l'absence d'une mesure de valeur pourrait-on décider quelle est la quantité la plus importante ? S'il n'y avait qu'un seul facteur de production, on pourrait en décider sans équivoque sur des bases uniquement techniques, car le problème essentiel, dans chaque branche de la production, serait encore réduit au problème de l'obtention de la quantité maximum de produits au moyen d'une quantité donnée des mêmes ressources. Le problème économique qui subsisterait (problème du rendement à fournir dans chaque branche de la production) serait dans ce cas d'une très faible importance et pour ainsi dire négligeable. Toutefois, dès qu'il existe deux facteurs, ou plus, une solution aussi simple n'est plus possible.

Le problème économique se pose donc dès que plusieurs fins se disputent les ressources disponibles. Et le critère de son existence consiste dans le fait qu'il faut tenir compte des prix de revient. Les prix de revient, ici comme partout ailleurs, ne signifient rien d'autre que les profits qui pourraient être tirés des ressources données si on employait celles-ci ailleurs. Il importe peu qu'il s'agisse simplement de l'emploi d'une partie de la journée de travail possible à des loisirs, ou de l'emploi des ressources matérielles dans une autre branche de la production. Il est clair que la nécessité de décisions de ce genre se pose dans toute espèce concevable de système économique, où l'on a à choisir entre différentes manières d'utiliser les ressources données. Mais le choix entre deux usages alternatifs ne peut être fait de la façon absolue possible dans notre premier exemple. Même si le directeur d'un système économique estimait toujours nettement que l'alimentation d'une personne est toujours plus importante que l'habillement d'une autre,

cela n'impliquerait absolument pas nécessairement qu'elle est également plus importante que l'habillement de deux ou de dix autres. On se rend mieux compte à quel point la question est critique si nous considérons des besoins moins élémentaires. Bien que la nécessité d'un nouveau docteur soit plus grande que la nécessité d'un nouvel instituteur, si les conditions sont telles qu'il coûte trois fois plus cher de faire un docteur que de faire un instituteur, trois instituteurs supplémentaires peuvent sembler préférables à un seul médecin.

Comme nous l'avons dit plus haut, du fait que dans l'ordre actuel des choses de tels problèmes économiques ne sont pas résolus par la décision consciente d'un homme, la plupart des gens ignorent même l'existence de ces problèmes. Décider qu'il faut produire un objet, et comment le produire, voilà ce qui, dans ce sens, constitue des décisions économiques. Mais l'élaboration de cette décision par un seul individu n'est qu'une partie de la solution du problème en question. La personne qui prend telle décision le fait sur la base de prix donnés. Le fait que par cette décision elle influence les prix dans une certaine mesure — probablement très faible — sera sans effet sur son choix. L'autre partie du problème est résolue par le fonctionnement du système des prix. Mais elle est résolue d'une façon que seule une étude systématique du fonctionnement de ce système révèle. On a déjà suggéré qu'il n'est pas indispensable au fonctionnement de ce système que quelqu'un y comprenne quelque chose. Mais il y a peu de chances que les gens le laissent fonctionner s'ils n'y comprennent rien.

On trouve une très juste image de la vérité sur ce point dans l'estime populaire des mérites relatifs des économistes et des techniciens. Il n'est probablement pas exagéré de dire que pour la plupart des gens, le technicien est l'homme qui agit réellement et l'économiste, un odieux individu qui, assis dans son fauteuil, explique pourquoi les efforts bien intentionnés du premier n'aboutissent pas. Dans un sens,

ce n'est pas tellement faux. Mais il est absurde d'en conclure que les forces étudiées par l'économiste et que l'ingénieur, vraisemblablement négligées, sont sans importance et devraient en fait être négligées. Il faut les aptitudes spéciales acquises par l'économiste pour voir que les forces spontanées qui limitent les ambitions de l'ingénieur offrent elles-mêmes une façon de résoudre un problème qui, autrement, devrait être résolu de façon arbitraire.

3. *Décadence de la science économique.*

Il y a toutefois d'autres raisons, en dehors de l'évidence croissante de la technique compliquée de la production moderne, qui motivent notre actuelle incapacité à nous rendre compte de l'existence des problèmes économiques. Il n'en a pas toujours été ainsi. Durant une période relativement courte du milieu du siècle dernier, le degré auquel le grand public se rendait compte des problèmes économiques et les comprenait était certainement plus élevé qu'aujourd'hui. Mais le système classique de politique économique dont l'extraordinaire influence facilitait cette compréhension était construit sur des bases peu sûres et, sur certains points, délibérément fausses ; sa popularité avait été acquise au prix d'une simplification poussée à un degré tel qu'elle causa sa perte. Ce n'est que beaucoup plus tard, lorsque son enseignement eut perdu toute influence, que la reconstruction graduelle de la théorie économique montra que les défauts qui existaient dans ses concepts fondamentaux infirmaient son explication du fonctionnement du système économique dans des proportions beaucoup plus faibles qu'on ne l'avait cru tout d'abord. Mais dans l'intervalle, le mal irréparable avait été fait. L'écroulement du système classique tendait à discréditer l'idée même de l'analyse théorique, et l'on cherchait à substituer à la compréhension du pourquoi des

phénomènes économiques une simple description de leur apparition. La compréhension de la nature du problème économique, les résultats de générations d'enseignement étaient donc perdus. Les économistes qui s'intéressaient encore à l'analyse générale étaient beaucoup trop absorbés par la reconstruction des fondations purement abstraites de la science économique pour exercer une influence visible sur l'opinion en ce qui concerne la politique économique.

Ce fut grandement en raison de cette éclipse temporaire de l'analyse économique que les vrais problèmes rattachés aux suggestions d'une économie planifiée furent l'objet d'un examen si étonnamment superficiel. Mais cette éclipse n'était elle-même en aucune façon uniquement provoquée par une faiblesse inhérente à l'ancien système et la conséquente nécessité de sa reconstruction. Elle n'aurait pas non plus eu le même effet si elle n'avait coïncidé avec la naissance d'un autre mouvement délibérément hostile aux méthodes économiques rationnelles. La naissance de la soi-disant école économique historique fut à ce moment la cause et de la ruine de la position de la théorie économique et de l'épanouissement d'une école socialiste qui découragea positivement toute spéculation sur le fonctionnement réel de la société dans l'avenir (1). Car l'essentiel du point de vue de cette école, c'était que les lois économiques ne pouvaient être établies que par l'application des méthodes des sciences naturelles aux éléments de l'histoire. Or la nature de ces éléments est telle que toute tentative de ce genre est vouée à dégénérer en un simple compte rendu, en une simple description, et en un scepticisme intégral à l'égard de l'existence de toute loi.

Il n'est pas difficile de voir pourquoi. Dans toutes les sciences, excepté celles qui s'appliquent aux phénomènes sociaux, tout ce que l'expérience nous montre est le résultat

(1) J'ai développé de façon quelque peu plus étendue certains des points que je ne puis qu'effleurer ici, dans ma déclaration inaugurale « On the Trend of Economic Thinking », *Economica*, May 1933.

de processus que nous ne pouvons pas directement observer et que notre tâche est de reconstituer. Toutes nos conclusions sur la nature de ces processus sont nécessairement hypothétiques, et la seule preuve de la validité de ces hypothèses est qu'elles se révèlent également applicables à l'explication d'autres phénomènes. Et ce qui nous permet d'arriver par ce procédé d'induction à formuler des lois générales ou des hypothèses concernant le processus de causalité, c'est le fait que la possibilité d'expérimenter, d'observer la répétition des mêmes phénomènes dans des conditions identiques montre l'existence de règles définies dans le phénomène observé.

Dans les sciences sociales, toutefois, la situation est exactement l'inverse. D'une part, l'expérimentation est impossible : nous ne pouvons donc connaître de règles définies dans le phénomène complexe comme dans les sciences naturelles. D'autre part, la situation de l'homme à mi-chemin entre les phénomènes naturels et les phénomènes sociaux — dont il est l'effet, en ce qui concerne les premiers, et la cause, en ce qui concerne les seconds — prouve que les faits essentiels de base dont nous avons besoin pour l'explication du phénomène social participent de l'expérience commune et de la matière de nos pensées. Dans les sciences sociales, ce sont les éléments des phénomènes complexes qui sont connus, sans aucune contestation possible. Dans les sciences naturelles, ils peuvent, en mettant les choses au mieux, seulement être supposés. Or l'existence de ces éléments est tellement plus certaine que l'existence de règles quelconques dans le phénomène complexe auquel ils donnent naissance que ce sont eux qui constituent le vrai facteur empirique dans les sciences sociales. On ne peut guère douter que ce soit cette position différente du facteur empirique dans l'étude de ces deux groupes de discipline qui se trouve à l'origine de la confusion des opinions sur leur caractère logique. On ne peut douter que ce soit le raisonnement déductif qui doit être

appliqué aux sciences sociales comme aux sciences naturelles. La différence essentielle, c'est que dans les sciences naturelles, le processus de déduction doit partir d'une hypothèse quelconque, résultat de généralisations inductives, alors que dans les sciences sociales, il part directement d'éléments empiriques connus et les utilise à la découverte de règles dans les phénomènes complexes que l'observation directe ne peut établir. Ce sont, pour ainsi dire, des sciences empiriquement déductives, qui remontent des éléments connus aux règles du phénomène complexe qui ne peuvent être directement établies. Mais ce n'est pas le lieu ici de discuter de questions de méthodologie pure. Notre but est seulement de montrer comment il se fait que, dans l'ère des grands triomphes de l'empirisme dans les sciences naturelles, la tentative en vue d'appliquer les mêmes méthodes empiriques aux sciences sociales était vouée à aboutir au désastre. Partir ici du mauvais côté, chercher les règles d'un phénomène complexe qui ne pouvaient jamais être observé deux fois de suite dans des conditions identiques, voilà qui ne pouvait aboutir qu'à conclure de l'inexistence des lois générales, des nécessités inhérentes déterminées par la nature permanente des éléments constitutifs, et que la seule tâche de la science économique en particulier était une description des modifications historiques. Ce n'est que par cet abandon des justes méthodes de procédure, bien établies durant la période classique, que l'on en vint à penser qu'il n'y avait pas d'autres lois dans la vie sociale que celles dues aux hommes, que tous les phénomènes observés étaient seulement le produit des institutions sociales et légales, de simples « catégories historiques » et nullement provoquées par les problèmes économiques fondamentaux auxquels l'humanité doit faire face.

4. *L'attitude du marxisme.*

Sous beaucoup d'aspects, l'école socialiste la plus importante que le monde ait vue jusqu'à présent, est essentiellement un produit de ce genre de « méthode historique ». Bien que sur certains points Karl Marx ait adopté les instruments des économistes classiques, il fit peu usage de leur contribution permanente et principale, à savoir leur analyse de la concurrence. Mais il accepta de bon cœur le précepte central de l'école historique suivant lequel la plupart des phénomènes de la vie économique ne sont pas le résultat de causes permanentes mais seulement le produit d'une évolution historique spéciale. Ce n'est pas par hasard que le pays où l'école historique avait eu la plus grande vogue, l'Allemagne, fut aussi le pays où le marxisme a été le plus rapidement accepté.

Le fait que cette école socialiste influente était si intimement apparentée aux tendances anti-théoriques généralement manifestées dans les sciences sociales de l'époque, eut un effet des plus profonds sur toutes les études ultérieures du véritable problème du socialisme. Non seulement la tendance générale créa une inaptitude singulière à percevoir un problème économique quelconque hors du cadre historique, mais Marx et les marxistes entreprirent, pour ainsi dire sans désespérer, de décourager positivement toute recherche concernant l'organisation effective et le fonctionnement de la société socialiste de l'avenir. Si les modifications devaient être produites par l'inexorable logique de l'histoire, si elles étaient l'inévitable résultat de l'évolution, il n'y avait guère besoin de connaître en détail ce que serait exactement la nouvelle société. Et si la plupart des facteurs qui déterminent l'activité économique dans la société actuelle devaient faire défaut, s'il ne devait pas y avoir de problème dans la nouvelle société, excepté ceux qui seraient provoqués par les nouvelles insti-

tutions que le processus de l'évolution historique créeraient, il y avait alors bien peu de chance de pouvoir résoudre à l'avance aucun de ces problèmes. Marx lui-même ne faisait que mépriser et tourner en ridicule toute tentative en vue de construire délibérément le plan du fonctionnement de semblable « utopie ». Ce n'est qu'occasionnellement, et alors sous sa forme négative, que nous trouvons dans ses œuvres des réflexions sur *ce que ne serait pas* la nouvelle société. C'est en vain que l'on chercherait dans ses écrits une définition précise des principes généraux suivant lesquels l'activité économique de la société socialiste serait dirigée (1).

L'attitude de Marx sur ce point a eu une influence durable sur les socialistes de son école. Le malheureux écrivain qui entreprenait de spéculer sur l'organisation réelle de la société socialiste, se voyait immédiatement stigmatiser comme « non-scientifique », condamnation la plus redoutable à laquelle un membre de l'école « scientifique » du socialisme pouvait s'exposer. Mais même hors du camp marxiste, le fait que toutes les branches modernes du socialisme proviennent d'une vue essentiellement historique ou « institutionnelle » des phénomènes économiques, a eu pour résultat de réussir à étouffer toute tentative en vue d'étudier les problèmes que toute politique socialiste constructive aurait à résoudre. Comme nous le verrons plus tard, c'est seulement en réplique à des critiques venues de l'extérieur que cette tâche fut finalement entreprise.

5. Socialisme et planisme.

Nous avons maintenant atteint un point où il devient nécessaire de séparer nettement les différents aspects des

(1). Les différentes allusions à ce problème dans les œuvres de MARX, en particulier dans son *Randglossen zum Gothaer Program* (1875) se trouvent utilement rassemblées dans l'ouvrage de K. TRISCH, *Wirtschaftsrechnung und Verteilung im zentralistisch organisierten sozialistischen Gemeinwesen*, 1932, pp. 110-15.

programmes que nous avons jusqu'à présent pris en bloc en tant que socialistes. Durant la première partie de la période au cours de laquelle grandit la foi en une planification centrale, il est historiquement juste d'identifier, sans beaucoup de restrictions, l'idée de socialisme et celle de planisme. Et dans la mesure où les problèmes économiques essentiels sont concernés, il en est encore de même aujourd'hui. Toutefois, il faut admettre que sous beaucoup d'autres aspects, les socialistes modernes et d'autres planistes contemporains ont pleinement raison de rejeter toute responsabilité en ce qui concerne leurs programmes respectifs. Ce que nous devons distinguer ici, ce sont les buts recherchés et les moyens qui ont été proposés ou qui sont en fait nécessaires pour y atteindre. Les ambiguïtés qui existent dans cette question viennent du fait que les moyens nécessaires pour atteindre aux fins du socialisme, dans le sens le plus étroit du terme, peuvent être employés à d'autres fins, et que les problèmes qui nous occupent sont soulevés par les moyens et non par les fins.

Le but commun de tout socialisme au sens restreint du mot, du socialisme « prolétarien », c'est l'amélioration de la situation des classes non possédantes par une redistribution du revenu extrait de la propriété. Ceci implique la possession collective des moyens matériels de production, la direction et le contrôle collectivistes de leur emploi. Les mêmes méthodes collectivistes peuvent toutefois être mises au service de fins entièrement différentes. Une dictature aristocratique, par exemple, peut employer les mêmes méthodes pour servir les intérêts de quelque élite raciale ou autre, ou pour atteindre quelque autre fin indubitablement anti-égalitaire. La situation est en outre compliquée par le fait que la méthode collectiviste de propriété et de contrôle, essentielle à toute tentative de dissociation de la répartition du revenu de la possession privée des moyens de production, peut être appliquée à différents degrés. Pour l'instant, il sera commode d'employer le terme socia-

lisme pour décrire les fins socialistes traditionnelles et d'employer le terme planisme pour décrire la méthode, bien que plus tard nous employions le terme socialisme dans son sens le plus large. Au sens étroit du mot, on peut donc dire qu'une économie largement planifiée peut exister dans un régime faiblement socialisé et vice versa. La méthode planiste en tout cas peut certainement être utilisée à des fins qui n'ont rien à voir avec les fins éthiques du socialisme. Est-il également possible de distinguer complètement le socialisme du planisme ? Les critiques dirigées contre la méthode ont provoqué des tentatives dans ce sens. Voilà une question que nous devons examiner ici.

Il est très heureux, pour les buts de la discussion scientifique, qu'il soit possible, non seulement en théorie, mais aussi en pratique, de séparer le problème de la méthode de celui de la fin. Sur la valeur des fins ultimes la science n'a rien à dire. Elles peuvent être admises ou rejetées, mais on ne peut ni les prouver ni les nier. Tout ce que nous pouvons rationnellement discuter à leur sujet est si — et dans quelle mesure — les moyens donnés atteindront aux résultats désirés. Si toutefois la méthode en question était seulement proposée comme un moyen d'atteindre à une fin particulière, il pourrait devenir difficile, en pratique, de séparer entièrement la discussion de la question technique de l'examen des valeurs. Mais comme le même problème des moyens est soulevé en relation avec des idéaux éthiques entièrement différents, on peut espérer qu'il sera possible de tenir les jugements de valeur tout à fait hors de la discussion.

La condition nécessaire à l'obtention d'une distribution du revenu indépendante de la propriété individuelle des ressources — but immédiat commun au socialisme et à d'autres mouvements anticapitalistes — c'est que l'autorité qui décide des principes de cette distribution ait également le contrôle des ressources. Or, quelle que soit la nature de ces principes de distribution, celle des idées sur

une division du revenu plus juste ou plus souhaitable, ils doivent être identiques sous un aspect purement formel mais de la plus haute importance : ils doivent être hiérarchisés suivant le degré d'importance d'un certain nombre de fins individuelles concurrentielles. C'est cet aspect matériel, le fait qu'une autorité centrale doit résoudre le problème de la distribution d'un ensemble limité de ressources entre un nombre pratiquement illimité de fins concurrentielles, qui constitue le problème du socialisme en tant que méthode. Et la question fondamentale est de savoir si, dans les conditions complexes d'une grande société moderne, il est possible à une autorité centrale de faire face aux complications d'une telle échelle des valeurs avec un degré raisonnable de précision et un succès équivalant ou approchant des résultats du capitalisme concurrentiel. Il ne s'agit pas de savoir si tel ensemble de valeurs de cette sorte est supérieur d'une façon ou d'autre à tel autre. Ce qui nous occupe ici ce ne sont pas les buts particuliers du socialisme, mais les méthodes communes au socialisme, au sens étroit du mot, et à tous les autres mouvements modernes en vue de réaliser une société régie par un plan.

6. *Les différents types de socialisme.*

Comme dans tout ce qui suit nous nous occuperons seulement des méthodes qui doivent être employées et non des fins auxquelles on tend, il sera désormais pratique d'employer le terme socialisme dans son sens large. Ce terme couvre ainsi tout système de contrôle collectiviste des ressources productives quels que soient les intérêts servis par ce contrôle. Mais si nous n'avons pas besoin, pour le but que nous cherchons, d'une définition ultérieure des fins concrètes auxquelles on vise, il faut toutefois que nous donnions une définition des méthodes que nous voulons examiner. Il y a, évidemment, bien des espèces de

socialisme, mais les dénominations traditionnelles de ces différents types, tels que communisme, syndicalisme, socialisme corporatif, n'ont jamais tout à fait correspondu à la classification des méthodes dont nous avons besoin ; en outre, la plupart sont récemment devenus si intimement associés aux partis politiques plutôt qu'à des programmes définis qu'ils sont à peine utiles à nos recherches. Ce qui importe, pour nous, c'est essentiellement le degré auquel le contrôle central et la direction des ressources sont poussés dans chaque type différent. Pour voir dans quelle mesure des variations sur ce point sont possibles, il vaut peut-être mieux commencer par les types les plus familiers de socialisme et examiner ensuite dans quelle mesure leurs plans peuvent être altérés dans un sens ou dans l'autre.

Le programme qui est à la fois le plus largement préconisé et qui possède apparemment la plus grande plausibilité comporte non seulement la propriété collective mais aussi la direction centrale et unique de l'emploi de toutes les ressources matérielles de la production. En même temps, il envisage le maintien de la liberté de consommation et le maintien de la liberté dans le choix du métier. Du moins, c'est essentiellement sous cette forme que le marxisme a été interprété par les partis sociaux-démocrates du continent, et c'est l'aspect sous lequel la plupart des gens se figurent le socialisme. C'est sous cette forme également que le socialisme a été le plus abondamment discuté ; la plupart des critiques les plus récentes convergent sur ce type. En fait, il a été si universellement considéré comme le seul programme socialiste important que, dans la plupart des discussions sur les problèmes économiques du socialisme, les auteurs ont négligé de spécifier quel type de socialisme était présent à leur esprit. Les effets de cette imprécision ont été quelque peu malheureux. Car on n'a jamais vu très nettement si certaines objections ou critiques s'appliquaient seulement à cette forme particulière ou à toutes les formes de socialisme.

C'est pourquoi il est nécessaire dès le début de conserver les autres formes possibles de socialisme présentes à l'esprit, et de considérer soigneusement à chaque stade de notre étude si aucun problème particulier ne naît des hypothèses qui se trouvent à l'origine de tout programme socialiste ou si ces problèmes ne sont dus qu'à des hypothèses faites dans quelques cas particuliers. La liberté du choix du consommateur ou la liberté du métier, par exemple, ne sont en aucune façon les attributs nécessaires d'un programme socialiste, et si les socialistes de la première heure ont généralement repoussé la suggestion suivant laquelle le socialisme abolirait ces libertés, on a depuis quelques années opposé aux critiques de la position socialiste que les difficultés supposées ne naissent que dans la mesure où ces libertés sont maintenues : bien plus, que ce ne serait en aucune façon payer trop cher les autres avantages du socialisme si leur abolition se révélait nécessaire. Il faut donc considérer cette forme extrême du socialisme sur le même pied que les autres. Elle correspond, sous plusieurs aspects, à ce que l'on avait autrefois l'habitude d'appeler communisme, c'est-à-dire à un système où non seulement les moyens de production mais tous les biens sont possédés par la collectivité et où, en outre, l'autorité centrale a la possibilité d'assigner à chaque individu n'importe quelle tâche.

Ce genre de société où chaque chose est dirigée par un centre peut être considérée comme le cas limite d'une longue série d'autres systèmes présentant un moindre degré de centralisation. Le type le plus courant de socialisme précédemment étudié est déjà plus avancé dans le sens de la décentralisation. Mais il implique encore la planification sur une échelle des plus vastes — pratiquement la direction minutieuse de toute activité productive par une seule autorité centrale. Les systèmes plus anciens d'un socialisme plus décentralisé, tel que le socialisme corporatif ou le syndicalisme, ne doivent pas nécessairement retenir notre

attention ici puisqu'il semble maintenant à peu près généralement admis qu'ils n'apportent aucune espèce de système pour une direction rationalisée de l'activité économique. Plus récemment toutefois, on a vu naître chez les penseurs socialistes — encore une fois surtout en réponse à des critiques — une tendance à réintroduire un certain degré de concurrence dans leurs plans de façon à surmonter les difficultés éventuellement soulevées — ils l'admettent — par une planification entièrement centralisée. Il n'est pas nécessaire au point où nous sommes, de considérer en détail les formes sous lesquelles la concurrence entre producteurs individuels peut être combinée avec le socialisme. Nous y viendrons plus tard. Mais il est nécessaire d'en avoir connaissance dès le début, et ceci pour deux raisons : d'abord de façon à bien demeurer conscient, dans notre étude ultérieure, du fait que l'on peut concevoir la variation à l'infini de la direction complètement centralisée de toute activité économique généralement considérée comme caractéristique de tout système socialiste. Deuxièmement, — et ceci est encore plus important — de façon que nous puissions voir clairement quel degré de contrôle central doit subsister pour que nous puissions raisonnablement parler de socialisme ou quel est le minimum d'éléments qui nous permette encore de penser que tel système rentre dans notre champ d'étude. Même si nous trouvions que la possession collective des moyens de production est compatible avec la détermination compétitive des fins auxquelles les unités individuelles de ressources doivent être employées, et la façon dont elles doivent l'être, nous devrions encore supposer qu'un organisme central devra décider qui doit exercer l'autorité, au nom de la communauté, sur une quantité donnée de ressources, ou quelles quantités de ressources doivent être confiées aux différents entrepreneurs. Ceci semble être la moindre hypothèse compatible avec l'idée de la propriété collective, le moindre degré de contrôle central qui permette à la com-

munauté de conserver encore une autorité sur le revenu extrait des moyens matériels de production.

7. *Planisme et capitalisme.*

Sans un contrôle central aussi poussé des moyens de production, le planisme, dans le sens où nous avons employé ce terme, cesse d'être un problème. Il devient inconcevable. La majorité des économistes de toutes opinions l'admettraient probablement, bien que la plupart des autres individus qui croient au planisme estiment encore que c'est un système pouvant être rationnellement tenté dans le cadre d'une société basée sur le principe de la propriété privée. Et cependant, si par planisme on entend la direction effective de l'activité productive par prescriptions autoritaires, qu'il s'agisse des quantités de marchandises à produire, des méthodes de production à employer, des prix à fixer, on peut facilement démontrer non pas qu'une telle chose est impossible, mais que toute mesure isolée de ce genre produirait des réactions qui anéantiraient le but recherché et que toute tentative en vue d'agir de façon consistante nécessitera de plus en plus de mesures de contrôle jusqu'à ce que toute l'activité économique se trouve placée sous une autorité centrale.

Il est impossible, dans les dimensions de cette étude du socialisme, de pénétrer plus avant dans le problème particulier de l'intervention de l'État dans une société capitaliste. Nous ne le mentionnons ici que pour dire de façon explicite qu'il est exclu de nos considérations. Dans notre opinion, une étude bien comprise montre qu'il n'offre pas d'alternative pouvant être rationnellement choisie ou apportant une solution stable et satisfaisante à aucun des problèmes auxquels elle serait appliquée (1).

Mais ici encore, il est nécessaire de se garder d'une fausse

(1) L. v. MISES, *Interventionism*, Jena 1929.

interprétation. Dire que le planisme partiel du genre auquel nous faisons allusion est irrationnel ne veut toutefois pas dire que la seule forme de capitalisme qui puisse être défendue est celle du laissez-faire intégral au vieux sens du mot. Il n'y a aucune raison de supposer que les institutions légales historiquement existantes sont nécessairement les institutions les plus « naturelles » dans un sens ou dans l'autre. La reconnaissance du principe de la propriété privée n'implique nullement nécessairement que la délimitation particulière de l'étendue de ce droit telle qu'elle est déterminée par les lois existantes soit la mieux appropriée. La question du cadre permanent le mieux approprié au fonctionnement le plus souple et le plus efficient de la concurrence est une question de la plus haute importance et dont nous devons reconnaître qu'elle a été négligée de façon déplorable par les économistes.

Mais, d'autre part, admettre la possibilité d'un changement dans le cadre légal, ce n'est pas admettre la possibilité d'un type de planisme plus poussé dans le sens où nous avons employé le terme jusqu'à présent. Il y a ici une distinction essentielle qui ne doit pas être négligée : la distinction entre un cadre légal permanent conçu de façon à fournir tous les stimulants nécessaires à l'initiative privée pour que les adaptations nécessaires à tout changement se produisent, d'une part, et, d'autre part, un système où ces adaptations sont provoquées par une direction centrale. Et c'est ceci, et non la question du maintien de l'ordre existant contre l'introduction de nouvelles institutions, qui constitue le véritable problème. Dans un sens, les deux systèmes peuvent être décrits comme étant le produit d'un planisme rationnel. Mais dans le premier cas, ce planisme ne s'applique qu'au cadre permanent des institutions et l'on peut s'en passer si l'on est disposé à accepter les institutions qui se sont développées dans une lente évolution historique, alors que dans l'autre cas, le planisme doit faire face aux multiples changements quotidiens.

On ne peut guère douter que le planisme ainsi conçu implique des changements d'une nature et d'une amplitude inconnus jusqu'à présent dans l'histoire de l'humanité. On avance parfois que les changements actuellement en voie de réalisation ne sont qu'un retour aux formes sociales d'avant l'ère industrielle. C'est une erreur. Même lorsque le système corporatif médiéval était à son apogée et que les restrictions apportées au commerce étaient les plus étendues, on ne les utilisait pas comme moyens effectifs pour diriger l'activité individuelle. Ils ne constituaient probablement pas le cadre permanent le plus rationnel qui puisse être offert à l'activité individuelle : ils n'étaient essentiellement qu'un cadre permanent à l'intérieur duquel l'activité courante de l'initiative individuelle avait libre jeu. Avec nos tentatives en vue d'employer le vieil appareil restrictionniste comme instrument d'adaptation quasi journalière au changement, nous avons déjà été probablement beaucoup plus loin dans la direction de la planification centrale de l'activité courante qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Et si nous suivons le chemin sur lequel nous nous sommes engagés, si nous cherchons à agir de façon consistante et à combattre les tendances à l'auto-frustration de tout acte de planification isolée, nous nous embarquerons certainement dans une expérience sans précédent dans l'histoire. Mais même au point où nous en sommes, nous sommes déjà bien loin. Si nous voulons correctement estimer les possibilités, il est nécessaire de réaliser que le système dans lequel nous vivons, encombré de tentatives de planisme partiel et de restrictionnisme, est presque aussi éloigné de toute espèce de système capitaliste rationnellement défendable que l'on est éloigné de tout système planiste consistant. Il est important de réaliser dans toute recherche des possibilités du planisme que c'est une erreur de supposer que le capitalisme tel qu'il existe aujourd'hui constitue la seule alternative. Nous sommes certainement aussi éloignés du capitalisme dans sa forme pure que nous

le sommes de tout système de planification centrale. Le monde, aujourd'hui, n'est qu'un chaos interventionniste.

8. *Base de la critique moderne.*

La politique économique classique s'est effondrée surtout parce qu'elle a négligé de baser son explication du phénomène fondamental de la valeur sur l'analyse des sources de l'activité économique, méthode qu'elle avait appliquée avec tant de succès à l'analyse des phénomènes plus complexes de la concurrence. La théorie de la valeur du travail fut bien plus le produit de la recherche d'une illusoire substance de la valeur qu'une analyse du fonctionnement du système économique. Le pas décisif dans l'évolution de la science économique date du moment où les économistes ont commencé à se demander quelles étaient exactement les circonstances qui provoquaient les réactions particulières des individus à l'égard des biens produits. Et poser la question sous cette forme amenait immédiatement à reconnaître qu'attribuer une signification ou une valeur définie aux unités des différents produits, c'était nécessairement progresser vers la solution du problème général qui est toujours soulevé lorsqu'une multiplicité de fins concourent pour une quantité limitée de moyens.

L'existence de ce problème de la valeur partout où existe une action rationnelle constitue le fait de base d'où peut procéder une exploration systématique des formes sous lesquelles il peut se présenter dans les différentes organisations de la vie économique. Et, jusqu'à un certain point, les problèmes d'une économie dirigée centralement trouvèrent à l'origine une place prééminente dans les exposés des économistes contemporains. Il était évidemment tellement plus facile d'étudier les problèmes fondamentaux en supposant l'existence d'une échelle unique de valeurs

constamment conservées que de les étudier en partant de l'hypothèse d'une multiplicité d'individus suivant leurs échelles personnelles, que dans les premiers chapitres des nouveaux systèmes, on a employé fréquemment — et avec des avantages considérables — l'hypothèse d'un État communiste comme point de départ de la discussion (1). Mais on ne l'employait que pour démontrer que toute solution donnerait nécessairement naissance à des problèmes de valeur — rentes, salaires et intérêts, etc... — essentiellement identiques à ceux que nous observons en réalité dans une société compétitive. Les auteurs entreprenaient alors généralement de montrer comment l'action réciproque des activités individuelles indépendantes produisait spontanément ces phénomènes sans rechercher plus loin s'ils pouvaient être produits par d'autres moyens dans une société complexe moderne. L'absence même d'une échelle communément agréée de valeurs semblait ôter à ce problème toute importance pratique. Il est vrai que certains parmi les premiers auteurs de la nouvelle école non seulement pensaient qu'ils avaient réellement résolu le problème du socialisme, mais encore que leur calcul de l'utilité fournissait un instrument qui permettait de transformer l'échelle individuelle d'utilité en une échelle de fins objectivement valable pour la société tout entière. Mais on reconnaît généralement maintenant que cette dernière opinion n'était qu'une illusion et qu'il n'existe pas de critère scientifique nous permettant de comparer ou de fixer l'importance relative des besoins de personnes différentes, bien que l'on puisse encore probablement trouver dans l'étude des problèmes spéciaux des conclusions impliquant des comparaisons d'utilité aussi inadmissibles que ces comparaisons interpersonnelles.

Mais il est évident qu'à mesure que le processus de l'analyse du système compétitif révélait la complexité des pro-

(1) Cf. en particulier F. v. WIESER, *Natural Value*, London 1893, *passim*.

blèmes, que ce système résolvait spontanément, les économistes devinrent de plus en plus sceptiques en ce qui concerne la possibilité de résoudre ces mêmes problèmes par décision arbitraire. Il peut être utile de noter que dès 1854, le plus fameux parmi les prédécesseurs de l'école moderne de « l'utilité marginale », l'Allemand H. H. Gossen, en était venu à conclure que l'autorité économique centrale projetée par les communistes trouverait bientôt qu'elle s'était fixé une tâche qui dépassait de loin les pouvoirs des hommes (1). Plus récemment, parmi les économistes de l'école moderne, on aborda fréquemment le point sur lequel Gossen avait basé son objection, à savoir la difficulté du calcul rationnel lorsqu'il n'existe pas de propriété privée. Ceci fut particulièrement nettement démontré par le professeur Cannan qui souligna le fait que les buts socialistes et communistes ne pouvaient être atteints qu'« en abolissant à la fois les institutions de la propriété privée et la pratique de l'échange, sans lesquels la valeur, dans tout sens raisonnable du mot, ne peut exister » (2). Mais en dehors de considérations générales de ce genre, l'examen critique des possibilités d'une économie politique socialiste fit peu de progrès, pour la simple raison qu'aucune proposition

(1) H. H. GOSSEN, *Entwicklung der Gesetze des Menschlichen Verkehrs und der daraus fließenden Regeln für menschliches Handeln*, Braunschweig, 1854, p. 231. : « Dazu folgt aber ausserdem aus den im vorstehenden gefundenen Sätzen über das Genessen, und infolgedessen über das Steigen und Sinken des Werthes jeder Sache mit Verminderung und Vermehrung der Masse und der Art, dass nur durch Feststellung des Privateigenthums der Massstab gefunden wird zur Bestimmung der Quantität, welche den Verhältnissen angemessen am Zweckmässigsten von jedem Gegenstand zu produzieren ist. Darum würde denn die von Communisten projectierte Zentralbehörde zur Verteilung der verschiedenen Arbeiten sehr bald die Erfahrung machen, dass sie sich eine Aufgabe gestellt habe, deren Lösung die Kräfte einzelner Menschen weit übersteigt » (les Italiques se trouvent dans le texte).

(2) E. CANNAN, *A History of the theories of Production and Distribution*, 1893, 3^e édition, 1917, p. 395. Le professeur Cannan a apporté plus tard une importante contribution au problème des relations internationales entre les États socialistes. Voir son étude sur « The Incompatibility of Socialism and Nationalism », dans *The Economic Outlook*, London, 1912.

socialiste concrète de la façon dont ces problèmes pouvaient être résolus n'était offerte à l'examen (1).

Ce fut seulement au début du siècle actuel qu'une étude générale du genre de ce que nous venons justement d'examiner concernant l'impossibilité pratique du socialisme, étude due à l'éminent économiste hollandais, N. G. Pierson, amena K. Kautsky, alors théoricien principal du socialisme marxiste, à rompre le silence traditionnel sur le fonctionnement effectif de l'État socialiste futur et de donner dans une conférence, de façon encore quelque peu hésitante et avec de nombreuses restrictions, une description de ce qui se passerait au lendemain de la Révolution (2). Mais Kautsky ne démontra qu'une chose : c'est qu'il n'était même pas réellement conscient du problème vu par les économistes. Il donna ainsi à Pierson l'occasion de démontrer en détail, dans un article qui parut dans le journal hollandais *Économist*, qu'un État socialiste aurait ses problèmes de valeur tout comme un autre système économique, et que la tâche à laquelle les socialistes devaient faire face était de montrer comment, en l'absence d'un système des prix, la valeur des différents objets allait être déterminée. Cet article fut la première contribution importante à l'étude moderne des aspects économiques du socialisme ; bien qu'il demeura pratiquement inconnu hors de Hollande, et qu'il ne fut rendu accessible dans une version allemande qu'après que la discussion eut été entamée de façon indépendante par d'autres, il conserve un intérêt spécial comme seule étude importante de ces problèmes parue avant la guerre. Il est particulièrement précieux

(1) Une tentative complètement négligée de résolution du problème du côté socialiste, qui montre toutefois une certaine compréhension de la difficulté réelle, a été faite par G. SULZER, *Die Zukunft des Sozialismus*, Dresde, 1899.

(2) Une traduction anglaise de cette conférence, faite d'abord à Delft en 1899, le 24 avril 1902, et bientôt après publiée en allemand, avec une autre conférence donnée deux jours auparavant dans la même ville, fut publiée à Londres, en 1907, sous le titre : « The social Revolution » et « On the Morrow of the Social Revolution ».

pour son étude des problèmes soulevés par le commerce international entre diverses communautés socialistes. Une traduction française se trouve reproduite dans la partie suivante de cet ouvrage : il est donc inutile que nous nous étendions davantage sur son contenu.

Toutes les études ultérieures des problèmes économiques du socialisme qui furent publiées avant la guerre se confièrent plus ou moins dans une démonstration montrant que les catégories principales de prix, tels que salaires, rentes et intérêts, devraient au moins figurer dans les calculs de l'autorité planiste, de la même façon qu'elles apparaissent aujourd'hui et qu'elles seraient déterminées par les mêmes facteurs. Le développement moderne de la théorie de l'intérêt joua un rôle particulièrement important dans ce domaine, et après Böhmer-Bawerk (1) ce fut surtout le professeur Cassel qui montra de façon convaincante que l'intérêt devrait entrer comme élément important dans le calcul rationnel de l'activité économique. Mais aucun de ces auteurs ne tenta même de démontrer comment ces éléments essentiels pouvaient être atteints dans la pratique. Le seul auteur qui du moins approcha le problème fut l'économiste italien Enrico Barone, qui développa en 1908 certaines suggestions de Pareto (2) dans un article sur le ministère de la Production dans l'État socialiste. Cet article présente un intérêt considérable en tant qu'exemple de la façon dont on estimait que les instruments de l'analyse mathématique des problèmes économiques pouvaient être employés à résoudre les devoirs de l'autorité planiste centrale. Une traduction française de cet article se trouve en appendice à la fin de ce volume.

(1) En dehors de son étude générale sur l'intérêt, il faut mentionner spécialement son essai sur « Macht und ökonomisches Gesetz » (*Zeitschrift für Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung*, 1914). On doit considérer cet essai sous bien des aspects comme le prédécesseur direct des critiques ultérieures.

(2) V. PARETO, *Cours d'Économie politique*, vol. II. Lausanne, 1897, pp. 364 et sq.

9. *La guerre et ses effets sur le socialisme européen.*

Lorsque à la fin de la Grande Guerre, les partis socialistes arrivèrent au pouvoir dans la plupart des États de l'Europe centrale et orientale, l'étude de tous ces problèmes entra nécessairement dans une phase nouvelle et décisive. Les partis socialistes victorieux devaient maintenant penser à un programme d'action défini et la littérature socialiste des années qui suivirent immédiatement la guerre fut pour la première fois largement occupée par les questions pratiques de l'organisation de la production sur des bases socialistes. Ces discussions étaient largement influencées par l'expérience des années de guerre, au cours desquelles les États avaient organisé une administration des denrées alimentaires et des matières premières destinée à faire face à la pénurie sérieuse des produits de première nécessité. On affirmait généralement que cette expérience avait prouvé non seulement que la direction centrale de l'activité économique était réalisable et même préférable à un système de concurrence, mais aussi que la technique spéciale de planification créée en vue de faire face aux problèmes de l'économie de guerre pouvait également être appliquée à l'administration permanente d'une économie socialiste.

En dehors de la Russie, où la rapidité des changements dans les années qui suivirent immédiatement la Révolution laissa peu de temps à la réflexion paisible, ce fut surtout en Allemagne et plus encore en Autriche que ces questions furent le plus sérieusement agitées. Mais les problèmes du socialisme revêtirent une importance pratique particulièrement considérable dans ce dernier pays où les socialistes avaient toujours joué un rôle prédominant dans le développement intellectuel du socialisme et où un parti socialiste fort et uni avait probablement exercé une plus grande influence sur son économie politique que dans tout autre pays, excepté en Russie. On peut peut-être mention-

ner en passant qu'il est plutôt curieux de constater combien peu d'études sérieuses ont été consacrées aux expériences économiques de ce pays dans les dix années qui suivirent la guerre, bien que ces expériences soient plus caractéristiques, en ce qui concerne les problèmes d'une politique socialiste en Europe occidentale, que tout ce qui s'est passé en Russie. Mais quoi que l'on puisse penser de l'importance des expériences pratiques faites en Autriche, il n'est guère possible de douter que les contributions théoriques qui y furent apportées à la compréhension de ces problèmes ne se révèlent à l'avenir d'une force considérable dans l'histoire intellectuelle de notre époque.

Parmi ces premières contributions socialistes à l'étude, et sous bien des aspects la plus intéressante et dans bien des cas la plus représentative de la notion encore bien limitée de la nature des problèmes économiques soulevés par le socialisme, se trouve un livre du Dr O. Neurath, publié en 1919, où l'auteur tente de montrer que les expériences de la guerre ont prouvé la possibilité de se passer de toute considération de valeur dans l'administration des réserves de produits et que tous les calculs de l'autorité planiste centrale devraient et pourraient être faits *in natura*; autrement dit, qu'il était inutile de les faire en termes de quelque unité commune de valeur, mais qu'on pouvait les faire en nature (1). Neurath oubliait totalement les difficultés insurmontables que l'absence de calcul des valeurs ferait surgir sur le chemin de tout emploi économique rationnel des ressources : il semblait même y voir un avantage. Les mêmes remarques s'appliquent aux travaux publiés à la même époque par l'un des chefs du parti social-démocrate autrichien, le Dr O. Bauer (2). Il est impossible de donner ici un compte rendu détaillé des arguments de cet ouvrage et des autres publications de la même époque.

(1) O. NEURATH, *Durch die Kriegswirtschaft zur Naturalwirtschaft*, Munich, 1919.

(2) O. BAUER, *Der Weg zum Sozialismus*, Wien, 1919.

Il faut toutefois les mentionner en raison de leur importance en tant qu'expression représentative de la pensée socialiste avant l'impulsion de la nouvelle critique et parce qu'une grande partie de cette critique est naturellement tournée — directement ou implicitement — vers ces ouvrages.

En Allemagne, l'étude se centralisa sur les propositions de la « commission de socialisation » destinée à discuter les possibilités du transfert des industries privées à la propriété et au contrôle de l'État. Ce fut cette commission — ou en relation avec ses délibérations — que des économistes tels que le professeur E. Lederer, le professeur E. Heimann, et le malchanceux W. Rathenau développèrent des plans de socialisation qui devinrent le sujet principal des discussions parmi les économistes. Dans notre cas, toutefois, ces propositions sont moins intéressantes que leur contrepartie autrichienne, parce qu'elles ne considéraient pas un système complètement socialisé, mais s'attachaient surtout aux problèmes de l'organisation d'industries particulières socialisées dans un système par ailleurs compétitif. Pour cette raison, leurs auteurs n'eurent pas à faire face aux problèmes essentiels d'un système intégralement socialiste. Elles sont cependant importantes, en tant que symptômes de l'état de l'opinion publique au moment et dans le lieu où l'examen le plus scientifique de ces problèmes fut entrepris. L'un des projets de cette période mérite peut-être une mention spéciale, non seulement parce que ses auteurs sont les inventeurs de l'expression maintenant à la mode « économie planifiée », mais parce qu'il ressemble étrangement aux propositions planistes, actuellement si en faveur en Angleterre. Il s'agit du plan proposé en 1919 par le ministre de la *Reichswirtschaft*, R. Wissel, et son sous-secrétaire d'État, W. v. Moellendorf (1). Mais si

(1) Ce plan fut primitivement exposé dans un mémoire soumis au Cabinet du Reich le 7 mai 1919, et repris plus tard par R. WISSEL dans deux plaquettes, *Die Planwirtschaft* (Hambourg, 1920) et *Praktische Wirtschaftspolitik* (Berlin, 1919).

intéressantes que soient leurs propositions d'organisation des industries privées et si proches que soient les discussions auxquelles elles donnèrent lieu des problèmes actuellement étudiés en Angleterre et ailleurs, on ne saurait les considérer comme des propositions socialistes du type étudié ici. Ce plan se place à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme, position dont, pour les raisons mentionnées ci-dessus, nous avons délibérément exclu l'étude dans le présent ouvrage.

10. *Mises, Max Weber et Brutzkus.*

L'honneur d'avoir le premier énoncé le problème central de l'économie socialiste sous une forme telle qu'il soit impossible de le voir désormais disparaître du terrain de la discussion appartient à l'économiste autrichien, le professeur Ludwig von Mises. Dans un article sur le calcul économique dans une communauté socialiste, publié au printemps de 1920 (1), il démontrait que la possibilité du calcul rationnel dans notre système économique actuel était basée sur le fait que les prix exprimés en argent offraient la condition essentielle de la réalisation de ce calcul. Le point essentiel où le professeur Mises est allé bien au delà de ses prédécesseurs se trouve dans la démonstration détaillée prouvant que l'usage économique des ressources disponibles n'est possible que si les prix sont appliqués non seulement au produit final, mais aussi à tous les produits intermédiaires et aux facteurs de production, et qu'on ne saurait concevoir aucun autre procédé qui tînt compte de la même façon de tous les faits ayant rapport

(1) *Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen*, « Archiv für Sozialwissenschaften und Sozialpolitik », vol. 47 /1, avril, 1920. La plus grande partie de cet article a été comprise dans l'étude plus complète des problèmes économiques d'une communauté socialiste, dans la deuxième partie de l'ouvrage du professeur Mises, *Le Socialisme, Étude économique et sociologique*, éd. française, Paris, 1938. Librairie de Médecins.

au problème principal comme le fait le système des prix dans le marché compétitif. Une traduction de cet article se trouve dans la présente édition. Cet article, avec *Le Socialisme* du même auteur, représentent le point de départ de toutes les discussions des problèmes économiques du socialisme, soit critiques, soit constructives, qui tiennent à être prises au sérieux. Comme l'essentiel de l'argumentation de Mises se trouve contenu dans l'article reproduit dans ce volume, il est inutile de nous étendre davantage sur ce point.

Alors que les ouvrages du professeur Mises contiennent sans aucun doute l'exposé le plus complet et le plus heureux de ce qui, de ce jour, est devenu le problème central, et qu'ils ont exercé de beaucoup la plus grande influence sur toutes les études ultérieures, il est intéressant de noter qu'à la même époque, par une intéressante coïncidence, deux autres auteurs distingués arrivèrent respectivement à des conclusions très identiques. Le premier est le grand sociologue allemand, Max Weber, qui dans sa grande œuvre posthume, *Wirtschaft und Gesellschaft*, publiée en 1921, traitait expressément des conditions qui rendent possibles des décisions rationnelles dans un système économique complexe. Comme le professeur Mises (dont il cite l'article comme n'étant venu à sa connaissance que lorsque sa propre étude était à l'impression) il insista sur le fait que les calculs *in natura* proposés par les principaux défenseurs d'une économie planifiée ne pourraient offrir une solution rationnelle des problèmes que les autorités d'un tel système auraient à résoudre. Il souligna en particulier que l'usage rationnel et la préservation du capital ne pouvaient être obtenus que dans un système basé sur l'échange et l'usage de l'argent, et que le gaspillage dû à l'impossibilité du calcul rationnel dans un système complètement socialisé pourrait être assez sérieux pour rendre impossible l'existence des habitants des pays actuellement les plus peuplés.

« On n'apporte aucun argument de poids ici en supposant qu'un système quelconque de calcul serait trouvé à temps si l'on cherchait sérieusement à attaquer le problème d'une économie sans monnaie ; le problème est le problème fondamental de toute socialisation complète, et il est certainement impossible de parler d'une économie planifiée *rationnellement* alors que dans la mesure où le point essentiel est concerné, aucun moyen de construction d'un « plan » n'est connu (1). »

Un développement pratiquement simultané des mêmes idées devait se produire en Russie. Là, au cours de l'été 1920, dans le court intervalle qui suivit les premiers succès militaires du nouveau régime où il était devenu — exceptionnellement — possible d'émettre des critiques en public, le professeur Boris Brutzkus, économiste distingué connu principalement pour ses études sur les problèmes agricoles de la Russie, soumit à des recherches critiques, dans une série de conférences, les doctrines qui inspiraient les actes des dirigeants communistes. Ces conférences, qui parurent sous le titre *Les problèmes de l'économie sociale en régime socialiste*, dans un journal russe et qui ne furent rendues accessibles à un public plus étendu que beaucoup plus tard dans une traduction allemande (2), offrent dans leurs conclusions essentielles une ressemblance remarquable avec les doctrines de Mises et de Max Weber, bien qu'elles soient nées de l'étude des problèmes concrets auxquels la Russie devait alors faire face et qu'elles aient été faites à une époque où leur auteur, retranché de toute communication avec le monde extérieur, ne pouvait connaître les efforts identiques des savants allemands et autri-

(1) Max WEBER, *Wirtschaft und Gesellschaft* (Grundriss des Sozialökonomik, vol. III, Tübingen, 1921, pp. 55-6).

(2) Le titre original sous lequel ces conférences parurent dans l'hiver 1921-22 dans le journal russe *Ekonomist* était : *Les problèmes de l'Économie sociale en régime socialiste*. Elles furent plus tard publiées à nouveau dans une plaquette éditée à Berlin, en 1923. Une traduction allemande, intitulée *Die Lehren des Marxismus im Lichte des russischen Revolution*, fut publiée en 1928 à Berlin.

chiens. Comme chez le professeur Mises et Max Weber, ses critiques se concentrent sur l'impossibilité d'un calcul rationnel dans une économie dirigée centralement d'où les prix sont nécessairement absents. Cette étude, accompagnée d'une discussion du développement de l'économie planifiée en Russie (1) remarquablement conforme à ce qu'on pouvait attendre de ces théories, constitue un complément tout à fait harmonieux de cet ouvrage.

11. *Études plus récentes.*

Bien que dans une certaine mesure Max Weber et le professeur Brutzkus partagent l'honneur d'avoir défini, de façon indépendante, le problème central de l'économie socialiste, c'est l'étude plus complète et plus systématique du professeur Mises, en particulier dans son ouvrage principal *Le Socialisme*, qui a surtout exercé une influence sur la direction des études ultérieures en Europe. Dans les années qui suivirent immédiatement sa publication, un grand nombre de tentatives furent faites dans le but de relever directement son défi et de montrer que sa thèse principale était fautive, et que même dans un système économique strictement dirigé par un centre, les valeurs pouvaient être exactement déterminées sans aucune difficulté sérieuse. Mais bien que la discussion de ces points ait duré plusieurs années, au cours desquelles Mises répondit par deux fois aux critiques, il devint de plus en plus évident que, dans la mesure où il s'agissait d'un système d'économie planifiée dirigé strictement par un centre du type originellement proposé par la plupart des socialistes, sa thèse centrale ne pouvait être réfutée. La plupart des objections faites au début se réduisaient en réalité à une chicane sur les mots, provoquée par le fait que Mises avait occasionnelle-

(1) Voir U. R. S. S. *terrain d'expériences économiques*, 1 vol. Librairie de Médicis, 1938.

ment employé une affirmation quelque peu vague suivant laquelle le socialisme était impossible alors qu'il voulait dire que le socialisme rendait le calcul économique impossible. Évidemment, toute action proposée — si la proposition a un sens quelconque — est possible au sens strict du terme — c'est-à-dire qu'elle peut être essayée. La seule question qui puisse se poser est de savoir si l'on aboutira ainsi aux résultats attendus, c'est-à-dire si l'exécution de l'action projetée est en rapport avec les buts qu'elle entend servir. Or dans la mesure où l'on avait espéré obtenir au moyen d'une direction centrale de toute l'activité économique, *en un même et unique moment*, une distribution des revenus indépendante de la propriété privée des moyens de production et un rendement d'un volume au moins approximativement le même ou même supérieur à celui qui était obtenu en régime de libre concurrence, on admettait de plus en plus généralement que le socialisme n'était pas le moyen pratique d'obtenir ces résultats.

Mais il était bien naturel que, même en accordant cela à la thèse principale du professeur Mises, on n'abandonnât pas la recherche d'un moyen de réaliser l'idéal socialiste. L'effet principal de cette recherche fut de détourner l'attention de ce qui jusqu'alors avait été universellement considéré comme la forme la plus pratique de l'organisation socialiste, au bénéfice de la recherche d'autres plans. On peut distinguer deux types de réaction parmi ceux qui admirent l'argument principal de Mises. D'abord, il y avait ceux qui estimaient que la perte d'efficience, le déclin de la richesse générale qui résulteraient de l'absence des moyens de calcul rationnel, ne seraient pas un prix trop élevé pour la réalisation d'une plus juste distribution de ces richesses. Évidemment, si cette attitude est basée sur une réalisation nette de ce qu'implique ce choix, il n'y a rien à ajouter, si ce n'est qu'il semble douteux que ceux qui l'adoptent trouvent de nombreux adeptes. La véritable difficulté, ici, c'est évidemment que pour la plupart des

gens, la décision sur ce point dépendra de la mesure dans laquelle l'impossibilité d'un calcul rationnel aboutirait à la réduction du rendement dans une économie dirigée centralement comparativement au rendement d'un système compétitif. Et bien que dans l'opinion de l'auteur de ces lignes une étude minutieuse ne puisse guère laisser de doute sur l'énorme importance de la différence, il faut admettre qu'il n'y a pas de façon simple de prouver de quelle importance serait cette différence. La réponse ne peut être trouvée ici dans nos considérations générales mais devra être basée sur une méticuleuse étude comparative du fonctionnement des deux systèmes considérés et présuppose des connaissances beaucoup plus étendues des problèmes impliqués qu'il n'est possible d'acquérir que par une étude systématique de la science économique (1).

Le deuxième type de réaction à l'égard de la critique du professeur Mises consista à la considérer comme valable seulement pour les formes particulières de socialisme contre lesquelles elle était principalement dirigée : en même temps on cherchait à construire d'autres plans qui ne prêteraient pas à cette critique. Une part considérable, et probablement la plus intéressante, des récentes études faites en Europe tend à s'orienter dans cette direction. Ces études révèlent deux tendances principales. D'une part, on cherche à surmonter les difficultés en question en étendant les éléments de la planification encore plus loin que l'on ne l'avait primitivement envisagé, de façon à abolir complètement le libre choix du consommateur et le libre choix du métier. D'autre part, on cherche à introduire divers éléments de

(1) Il est peut-être nécessaire, sur ce point, d'établir de façon explicite qu'il n'y aurait absolument pas de solution possible si une telle comparaison était faite entre le capitalisme tel qu'il existe (ou qu'il est supposé exister encore), et le socialisme comme il pourrait fonctionner dans l'hypothèse idéale — ou entre le capitalisme tel qu'il pourrait être dans des conditions idéales et le socialisme sous une forme imparfaite. Si la comparaison doit offrir quelque valeur pour la question de principe, elle doit être faite en supposant que chaque système est réalisé dans sa forme la plus rationnelle dans les conditions données de nature humaine et de circonstances extérieures auxquelles il faut bien entendu se soumettre.

concurrence. On étudiera dans les chapitres ultérieurs de cette étude la mesure dans laquelle ces propositions viennent réellement à bout de l'une ou l'autre des difficultés et dans quelles proportions elles sont pratiquement réalisables. Dans la mesure où les résultats des études allemandes sont concernés, le professeur G. Halm qui a pris une part très active dans ces débats, résume dans sa contribution à ce volume l'état actuel de l'opinion parmi ceux qui adoptèrent une attitude critique. Une liste des contributions les plus importantes apportées de part et d'autre à la discussion se trouve en appendice à la fin de ce volume.

12. *Buts de notre étude.*

Le but de cet ouvrage est de présenter, réunis en un seul volume, les résultats principaux de l'étude critique du planisme socialiste due aux savants européens. Avec la traduction de l'ouvrage principal du professeur Mises et les études du professeur Brutzkus sur la Russie, il espère offrir une assez bonne étude des problèmes soulevés par toute espèce de planisme.

Ce volume, donc, rassemble des éléments pouvant servir de base pour des études ultérieures plutôt qu'il ne constitue une exposition systématique ou continue d'un point de vue unique. Les études individuelles rassemblées ici n'avaient pas été faites en vue d'une publication dans un même volume, mais écrites à des époques différentes et dans des buts différents. Dans la plupart des cas, les articles les plus récents furent écrits dans l'ignorance des premiers. L'effet inévitable de ceci est, dans une certaine mesure, des répétitions et d'occasionnelles différences d'opinion entre les auteurs représentés. Notre présentation suit l'ordre chronologique de la publication des essais originaux, à l'exception de celui de Barone placé en appendice pour la seule raison qu'il est d'un caractère nettement

plus technique que le reste de l'ouvrage. Un deuxième appendice contient une bibliographie des ouvrages les plus importants sur le même sujet, publiés depuis 1920.

Dans sa conclusion, l'auteur de ces lignes a cherché à étudier certaines de ces tendances intellectuelles et à examiner, à leur lumière, certains des plus récents développements des études économiques en Angleterre. C'est également dans cet ordre d'idées que nous avons cherché à apprécier l'importance des conclusions auxquelles on est déjà arrivé et à juger de leurs rapports avec les problèmes pratiques de notre époque.

LE PROBLÈME DE LA VALEUR DANS LA COMMUNAUTÉ SOCIALISTE (1)

par

N. G. PIERSON

(Traduit du hollandais en anglais par G. Gardner.

Traduit de l'anglais en français par Florence et Daniel Villey.)

Une caractéristique frappante et quelque peu inquiétante de notre époque, c'est le peu d'attention qu'éveillent — surtout parmi la jeune génération — les problèmes d'économie théorique. Cela me frappe d'autant plus qu'en présence de l'enthousiasme régnant pour la législation sociale, on aurait pu s'attendre à tout le contraire. Tant qu'on laisse les choses suivre librement leur cours, et tant que l'activité de l'État se borne au maintien de l'ordre — outre le soin de l'éducation, l'exécution des travaux publics, etc... — la curiosité scientifique fournit seule un stimulant aux recherches d'économie théorique. Un stimulant d'ordre pratique surgit seulement lorsque les gens commencent à avoir des doutes quant à la bienfaisance du laissez-faire. Il leur faut alors, s'ils veulent éviter les erreurs fondamentales dans leurs plans de réformes, connaître le résultat que l'on peut attendre de telle intervention dans telles circonstances déterminées ; en d'autres termes, il leur faut savoir ce que signifient et comment fonctionnent les plus importantes lois économiques. Toute innovation qui ne

(1) Cet article a paru originalement sous le titre *Het waardeprobleem in een socialistische Maatschappij* dans la revue hollandaise *De Economist* (vol. 41, s'Gravenhage, 1902, pp. 423-456). Il a plus tard été réimprimé dans les *Verspreide Economische Geschriften* de H. G. PIERSON, édités par C. A. Verrig'n Stuart (Haarlem, 1910. Vol. I, pp. 333 à 377) [Note de l'éditeur anglais].

serait pas basée sur une telle connaissance constituerait un saut dans l'inconnu ; c'est le but de la théorie économique de nous munir de cette connaissance. L'ouvrier qui n'éprouve pas le désir de perfectionner ses outils n'a pas besoin de s'occuper de mécanique ; et le propriétaire qui se satisfait de l'état de sa maison n'étudiera pas l'architecture. Mais la génération actuelle désire réformer radicalement la machine sociale ; elle ne se montre — tant s'en faut — rien moins que satisfaite de sa présente structure. Comment dès lors pouvons-nous expliquer qu'à certaines exceptions près, elle accorde si peu d'attention à la théorie économique ?

Pour répondre complètement à cette question, il faudrait prendre en considération un certain nombre de contingences. Il me semble pourtant que la principale raison de cet état de choses réside dans la sympathie grandissante qu'éprouve la jeune génération pour le socialisme. L'économie théorique cherche à éclairer la structure de la société ; mais pour un grand nombre de nos contemporains, la société actuelle est condamnée ; et quiconque est animé de cette conviction ne saurait se sentir porté vers l'étude scientifique de quelque chose dont la prochaine disparition est à ses yeux assurée. Qui donc se préoccupera des rapports des salaires du travail avec le capital, alors qu'il considère le salariat comme une forme d'esclavage et suppose une injustice à l'origine de l'intérêt ? Qui donc s'attachera à éclaircir les problèmes soulevés par le libre jeu de l'offre et de la demande, s'il rêve d'établir entre les individus des rapports économiques tout à fait différents de ceux que détermine la loi de l'offre et de la demande ? Qui donc tentera de dévoiler les secrets du marché des changes et du marché de l'argent s'il voit dans le courtage des effets de commerce un symptôme pathologique, et dans la monnaie un mal évitable. Ceux qui professent de telles opinions croient que des questions plus sérieuses, d'un intérêt plus vital, appellent l'attention des penseurs ; et si nous leur

demandons à quels problèmes ils songent, ils nous renvoient aux œuvres de Karl Marx. La législation sociale, selon eux, est une bonne chose, mais elle ne constitue qu'un expédient. Le but, ce doit être un complet renouvellement de la société.

Dans cet essai, j'espère démontrer que c'est une erreur de s'appuyer sur de telles considérations pour croire que les efforts de la théorie économique ne sont point nécessaires. Cette branche de connaissance ne peut jamais être négligée, pas même dans le cas où le socialisme serait mis en pratique.

Qu'il soit ou non possible d'instaurer pratiquement le socialisme, c'est ce dont je ne veux point décider ici. Mais, pour les besoins de l'argumentation, supposons que ce le soit. Le socialisme une fois réalisé, sans aucun doute, beaucoup des problèmes qui réclament aujourd'hui notre attention s'évanouiraient ; mais il est absolument erroné de croire que tel serait le sort de *tous* ces problèmes, et même des plus importants ; ceux-ci revêtiraient seulement d'autres formes. Il ne faut pas croire que les meilleurs ouvrages économiques de notre époque perdraient alors toute valeur ; l'on s'y reporterait — et non pas sans fruit — pour y prendre conseil sur mainte importante question. Un problème par-dessus tout subsisterait qui, se présentant sous les formes les plus diverses, appellerait une solution pratique. Je veux parler du problème de la valeur.

Le problème de la valeur ? Ces mots étonneront bien des lecteurs ; voilà bien la dernière chose à laquelle ils se seraient attendus ! Le problème de la valeur dans une société socialiste ? mais évidemment, si le socialisme est réalisé, il n'y aura plus de phénomènes de valeur, et partant pas de problème de la valeur ! Tout sera alors une pure question de technique. — De fait, c'est là une opinion très largement répandue, mais quelque vulgarisée qu'elle soit, et quelque dogmatique insistance qu'on mette à l'affirmer, elle n'en est pas moins profondément erronée. Et de plus d'un point de vue l'erreur est grave. Il y a tout d'abord

l'aspect scientifique de la question. Si l'opinion que je combats était exacte, tout ce qu'ont enseigné au cours des dernières années les penseurs les plus remarquables sur l'idée de valeur devrait faire l'objet d'une totale revision. En second lieu, — autre objection — cette théorie obscurcit toute compréhension claire des conditions de vie dans n'importe quelle société et rend, en fait, une telle compréhension impossible. Quiconque croit que sous le régime du socialisme la valeur n'a pas de rôle important à jouer ne tient aucun compte de ces conditions fondamentales de la vie sociale ; il prend pour une forme particulière de la vie sociale la vie sociale elle-même et ne se rend pas assez clairement compte des tâches dont le gouvernement d'un État socialiste aurait à s'acquitter.

Pour maint lecteur de ces pages tout cela semblera aller de soi. D'autres, cependant, pourront réclamer une justification plus détaillée de ce que je viens d'avancer ; et c'est ce que j'espère leur offrir dans les pages qui vont suivre. Que pourtant l'on me permette tout d'abord une courte digression. Puisqu'au cours de cet essai je parlerai constamment du socialisme j'aimerais expliquer ce qu'il faut entendre par là.

Il est différentes sortes de socialisme. La première, si l'on me permet l'expression, est le *socialisme de l'espoir*. Nul penseur sérieux ne peut étudier notre système social sans prendre conscience de ses défauts ; et ces défauts peuvent produire sur lui une si profonde impression qu'il en vienne à douter que la structure sociale existante puisse durer. Si, par surcroît, il croit de tout son cœur au progrès de la nature humaine et au développement des mobiles altruistes, il ira peut-être jusqu'à prédire que ces mobiles prédomineront un jour ; peut-être même, ajoutera-t-il, qu'un renouvellement complet de l'ordre social s'ensuivra un jour automatiquement. La seconde prédiction n'est pas inséparable de la première ; et même il n'est pas difficile de produire des arguments pour soutenir que la première

exclut la seconde. Supposons que l'espèce humaine ait atteint un si haut degré de conscience morale que les maux sociaux actuels imputables à l'insuffisance du sens moral soient éliminés ou tout au moins considérablement atténués. Dans notre hypothèse, l'abus d'alcool est devenu rare. Parmi les travailleurs règne au plus haut point le sens du devoir ; partout on songe à l'avenir, et demain n'est plus sacrifié à aujourd'hui. Les entrepreneurs se conduisent comme seuls font aujourd'hui les meilleurs d'entre eux. L'assistance aux pauvres est mieux organisée ; elle assure une aide efficace à ceux qui sont dans le besoin. La législation sociale porte le sceau du code moral plus élevé que l'on fait graduellement triompher. Dans de telles circonstances, réclamerait-on une réorganisation de la société ? On réaliserait alors la vérité de ce que depuis longtemps déjà les sages proclament : que la principale cause de la pauvreté ne réside pas dans l'organisation sociale, mais dans les hommes eux-mêmes ; dans l'insouciance et la conduite irréfléchie de certains et dans la dissipation et l'indifférence des autres au bien commun. N'est-il pas probable que nos descendants, ayant atteint un niveau moral aussi élevé, hésiteraient à introduire des mesures qui pourraient abaisser le standard de vie de la majorité ? Sans aucun doute, il est des périls qui menacent la moralité dans l'ordre social actuel ; mais ceci est commun à tous les régimes concevables. Le communisme, par exemple, pourrait bien encourager la négligence, la paresse, ou même l'habitude du vol, tandis que sous ce régime la sagesse et le sens de l'organisation risqueraient de se perdre. Dès lors, prédire qu'il se produira une considérable élévation du niveau moral général n'implique nullement la certitude que la société sera réorganisée selon des principes nouveaux. Logiquement, les deux prédictions sont indépendantes l'une de l'autre. En fait, pourtant, on lie souvent la première à la seconde et c'est ainsi que surgit ce socialisme de l'espoir qui, comme je l'ai dit, traîne de nos jours

une si nombreuse cohorte. Ses partisans n'ont point une conception très claire de ce que l'avenir doit nous apporter. Si nous leur suggérons qu'ils devraient au moins donner un aperçu des lignes générales suivant lesquelles ils résoudre- raient les divers problèmes pratiques qu'affronterait le socialisme, ils nous considèrent avec un air de pitié ; nous n'avons pas su apprécier leur point de vue. Un sentiment vague leur révèle que l'ordre social dans lequel nous vivons ne peut pas durer et qu'il est dans l'humanité des forces morales cachées, dont la croissance entraînera le développement d'un système meilleur. Cependant, ils ne s'efforcent nullement de définir ce système meilleur et ils prétendent qu'on n'a pas à leur demander de le faire. Aussi pouvons-nous encore appeler cette forme de socialisme : *socialisme poétique*. Le mieux pourtant est de suivre l'avis de Cairnes et de lui refuser le nom même de socialisme. John Stuart Mill, dans son « autobiographie », se comptait lui-même parmi les socialistes parce qu'il croyait que certains idéals se réaliseraient dans un lointain avenir. A ce propos Cairnes a indiqué que le véritable socialisme ne consiste pas en un corps d'idéals qui ne peuvent se réaliser que si la nature humaine et les conditions de la vie humaine sont radicalement transformées. L'essence du socialisme est de préconiser certaines méthodes d'action ; de faire appel à l'autorité de l'État pour certaines catégories particulières de fins (1). Il me semble à moi aussi que telle en est l'exacte notion. Si donc, pour les fins auxquelles nous nous attachons dans cet essai, c'est dans ce sens précis que nous entendons le socialisme, il importe qu'aucune confusion de terminologie ne puisse se produire.

Le communisme pur est dans sa conception essentielle tout aussi vague que le socialisme de l'espoir ; il se présente sous un aspect tout aussi dogmatique. Pour ce qui regarde sa position dans la question de la famille, le communisme

(1) CAIRNES : *Some Leading Principles of Political Economy newly expounded*, Londres, 1874, p. 316.

doit être nettement distingué du socialisme ; mais en matière de répartition du revenu les principes communistes ont obtenu l'appui complet de certains socialistes.

Si l'on fait abstraction des droits déjà acquis sous le régime actuel, il reste deux principes entre lesquels il faut choisir pour fonder la répartition du revenu, il y a deux sortes de répartition possibles : répartition indépendante des services rendus, ou bien répartition qui prenne comme norme les services rendus. Il n'est point de tierce méthode et quiconque s'intitule socialiste doit, s'il veut éviter la confusion, se décider pour l'une ou pour l'autre. Cela ne signifie point que le choix du second principe implique qu'on laissera mourir de faim ceux qui ne peuvent pas rendre de services, mais bien que ceux-ci ne recevront que le minimum de subsistance. Le premier principe est le principe communiste. Il fait disparaître toute relation entre le travail accompli et le revenu touché. Que vous soyez obligés de travailler, dit-il, c'est une chose ; que vous receviez nourriture, vêtements et moyens de subsistance, c'en est une autre. Le second principe est celui de la société telle qu'elle existe aujourd'hui — bien qu'il ne soit pas propre au régime actuel.

Le premier principe suppose l'obligation pour tous de travailler. Dans le programme des disciples de Marx et de Lassalle, qui fut rédigé à Gotha en 1875, et qui demandait une répartition « selon les droits égaux et les besoins raisonnables des individus », figurent ces mots significatifs « avec l'obligation de travailler ». Si l'État doit subvenir à tous nos besoins, il faut qu'il dispose à discrétion de tout le travail disponible, sans quoi sa tâche sera impossible. Il doit être à même de nous placer là où l'on a besoin de notre travail et il ne faudrait pas que nos désirs l'influencassent au point d'entraver ses plans. Seul le second principe est compatible avec le libre choix de la profession. Quiconque ne veut pas renoncer à cette liberté doit combattre le communisme. Cela n'est pas à dire qu'il doive

nécessairement approuver le régime existant. Pour autant qu'il s'agit des principes de la répartition, il est tout à fait possible, moyennant certaines adaptations, d'imaginer un ordre social intermédiaire entre le système actuel et le communisme, et apparenté à l'un et à l'autre. Il y a vraiment place ici pour plusieurs systèmes, dont les uns penchent vers la gauche et les autres vers la droite et qui tous portent le nom de socialisme.

C'est cette troisième catégorie de régimes économiques que je désire examiner. Il n'en faut pas traiter avec un trop facile mépris. Ne parlons pas ici de systèmes difformes et bâtards. Où donc est-il écrit qu'un ordre social qui n'est pas l'application logique d'une doctrine économique ne peut être mis en pratique ? Pourquoi ne pas extraire du communisme d'une part et d'autre part du régime social actuel seulement ce qui nous convient en chacun d'eux, si de cette manière nous pouvons construire le système de nos vœux ? Je ne prétends pas qu'une telle façon de procéder serait sage ou bonne ; j'affirme seulement qu'il ne faut pas la condamner *a priori*. Je ne doute pas qu'en pratique elle pourrait rencontrer d'insurmontables difficultés ; mais je crois que nous n'en pourrions être véritablement assurés que lorsque nous aurons défini quels sont les traits de chacun des deux régimes extrêmes que nous entendons emprunter. Beaucoup de ces éléments seront entre eux compatibles, beaucoup ne le seront pas ; d'autres ne s'accorderont que difficilement. Les socialistes du troisième groupe devront nous éclairer sur ce point. Tant qu'ils ne réussiront pas à le faire complètement, nous aurons à réserver notre jugement sur l'ensemble de leur système et devons borner nos critiques à telles fractions du système qui ont été plus ou moins clairement élaborées.

Nous sommes toutefois autorisés à exiger des socialistes qu'ils offrent une certaine consistance ; je veux dire que lorsqu'ils seront mis en face de la question, il ne faut pas qu'ils adoptent d'abord le point de vue d'un certain groupe

de socialistes, puis celui d'un autre ; cela rendrait toute discussion fructueuse impossible.

Et maintenant, pour ce qui va suivre, posons quelques hypothèses. Je suppose que vous, lecteur, vous êtes un propagandiste ardent, et que vous faites tout votre possible pour assurer au socialisme une position influente dans l'État. Vous êtes au premier rang pour mener la lutte des classes. Cette lutte se fonde sur la doctrine de Marx selon laquelle le capital reçoit une part du produit qui ne lui est pas imputable, et vit par conséquent aux dépens du travailleur. Lorsque les socialistes usent de l'expression « société capitaliste », ils entendent désigner par là une société dans laquelle tous les moyens de production sont aux mains des capitalistes. Cet état de choses, affirment-ils, doit être renversé, les seigneurs de l'économie doivent être détrônés ; et comme ceux qui sont au pouvoir ne sont d'ordinaire pas disposés à abdiquer de leur propre gré, il faut les déposer par la lutte des classes. Une telle lutte conduit nécessairement à la révolution politique. Ce qui doit être instauré « au lendemain de la Révolution », selon l'expression laconique de Kautsky à Delft (1), ce chef de l'école marxiste nous l'a en partie communiqué. Et il nous importait plus encore d'être renseignés là-dessus que de savoir les points sur lesquels il considérait l'intervention comme souhaitable.

Et maintenant, vous, lecteur, êtes en train de lutter en faveur de ces idées par la parole et par l'action, et, nous allons en conséquence vous poser quelques questions. Vous vous verrez prié de tirer au clair certains problèmes très importants, que vous-mêmes et ceux qui pensent comme vous se sont permis de laisser dans l'ombre. On vous demandera comment vous proposeriez d'organiser les

(1) Cf. le discours de K. Kautsky prononcé à Delft le 24 avril 1902, et dont la traduction anglaise a été publiée dans la brochure, *The Social Revolution and on the Morrow of the Revolution*. Londres, 1907. [Note de l'éditeur anglais.] Cf. pour les lecteurs français K. KAUTSKY, *Le programme socialiste* (Rivière, 1910). [Note des traducteurs français.]

choses une fois que l'on aurait décidé d'instaurer le socialisme. Or, voilà précisément à quoi vous refusez de répondre. Vous n'admettez pas cette notion d'instauration du socialisme. Le socialisme, dites-vous, viendra de lui-même, suivant une évolution naturelle ; une fois que l'on a saisi cela, il devient évident que les difficultés qui autrement eussent pu paraître insurmontables ne seront pas même soulevées. « L'évolution continue de la société qui ne fait pas de sauts brusques, bien qu'elle en ait parfois l'air, les surmontera d'elle-même. Les social-démocrates partent de l'hypothèse que la société humaine, comme la nature dans son ensemble, est gouvernée par le principe de l'évolution, et de l'évolution vers des formes plus élevées. Les derniers stades de la société doivent toujours être plus avancés que ceux qui les ont précédés. D'où il suit que les stades intermédiaires et les formes transitoires s'ajustent nécessairement d'eux-mêmes aux conditions qui se trouvent exister au moment où ils apparaissent » (1).

Voilà qui me laisse perplexe. Que l'évolution ne « fasse jamais de sauts », c'est là en soi tout un problème, sur lequel les plus récentes recherches du professeur Hugo de Vries ont projeté une vive lumière ; mais il est certain que les socialistes qui tiennent ce langage font eux-mêmes chaque jour des « sauts » en menant la lutte des classes, et leur intention que la société fasse de même est aussi nette que possible. Pourquoi se consacrent-ils avec tant d'ardeur à la propagande si dans tous les cas de l'évolution la société doit accomplir pour eux la tâche qu'ils poursuivent ? Et pourquoi un Kautsky vient-il nous dire ce qui adviendra « au lendemain de la Révolution » ? Si la Nature travaille en notre faveur jusqu'à écarter les « obstacles » qui seraient autrement « insurmontables », la vie d'un socialiste doit être en vérité quelque chose de bien facile. Et pourtant vous, lecteur, en tant que socialiste, il ne semble pas que ce soit ainsi que vous l'entendiez.

(1) LOOPUET dans le *Hel Volk* du 20 avril 1902. [Note de l'auteur.]

Avant de poser ma seconde hypothèse, je dirai quelques mots en manière d'introduction. On dit beaucoup de mal du communisme, et non sans raison : peu de gens, me semble-t-il, le prennent en somme aujourd'hui au sérieux. Mais nous devons pourtant lui concéder une chose : au grave problème du chômage, il apporte quelque chose de plus qu'une solution ; dans une société communiste, ce problème ne peut même pas se poser. Si la jouissance du revenu est entièrement séparée de toute prestation de service, il est sans aucun doute possible que survienne une grande pauvreté, et même la famine ; mais cette détresse sera commune à tous et ne sera pas limitée à ceux dont le travail est devenu momentanément superflu. Le chômage — j'emploie le mot dans son sens technique — ne peut surgir que dans une société où le revenu dépend d'un service rendu, de nature quelconque ; et c'est précisément ce lien du revenu au service rendu que le communisme ignore.

Par conséquent, ce système en fin de compte vient à bout du problème du chômage ; mais — marquons-le bien, — cela n'est vrai d'aucun système autre que le communisme. Le problème du chômage n'est pas résolu du simple fait que l'on place les moyens de production entre les mains de l'État. Dans l'usine d'État, il n'y aura pas toujours du travail pour le même nombre d'ouvriers. Les variations saisonnières, les changements de la mode et des goûts, la rareté temporaire des matières premières ou l'excessive abondance des stocks, conséquence d'une surestimation des besoins de la consommation et de l'exportation — tout cela doit se retrouver dans n'importe quelle société, quelle que soit sa structure. On peut bien décider que les travailleurs éliminés pour ces motifs continueront à recevoir un certain revenu. Mais ce revenu ne se distinguera nullement d'un secours ; et on peut se passer du socialisme s'il ne s'agit que d'atténuer les cruautés du chômage par le moyen de l'assistance publique, des déplacements de main-

d'œuvre et de l'assurance-chômage. C'est seulement dans le régime communiste que le chômage — encore une fois dans le sens technique du mot — est impossible (1).

Que dire alors des socialistes, qui, répétant à chaque phrase que le communisme pur n'est pas leur but, n'en comptent pas moins au nombre des avantages de leur système la disparition du chômage ? Sans nul doute ils se parent des plumes du paon. Leur comportement peut se comparer à celui des propagandistes qui invoquent la continuité de l'évolution, tandis qu'ils poussent à la plus violente de toutes les révolutions. Encore un peu, et la dernière trace de clarté disparaîtra du débat ; il ne restera rien sur quoi l'on puisse argumenter. Aujourd'hui notre adversaire prônera la lutte des classes ; demain (quand il se sera rendu compte à quoi cette lutte doit conduire) il professera le socialisme de l'espoir ; le surlendemain (quand il voudra faire des adeptes) il plaidera pour le communisme ; et pour finir (quand les absurdités du communisme et ses effets démoralisants lui auront été démontrés) il retournera à sa position originelle. Mais cela ne saurait aller ainsi. Il n'est pas seulement essentiel de savoir quel but l'on poursuit, il faut encore faire en sorte que les autres le puissent savoir aussi.

Je me suis permis cette longue digression avant d'aborder le principal de mon étude, afin de montrer qu'on ne doit pas considérer le socialisme comme un ensemble singulier. Même si nous écartons le socialisme « poétique », il reste encore les deux autres, et il nous faudra conserver bien présente à l'esprit la distinction qui les sépare tandis que nous discuterons de la société socialiste. Une société

(1) W. D. P. BLISS dans *A Handbook of Socialism* (Londres, 1895, p. 197) dit expressément : « Tout homme qui refuserait de travailler serait abandonné à la famine. » Et comme contrepartie : « mais sans pouvoir s'en prendre à nul autre qu'à lui-même, car tout homme aurait alors la possibilité de travailler. En effectuant seulement un petit nombre d'heures de travail honnête pendant un petit nombre d'années de sa vie, tout homme serait assuré d'une honnête subsistance ». Mais je doute que Bliss eût été capable de prouver cette dernière affirmation. [Note de l'auteur.]

socialiste peut, pour autant qu'il s'agit de la répartition des revenus, s'appuyer rigoureusement sur les principes communistes ; mais elle peut aussi retenir le principe de la répartition selon la tâche effectuée, alors même que peut-être elle n'appelle pas « tâche effectuée » tout ce que le système actuel englobe dans cette notion. A d'autres points de vue encore, la société socialiste peut ressembler par-ci au régime actuel, et en différer par-là ; elle peut apparaître comme un complexe d'éléments variés hétérogènes. Et l'on a indiqué — lors de la discussion du discours de Kautsky à Delft, dans le numéro de mai 1902 de *De Economist* — combien ce complexe peut ressembler de près au régime actuel (1).

Il ne faudrait pas croire que lorsque je demande aux socialistes d'être conséquents, je les accuse par là même d'insincérité. Leur tort est de n'avoir pas toujours conçu assez clairement leurs propres idéals. C'est pourquoi une sorte de nonchalance, qui souvent caractérise leurs écrits didactiques, se retrouve aussi dans leur polémique. Par exemple, M. Troelstra, dans sa *Theorie en Beweging* attribue le rejet par la bourgeoisie de la théorie de la plus-value au fait que cette théorie constitue « une protestation permanente contre la moralité dont la bourgeoisie aime à se vanter » : cependant, il est impossible que M. Troelstra entende que cette formule doit être prise à la lettre. Il sait aussi bien que personne avec quels arguments sérieux — encore qu'il puisse refuser de les reconnaître pour décisifs — la théorie de la plus-value a été attaquée ; et il sait combien sont authentiques les sentiments moraux de bien des bourgeois en question. Quand il parle — quelques pages plus loin — de la « doctrine économique bourgeoise » qui « considère que l'harmonie de tous les intérêts est la conséquence de la libre concurrence », nous ne devons cette fois non plus prendre ses paroles à la lettre. Il n'ignore certainement pas que

(1) Cf. *De Economist*, vol. 41. [Note de l'auteur.]

la théorie de Bastiat à laquelle il songe n'a eu l'approbation d'aucun écrivain de renom parmi les économistes « bourgeois », et qu'elle a au contraire été énergiquement combattue par beaucoup d'entre eux. La précision de la pensée n'est point la plus grande vertu des social-démocrates, c'est pourquoi ils se rendent coupables d'une certaine négligence dans l'exposition de leur système. Ils ne sont pas toujours bien sûrs eux-mêmes ni de ce qu'il permet ni de ce qu'il exclut rigoureusement. Il leur arrive de sauter d'un point de vue à un autre sans être eux-mêmes conscients du changement. Mais les simples spectateurs ne peuvent s'empêcher de souhaiter qu'ils en deviennent conscients, afin qu'une discussion poussée sur les principes du socialisme soit possible.

Nous autres économistes — et j'ajouterais : de l'école d'Alfred Marshall, car il n'est personne sur le terrain de la doctrine ou de la recherche que plus volontiers nous reconnaitrions pour notre maître et notre chef — nous gardons l'esprit ouvert à l'égard du socialisme. A ceux qui professent cette foi, nous ne demandons qu'une chose : convainquez-nous ! Cependant, pour que nous fussions convaincus de la possibilité de réaliser n'importe quel régime, il faudrait d'abord qu'on nous mît au courant de son contenu, et qu'on nous donnât ainsi le moyen de juger s'il est susceptible de fonctionner correctement. Les protagonistes du socialisme souhaitent-ils ou non nous persuader que leur système peut fonctionner ? S'ils ne le souhaitent pas, pourquoi toute cette littérature et cette agitation ? S'ils le souhaitent, pourquoi ne saisissent-ils pas les armes qui se trouvent à leur portée ? Il n'y a à cela, je crois, qu'une explication : leur système n'a pas été pensé à fond. Leur façon — que j'ai mentionnée tout à l'heure — d'envisager le problème de la valeur, — et qui n'a été contestée, à ma connaissance, d'aucune source socialiste, — fait apparaître cette explication comme très probable. La preuve que cette conception de la valeur n'est pas tenable contribuera

à clarifier certains aspects de la discussion et fournira à quelques socialistes une idée plus nette de ce qu'attend d'eux quiconque se livre à une étude sérieuse de leurs opinions.

I

C'est tout d'abord le commerce international qui doit attirer notre attention. On sait qu'il est gouverné sous le régime actuel — et tant que l'État n'intervient pas — par les rapports réciproques de divers phénomènes de valeur. Le commerce international, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, assure automatiquement la solution d'un certain nombre de problèmes pratiques de valeur. Je me propose maintenant de montrer que ces problèmes subsisteraient au cas où les moyens de production, ou tout au moins les plus importants d'entre eux, tomberaient aux mains des divers États. Dans ce cas, c'est aux gouvernements intéressés qu'il appartiendrait de maintenir un commerce international, soit sur la base d'un code convenu, soit par le moyen de traités de commerce.

Ici se pose un problème de valeur : qui fournira le capital nécessaire au commerce international ? Posons le problème avec plus de précision. Si les Pays-Bas envoient des produits manufacturés à Java et reçoivent en échange du café et du riz, la transaction peut s'effectuer de trois manières : 1^o Java commence par nous envoyer du café et du riz et c'est seulement quand ces produits ont été livrés, peut-être seulement quand ils ont été partiellement consommés que nous en livrons la contre-partie. — 2^o Les Pays-Bas exportent d'abord des produits manufacturés à Java et ils attendent l'arrivée de la contre-partie. — 3^o Les deux pays exportent leurs produits à peu près au même moment de telle sorte que ceux-ci se croisent en chemin. — Dans le premier cas c'est Java qui fournit le capital, dans le second ce sont les Pays-Bas, tandis que dans le troisième

chacun en fournit sa part. Du point de vue de l'humanité en général la solution adéquate de ce problème n'est point douteuse. Il est des peuples qui ne pourraient prendre aucune part au commerce international s'il leur fallait fournir le capital nécessaire, car ils ne le possèdent pas. D'autres pourraient être à même d'avancer le capital, mais seulement en le soustrayant à d'autres usages dont il serait fâcheux de le détourner. Ils possèdent du capital, mais pas tout à fait assez ; et cela nous est révélé par le taux de l'intérêt qui chez eux est plus élevé qu'ailleurs. Un troisième groupe de nations, en revanche, possède du capital disponible en abondance ; le taux de l'intérêt y est bas, parfois même très bas. Dans ces pays beaucoup d'entrepreneurs peuvent produire des biens de consommation et en attendre le paiement pendant des mois, bien qu'ils aient à payer pendant ce temps les salaires de leurs ouvriers ; et si, pendant ce temps, l'un d'entre eux vient à manquer de capital, il se trouve toujours des personnes disposées à lui en prêter. Diverses institutions de crédit se font une industrie régulière de fournir de telles avances. Il est clair que c'est le troisième groupe de nations qui doit fournir le capital nécessaire au commerce international, et que le libre jeu de l'offre et de la demande déterminera automatiquement jusqu'à quel point elles avanceront leurs capitaux.

La façon dont l'offre et la demande s'acquittent de leur tâche n'est peut-être pas clairement connue de tout le monde. J'ai traité la question il y a bien des années dans les colonnes de *De Economist* (1) et je vais maintenant donner un abrégé de ce que je disais alors.

Il existe, comme chacun sait, une différence entre la valeur du papier à long et à court terme ; cette différence est déterminée par le taux de l'intérêt pratiqué au domicile du tiré et non du tireur, encore que ce dernier taux puisse dans certains cas particuliers exercer une influence.

(1) Cf. *De Economist*, 1867, 1^{re} partie, pp. 1-19.

D'où il suit qu'en règle générale, il n'est pas avantageux de tirer des traites d'une place où le taux de l'intérêt est bas sur une place où il est élevé. Quiconque s'occupe d'opérations de change sait aussi que, lorsque les taux d'intérêt sur deux places diffèrent de façon permanente, le papier à long terme voyage toujours dans le même sens, à savoir de la place où le taux est élevé vers la place où le taux est bas. On ne trouve jamais une cote régulière des traites à long terme dans la direction opposée, puisqu'il n'y en a point d'offre régulière. Quand nous livrons des biens sur une place où le taux de l'intérêt est plus élevé, nous ne tirons pas une traite, mais nous attendons la remise. Quand nous livrons des biens sur une place où le taux de l'intérêt est bas, nous sommes bien contents de pouvoir tirer une traite sur nos clients. Considérons maintenant ce que cela signifie. Un commerçant de Batavia exporte du café aux Pays-Bas et tire une traite à long terme pour le règlement de la somme due. Il trouve pour cette traite un acheteur, soit un autre commerçant, soit un établissement bancaire. Si c'est un commerçant, ce commerçant l'a achetée parce qu'il avait à faire une remise ; et pourquoi a-t-il une remise à faire, sinon parce qu'il a reçu des produits ? Or, s'il a reçu des produits, alors le capital qui joue le rôle d'équivalent du café est arrivé à Java avant que le café ne l'ait quittée. Cela est tout aussi vrai dans le cas où la traite a été achetée par une banque ; car comment la banque peut-elle payer la traite si elle n'a pas de capital, et quelle peut être la source de la plus grande partie de son capital, sinon les versements de porteurs d'actions et d'obligations en Europe ? Je crois qu'il ne faut pas hésiter à appeler *actif* le commerce des peuples qui attendent de recevoir des remises, et qui par conséquent commencent à exporter ; tandis que le commerce des autres peut être appelé *passif*. Les peuples qui ont d'abondantes ressources de capital font des affaires actives, les peuples à ressources de capital limitées font du commerce passif. Cette façon de procéder

est à l'avantage des deux parties, puisque le capital est moins utile sur les places où il est abondant que sur les places où il est rare. Il est clair qu'il y a ici un problème de valeur à résoudre. Nous devons éviter d'affecter du capital au commerce extérieur quand dans d'autres emplois on pourrait attendre de ce capital des services plus grands. Nous ne devons pas moins éviter d'affecter du capital à des emplois où il serait moins productif que dans le commerce extérieur. Et nous avons vu de quel mécanisme la société se sert pour résoudre ces deux aspects du problème.

Mais ce mécanisme ne devrait pas retenir davantage notre examen en ces pages, si son utilité et ses répercussions n'appelaient notre attention. Nous n'avons pas tant à creuser la façon dont le problème se résout que son contenu et sa signification pratique ; dans le sens le plus large. Or ceux-ci demeureront semblables même si les échanges internationaux se muent en commerce entre les États. Il ne sera pas alors moins utile qu'il ne l'est sous l'actuel régime, pour l'intérêt général de l'humanité, que soit seulement affecté au commerce international le capital qui ne peut être employé de manière plus productive dans d'autres branches économiques ; c'est-à-dire plus précisément seulement le capital qui ne pourrait ailleurs assurer des services de plus grande valeur. Nous évaluons les choses économiquement rares en imaginant les inconvénients que nous subirions si elles nous faisaient totalement défaut. La valeur de la fonction du capital dans chaque pays et chaque branche de l'activité économique dépend par conséquent du degré auquel le pays ou la branche de production considérés ont besoin de capital. Les divers gouvernements devront chercher une mesure qui leur permette de se faire une opinion sur ce point, et un tel jugement sera essentiellement une détermination de valeur. C'est là ce que je voulais démontrer. Ce qui est ici en question, ce n'est pas un problème purement technique ; il s'agit plutôt de décider quelle est la façon la plus avantageuse d'employer les richesses maté-

rielles ; et une telle décision sera correcte dans la mesure où l'aura été l'évaluation qui l'aura précédée.

Ce que nous avons dit du commerce est tout aussi vrai des moyens de transport, sans lesquels aucun commerce n'est possible ; et particulièrement des transports maritimes. Il convient que ceux-ci également soient assurés par les peuples qui possèdent le plus de capital par rapport à leurs besoins — pour autant que le permettent leurs dispositions psychologiques, leur situation géographique, et leurs autres caractères structurels. Et c'est ainsi que les choses se passent aujourd'hui. Les entrepreneurs recherchent les branches de production les plus profitables et à moins que la législation ne modifie artificiellement la situation, le capital et le travail accourent là où leurs services recevront la plus grande récompense, par rapport aux autres branches productives. Il est des peuples qui, si possible, abandonnent à d'autres le soin du transport maritime ; et ils ont de bonnes raisons d'agir ainsi, car ils ne pourraient effectuer ce transport qu'en arrachant du capital à un emploi plus profitable. C'est pourquoi la conduite des États qui encouragent la construction et la circulation de navires par des subventions est absurde ; ils engagent la production dans la mauvaise voie. Un peuple ne fait pas forcément une mauvaise affaire quand il exporte des produits et que pour ce faire il paie les services de navires étrangers. Lorsqu'un tel comportement n'est pas imputable à un défaut de science ou d'esprit d'entreprise, il constitue à la fois la preuve et la conséquence d'une sage ordonnance des moyens en vue d'obtenir le maximum de revenu avec le minimum de dépense.

Le capital européen, comme chacun sait, a hors d'Europe un autre rôle que celui dont nous venons de discuter ; il sert à construire des chemins de fer et à établir et faire fonctionner des entreprises agricoles et industrielles. Ce sont les intérêts des capitalistes qui fournissent ici le stimulant ; mais du point de vue de l'humanité, les conséquences utiles sont

celles que nous avons indiquées. Si, du fait d'une révolution sociale, les forces qui gouvernent aujourd'hui le transport des capitaux dans les pays lointains devaient disparaître, il faudrait que quelque chose d'autre en tînt lieu. Le problème pratique de valeur qui aujourd'hui est ici automatiquement résolu ne disparaîtrait pas alors que sa solution automatique serait rendue impossible ; il subsisterait dans son intégralité. Et il ne s'en poserait pas moins dans ces termes : comment le capital nécessaire pourra-t-il être dirigé précisément vers les lieux et vers les emplois où ses services ont une valeur particulièrement élevée ? J'appelle cela un problème de valeur, parce qu'il faudrait que ces mouvements de capitaux ne dépassassent point l'ampleur qu'exige la fin à laquelle ils sont ordonnés. Les mouvements eux-mêmes seraient une question de pure technique ; mais la mesure de l'ampleur adéquate de ces mouvements, adaptée aux exigences des circonstances, de telle sorte que les intérêts d'une des parties ne soient pas sacrifiés à ceux de l'autre, voilà qui dépasse singulièrement la technique... Aujourd'hui, ces mouvements sont automatiquement contrôlés ; un flux excessif de capitaux hors d'Europe entraîne une hausse du taux de l'intérêt en Europe et restreint ainsi le courant d'exportation des capitaux européens. Mais l'État socialiste serait dans l'obligation de trouver un criterium qui pût ici le guider dans sa tâche indispensable de direction.

Jusqu'ici, j'ai parlé exclusivement des mouvements des capitaux dont la fonction est internationale sur une période de plusieurs années. Le capital investi dans le commerce extérieur, dans les transports maritimes ou dans des entreprises étrangères conserve ordinairement son caractère pendant une longue période alors même que peut-être il change fréquemment de propriétaire et que continuellement ses parties composantes changent d'affectation. Pourtant, dans le commerce international, le capital rend aussi des services temporaires. Parmi les nombreux exem-

ples que l'on pourrait ici aligner, je choisis les plus frappants : je vais supposer que dans un pays qui n'est pas exportateur de céréales, il se produit une récolte insuffisante.

Il importe ici d'examiner avec beaucoup de soin quelles difficultés s'élèveraient dans une pareille conjecture, et quelle double tâche le commerce international aurait à remplir.

Je dis bien *double* tâche. N'importe quel manuel nous dira qu'en cas de moisson insuffisante, les prix vont monter, tandis que tous les pays qui sont en position de pouvoir fournir des céréales vont s'efforcer de placer une partie de leurs stocks dans le pays où la disette s'est produite. Il ne faut pas sous-estimer la signification de ce phénomène. Dans des éventualités de ce genre, le commerce international rend d'inappréciables services. Mais s'il ne faisait rien de plus, il n'aurait rempli que la moitié de sa tâche ; il fournirait les moyens de subsistance à ceux qui pourraient acheter des céréales ; mais cela ne suffirait pas. Que doit-on principalement redouter en cas de récolte insuffisante ? Le danger est que le travail productif diminue et que le chômage augmente, de telle sorte que les pauvres ne puissent plus acheter de céréales. Dans quels pays les effets de la famine sont-ils le plus cruels ? Dans les pays où le travail salarié est l'exception, où le travail pour la satisfaction immédiate des besoins du travailleur est la règle. S'il se trouve qu'une année ce travail ne produise pas assez, la charité seule peut y remédier ; ordinairement, en effet, les stocks n'y suffisent pas. Dans ces pays-là, notre capitalisme tant décrié n'est pas assez développé. Mais, même dans les pays où le capitalisme est avancé, la situation serait grave — en tous cas pour une partie du peuple — si en cas de moisson déficiente, les pays d'outre-mer ne faisaient rien de plus que d'exporter des céréales. Il n'y a point de paradoxe à soutenir que l'importation effective de céréales — tandis que d'une part elle empêche de grandes

souffrances — sème d'autre part les difficultés. Car ces céréales importées ne sont pas offertes gratuitement ; il faut les payer. Il faut qu'un capital équivalent à leur valeur quitte le pays ; de ce fait le fonds des salaires peut se trouver considérablement diminué. Voici le détail de ce processus : En conséquence des amples sorties de capitaux, le taux de l'intérêt s'élève, et par suite un certain nombre d'entreprises cessent temporairement d'être rentables. Une chute se produit dans le rythme des constructions nouvelles, certaines usines anciennes ne fonctionnent qu'à mi-temps. L'édification de nouveaux établissements est anormalement lente, et l'amendement des terres est suspendu. Or on doit noter que la cause de la dépression n'est pas l'élévation du taux de l'intérêt mais la diminution du capital disponible. L'élévation du taux de l'intérêt ne fait que déterminer quelles sont les branches de l'industrie qui vont se trouver affectées par cette diminution ; et nous verrons que cela apporte au mal un correctif très salutaire, qui jamais sans doute ne sera tout à fait suffisant, mais qui grâce aux échanges commerciaux entre nations, peut se révéler très efficace.

L'effet immédiat de l'élévation du taux de l'intérêt, c'est que les moyens d'échange vont être utilisés plus économiquement ; de l'argent deviendra ainsi disponible. Bien plus, si la banque est bien nantie en or, de telle sorte qu'elle puisse accroître sans difficulté son émission de billets, elle pourra ainsi aider encore à surmonter les embarras survenus. Mais dans le cas extrême que nous avons supposé il faut encore autre chose ; il faut l'assistance des pays étrangers. Certes ils envoient des céréales ; mais il faut aussi qu'ils viennent au secours du pays à récolte déficitaire en facilitant ses paiements de telle sorte que son fonds des salaires ne soit pas drainé dans une proportion trop grave. Dans un pays à récolte déficitaire qui possède beaucoup de valeurs étrangères négociables, l'élévation du taux de l'intérêt abaissera leur cours et cela entraînera une

exportation de titres de bourse. Cela signifie qu'une partie des céréales importées sera payée en valeurs. Pour la même raison, le prix des traites à long terme tirées sur le pays en question sera abaissé de telle sorte que les étrangers qui ont des créances non encore échues sur le pays auront intérêt à conserver leurs traites autant que possible ; et s'il leur est impossible de les conserver, les traites à long terme seront achetées à titre de placement par des banquiers étrangers. La balance du commerce du pays à récolte déficitaire deviendra momentanément moins active ou plus passive. Il se pourra même, si la hausse du taux de l'intérêt est considérable, que du capital soit importé de l'étranger. Par conséquent, encore que les graves conséquences de l'insuffisance de la récolte ne puissent être évitées, elles pourront d'une façon ou d'une autre être réparties sur une longue période et devenir ainsi plus aisément supportables.

Une société organisée selon le type socialiste se trouvera parfois placée en face des mêmes difficultés ; et elle ne sera capable de les surmonter que si (*mutatis mutandis*) elle suit l'exemple que la société actuelle lui a donné dans de semblables éventualités. Par l'intermédiaire de son gouvernement, la société socialiste devra emprunter du capital et payer un intérêt pour ce capital. Certainement, elle trouverait préférable d'offrir le paiement d'un intérêt, plutôt que de faire appel à la seule bonne volonté des voisins. L'offre d'un intérêt lui permettrait en effet de toucher tous les États sans distinction, et sans avoir à mendier une faveur d'aucun d'entre eux ; surtout — c'est encore plus important — le capital nécessaire serait ainsi fourni par ceux qui pourraient l'épargner le plus commodément au moment considéré. La question est seulement de savoir si l'exigence et le paiement d'un intérêt sont compatibles avec les principes socialistes. La même question, cependant, surgira dans toutes les hypothèses que nous avons envisagées, et l'on ne tardera sans doute pas à penser que lorsque dans le commerce international un peuple rend à un autre des services de

ce genre, les plus élémentaires principes de justice autorisent un règlement par le paiement d'un intérêt. Lorsqu'on a livré des produits, et qu'on ne reçoit pas leur équivalent avant des mois, on n'en récupérera plus jamais l'équivalent intégral s'il n'est pas payé d'intérêt. Quand on construit et lance des navires pour le service d'autrui, on peut prétendre à un fret qui inclut la valeur d'un intérêt sur la valeur des navires ; celui-là qui met du capital à la disposition d'entreprises agricoles et industrielles a le droit d'exiger une rémunération. Et s'il a le droit d'exiger une rémunération, c'est qu'il fournit quelque chose qui a de la valeur. Ou bien, pensez-vous qu'il ne soit d'aucune valeur — pour un homme dans une position telle qu'elle ne lui permette de faire que du commerce « passif », — d'avoir l'occasion de faire des affaires ? Ne reçoit-il pas une valeur, si, alors qu'il cherche à échanger ses propres produits contre des marchandises étrangères et qu'il est incapable de construire lui-même des navires, d'autres lui assurent le transport ? Ou si, alors qu'il souhaite lancer quelque entreprise nouvelle et manque des moyens nécessaires, d'autres les mettent à sa disposition ? Par des procédés de ce genre, il peut réaliser des gains substantiels, des gains auxquels il ne renoncerait pas volontiers ; il n'est que juste qu'il doive abandonner une part de ces gains à ceux qui les ont rendus possibles. Les États socialistes reconnaîtraient ces évidences. Probablement, les premiers à le faire seraient ceux qui se trouveraient contraints de puiser aux ressources de capital des autres. Il leur serait vite manifeste que pour leur propre bénéfice ils doivent offrir de payer des intérêts ; tandis que les gouvernements auxquels ces offres seraient faites, réaliseraient que, agissant dans l'intérêt de ceux qu'ils représentent, ils ne peuvent refuser de les accepter. Or la fixation du taux de l'intérêt impliquerait en tous cas la solution d'un problème de valeur ; le taux serait toujours basé, du côté de l'une des parties, sur une évaluation des services rendus par le capital emprunté, et, du point de vue de

l'autre partie, sur les avantages que l'on eût pu obtenir en employant le capital à l'intérieur du pays.

Assez dit sur ce sujet : tournons-nous vers une autre question. Quelle serait la norme des échanges auxquels procéderaient entre eux des États socialistes ? Certains seront sans doute enclins à répondre que les quantités de travail dépensées sur chaque produit devraient alors fournir la mesure des quantités à échanger. Mais cette réponse ne nous avance pas beaucoup. Je fais remarquer en passant que le choix de cette mesure des échanges impliquerait une certaine solution — fautive sans aucun doute — d'un problème de valeur. Elle reposerait sur la conception que tout travail — zélé ou indolent, efficient ou non — est d'égale valeur ; le travail d'un coolie chinois, par exemple, serait considéré comme l'équivalent du travail d'un habile artisan. Quoi qu'il en soit, le choix de cette mesure pourrait à peine venir sérieusement en question, puisque la quantité de travail requise pour l'obtention d'un article dépend des circonstances dans lesquelles il est produit. Il faut moins de travail sur un sol fertile que sur un sol infertile ; moins dans une usine à outillage « dernier cri » que dans une autre moins bien équipée. Si l'on objecte que par « travail dépensé » on entend parler de la dépense *moyenne* de travail nécessaire pour la production d'un type de produit déterminé, je réponds qu'une telle façon de compter mettrait n'importe quel pays en mesure d'accroître arbitrairement la quantité de biens qu'il serait en droit d'exiger des autres : on y parviendrait facilement, rien qu'en produisant sur un terrain moins fertile et selon des méthodes moins efficientes. De cette façon on obtiendrait un coût moyen plus élevé.

Ce n'est pas tout. On peut se demander si le bien-être général serait accru, au cas où l'on établirait un tarif selon lequel n'importe quel pays pourrait effectuer *ad libitum* des échanges avec tous les autres. Une telle combinaison donnerait-elle à tous satisfaction ? Supposons qu'à Java

la récolte de riz a été insuffisante ; on y dispose d'à peine assez de riz pour les besoins des habitants ; est-ce qu'on permettrait aux autres pays d'exiger autant de riz de Java qu'ils le jugeraient à propos ? Inversement, supposons qu'en Hollande nous sommes bien nantis de produits textiles, et qu'à Java, pays tropical, où la demande de ces produits n'est pas illimitée, il y a au même moment grand besoin de produits métallurgiques. Serait-il interdit à Java de dire : j'échangerai volontiers mes produits contre des articles européens ; non point pourtant contre des textiles, mais contre des produits métallurgiques. Nous pouvons encore envisager la question du point de vue de notre propre pays. Supposons que nous sommes abondamment fournis de café, en ayant récemment reçu de grandes quantités du Brésil ; mais en revanche nous augmenterions volontiers notre stock d'autres produits des Indes orientales. Serions-nous alors disposés à permettre à Java de prendre autant qu'elle voudrait de nos produits en échange de son café ? Point n'est besoin d'aligner d'autres exemples pour prouver qu'on ne pourrait autoriser des échanges illimités selon un tarif fixe, et que le commerce international entre États socialistes ne pourrait être maintenu que selon les principes qui gouvernent aujourd'hui le commerce international. Ces principes sont les suivants : 1° Reconnaissance inconditionnelle de la liberté pour chacun d'échanger ou de ne pas échanger, à son propre gré. 2° Échange sur la base de l'équivalence des services.

A moins que l'on ne conserve ces principes, le commerce international se transformera en une sorte de pillage international. Si un pays peut être contraint de se démunir des choses dont il a besoin pour des choses dont il n'a nul besoin ; s'il peut être obligé de conclure des affaires qui pour lui se résolvent en une perte ; et si une telle contrainte est expressément sanctionnée, c'est alors que *l'exploitation* sera érigée en principe de droit.

Allons plus loin ; quand un peuple conclut un accord

commercial, il doit avoir la liberté de le faire dans les termes qu'il juge satisfaisants ; dans tel cas, telles conditions d'échange peuvent sembler favorables et dans tel autre cas, telles autres ; cela dépendra de la moisson, de la saison, et des fluctuations de la demande, tandis que l'accroissement de la population pourra également jouer son rôle. Par conséquent, les États socialistes devront négocier les uns avec les autres ; et les problèmes pratiques d'échange qu'ils auront à résoudre en ce domaine aussi devront être considérés comme autant de problèmes de valeur. Le commerce entre les nations, même s'il est conduit selon des méthodes différentes de celles que nous connaissons actuellement, gardera cependant le caractère qu'il revêt sous notre régime. Il aura pour fin et pour résultat l'équilibre mutuel des diverses demandes nationales.

Pour autant que j'en peux juger, il n'est rien dans les principes du socialisme ou même du communisme qui contredise à tout cela. Bien plus, je ne crois pas que l'un ou l'autre de ces systèmes exclue l'usage de la monnaie dans le commerce international. Le cours des événements ne serait nullement simplifié parce que l'usage de la monnaie serait abandonné ; car les traites commerciales, essentielles aujourd'hui, et dont il est peu probable qu'on puisse se jamais dispenser dans l'avenir, cesseraient alors d'exister. La lettre de change, après tout, est un moyen d'échange international, et elle est tout à fait indispensable à un trafic aussi vaste que le commerce international. Car si nous excluons le commerce d'échange au sens étroit du terme — c'est-à-dire le troc avec les peuples sauvages ou demi-civilisés, — le commerce international est organisé de telle façon qu'il y ait un équilibre des paiements, pour l'ensemble des transactions extérieures de chaque pays, mais non point dans les relations réciproques de deux pays considérés isolément. Les biens ou services que, pour une raison ou une autre, un pays donné va recevoir des pays étrangers équilibreront exactement les biens ou services que ce pays doit

ou veut fournir à l'ensemble des pays étrangers ; mais sa balance commerciale annuelle avec chaque pays co-échangiste considéré isolément fera apparaître un solde débiteur ou créditeur. Si le pays A nous envoie du café et du thé, ce n'est pas une raison pour que nous puissions placer notre beurre et notre fromage dans le pays A. Si le pays B nous envoie du charbon, ce n'est pas une raison pour que le marché le plus favorable pour écouler notre féculé soit le pays B. Il serait beaucoup trop difficile de devoir toujours chercher des débouchés pour nos produits dans les pays dont il nous faut importer des biens, et il en résulterait que nous serions obligés d'accepter de mauvais prix. Et la difficulté ne serait pas moindre si nous ne pouvions acheter que sur les marchés où nous vendons. Grâce au commerce polygonique qui rend possible une sorte de *clearing* international, nous échappons à cette nécessité. Nous pouvons payer le calicot que nous avons acheté à Bombay avec la viande et les légumes que nous avons exportés à Londres. Bombay tire alors sur nous une traite payable à Londres et nous réglons notre dette par l'intermédiaire du banquier anglais avec des traites sur Londres que l'exportateur de viande et de légumes a vendues. Nous pouvons acheter du charbon en Allemagne et envoyer en paiement du sucre en Amérique ; les Américains nous font des remises sur l'Angleterre qui sont facilement négociables à Francfort ou à Berlin. Les socialistes ne vont pas s'imaginer qu'ils instaурeraient le bien-être général en organisant le commerce de telle sorte que de tels règlements soient impossibles ; et par conséquent, leur système ne pourra permettre de se passer de traites, ni même — au moins pour le commerce international — de monnaie. Mais dès qu'entrent en jeu la monnaie et les traites, avec eux réapparaissent les prix et les cours du change ; c'est-à-dire des phénomènes de valeur ; et de tels phénomènes de valeur feront toujours surgir des problèmes — qu'il faudra bien résoudre.

II

Aucune des questions que nous avons envisagées jusqu'ici ne nous est apparue susceptible d'une solution purement technique ; dans chacune d'elles la valeur des biens jouait un rôle. Mais peut-être vais-je ici me heurter à une objection. « Comment en serait-il autrement », — me demandera-t-on, — « puisque jusqu'à présent nous n'avons discuté que d'échanges internationaux ? Laissez donc le commerce extérieur, et vous ne découvrirez plus aucun problème de valeur dans la société socialiste. » — Fort bien, tournons donc notre attention vers un autre champ d'investigation. Nous allons maintenant discuter de la répartition des revenus, et nous supposerons qu'elle s'effectue selon la méthode la plus « avancée », celle du communisme. Eh bien ! nous allons tout de suite rencontrer un problème qui est un problème de valeur au sens le plus strict du mot. Que faut-il donc entendre par revenu, et, par conséquent, de quoi donc est-il question lorsqu'on étudie la répartition ? Uniquement du revenu net, bien entendu. Mais l'État socialiste aura aussi un revenu brut. Il lui faudra des matières premières pour fabriquer ses produits ; au cours de la fabrication, on consommera du combustible et d'autres denrées ; les machines et les outils seront totalement ou partiellement usés. Le bétail que l'on aura élevé aura consommé du fourrage. Si donc la société communiste voulait calculer son revenu net, il lui faudrait soustraire tout cela du revenu brut. Or on ne saurait soustraire d'une quantité donnée de fil ou de produits textiles, une quantité de coton, de charbon ou de dépréciation des machines ; ni d'une quantité donnée d'animaux, une quantité de fourrage. Nous pouvons seulement soustraire la valeur des uns de la valeur des autres. Ainsi, l'État communiste est incapable, à moins qu'il ne procède à des évaluations et estimations, de déterminer quel est son revenu net disponible, à répartir.

Et voici encore quelques considérations à ne pas négliger : Supposons que l'on ait construit des chemins de fer, érigé et agrandi des maisons et des usines, et fabriqué des machines à vapeur. Pendant le temps qu'ont duré ces travaux, il a fallu que vivent les ouvriers qui s'y sont consacrés. Ils ont reçu des magasins de l'État ce dont ils avaient besoin, comme la part du revenu social qui leur revenait. Mais est-on sûr qu'ils n'ont pas trop reçu ? Est-il certain qu'ils ont créé au moins autant de revenu qu'ils en ont consommé ? Dans le cas contraire, il faudra admettre qu'ils ont reçu plus qu'il ne convenait, et que la société en a été appauvrie. Or, il est tout à fait possible que tel ait été le cas. Il n'est pas vrai que tout travail soit productif au sens économique du mot, pas même tout travail dont l'objet est l'accroissement ou l'amélioration des richesses matérielles. Planter des arbres sur un terrain richement boisé, ou faire des adductions d'eau là où déjà il y avait abondance de bonne eau potable, ce ne serait pas produire. Or, si manifestement il est improbable que l'on dût commettre des erreurs aussi grossières, il se pourrait fort bien que l'on fit continuellement d'autres fautes moins perceptibles. Par exemple, il sera possible que l'on se trompe sur le calcul de la demande, que l'on construise des usines à un coût trop élevé, que l'on édifie des bâtiments sur des emplacements défectueux, et qu'on les affecte de façon inadéquate. A la question que nous venons de poser, on ne peut donc répondre qu'après une estimation de ce que d'une part les travailleurs ont consommé, et de ce que d'autre part ils ont produit ; et dans ce calcul, il faudra tenir compte des matières premières, etc... qu'a nécessitées le travail envisagé. Ainsi des évaluations et des estimations restent indispensables pour déterminer ce que la société communiste est en droit de considérer comme son revenu net.

On objectera peut-être que rien de tout cela ne serait indispensable, pourvu que l'on dressât régulièrement un inventaire à la fin de chaque année. On confectionnerait

annuellement un inventaire de tous les stocks et, en le comparant à l'inventaire de l'année précédente, la position se trouverait précisée. Et certes, la confection d'un inventaire serait essentielle — de même que le strict contrôle de son exactitude. Mais cela ne suffirait pas. Il faudrait encore, tout d'abord, considérer la qualité des produits et cela déjà impliquerait une opération d'estimation. Si, par exemple, l'on découvrait que quelques-uns des biens produits sont de mauvaise qualité, il faudrait tenir compte de ce fait, et les biens avariés ne devraient pas être comptabilisés comme équivalents des autres. Bien plus, il faudrait se demander — pour en tenir compte dans le calcul — si les biens produits sont encore susceptibles d'un usage utile. Ceux qui seraient devenus inutiles devraient naturellement être effacés, mais il faudrait qu'on se souvînt qu'il y a des degrés dans l'utilité des biens. Il est encore une autre raison pourquoi la simple confection d'un inventaire ne saurait suffire : la fortune d'une nation est sujette à de continuelles fluctuations. Je l'ai déjà montré par des exemples. Des maisons et des usines peuvent venir remplacer dans le patrimoine national des biens de consommation ; et entre des choses qui sont différentes les unes des autres, il n'est possible de faire qu'une comparaison en valeur. En terminant, je veux encore attirer l'attention sur les biens entreposés et destinés à être échangés contre des produits étrangers. Même si les stocks de ces biens étaient aussi abondants qu'auparavant, l'État serait appauvri si le rapport d'échange entre ces biens et ceux que l'on a besoin d'importer de l'étranger s'était modifié dans un sens défavorable.

Il n'est pas dans mon intention de dissimuler les difficultés que pose toute évaluation économique. Ces difficultés apparaissent fréquemment sous le régime actuel, parce que la valeur en monnaie ne peut pas toujours être utilisée comme mesure. Un chemin de fer, un canal, un musée, une école ou un hôpital peuvent être d'une grande valeur pour la société ; or, ils n'atteindraient pas à un prix monétaire en rapport avec

cette utilité, et ne vaudraient pas même un seul florin. Quand nous examinons de nouveaux projets de travaux publics, nous nous demandons toujours : l'entreprise vaut-elle ce sacrifice ? Nous ne nous demandons pas si, au cas où elle serait vendue, elle rapporterait autant qu'elle a coûté. Dans bien des cas, la réponse à cette dernière question serait négative, mais la dépense n'en serait pas moins tout à fait justifiable. Pas davantage, dans de telles hypothèses, nous ne considérons l'utilité du genre de constructions en question, envisagée dans l'abstrait. L'hôpital que l'on se propose d'édifier peut être très utile en tant qu'hôpital, mais superflu à l'endroit que l'on a choisi pour le situer ; il en sera ainsi par exemple s'il se trouve qu'à l'endroit choisi, existent déjà assez d'hôpitaux. Dans de telles hypothèses, nous entendons par valeur la signification économique d'un objet ou d'un nombre d'objets bien déterminés — envisagée par rapport à nos besoins. Pour l'immense majorité des biens, cette signification économique s'exprime assez exactement dans la valeur monétaire, au moins dans les régions où le commerce est très développé. Mais dans les exemples que j'ai présentés il n'en est pas de même, et c'est l'une des raisons pour lesquelles un État ou une collectivité quelconque, quand ils entreprennent des travaux publics qui n'apporteront pas de revenu net, seront sages de financer ces travaux sur leurs ressources ordinaires, ou bien, si un emprunt est nécessaire, de l'amortir sur une période déterminée. Mais ce qui est l'exception dans la société actuelle deviendra la règle dans la société communiste, dont le commerce est absent. On n'y aura pas de criterium de la valeur, excepté pour les biens qui seront exportés dans les pays étrangers. Il faudra avouer qu'il y a là une difficulté, et, d'une façon ou d'une autre, la surmonter. Faute de quoi, je le répète, l'État communiste sera impuissant à déterminer ce qu'il peut considérer comme du revenu.

Il est encore un autre problème de valeur qu'un État de ce type devra résoudre. Pour expliquer ce que je veux

maintenant dire, il me faut poser une hypothèse quant à la manière dont le revenu sera réparti dans une société communiste, du pur point de vue de la technique administrative : je ferai la supposition qui m'e paraît ici la plus raisonnable. Comme il est inconcevable que les désirs particuliers de chaque consommateur soient pris individuellement en considération, je supposerai que la population est divisée en divers groupes de la façon suivante : A) Individus non mariés ; B) Familles sans enfants, etc... Plus les groupes seront multiples mieux cela vaudra ; mais si nombreux qu'ils puissent être, il se trouvera toujours des individus qui ne pourront rentrer dans aucun groupe ; et comme les conditions varient continuellement, aucune répartition par groupes ne saurait être parfaite. Il faudra donc un correctif. L'on peut supposer que chaque individu recevra des bons pour les produits que l'on estime lui être nécessaires en tant que membre de son groupe, ces bons étant valables pour une période déterminée (pour une semaine, un mois, un an, etc...). Le correctif nécessaire résidera en ceci que l'échange des bons sera autorisé par les magasins d'État. Une personne qui estimera avoir reçu trop peu de bons pour tel article pourra s'en procurer davantage en donnant en échange des bons pour un autre article. Déjà, le problème de valeur qui se pose ici nous apparaît manifestement. La personne disposée à renoncer à une chose pour en obtenir une autre estime celle-ci plus que la première. Le problème de valeur consiste à établir un tarif adéquat pour un tel échange supposé légitime.

En aucun cas pourtant, il ne serait possible de maintenir longtemps un quelconque tarif réglementaire. Dès que se modifieraient les rapports de valeur entre les bons, il faudrait que le tarif fût modifié en conséquence. Or de telles fluctuations devront nécessairement résulter des mêmes causes qui modifient actuellement la valeur des objets dans notre vie de tous les jours ; ces causes ne cesseraient point d'avoir effet alors même que la vie économique aurait cessé

de reposer sur l'échange commercial. Supposons que la récolte de certains produits a été insuffisante dans les principaux pays producteurs ; ou bien qu'un hiver rigoureux gêne les importations et entraîne une demande excessive de vêtements chauds et de combustible. On craint qu'en conséquence les stocks de ces produits ne se révèlent insuffisants. Aujourd'hui, dans de telles circonstances, les prix des produits devenus rares monteraient, et cela restreindrait leur consommation. Dans la société communiste il faudra bien trouver des moyens pour atteindre le même but. Il faudra promulguer un décret décidant qu'un bon pour telle ou telle quantité de tel ou tel bien de consommation, ne permettra dorénavant d'en obtenir que les trois quarts ou la moitié. Et ce même décret devra nécessairement modifier le tarif d'échange des bons.

Mais ceci fait, on verra se produire quelque chose de tout à fait remarquable. C'est pour tous une déception de recevoir, d'un produit quelconque, une moindre quantité que l'on n'attendait, mais la déception n'est pas la même pour tous. Si, par exemple, la viande est rare, cela dérangera à peine ceux à qui il est presque égal de devenir végétariens ; mais ceux qui ne veulent pas réduire leur consommation de viande chercheront des moyens qui leur permettent de la continuer comme à l'ordinaire. Rien n'est plus divers que la façon dont les hommes apprécient la satisfaction que procure tel ou tel produit. Tant que l'État communiste peut fournir à chacun ce qu'il désire, aucun commerce ne naîtra de ces différences ; mais dès qu'il n'en sera plus ainsi, le commerce surgira inévitablement. Alors circuleront des listes de prix qui nous diront avec combien de bons de cigares, de thé, ou de café, on peut acheter des bons d'autres produits. Ainsi le principe commercial, qu'une telle société avait en vain tenté d'abolir, reviendra une fois de plus au premier plan. Des profits que l'État aurait pu se réserver écherront à des individus. Le phénomène de la valeur ne peut non plus être supprimé que la force de la pesanteur.

Ce qui est rare et utile *a de la valeur*. On peut bien, dans une société communiste, faire de la valeur une source de profit pour certains individus, mais annihiler la valeur dépasse le pouvoir de l'homme. La valeur n'est pas l'effet mais la cause de l'échange. Les choses n'ont pas de la valeur parce qu'elles sont échangées ; elles sont échangées parce qu'elles ont de la valeur — et plus de valeur pour certaines personnes que pour d'autres.

Du type le plus avancé du socialisme, passons maintenant au moins avancé ; au socialisme qui ne dissout pas le lien entre les services rendus et le revenu, mais qui maintient ce lien sous une forme ou une autre. Il apparaît bien difficile de décider quelle serait — pour les adeptes d'un socialisme de ce genre, la meilleure forme de la répartition du revenu. Je ne suis même pas sûr qu'ils soient là-dessus bien d'accord. Les remarques de Kautsky sur la répartition du revenu, dans son discours de Delft, sont très incomplètes. Ce discours est loin d'avoir rempli ses promesses. Il est complètement muet sur une question aussi fondamentale que celle du commerce international, et quand il en vient à poser la question de la réglementation des salaires, c'est pour suggérer seulement que les salaires devraient être fixés selon la productivité du travail. Mais est-ce là une doctrine générale acceptée comme telle parmi ceux qui considèrent Kautsky comme leur chef ? J'ignore s'il m'est permis d'aller jusque-là dans mes suppositions. Il sera bon de parler ici d'un autre doctrine qui a trouvé des adeptes, à savoir celle des *certificats de travail*. Suivant cette doctrine, tout travail serait rémunéré par des certificats représentant le nombre d'heures de travail effectuées, et les prix des produits dans les magasins de l'État seraient de même mesurés en heures de travail, ou fractions d'heures de travail. Je n'entreprendrai pas plus la critique de ce système que je n'ai entrepris celle du mode communiste de répartition des revenus. Je ne demanderai pas comment ce système s'appliquerait à des articles tels que la viande ou le lait, ou au loyer des

immeubles ou à des biens qui sont eux-mêmes — ou dont les matières premières sont — importés de l'étranger, et peut-être en échange de biens qui sont également faits de matières premières étrangères ; je ne demanderai pas comment on tiendrait compte dans un tel système de la dépréciation des machines et de la consommation d'huile, de charbon, etc... Bornons-nous à la question que nous avons décidé de discuter ; et persuadons-nous bien que le système considéré illustre plus clairement encore qu'aucun autre la proposition que nous venons de démontrer : à savoir qu'il est impossible d'empêcher l'apparition de phénomènes de valeur.

Et d'abord, la fixation des prix en heures de travail ne serait rien d'autre qu'une *évaluation*. En acceptant ce système, on n'aurait fait aucune tentative pour éviter le problème de la valeur ou la nécessité de le résoudre ; au contraire, on aurait pleinement reconnu cette nécessité. Une estimation en heures de travail pourrait bien être une estimation défectueuse, mais enfin ce serait une estimation. Je n'oserai pas en dire autant du rapport entre les différentes sortes de travail, car dans une telle société, ce rapport ne pourrait être fondé que sur la conception qu'une capacité plus grande ne donne aucun titre à un revenu plus élevé ; un rapport ainsi défini ne doit donc pas être conçu comme un rapport de valeur. Or la mesure du prix des biens en heures de travail ne peut pas être interprétée autrement que comme impliquant l'assimilation de tous les genres de travaux, car on ne peut dans l'État socialiste avoir l'intention de favoriser des individus. Seulement, en fait, ce qu'on n'avait pas voulu se produirait certainement tout de même en fin de compte. La réalité se moquerait d'une évaluation en heures de travail et en aurait vite installé une autre à la place. Car la valeur des choses ne résulte pas de la quantité de travail qu'elles ont coûtée, mais de toute une série de causes, parmi lesquelles la quantité de travail joue un rôle, mais non point le seul.

En affirmant cela, est-ce que je n'entre point en conflit avec Ricardo? Quand il en serait ainsi, ce ne serait pas la première fois que je romprais une lance avec un homme qui, non moins par son habileté que par la faiblesse de beaucoup de ses arguments, a réussi à éblouir ses lecteurs. Sur ce point pourtant, Ricardo a été mal compris. Les écrivains allemands — et ils ne sont point les seuls — persistent avec une conviction obstinée à parler de la théorie de la valeur ricardienne-marxiste. Or, quant à moi — pas plus du reste que le D^r Verijn Stuart dans sa belle thèse sur *Ricardo en Marx* — je n'ai jamais pu découvrir la moindre parenté entre les doctrines de ces deux hommes. Ils traitent de choses complètement différentes. Marx cherche à expliquer l'origine du revenu du capital ; Ricardo, lui, cherche à expliquer les rapports de valeur réciproques — je dis bien les *rapports* — entre des biens tels que l'on en puisse augmenter la quantité *ad libitum* avec du capital et du travail. On peut présenter brièvement sa théorie de la façon suivante. Supposons que cent produits, fabriqués avec un travail de même valeur unitaire, soient vendus, le premier pour 1 florin, le second pour 2 florins, le troisième pour 3 florins et le dernier pour 100 florins. Dans chacun de ces prix 60 % représentent le travail et 40 % représentent l'intérêt du capital. On pourra alors exprimer les rapports de valeur entre les cent produits de la manière suivante : 2, 3, ... 100 ou encore : 0,60, 1,20, 1,80, ... 60 ; et si le salaire de chaque heure de travail est de 20 cents : 3, 6, 9, ... 300. Bref, quand les salaires et l'intérêt contenus dans chaque prix sont dans le même rapport et que toutes les heures de travail sont payées au même taux, alors le rapport entre les valeurs des différents produits s'accordera avec le rapport entre les nombres d'heures de travail nécessaire pour les produire.

Cette théorie simple, correcte à l'évidence pour quiconque est capable de faire une multiplication et une division, permet à Ricardo d'arriver à un principe qui n'a été entièrement développé que par W. C. Mees dans son *Overzicht van*

eenige Hoofdstukker der Staatshuishoudkunde. Dans l'hypothèse dont nous sommes partis tout à l'heure, les rapports des prix ne subissent aucun changement si les salaires s'élèvent aux dépens de l'intérêt, ou si l'intérêt s'élève aux dépens des salaires. De tels mouvements relatifs exerceront une influence sur la répartition des revenus entre le capital et le travail, mais sur rien d'autre. Voilà ce que Ricardo veut mettre en relief. Si pourtant nous cessons de postuler cette uniformité générale du rapport dans lequel les salaires et l'intérêt concourent à la formation des prix, quel que soit par ailleurs ce rapport ; c'est-à-dire, si nous considérons des biens à la production desquels le travail et le capital concourent dans des proportions très inégales, alors le montant des salaires et de l'intérêt aura nécessairement une influence prononcée sur les rapports de valeur entre les biens. Il est facile de faire le calcul ; et quiconque suivra la voie tracée par Mees pourra arriver aux conclusions les plus significatives. Mais qu'est-ce que tout cela a donc à voir avec la doctrine de Marx ? Il me semble toujours que ceux qui cherchent à relier les deux doctrines comprennent mal l'une ou l'autre.

Revenons au système de l'estimation en heures de travail. Quelles ~~cons~~ conséquences entraînerait-il ? Il n'est pas besoin de citer des exemples de récoltes déficientes, d'interruptions du commerce extérieur ou d'autres causes normales d'accroissement relatif de la demande de certains biens, pour montrer que cette méthode de détermination de la valeur conduirait à ce même phénomène que nous avons vu surgir précédemment : à savoir, le commerce. Les articles qui, pour leurs qualités intrinsèques ou superficielles répondraient plus harmonieusement aux goûts des consommateurs auraient plus de valeur que d'autres qui pourraient avoir coûté exactement autant de travail ; ils donneraient naturellement lieu à une plus grande demande dans le commerce des bons. A ceux qui demanderaient ces articles après que le stock en serait épuisé, il faudrait donner satisfaction avec

des produits de moindre valeur ; en conséquence, beaucoup seraient disposés à offrir davantage pour obtenir les articles conformes à leurs préférences. Certains pourraient recevoir du mobilier fabriqué par un ouvrier maladroit, ou des tableaux de moindre valeur que ceux qu'auraient acquis leurs voisins. Un fermier pourrait recevoir un mauvais cheval. Mais tant que les hommes seront prêts à donner un prix plus élevé pour des objets plus beaux et qui leur conviennent mieux que pour des objets moins beaux et qui leur conviennent moins bien, les premiers seront considérés comme ayant plus de valeur que les seconds ; et de là surgit automatiquement le commerce. L'État qui fournirait les uns et les autres au même prix, favoriserait sans le vouloir certains individus. Il en serait de même si, en présence d'une insuffisance de stocks impossible à corriger en temps voulu, les tarifs demeuraient inchangés : les spéculateurs feraient alors des profits considérables en achetant de grandes quantités des biens en question. Cette spéculation aurait certes son côté utile, puisqu'il en résulterait une restriction temporaire de la consommation : mais ce serait si peu en harmonie avec l'idéal socialiste qu'une communauté socialiste ne saurait à la longue se satisfaire d'un système comportant de telles conséquences. On reconnaîtrait ainsi à l'occasion que Schâffle avait raison lorsqu'il préconisait dans *The Quintessence of Socialism* que fût pris en considération, dans la détermination de la valeur des biens, ce qu'il appelait (trop succinctement) l'« urgence de la demande ». Un socialisme du type de celui que nous discutons serait assez souple pour nous permettre de suivre ce conseil ; mais il n'y viendra jamais sans résistance. La solution du « problème de la valeur » demeurera longtemps sans doute le problème à l'ordre du jour.

Tournons-nous maintenant vers la formule de Kautsky. Ce leader socialiste, pour autant que je m'en souviene, ne nous a pas expliqué à Delft comment il concevait que les prix seraient réglés. Il ne nous a pas davantage fait connaf-

tre les principes selon lesquels la *productivité du travail* servirait de mesure des salaires. On aimerait croire, bien entendu, qu'il n'avait pas négligemment oublié la nécessité de distinguer entre le revenu brut et le revenu net — distinction qu'on ne saurait opérer, comme nous l'avons vu, sans inévitablement recourir à des évaluations ; mais il ne nous a pas dit comment il faudra procéder à ces évaluations. Pour éviter de me répéter je veux ignorer ce point important, que pourtant il faudra bien éventuellement éclaircir. Je passe à une autre question. Supposons que le produit net a été déterminé. De ce produit net social, on va déduire d'abord ce dont l'État a besoin pour remplir ses divers devoirs, tels que Kautsky les a énumérés. On en déduira également ce qui sera nécessaire pour former de nouveaux capitaux, nécessité que Kautsky a expressément reconnue. En passant, nous pouvons remarquer qu'il a fortement mis l'accent sur ce point. Il s'est souvenu que les profits et les rentes qui sont présentement gagnés par les entrepreneurs et les capitalistes demeurent pour une large part non consommés, et contribuent ainsi à la formation du capital ; et il a indiqué que dans une société socialiste la même chose devrait se produire pour que la société pût durer. Mais poursuivons. Supposons que l'on a opéré les déductions nécessaires : est-ce que le travailleur va recevoir l'intégralité du reliquat ? Si c'est ainsi que l'on procède, il recevra plus que la formule proposée ne prétendait impliquer, car la productivité du travail manuel, — lequel n'est que l'un des facteurs de la production, — n'est pas équivalente à la somme des productivités de tous les facteurs de la production opérant ensemble. A et B font un certain travail en commun ; dans ce cas la productivité de la contribution de A ne peut certainement jamais être égale au produit total de l'action combinée de l'un et de l'autre ; et cela reste vrai quand la contribution de A n'est pas du travail manuel, mais qu'elle consiste dans l'exercice d'une fonction de direction, ou dans la recherche des ressources nécessaires, ou dans l'avance des

moyens de subsistance des travailleurs pendant le temps que dure le travail.

Supposons que vingt ou trente travailleurs ont décidé de former une coopérative de production. Leur rendement est très limité parce qu'ils ne connaissent pas les dernières inventions techniques, et parce qu'ils ne savent pas saisir les occasions les plus favorables pour l'achat des matières premières ni pour la vente de leurs produits. Alors quelqu'un qui possède ces connaissances se joint à eux, et leur entreprise, dès lors, réussit mieux ; le travail de cet homme n'est-il pas productif ?

Ou bien, supposons que la coopérative manque de machines. Quelqu'un met des machines à sa disposition et son revenu en est accru ; celui qui a fourni les machines n'a-t-il pas contribué à la productivité de l'association ?

Ou bien, encore, supposons que les membres de la coopérative n'ont pas de moyens de subsistance et qu'en conséquence ils ne peuvent risquer d'entreprendre des travaux de longue haleine, dont ils ne percevraient les fruits qu'après un délai considérable. Ils ne peuvent, par exemple, expédier leurs produits aux Indes ou en Chine, mais doivent se borner à travailler pour leur marché national ; bien plus, ils sont contraints d'exiger des paiements en espèces et cela paralyse leurs ventes. Voici que quelqu'un leur fait une avance qui leur permet de chercher des débouchés où ils veulent et de consentir des crédits à long terme. Cela aussi a un heureux effet sur le revenu de l'association. Est-ce que ce prêt n'a pas été productif ?

Ainsi la productivité du travail ne peut être déterminée, même si le produit net est connu, que par le moyen d'un calcul ; et dans ce calcul, des évaluations auront encore leur rôle à jouer. Car ce n'est pas l'expérience qui nous aide à découvrir la productivité de chaque facteur ; nous ne pouvons nous permettre de faire des expériences, qui consisteraient à priver temporairement les travailleurs de direction et de capital. La productivité du travail manuel est la valeur

de ce travail mesurée en regard de la valeur de l'aptitude à diriger, de la valeur des diverses fonctions du capital, et aussi, dans le cas de l'agriculture, de la valeur des avantages que présente la terre la plus fertile et la mieux située par rapport à la plus mauvaise des terres cultivées. A la formule de Kautsky, interprétée de façon pleinement scientifique, tout économiste souscrira. Personne ne s'opposera à ce que le travailleur soit assuré d'obtenir la pleine valeur de son travail : tel est en vérité le but de toute législation qui cherche à empêcher les violations de la justice.

Pour nous autres économistes de la vieille école, cette formule fournit le principe de toute une série de recherches à faire sur la question sociale. Si la valeur du travail est la source de sa rémunération, non seulement les travailleurs eux-mêmes, mais encore tous ceux qui souhaitent une amélioration de la situation des travailleurs doivent s'efforcer d'élever cette valeur. La philanthropie et la législation trouveront là une vaste sphère d'activité. La valeur économique du travail est très étroitement liée aux qualités morales et intellectuelles de l'espèce humaine et elle sera rehaussée par tout ce qui développera ces qualités. Elle sera rehaussée par l'accroissement du nombre des entrepreneurs efficients, et par l'accumulation graduelle du capital. Quand les gens nous parlent de l'oppression croissante qui résulte de la vigoureuse poussée du capital, nous pouvons être assurés qu'ils n'ont pas prêté assez d'attention au problème de la valeur. Les grands nombres peuvent signifier la puissance dans la sphère de la stratégie politique, mais en ce qui concerne la répartition du revenu, ils sont une source de faiblesse. C'est là ce que les travailleurs expérimentent continuellement à leurs dépens. L'ampleur de la population explique que l'agriculture s'étende à des terres infertiles, et que des biens doivent être exportés à bas prix (car autrement, on n'obtiendrait pas assez de céréales étrangères). Mais la même loi économique régit les services des entrepreneurs et les fonctions du capital. Plus ces services et ces

fonctions sont disponibles en abondance, plus les profits des entrepreneurs et l'intérêt du capital seront bas, tandis que la valeur du travail s'élèvera. Il découle en outre de ce que nous venons de dire que la valeur du travail sera accrue encore par une politique économique tendant à augmenter le revenu total, puisque aussi bien toute augmentation du revenu total d'un pays conduit, à la longue, à un accroissement de son capital.

Je n'oserais affirmer que Kautsky souscrirait à tout cela. Il serait sûrement en désaccord sur certains points, tandis qu'il adhérerait de tout son cœur sur d'autres. Il est réconfortant de penser que, quel que soit le point de vue de chacun sur les questions sociales, l'accord peut au moins se faire sur un grand nombre d'importants problèmes fondamentaux.

J'arrive ainsi à la fin de mon étude ; j'espère qu'elle sera bien considérée comme une étude et non comme une polémique. Les socialistes sont-ils ou non en mesure de résoudre les problèmes de valeur que je leur ai posés ? La preuve pourrait en être bientôt administrée. Mais ils ne réussiront certainement à rien tant qu'ils n'apprécieront pas le vrai caractère et le sens véritable des problèmes à résoudre. Il faut d'abord que ces problèmes soient résolus, avant que nous puissions à même de juger si les idées que les socialistes sont en train de propager méritent notre soutien.

Et je tiens à insister sur ce dernier point, car je m'inscris en faux contre tout appel à la loi de l'évolution. Il est vrai qu'il n'y a pas de grande réforme qui ait été entreprise en pleine connaissance des difficultés qu'elle eût pu rencontrer ; certes, par conséquent, il ne faudrait pas pousser trop loin la prudence. Mais il n'est point d'homme sérieux qui préconise une réforme alors qu'il est incapable de démontrer la possibilité de la mettre en pratique, et l'efficacité bienfaisante probable de ses résultats. Voilà ce que l'on doit exiger des socialistes. Ils préconisent, comme première étape, le transfert à l'État des moyens de production, ou tout au moins des plus importants d'entre eux. Qu'est-ce

que cela signifie ? Comment la réalité sociale en sera-t-elle affectée ? La société ainsi transformée sera-t-elle progressivement conduite vers des formes de vie plus élevées, ou rencontrera-t-elle des obstacles qui gêneront son développement ultérieur et l'empêcheront même de se procurer les choses les plus nécessaires à son existence ? Ce qu'on nous propose apportera-t-il l'harmonie ou le chaos ? Il doit être possible de donner à ces questions une réponse satisfaisante ; mais que ceux qui n'en sont point capables s'abstiennent de faire de la propagande. Qu'ils calment leur ardeur à provoquer une guerre des classes afin de nous rapprocher de ce pas fatal, dont l'utilité est précisément la question. Que de tels hommes prennent place parmi les socialistes poètes ; qu'ils se bornent aux prophéties et à la propagande d'idées morales auxquelles adhérera tout homme de cœur.

Je ne souhaite pas de voir ici se clore le débat sur le socialisme ; je voudrais au contraire qu'il s'amplifiât. Au cours de la présente étude, c'est à cette fin que j'ai tenté de quelque peu contribuer. Il importe que l'on poursuive ces recherches : j'ai indiqué seulement certains points sur lesquels il conviendrait de les orienter.

LE CALCUL ÉCONOMIQUE EN RÉGIME COLLECTIVISTE

par

LUDWIG VON MISES

*(Traduit de l'allemand par Robert Goetz-Girey,
Chargé de Cours à la Faculté de Droit de Nancy.)*

SOMMAIRE

INTRODUCTION.

1. LA RÉPARTITION DES BIENS DE CONSOMMATION DANS LA COLLECTIVITÉ SOCIALISTE.
2. LA NATURE DU CALCUL ÉCONOMIQUE.
3. LE CALCUL ÉCONOMIQUE DANS LA COLLECTIVITÉ SOCIALISTE.
4. RESPONSABILITÉ ET INITIATIVE DANS LES ENTREPRISES SOCIALISÉES.
5. LA PLUS RÉCENTE DOCTRINE SOCIALISTE ET LE PROBLÈME DU CALCUL ÉCONOMIQUE.

CONCLUSION.

Beaucoup de socialistes ne se sont jamais souciés des questions économiques, n'ont jamais essayé d'obtenir quelque clarté sur les conditions de l'activité économique des hommes. D'autres se sont occupés de façon pénétrante de l'économie d'autrefois et de celle d'aujourd'hui et se sont efforcés de présenter le système de la société « bourgeoise ». La critique de l'économie « libre » les a enivrés, mais le mordant et l'esprit caustique qu'ils ont manifestés à son égard — pas toujours avec succès — ils ont régulièrement négligé de les appliquer à l'économie de la société socialiste à laquelle ils aspirent. Dans les descriptions aux couleurs magnifiques des « Utopistes » la partie proprement écono-

mique est toujours très brève. Ils proclament que dans leur pays de cocagne, les pigeons tomberont tout rôtis dans la bouche des individus. Ils omettent malheureusement d'indiquer comment se réalisera ce miracle. Lorsqu'ils deviennent plus précis en matière économique, ils font rapidement naufrage : qu'on se souvienne des fantaisies de la Banque d'Échange de Proudhon. Aussi n'est-il pas difficile de discerner leurs fautes de logique. En interdisant solennellement à ses fidèles de s'occuper des problèmes de l'économie qui s'établira après l'expropriation des expropriateurs, le marxisme n'a rien fait de bien original. Les Utopistes ont eux aussi négligé l'analyse économique dans leurs descriptions ; ils ne se sont inquiétés que de peindre de l'extérieur le nouvel ordre de choses et de décrire ses conséquences, favorablement bien entendu.

On a le droit de considérer ou non la réalisation du socialisme comme une nécessité inéluctable de l'évolution de l'humanité, attendre de la socialisation des moyens de production le plus grand bonheur ou la plus profonde misère humaine. Mais il faut, en tous cas, reconnaître qu'on ne doit pas tenir l'étude des conditions d'une entreprise économique fondée sur le principe socialiste uniquement « pour un bon exercice de l'esprit et pour un moyen de développer la clarté politique et la vigueur de la pensée » (1). A une époque où nous nous rapprochons de plus en plus du socialisme, l'étude des problèmes de l'économie socialiste devient importante pour l'intelligence de ce qui nous entoure. L'analyse de l'économie d'échange ne suffit plus à nous faire comprendre les phénomènes économiques d'aujourd'hui. Il faut déjà faire appel, dans une grande mesure, à l'analyse des éléments de la collectivité socialiste. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire de justifier davantage les essais d'explication de l'essence de l'économie socialiste.

(1) Voir KAUTSKY, *Die soziale Revolution*, 3^e éd., Berlin, 1911, p. 1.

1. *La répartition des biens de consommation dans la collectivité socialiste.*

Dans la communauté socialiste, tous les moyens de production appartiennent à la collectivité. Seule celle-ci a le pouvoir d'en disposer et de décider comment ils seront employés dans la production. Bien entendu, elle ne pourra remplir ses fonctions que par l'intermédiaire d'un organisme particulier ; il n'y a pour elle aucune autre possibilité.

La structure de cet organisme, les modalités par lesquelles la volonté collective parvient à s'exprimer, en lui et par lui, sont pour nous à peu près indifférentes. On peut penser, si l'on veut, que cet organisme sera élu, et, s'il se compose de plus d'une personne, que les décisions seront prises à la majorité par ses membres.

Aujourd'hui, après avoir produit et être ainsi devenu propriétaire des biens de consommation, le propriétaire de biens de production peut choisir : les consommer lui-même, ou les laisser consommer par d'autres hommes. Mais la collectivité, propriétaire de biens de consommation obtenus par la production n'a pas le choix. Elle ne peut en jouir elle-même, elle doit les faire consommer par des hommes. *Qui doit les consommer ? Quels biens doit consommer chaque individu ? Tel est le problème socialiste de la répartition.*

Ce qui caractérise le socialisme, c'est que la répartition des biens de consommation doit être indépendante de la production et de ses conditions économiques. Par essence, la propriété collective des biens de production est inconciliable avec le fait de fonder la répartition — même partiellement — sur l'imputation économique du produit à chacun des facteurs de la production. Il serait inconcevable d'accorder d'abord à l'ouvrier le « produit intégral » de son travail et ensuite de soumettre à une répartition spéciale la part qui revient aux facteurs matériels de la production.

Comme on le montrera plus loin, il est dans la nature du

système de production socialiste, de rendre tout à fait impossible d'y découvrir quelle est dans le produit la part de chaque facteur de la production. On ne peut calculer le rapport qui existe entre les dépenses et le résultat de la production.

Il est relativement peu important pour examiner les problèmes qui nous intéressent ici, de savoir quels principes on adoptera pour attribuer à *chaque individu les biens de consommation*.

On peut donner à chacun selon ses besoins : celui qui a de grands besoins recevra plus que celui qui en a de plus petits. On peut tenir compte de la dignité des individus : les bons recevront plus que les méchants. On peut considérer comme un idéal la distribution égalitaire : autant que possible on accordera à chacun une quantité de biens égale. On peut enfin prendre pour mesure de la répartition les services rendus à la collectivité : ceux qui travaillent avec ardeur recevront davantage que les paresseux. Dans tous les cas, c'est de la collectivité que chacun reçoit sa part de richesse.

Pour plus de simplicité, supposons que cette portion soit attribuée d'après le principe de la distribution égalitaire pour tous les membres de la société. Il n'est pas difficile d'imaginer ensuite quelques corrections qui atténueront la rigueur du principe en tenant compte de l'âge, du sexe, des nécessités de la profession, etc... Chaque individu reçoit alors un carnet de bons qui seront échangés pendant une période déterminée contre une quantité de biens déterminée. Il peut ainsi manger plusieurs fois par jour, avoir un logement assuré, prendre quelques distractions et se procurer un nouveau vêtement de temps à autre. Il dépendra de la productivité du travail social que les besoins soient plus ou moins bien satisfaits.

Il n'est pas indispensable que chacun consomme lui-même sa part. Il peut laisser se détériorer une portion et ne pas la consommer ; il peut en faire cadeau ou la réserver pour un besoin futur si la nature du bien le permet. Il peut aussi en faire l'objet d'un échange. Le buveur de bière renoncera

volontiers aux boissons non alcoolisées qui lui sont attribuées, s'il peut obtenir plus de bière à la place. Celui qui ne boit pas d'alcool sera prêt à abandonner sa part d'alcool, s'il peut obtenir en échange d'autres avantages. Celui qui a des goûts artistiques renoncera au cinéma pour entendre plus souvent de la bonne musique ; le Philistin désirera échanger les cartes qui lui donnent accès aux spectacles artistiques contre des distractions qui lui conviennent mieux. Tous seront disposés à faire des échanges. Mais l'échange ne pourra jamais porter sur des biens de production. Dans la société socialiste, les biens de production sont la propriété exclusive de la collectivité ; ils sont une propriété commune, inaliénable, hors du commerce.

Dans le cadre étroit qui leur est réservé en régime socialiste, les échanges peuvent aussi se dérouler grâce à des intermédiaires. Il n'est pas nécessaire qu'ils opèrent toujours sous forme d'échange direct. Les mêmes raisons qui ont amené ailleurs l'établissement de l'échange indirect inciteront aussi à le faire considérer comme favorable aux co-échangistes dans la société socialiste. Il en résulte que la société socialiste accorde une place à l'emploi d'un instrument d'échange universellement reçu, la monnaie. Sa fonction sera en principe la même que dans l'économie « libre » ; dans les deux cas, la monnaie est l'intermédiaire des échanges, accepté par tous. Mais, dans le régime social fondé sur la propriété collective des moyens de production, elle n'a pas le même rôle que dans le régime fondé sur la propriété privée : il est infiniment plus limité, puisque l'échange y a moins d'importance et ne s'étend qu'aux biens de consommation. Les biens de production n'étant pas échangés, on ne peut connaître leur prix, leur valeur monétaire. On ne peut conserver dans la communauté socialiste le rôle que la monnaie joue dans l'économie « libre » pour le calcul de la production. Le calcul de la valeur en termes de monnaie devient impossible.

L'organisme directeur de la production et de la réparti-

tion ne peut négliger les rapports d'échange qui s'établissent dans les transactions entre les individus. Il doit en tenir compte lors de la distribution des parts individuelles s'il veut que les différents biens soient substituables les uns aux autres. Si dans l'échange le rapport : un cigare égale cinq cigarettes s'est formé, il ne peut pas décider purement et simplement qu'un cigare est égal à trois cigarettes, pour attribuer ensuite d'après ce rapport aux uns uniquement des cigares, aux autres uniquement des cigarettes. Si la distribution du tabac ne se fait pas uniformément pour tous, partie en cigares, et partie en cigarettes, si, parce qu'ils le désirent, ou parce que l'office de distribution ne peut pour l'instant faire autrement, les uns ne doivent recevoir que des cigares et les autres que des cigarettes, il faudra tenir compte des rapports d'échange du marché. Sinon, tous ceux qui ont reçu des cigarettes seront désavantagés par rapport à ceux qui ont reçu des cigares. Ces derniers peuvent en effet échanger un cigare contre cinq cigarettes alors qu'on leur a seulement compté un cigare pour trois cigarettes.

Les modifications des rapports d'échange qui surviennent dans les transactions contraindront l'organisme directeur de l'économie à modifier les estimations qu'il avait faites touchant le taux d'équivalence des différents biens. De tels changements révèlent que le rapport entre les divers besoins des individus et leur satisfaction s'est modifié, que certains biens sont plus désirés que les autres. La direction économique se préoccupera vraisemblablement d'en tenir compte également dans sa politique de production. Elle s'efforcera d'augmenter la production des articles que l'on désire davantage, et de restreindre celle des autres. Mais une chose lui sera impossible ; elle ne pourra pas *laisser à chacun le droit d'échanger à son gré son bon de tabac contre des cigares ou des cigarettes*. Si elle lui donnait le *droit* de décider lui-même qu'il prendra des cigares et non des cigarettes ou inversement, il se pourrait qu'il réclamât plus de cigares ou plus de cigarettes qu'il n'en a été produit, pendant que les

cigarettes ou les cigares que personne ne demanderait resteraient dans les offices de distribution.

Si l'on admet la théorie de la valeur travail, la solution du problème est évidemment simple. Chacun reçoit un bon pour l'heure de travail qu'il a effectuée ; ce bon lui donne le droit de percevoir le produit d'une heure de travail, moins un prélèvement nécessaire pour couvrir les charges incombant à toute la société, les dépenses culturelles, etc... Si l'on suppose que, pour couvrir les dépenses de la communauté, on prélève la moitié du produit du travail, chaque ouvrier qui aura travaillé une heure aura le droit de recevoir des produits dont la fabrication aura coûté une demi-heure de travail. Les biens consommables ou utilisables pourraient être retirés du marché, consommés ou utilisés personnellement par quiconque serait en mesure de donner en échange le double de la durée du travail nécessaire à leur production. Pour rendre le problème plus clair, il est préférable de supposer que la communauté n'impose à l'ouvrier aucun prélèvement pour couvrir les dépenses qui lui incombent, et qu'elle se procure les moyens nécessaires grâce à un impôt sur le revenu de la population laborieuse. Alors, pour chaque heure de travail effectuée, on aurait le droit de s'attribuer des biens dont la production aurait coûté une heure de travail.

Mais une telle réglementation de la répartition serait irréalisable, car le travail n'est pas une grandeur homogène et toujours uniforme. Il existe entre les diverses prestations de travail une différence qualitative ; les conditions de la demande et de l'offre de leurs produits étant elles-mêmes différentes, on est conduit à des évaluations différentes. Toutes choses égales d'ailleurs, on ne peut augmenter l'offre des tableaux sans que la qualité du produit ne s'en ressente. On ne peut donner à l'ouvrier qui a effectué une heure de travail simple, le droit de consommer le produit d'une heure de travail d'une qualité supérieure. Dans la collectivité socialiste, il est tout à fait impossible d'établir une relation

entre l'importance qu'a pour la société une prestation de travail, et la part de celle-ci dans le produit du processus social de la production. La rémunération du travail ne peut être qu'arbitraire ; elle ne peut se fonder sur l'imputation économique du produit comme dans l'économie « libre » qui repose sur la propriété privée des moyens de production.

En effet, — on le verra plus loin — l'imputation des produits est impossible dans la collectivité socialiste. Des limites très nettes sont imposées par les réalités économiques à la faculté qu'a la société de rémunérer à son gré l'ouvrier : la somme des salaires ne peut jamais dépasser à la longue le revenu social. Mais, dans ces limites, elle peut décider en toute liberté. Elle peut purement et simplement décréter qu'on attribuera la même valeur à tous les travaux : on donnera la même rémunération à une heure de travail quelle que soit sa qualité. Elle peut tout aussi bien, si elle le veut, établir une discrimination entre les diverses heures de travail d'après la qualité du travail. Mais, dans les deux cas, elle devrait se réserver le droit de disposer de la répartition des produits du travail. Elle ne pourrait jamais décider que celui qui a effectué une heure de travail aura le droit de consommer le produit d'une heure de travail même si l'on faisait abstraction des différences de qualités du travail et de ses produits, même si l'on admettait qu'il est possible de savoir combien chaque produit renferme de travail. Car, dans les biens économiques, entrent, non seulement le travail, mais des frais matériels. Le produit pour lequel on a utilisé beaucoup de matières premières, ne peut être assimilé à celui pour lequel on en a utilisé moins.

2. *La nature du calcul économique.*

Tout homme qui agissant dans la vie économique fait un choix entre la satisfaction de deux besoins, dont un seul peut être satisfait, porte des jugements de valeur. Ceux-ci

n'embrassent d'abord et directement que la satisfaction même des besoins ; de celle-ci, ils remontent aux biens dits de premier rang puis aux biens de rang supérieur. En règle générale, l'homme sain d'esprit est de lui-même immédiatement en mesure d'estimer les biens de premier rang. Il parvient aussi sans difficulté, dans les cas simples, à juger quelle importance ont pour lui les biens de rang supérieur. Mais lorsque les choses se compliquent et qu'il est plus difficile de saisir les connexions existant entre les biens, on doit se livrer à des réflexions plus subtiles pour estimer à leur juste valeur les moyens de production. (En se plaçant au point de vue du sujet qui estime et non à un point de vue objectif, d'une valeur universelle.) Il peut être facile pour le paysan « isolé » de décider s'il étendra son élevage de bétail, ou s'il consacra plus d'activité à la chasse. Les détours de la production où l'on s'engage sont encore relativement courts, on peut facilement avoir une vue d'ensemble sur les dépenses qu'ils exigent, sur le rendement qu'on peut en attendre. Il en va autrement si l'on doit par exemple choisir entre l'exploitation d'un cours d'eau pour la production de l'énergie électrique, l'extension d'une mine de charbon, et la création de dispositifs permettant de mieux utiliser l'énergie électrique enfermée dans le charbon. Les détours de la production sont multiples, chacun d'eux est si long, les conditions nécessaires au succès des entreprises à inaugurer si diverses qu'on ne peut s'en remettre à de vagues appréciations. On a besoin de calculs exacts pour porter un jugement sur l'efficacité économique des divers choix envisagés.

On ne peut calculer qu'au moyen d'unités, or il ne peut y avoir d'unité pour mesurer la valeur d'usage subjective des biens. L'utilité marginale ne représente pas une unité de valeur ; on sait en effet que la valeur de deux unités d'un stock donné n'est pas deux fois plus grande que celle d'une seule unité, mais qu'elle est forcément plus grande. Le jugement de valeur ne mesure pas de façon exacte ; il procède

par approximation en établissant des degrés, des échelons (1).

Dans une économie fermée, l'exploitant isolé lui-même ne peut se fonder uniquement sur la valeur d'usage subjective lorsque le jugement de valeur n'apparaissant pas immédiatement avec évidence, il doit prendre une décision et baser son jugement sur un calcul plus ou moins exact. Il doit établir des relations de substitution entre les biens, grâce auxquelles il peut ensuite calculer. En règle générale, il ne parviendra pas alors à tout ramener à une unité. Cependant, il pourra faire son calcul s'il parvient à ramener tous les éléments dont il doit tenir compte à des biens économiques susceptibles d'être saisis par un jugement de valeur d'une évidence immédiate, à savoir les biens de premier rang, et l'effort causé par le travail. Il est clair que cela n'est possible que dans des cas très simples ; cela ne suffirait nullement pour des processus de production plus compliqués et plus longs.

Dans l'économie d'échange, la valeur d'échange objective des biens devient l'unité économique. D'où trois avantages : 1° Tout d'abord le calcul peut se fonder sur l'évaluation de tous ceux qui participent à l'échange. Il n'est pas possible de comparer directement la valeur d'usage subjective d'un homme, phénomène purement individuel, à la valeur d'usage subjective d'autres hommes. Cette comparaison n'est possible que grâce à la valeur d'échange, résultat de la rencontre des appréciations subjectives de tous les co-échangistes. 2° Ensuite, le calcul effectué d'après la valeur d'échange permet de contrôler si les biens sont employés de façon appropriée. Celui qui veut faire des calculs relatifs à un processus de production compliqué, observe tout d'abord s'il est ou non plus efficace que les autres. Étant donnés les rapports d'échange dominants du marché, s'il ne peut obtenir une production rentable, la preuve lui est fournie par là que

(1) Voir CUEHL, *Zur Lehre von den Bedürfnissen*, Innsbruck, 1907, pp. 108 et suivantes.

d'autres processus permettent de mieux faire valoir les biens de rang supérieur. 3^o Enfin, un tel calcul permet de ramener la valeur à une unité. Pour remplir ce rôle, on peut choisir un bien quelconque, car les biens peuvent être substitués les uns aux autres, conformément aux rapports d'échange du marché. Dans l'économie monétaire, on a choisi la monnaie.

Le calcul en termes de monnaie a ses limites. La monnaie n'est ni un étalon de la valeur, ni un étalon du prix. La valeur n'est pas *mesurée* en monnaie, les prix, eux aussi, ne sont pas mesurés en monnaie, ils s'expriment en monnaie. En tant que bien économique, la monnaie n'a pas de valeur stable comme on a coutume de l'admettre naïvement, à raison de son emploi comme « standard des paiements différés ». Le rapport d'échange entre les biens et la monnaie est soumis à des variations incessantes encore que peu violentes en général, dues non seulement aux autres biens économiques, mais aussi à la monnaie. Ces fluctuations troublent fort peu le calcul des valeurs, car, en général, à cause des variations perpétuelles des autres facteurs économiques, ce calcul se réfère uniquement à de courtes périodes de temps pendant lesquelles la « bonne monnaie » tout au moins n'est soumise, de son fait, qu'à de faibles modifications. L'insuffisance du calcul en termes de monnaie ne tient pas surtout à l'utilisation d'un instrument d'échange universellement reçu, la monnaie ; elle vient de ce que la base du calcul est la valeur d'échange et non pas la valeur d'usage. On ne peut alors tenir compte dans le calcul de tous les éléments qui déterminent la valeur et sont extérieurs à l'échange. Celui qui calcule la rentabilité de la construction d'ouvrages destinés à la production de la force hydraulique ne peut pas tenir compte de la beauté de la chute d'eau qui aura à souffrir de cette construction, à moins qu'il ne considère la perte causée au tourisme, qui a aussi une valeur d'échange dans les transactions. Il y a là pourtant un élément à examiner lorsqu'on se demande si l'on doit ou non poursuivre la cons-

truction ; on a coutume de donner à ces éléments le nom d'éléments « extra-économiques ». Cela peut être pertinent : il n'y a pas à discuter sur la terminologie employée. Mais ces considérations ne doivent pas être qualifiées d'irrationnelles. La beauté d'un pays ou d'un monument, la santé, le bonheur et la satisfaction des hommes, l'honneur des individus ou de peuples entiers sont des mobiles rationnels aussi bien que les mobiles économiques au sens propre du mot lorsque les hommes leur accordent de l'importance ; ils sont rationnels même s'ils ne semblent pas substituables dans les transactions et par suite, s'ils ne rentrent dans aucun rapport d'échange. Par sa nature même, le calcul en termes de monnaie ne peut pas embrasser ces facteurs, mais cela ne peut diminuer en rien son importance pour notre activité économique quotidienne. En effet, tous ces biens « idéaux » sont des biens de premier rang ; ils peuvent être saisis immédiatement par des jugements de valeur. Il n'y a donc aucune difficulté d'en tenir compte, même s'ils doivent rester exclus du calcul en termes de monnaie. Cette exclusion n'empêche pas qu'on en fasse état dans la vie.

Bien au contraire. Quand nous savons combien nous coûtent la beauté, la santé, l'honneur, la fierté, rien ne nous empêche d'en tenir compte dans une mesure correspondante. Il peut sembler pénible à un esprit délicat de devoir mettre en balance des biens « idéaux » et des biens matériels. Mais la responsabilité n'en incombe pas au calcul en termes de monnaie ; la cause en est la nature des choses. Même lorsqu'on porte des jugements de valeur immédiats sans calcul en termes de valeur et sans calcul en termes de monnaie, on ne peut se dérober à l'obligation de choisir entre la satisfaction matérielle et la satisfaction « idéale ». L'exploitant isolé et même la société socialiste doivent choisir entre les biens « idéaux » et les biens matériels. Des caractères nobles ne souffriront pas d'avoir à opter entre l'honneur et des aliments. Ils sauront comment agir en pareilles circonstances. Si l'on ne peut se nourrir d'honneur, on peut

renoncer à la nourriture par amour de l'honneur. Ceux-là seuls qui veulent échapper aux tourments qu'imposent de tels choix, parce qu'ils ne pouvaient se décider à renoncer à des jouissances matérielles pour des avantages moraux, considèrent que ce choix est déjà en soi une profanation des vraies valeurs.

Le calcul en termes de monnaie n'a de sens que pour l'activité économique. On s'en sert pour adapter l'emploi des biens économiques aux règles de l'efficacité économique. Les biens économiques n'entrent dans ce calcul que dans la mesure où ils sont échangés contre de la monnaie. Toute extension de son domaine d'application conduit à des erreurs. Il n'est d'aucune utilité si on veut l'employer pour mesurer des biens dans des recherches historiques sur l'évolution des faits économiques, si l'on veut s'en servir pour apprécier la fortune et le revenu national, ou pour calculer la valeur des biens qui se trouvent en dehors des échanges, par exemple lorsqu'on essaie de calculer en termes de monnaie, les pertes humaines dues à l'émigration ou à la guerre (1). Ce sont là jeux de dilettantes même s'ils sont parfois exercés par de très pénétrants économistes.

Dans ces limites, que d'ailleurs il ne dépasse jamais dans la vie économique, le calcul en termes de monnaie rend tous les services que nous devons attendre du calcul économique. Il nous donne un guide pour cheminer à travers la masse écrasante des possibilités économiques. Il nous permet d'étendre à tous les biens de rang supérieur le jugement de valeur qui ne porte avec une évidence immédiate que sur les biens de consommation et au mieux sur les biens de production de rang inférieur. Il permet de calculer la valeur et par là nous donne le principe nécessaire à quiconque veut travailler avec des biens de rang supérieur. Sans lui nous tâtonnerions dans les ténèbres, chaque fois que nous allongerions

(1) Voir sur ce point WIESER, *Ueber den Ursprung und die Hauptgesetze des wirtschaftlichen Wertes*, Vienne, 1884, pp. 185 et suivantes.

le processus de la production, que nous entreprendrions des détours capitalistiques plus longs.

Deux conditions rendent possible le calcul de la valeur en termes de monnaie. Il faut tout d'abord que ressortissent au domaine de l'échange, non seulement les biens de premier rang, mais aussi les biens de rang supérieur, dans la mesure où le calcul doit les embrasser. Sinon, on ne parviendrait pas à former des rapports d'échange. Les réflexions que doit faire lui aussi l'exploitant isolé, s'il veut à l'intérieur de son domaine obtenir par la production du pain contre du travail et de la farine, ne sont pas fort différentes de celles auxquelles il se livre lorsqu'il veut échanger sur le marché du pain contre des habits. C'est pourquoi on a, dans un certain sens, le droit d'appeler échange tout comportement économique y compris l'activité productrice de l'exploitant isolé (1). Cependant, l'esprit d'un homme — fût-il le plus génial — est trop faible pour saisir l'importance de chacun des innombrables biens de rang supérieur. Personne ne peut dominer les différentes possibilités de la production qui sont en nombre infini, au point d'être en mesure de porter immédiatement et sans l'aide du calcul des jugements de valeur évidents. Dans l'économie sociale, fondée sur la division du travail, la répartition entre un grand nombre d'hommes du pouvoir de disposer des biens économiques réalise une sorte de division du travail intellectuel sans laquelle le calcul économique et la vie économique ne seraient pas possibles.

La deuxième condition est qu'on emploie un instrument d'échange universellement reçu, une monnaie, qui joue également son rôle d'intermédiaire dans l'échange des biens de production. Sinon, il ne serait pas possible de ramener tous les rapports d'échange à un dénominateur unique.

Une économie sans calcul en termes de monnaie ne peut exister que dans des conditions très simples. Dans le cadre

(1) Voir MISES, *Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel*, Munich et Leipzig, 1912, p. 16, et les références données.

étroit de l'économie familiale fermée, où le père de famille peut avoir une vue d'ensemble de tous les engrenages économiques, on peut apprécier plus ou moins exactement l'importance des modifications du processus de production, même sans l'aide du calcul. Le processus de production se déroule à l'aide d'un capital relativement faible ; on a recours à peu de détours capitalistiques dans la production : on fabrique en général soit des biens de consommation, soit des biens de rang supérieur peu éloignés de ceux-ci. La division du travail en est à ses tout premiers débuts ; un seul ouvrier accomplit le travail de tout un processus de production, depuis le début jusqu'à l'achèvement du bien consommable. Il en est tout autrement pour la production d'une société plus développée. Aussi ne convient-il pas pour prouver qu'une économie peut se passer du calcul en termes de monnaie, de chercher des arguments dans l'expérience d'une production simple, qui caractérise une époque dépassée depuis longtemps.

En effet, dans les conditions simples de l'économie familiale fermée, on peut avoir une vue d'ensemble du chemin à parcourir depuis le début jusqu'à l'achèvement du processus de production ; on peut toujours juger si tel processus fournit plus de biens finis que tel autre. Cela est impossible dans l'état incomparablement plus complexe de notre économie. Pour la société socialiste elle-même, il sera clair que 1.000 hectolitres de vin sont préférables à 800 hectolitres et elle peut décider facilement si elle préfère ou non 1.000 hectolitres de vin à 500 hectolitres d'huile. Pour prendre une telle décision, aucun calcul n'est nécessaire ; ce qui importe, c'est la volonté des sujets économiques. Mais c'est seulement lorsque cette décision est prise que commence le rôle véritable de la direction rationnelle de l'économie : mettre de façon économique les moyens au service des buts à atteindre. On ne peut y parvenir qu'à l'aide du calcul économique. Si ce soutien lui fait défaut, l'esprit humain ne peut s'orienter à travers les produits intermédiaires et les

possibilités économiques, confuses et multiples. Il demeure sans secours en face de tous les problèmes d'organisation et de localisation (1).

C'est une illusion de croire que dans l'économie socialiste, le calcul en termes de monnaie pourrait être remplacé par le calcul en nature.

Dans l'économie sans échange, le calcul en nature ne peut jamais s'étendre qu'aux biens finis ; il échoue complètement en ce qui concerne les biens de rang supérieur. Dès qu'on abandonne le mode de formation libre du prix en termes de monnaie pour les biens de rang supérieur, on rend impossible toute production rationnelle. Tout pas qui nous écarte de la propriété privée des moyens de production et de l'usage de la monnaie nous éloigne également de l'économie rationnelle.

On a pu l'oublier parce que les réalisations socialistes que nous voyons autour de nous ne constituent que des oasis socialistes isolées dans une économie qui continue à être jusqu'à un certain point une économie « libre » à échanges monétaires. En *un* sens, on peut souscrire à l'affirmation des socialistes — qui par ailleurs est insoutenable et n'est maintenue que dans un but d'agitation politique — que l'étatisation et la communalisation des entreprises ne représentent rien de socialiste. La direction de ces établissements dépend tellement de l'économie d'échange libre qui les entoure, que les caractères véritablement originaux de l'économie socialiste ne peuvent s'y révéler. On réalise dans les établissements de l'État et des communes, des perfectionnements techniques parce qu'on peut observer quels effets ils produisent dans les entreprises privées analogues du pays ou de l'étranger et parce que l'industrie privée productrice des éléments de ces améliorations pousse à leur introduction. Il est possible d'y déterminer les avantages des transformations réalisées parce que ces établis-

(1) VOLF GOTTL-OTTELIENFELD, *Wirtschaft und Technik* (Grundriss der Sozialökonomik, II. Abteilung), Tiubngeu, 1914, p. 216.

sements fonctionnent dans une société fondée sur la propriété privée des moyens de production et sur l'échange monétaire : ils peuvent calculer et tenir une comptabilité, toutes choses impossibles pour des établissements socialistes dans un milieu purement socialiste.

Sans calcul économique, pas d'économie. Dans une collectivité socialiste, il ne peut y avoir aucune économie dans le sens que nous donnons à ce terme, puisque le calcul économique y est impossible. Pour le détail et pour les choses d'ordre secondaire, on pourrait continuer à agir rationnellement. Mais dans l'ensemble on ne pourrait plus parler de production rationnelle. Il n'y aurait aucun moyen de reconnaître ce qui est rationnel ; ainsi, on ne pourrait plus diriger consciemment la production en la soumettant aux règles de l'efficacité économique. Ce que cela signifie est clair, même si l'on néglige les conséquences qui en résultent, pour le bien-être humain : on renonce au comportement rationnel sur son véritable domaine. L'action rationnelle, la pensée logique, seraient-elles encore possibles ? Historiquement, le rationalisme humain est né de la vie économique. Pourra-t-il encore subsister s'il en est chassé ?

Pendant un certain temps, le souvenir des expériences d'économie « libre » accumulées au cours des siècles, pourra empêcher la ruine complète de l'art économique. On conservera les anciens procédés non parce qu'ils sont rationnels, mais parce que la tradition paraît les sanctifier. Ils seront devenus entre temps irrationnels parce qu'ils ne répondront plus aux conditions nouvelles. Le recul général de la pensée économique leur fera subir des modifications qui leur enlèveront leur efficacité économique. La production, il est vrai, ne sera plus anarchique. Toutes les actions qui servent à la satisfaction des besoins seront soumises aux ordres d'une volonté unique. Mais la production anarchique sera remplacée par la conduite absurde d'un appareil privé de raison. Les roues tourneront, mais à vide.

Qu'on ait présente à l'esprit la situation de la collectivité

socialiste. On y travaille dans des centaines et des milliers d'ateliers. Les moins nombreux d'entre eux fabriquent des produits finis ; dans le plus grand nombre, on crée des moyens de production et des biens semi-finis. Tous ces établissements sont en relations les uns avec les autres. Chaque article parcourt toute une série de degrés avant d'être prêt pour la consommation. Mais il manque à la direction de l'économie toute possibilité de s'orienter dans ce processus soumis à un mouvement incessant. Elle ne peut savoir si l'on n'arrête pas de façon inutile un article sur la voie qu'il a à parcourir, si on ne gaspille pas du travail et du matériel pour sa confection. Comment pourrait-elle savoir si tel ou tel mode de production est le plus avantageux ? En mettant les choses au mieux, elle peut apprécier la qualité et la quantité du résultat de la production, du bien de jouissance, mais elle ne pourra connaître que dans des cas extrêmement rares, les dépenses engagées dans la production. Elle sait exactement — ou elle croit savoir — quels buts elle doit s'efforcer d'atteindre en dirigeant l'économie ; elle doit agir en conséquence, c'est-à-dire atteindre ce but en engageant le minimum de frais. Pour découvrir quelle est la voie la moins coûteuse, il lui faut faire un calcul. Or ce calcul ne peut être naturellement qu'un calcul en termes de valeur : il est clair et l'on n'a pas besoin d'en donner une plus ample justification, que ce ne peut être un calcul technique ou un calcul fondé sur la valeur d'usage objective des biens et des services.

Dans le régime économique fondé sur la propriété privée des moyens de production, ce sont tous les membres de la société qui font en toute indépendance ce calcul en termes de valeur. Chacun y participe de deux façons, comme consommateur, et comme producteur. En tant que consommateur, il détermine la hiérarchie des biens d'usage et de consommation ; en tant que producteur, il emploie les biens de rang supérieur là où ils semblent devoir donner le plus haut rendement. Par là, tous les biens de rang supérieur obtiennent,

eux aussi, dans la hiérarchie des biens, le rang qui leur revient dans l'état actuel des données de la production et des besoins sociaux. Grâce à la combinaison de ces deux processus d'évaluation, le principe de l'efficacité économique règne partout, dans la production comme dans la consommation. Il se constitue un système de prix exactement gradué, qui permet à chacun de mettre à tout moment ses propres besoins en harmonie avec le calcul de l'efficacité économique.

Tout cela fait nécessairement défaut dans la collectivité socialiste. La direction économique peut savoir exactement quels sont les biens les plus urgents dont elle a besoin. Mais elle ne possède là qu'une partie de ce qui est nécessaire au calcul économique. L'autre partie, l'évaluation des moyens de production, lui manque nécessairement. Elle peut déterminer quelle valeur est attribuée à l'ensemble des moyens de production : cette valeur est forcément égale à la valeur de l'ensemble des besoins qu'elle satisfait. On peut aussi calculer quelle est la valeur d'un moyen de production déterminé, en calculant la perte que cause sa disparition à la satisfaction des besoins. Mais elle ne peut exprimer cette valeur au moyen d'un prix unique, comme peut le faire l'économie « libre », où tous les prix sont ramenés à une expression commune, grâce à la monnaie.

Sans doute, il n'est pas nécessaire de rejeter complètement la monnaie dans l'économie socialiste, mais en tout cas, il est impossible d'y exprimer, en termes de monnaie, le prix des moyens de production (y compris le travail). Aussi la monnaie ne peut-elle jouer aucun rôle dans le calcul économique (1).

Soit la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer.

(1) NEURATH l'a reconnu lui-même (*Durch die Kriegswirtschaft zur Naturalwirtschaft*, Munich, 1919, pp. 216 et suivantes). Il affirme qu'une économie à caractère complètement « administratif » est, en dernière analyse, une économie « naturelle ». « Socialiser signifie vouloir réaliser l'économie naturelle. » Neurath néglige seulement les difficultés insurmontables que rencontrerait le calcul économique dans la collectivité socialiste.

Doit-on la construire ? Si on la construit, lequel des nombreux tracés possibles choisira-t-on ? Dans l'économie « libre » ou économie d'échange, on peut effectuer le calcul en termes de monnaie. La nouvelle ligne diminuera les frais de certaines expéditions de marchandises ; on peut calculer si cette économie est supérieure aux dépenses nécessaires à la construction et à l'exploitation de la nouvelle ligne. Ce calcul ne peut être fait qu'en termes de monnaie. En comparant des dépenses « naturelles » et des économies « naturelles » hétérogènes, on ne peut réussir. Si l'on n'a aucun moyen de ramener à une expression commune des heures de travail de qualité différente, le fer, la charbon, le matériel de construction de toutes sortes, les machines, et tout ce qu'exigent la construction et l'exploitation des chemins de fer, on ne peut effectuer le calcul. Économiquement, il n'est possible que si on peut ramener tous les biens en question à la monnaie. Sans doute le calcul en termes de monnaie est imparfait. Mais nous n'avons rien de mieux à mettre à sa place ; dans un système monétaire sain, il suffit toujours aux fins pratiques de la vie. Si nous y renonçons, tout calcul économique devient purement et simplement impossible.

La communauté socialiste saura sans doute se tirer d'affaire. Elle décidera sans appel et se prononcera pour ou contre le projet de construction. Mais dans l'hypothèse la plus favorable, cette décision sera fondée sur de vagues appréciations, elle ne pourra jamais l'être sur un calcul exact en termes de valeur.

L'économie statique peut se passer du calcul économique. Ce sont toujours les mêmes opérations économiques qui se répètent. En supposant que l'organisation initiale de l'économie statique se soit réalisée sur la base des derniers résultats de l'économie « libre », nous pourrions à la rigueur nous représenter une production socialiste qui, du point de vue économique, serait dirigée rationnellement. Mais ce n'est qu'une vue de l'esprit. Faisons abstraction du fait qu'il ne peut y avoir d'économie statique réelle : les données se modi-

fiant sans cesse, elle n'est qu'une construction de l'esprit, ne répondant en rien à la réalité, encore qu'elle soit nécessaire à notre esprit et à notre connaissance de la vie économique. Même alors nous devons admettre que l'avènement du socialisme modifie toutes les données, par suite du nivellement des revenus, des transformations que celui-ci provoque dans la consommation et par là dans la production elle-même. Aussi est-il impossible que ce régime se rattache au dernier état de l'économie « libre ». Nous sommes en présence d'un régime économique socialiste qui flotte sur l'océan des combinaisons économiques possibles et concevables sans le secours de cette boussole, le calcul économique.

Dans la collectivité socialiste où toutes les modifications économiques se transforment ainsi en une entreprise dont il est impossible d'apprécier à l'avance ou d'établir plus tard rétrospectivement le résultat, on ne fait que tâtonner dans les ténèbres. Le socialisme est la fin de l'économie rationnelle.

3. *Le calcul économique dans la collectivité socialiste.*

Mais tout cela est-il une conséquence nécessaire de la propriété collective des moyens de production ? N'y a-t-il aucun moyen de posséder une sorte de calcul économique en régime socialiste ?

Dans toute grande entreprise, chaque exploitation ou chaque branche de cette exploitation a, jusqu'à un certain point, une comptabilité indépendante. Tous les groupes font le compte des matériaux et du travail qu'ils échangent entre eux et il est possible à tout instant d'établir un bilan particulier pour chacun d'eux, de saisir par le calcul les résultats économiques de son activité. Ainsi, on peut savoir quel a été le résultat du travail de chaque groupe, prendre des décisions pour transformer, réduire, maintenir au même état,

étendre les groupes existants ou en créer de nouveaux. Sans doute des erreurs sont inévitables dans de tels calculs. Elles sont dues, en partie, aux difficultés que pose la répartition des frais généraux, ou encore à la nécessité où l'on se trouve à maints égards de calculer à l'aide de données qu'il est impossible de préciser autrement. Ainsi, pour déterminer la rentabilité d'un processus économique, on calcule l'amortissement des machines employées, en supposant qu'elles pourront être employées pendant une certaine durée. Mais toutes les erreurs de cet ordre peuvent être maintenues dans d'étroites limites, si bien qu'elles ne faussent pas le résultat global du calcul. L'incertitude subsistante est due à notre ignorance de l'avenir, mais cela est inévitable dans l'économie dynamique.

Il semble facile d'essayer de procéder de façon analogue dans la collectivité socialiste, en dotant chaque groupe de production d'une comptabilité indépendante. Mais c'est absolument impossible. La comptabilité indépendante des diverses branches d'une seule et même entreprise est fondée exclusivement sur le fait suivant : il se forme des prix de marché dans les transactions pour tous les biens employés et pour tous les travaux ; ces prix peuvent servir de base au calcul. Lorsque la liberté des transactions du marché fait défaut, il ne peut se former de prix ; sans formation de prix, il n'existe pas de calcul économique.

On pourrait songer à laisser subsister les échanges entre les divers groupes d'exploitation pour que des rapports d'échange (prix) puissent se former et pour qu'on donne ainsi une base au calcul économique dans la collectivité socialiste elle-même. Dans le cadre de l'économie unifiée qui ne connaît pas la propriété privée des moyens de production, on organiserait donc les diverses branches de la production en groupes indépendants pourvus d'un droit de disposition. Sans doute ils devraient respecter les prescriptions de la direction suprême de l'économie, mais ils échangeraient entre eux les biens matériels et les services contre une rému-

nération, en utilisant un instrument d'échange universellement reçu. C'est à peu près ainsi qu'on se représente l'organisation socialiste de la production, lorsqu'on parle aujourd'hui de socialisation intégrale ou de choses semblables. Mais on n'atteint pas le problème essentiel. Les rapports d'échange ne peuvent se former pour les biens de production que sur la base de la propriété privée des moyens de production. Si la « communauté du charbon » livre du charbon à la « communauté du fer », on ne peut déterminer aucun prix, à moins que les deux communautés ne soient elles-mêmes propriétaires des moyens de production de leurs exploitations, mais ce ne serait pas du socialisme ; ce serait du capitalisme ouvrier et du syndicalisme.

Pout les théoriciens socialistes qui adoptent la théorie de la valeur « travail », tout se passe, il est vrai, très simplement. « Dès que la société se met en possession des moyens de production, et les emploie à la production par voie de socialisation, sans intermédiaire, le travail de tous, quelque divers que puisse être son caractère spécifique d'utilité, est du travail immédiatement et directement social. La quantité de travail social contenue dans un produit, n'a pas besoin alors d'être fixée seulement par un détour ; l'expérience quotidienne indique combien il en faut en moyenne. La société n'a qu'à calculer combien d'heures de travail sont incorporées dans une machine à vapeur, dans un hectolitre de froment de la dernière récolte, dans cent mètres carrés d'une étoffe de qualité déterminée... Assurément, la société, alors encore, aura besoin de savoir combien de travail il faut pour produire un objet d'usage quelconque. Elle aura à organiser le plan de la production, en fonction des instruments de production, au premier rang desquels est la force de travail. Ce seront, en dernière analyse, les effets utiles des divers objets d'usage comparés d'abord entre eux, et ensuite par rapport aux quantités de travail nécessaire pour la fabrication, qui détermineront le plan de production. On se tirera très simplement

d'affaire, sans faire intervenir la fameuse valeur » (1).

Ce n'est pas ici notre rôle de reprendre encore une fois les arguments qu'on a opposés à la théorie de la valeur « travail ». Ils ne nous intéressent ici que dans la mesure où ils nous donnent le moyen d'apprécier si le travail permet de calculer la valeur dans la collectivité socialiste.

A première vue, le calcul en termes de travail tient compte, lui aussi, des conditions naturelles de la production, extérieures à l'homme. La notion du temps de travail socialement nécessaire prend déjà en considération la loi du rendement décroissant, dans la mesure où elle joue en raison de la diversité des conditions naturelles de la production. Si, la demande d'un bien augmentant, il faut utiliser de plus mauvaises ressources naturelles, le temps de travail moyen socialement nécessaire exigé pour la production d'une unité, augmente. Parvient-on à découvrir de meilleures ressources naturelles, la quantité de travail moyen socialement nécessaire diminue (2). Mais on ne tient compte des conditions naturelles de la production, que dans la mesure des modifications de la quantité de travail socialement nécessaire. Au delà, le calcul en termes de travail échoue.

Il néglige complètement l'emploi des facteurs matériels de la production. Supposons que le temps de travail socialement nécessaire pour la production de deux objets P et Q soit de 1 heure. Pour produire une unité de P ou de Q, il faut, outre le travail, employer la matière première dont une unité est produite dans une heure de travail socialement nécessaire. Pour produire P il faut deux unités de a et 8 heures de travail ; pour produire Q, une unité de a et 9 heures de travail. Dans le calcul en termes de travail, P et Q apparaissent équivalents ; dans le calcul en termes de valeur, P devrait être évalué plus haut que Q. Le premier calcul est

(1) Voir ENGELS, *Dührings Umwälzung der Wissenschaft*, 7^e éd., Stuttgart, 1910, pp. 335 et suivantes. (Trad. française par Bracke : *M. E. Dühring bouleverse la science*, Paris, 1933, tome 3, pp. 95-97.

(2) Voir MARX, *Das Kapital*, tome I, 7^e éd., Hambourg, 1914, pp. 5 et suiv. (Trad. Mollitor, Paris, 1924, tome I, p. 10).

faux, le second seul répond à la nature et au but du calcul. Il est vrai que le surplus grâce auquel le calcul en termes de valeur évalue P plus haut que Q, ce substratum matériel « est donné naturellement et sans intervention de l'homme » (1). Mais, si sa quantité est telle qu'il devienne l'objet de l'activité économique, il faut le faire rentrer lui aussi, sous une forme quelconque, dans le calcul en termes de valeur.

Le second défaut du calcul en termes de travail, est qu'il ne fait pas état de la différence de qualification des travaux. Pour Marx, tout travail humain est, au point de vue économique, de la même espèce, parce qu'il est toujours « une dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme, etc... ». « Le travail complexe ne vaut que comme puissance du travail simple, ou plutôt comme travail simple multiplié. En sorte qu'une somme moindre de travail complexe équivaut à une somme supérieure de travail simple. Cette réduction s'opère constamment : l'expérience le montre. Peu importe qu'une marchandise soit le produit du travail le plus complexe ; elle est toujours, quant à la valeur, ramenée au produit du travail simple et ne représente donc qu'une somme déterminée de travail simple » (2).

Böhm-Bawerk n'a donc pas tort de dire que cette argumentation est « un tour de passe-passe théorique d'une naïveté étonnante » (3). Pour porter un jugement sur l'affirmation de Marx, on peut aisément se passer de savoir s'il est possible ou non de trouver une mesure physiologique uniforme de tout travail humain, du travail physique comme du travail dit intellectuel. Il est en effet certain qu'il existe parmi les hommes des différences de capacité et d'aptitude qui donnent aux produits du travail et aux services une qualité différente.

(1) MARX, p. 9 (trad. Molitor, I, p. 14).

(2) MARX, p. 10 (trad. Molitor, I, p. 16).

(3) BÖHM-BAWERK, *Kapital und Kapitalzins*, 3^e éd., Innsbruck, 1914, p. 351.

Pour savoir si on peut employer le calcul en termes de travail comme calcul économique une question est décisive : est-il possible de ramener à un dénominateur unique différentes sortes de travail sans recourir à un intermédiaire, à l'évaluation des produits du travail par les sujets économiques ? La démonstration que Marx tente de donner a échoué. L'expérience montre qu'on fait entrer les biens dans les rapports d'échange, sans considérer si ce sont les produits du travail simple ou du travail qualifié. Mais, pour prouver que des quantités déterminées de travail simple sont assimilées directement à des quantités déterminées de travail qualifié, il faudrait établir que le travail est la source de la valeur d'échange. Or, non seulement ce n'est pas établi, mais c'est ce que Marx veut démontrer par ses explications.

Dans les échanges, il se forme un rapport de substitution entre le travail simple et le travail qualifié par la fixation du taux du salaire ; mais cela ne prouve nullement que leur nature soit indentique (Marx n'y fait du reste pas allusion à cet endroit de son ouvrage). Cette identification est le résultat des transactions du marché et non leur condition. Pour ramener le travail complexe au travail simple, le calcul en termes de travail devrait établir un rapport arbitraire ; aussi est-il impossible de l'utiliser pour diriger l'économie.

On a longtemps pensé que la théorie de la valeur travail était nécessaire au socialisme pour justifier au point de vue éthique son programme de socialisation des moyens de production. Nous savons aujourd'hui que c'était une erreur. Bien que la majorité de ses partisans socialistes ait fait cette confusion et que Marx n'ait pu s'en libérer complètement, — tout en admettant en principe une autre opinion — une chose est claire : le programme politique qui demande l'avènement d'un régime de production socialiste n'a pas besoin de s'appuyer sur la théorie de la valeur travail et ceux mêmes qui ont une autre conception de l'essence et de l'origine de la valeur économique, peuvent avoir des opinions socialistes. Pourtant, dans un autre sens que celui auquel on

pense généralement, la théorie de la valeur travail est une nécessité interne pour les partisans du régime de production socialiste. En effet, la production socialiste ne pourrait sembler rationnellement réalisable que s'il existait une unité de valeur objectivement reconnaissable, qui rendrait possible le calcul économique dans une économie sans échanges et sans monnaie. A cet égard, on ne peut penser qu'au travail.

4. *Responsabilité et initiative dans les entreprises socialisées.*

Le problème de la responsabilité et de l'initiative dans les entreprises socialisées est étroitement lié à celui du calcul économique. En général, on concède maintenant que « la suppression de l'esprit d'initiative et de la responsabilité individuelle qui sont les facteurs du succès d'une entreprise privée » constitue le plus grave danger auquel se heurtent les organisations socialisées (1).

La plupart des socialistes passent ce problème sous silence. D'autres croient pouvoir s'en débarrasser en invoquant l'exemple des directeurs des sociétés par actions, qui tout en n'étant pas propriétaires des moyens de production, font prospérer les entreprises placées sous leur direction. Si la société devient propriétaire des moyens de production à la place des actionnaires, il n'y aura rien de changé. Les directeurs ne travailleront pas plus mal pour la société que pour les actionnaires.

Or, il faut distinguer deux groupes de sociétés par actions et entreprises analogues. Dans les unes — ce sont en général les plus petites — quelques personnes se groupent en utilisant la forme juridique de la société par actions : ce sont

(1) V. *Vorläufiger Bericht der Sozialisierungskommission über die Frage der Sozialisierung des Kohlenbergbaues* (Rapport provisoire de la Commission de socialisation sur la question de la socialisation des Mines de Charbons, terminé le 15 février 1919, Berlin, 1919, page 13.

souvent les héritiers du fondateur de l'entreprise, souvent aussi d'anciens concurrents qui se sont coalisés. La direction effective des affaires est ici entre les mains des actionnaires eux-mêmes ou au moins d'une partie d'entre eux ; ils conduisent les affaires dans leur propre intérêt, et dans celui des actionnaires qui leur sont apparentés, femmes, mineurs, etc... Membres du conseil d'administration, directeurs, ou parfois titulaires de postes juridiquement peu importants, ils exercent eux-mêmes l'influence décisive sur la marche des affaires. Il n'y a rien de changé, lorsqu'il arrive qu'une partie du capital-actions appartienne à une consortium financier ou à une banque. La société par actions ne se distingue en fait que par la forme juridique de la société en nom collectif.

Il en va autrement dans les grandes sociétés par actions. Seule une partie des actionnaires — les gros actionnaires — participent à la conduite effective de l'entreprise. En général, ils ont les mêmes intérêts au succès de l'entreprise que tout autre propriétaire d'actions. Il se peut pourtant que ces intérêts soient différents de ceux de la grande masse des petits actionnaires écartés de la direction de l'entreprise même s'ils possèdent la majorité du capital-actions. De graves conflits peuvent se produire si l'entreprise est menée au profit exclusif des dirigeants qui lésent les actionnaires ordinaires. Quoi qu'il en soit, il est clair que les maîtres véritables de la firme la dirigent dans leur propre intérêt, qu'il coïncide ou non avec celui des actionnaires. Du reste, l'administrateur sérieux d'une société par actions qui ne recherche pas seulement un profit passager, aura à la longue avantage à ne défendre que les intérêts des actionnaires et à éviter toutes les manœuvres qui pourraient leur nuire. Cette remarque s'applique avant tout aux banques et aux groupes financiers qui ne tiennent pas à mettre en jeu le crédit dont ils jouissent auprès du public. Les motifs éthiques ne sont pas les seuls qui expliquent la prospérité des sociétés par actions.

Il en va tout autrement lorsqu'une entreprise est étatisée. Avec la disparition des intérêts matériels privés, disparaît aussi tout stimulant. Si des entreprises de l'État et des communes sont économiquement prospères, c'est qu'elles ont adopté l'organisation des entreprises privées ou encore qu'elles continuent à être poussées à des transformations, à des innovations par les entrepreneurs à qui elles achètent les moyens de production et les matières premières.

Les entreprises publiques ne sont favorables ni aux transformations, ni aux améliorations de la production ; elles ne peuvent s'adapter aux modifications de la demande ; en un mot, ce sont dans l'organisme économique des membres morts. On le reconnaît généralement depuis qu'on est en mesure de jeter un regard sur les dizaines d'années d'expérience que comptent déjà le socialisme d'État et le socialisme communal.

Tout ce qu'on a essayé pour insuffler quelque vie à leurs entreprises est resté jusqu'à présent inutile. On a cru y parvenir en réformant les procédés de rémunération : on a voulu intéresser leurs dirigeants au rendement, en pensant qu'on les mettrait ainsi dans la même situation que les dirigeants des grandes sociétés par actions. C'est une grave erreur. Ces derniers ont avec les intérêts des entreprises qu'ils administrent, de tout autres liens que les dirigeants des entreprises publiques. Ils possèdent une partie importante du capital-actions ou espèrent la posséder plus tard. En outre, ils peuvent réaliser des gains en spéculant à la Bourse sur les valeurs de leurs propres entreprises. Ils ont la perspective de transmettre leur situation à leurs héritiers ou de leur assurer une partie de leur propre influence. Le succès des sociétés par actions n'est pas dû aux directeurs généraux, dont la façon de penser et de sentir ressemble dans une certaine mesure à celle d'un fonctionnaire public. Elles le doivent plutôt aux dirigeants intéressés à l'affaire par la possession d'actions, au promoteur, au faiseur, c'est-à-dire

précisément à ceux que veulent écarter toutes les étatisations et toutes les communalisations.

On n'est pas fidèle à l'esprit socialiste si l'on s'attache à de tels expédients pour assurer le succès d'un régime économique à base socialiste. Tout socialisme — y compris celui de Karl Marx et de ses disciples orthodoxes — part de l'idée qu'il ne pourra pas y avoir de conflit entre l'intérêt individuel et l'intérêt de la communauté en régime socialiste. Chacun s'efforcera dans son propre intérêt de travailler de son mieux puisqu'il a droit à une part du produit de toute l'activité économique. Mais une objection s'impose. Peu importe à l'individu qu'il soit lui-même paresseux ou plein d'ardeur au travail, il est plus important pour lui que ce soit les autres qui soient diligents. Or, les socialistes négligent cette objection ou y répondent de façon peu satisfaisante. Ils croient pouvoir fonder la collectivité socialiste uniquement sur l'impératif catégorique. Une affirmation de Kautsky montre bien comment, ils aiment se donner beau jeu : « si le socialisme est une nécessité sociale, c'est la nature humaine et non le socialisme qui doit céder s'ils entrent l'un et l'autre en conflit » (1).

Cette affirmation relève de la plus complète utopie.

Admettons pourtant que ces espérances utopiques du socialisme puissent vraiment être réalisées : supposons que dans la collectivité socialiste, chacun s'efforce d'agir avec autant d'ardeur que lorsqu'il est aujourd'hui stimulé par la concurrence. Il faudra encore résoudre le problème de savoir comment mesurer le résultat de l'activité économique dans un régime qui ne connaît pas le calcul économique. Si l'on n'a pas de notions claires touchant l'efficacité économique des moyens de production, on ne peut agir efficacement dans l'ordre économique.

Selon un slogan fort répandu, les entreprises publiques

(1) V. KAUTSKY, *Vorrede zu Allanticus (Ballod), Produktion und Konsum im Sozialstaat*, Stuttgart, 1898, p. xiv.

travailleraient avec autant d'efficacité que les entreprises privées si on y pensait de façon plus commerciale et moins bureaucratique. Il faudrait donc attribuer les postes de direction à des commerçants, pour que le rendement augmentât alors rapidement. Mais l'esprit « commercial » n'est pas quelque chose d'extérieur, que l'on peut transmettre à volonté. Les qualités du commerçant ne sont pas des qualités innées, elles ne sont pas davantage acquises par des études dans une école de commerce, par le travail dans une maison de commerce, ou même par le fait qu'on a été soi-même entrepreneur pendant un certain temps. L'esprit « commercial » et l'activité « commerciale » de l'entrepreneur sont dus à la situation qu'il occupe dans le processus économique et disparaissent avec elle. Si un entrepreneur qui a mené ses affaires avec succès devient le dirigeant d'une entreprise publique, il peut bien apporter avec lui le fruit de certaines expériences de son ancienne situation, et, pendant un certain temps, continuer à faire des évaluations par routine. Mais en participant à l'activité de l'économie collective, il cesse d'être commerçant, et devient bureaucrate comme tout autre employé des services publics. On n'est pas commerçant parce que l'on sait tenir des livres, organiser une entreprise, parce que l'on emploie dans ses lettres le style commercial, ou parce que l'on a passé avec succès les examens d'une école supérieure de commerce. On est commerçant parce que l'on occupe dans le processus de la production une position particulière, qui fait coïncider les intérêts de l'entreprise avec l'intérêt personnel. Aussi le problème n'est-il pas résolu par la proposition que fait Otto Bauer dans son plus récent ouvrage : les dirigeants de la Banque Centrale, à laquelle serait confiée la direction économique, seraient nommés par un collège dont feraient partie des représentants du corps professoral des écoles supérieures de commerce (1). De tels directeurs peuvent être, comme les philosophes de Platon, les meilleurs et les plus sages des

(1) Voir BAUER, *Der Weg zum Sozialismus*, Vienne, 1919, page 25.

hommes. Il leur est impossible au poste de direction qu'ils occupent dans la collectivité socialiste, de se comporter en commerçants, même s'ils l'ont été auparavant.

On se plaint généralement du défaut d'initiative des dirigeants des entreprises publiques. On croit qu'on pourrait y remédier en réformant l'organisation. C'est une grave erreur.

On ne peut y remettre toute la direction des affaires aux mains d'un seul homme. On doit craindre qu'il ne commette des fautes qui nuiraient gravement à la communauté. Mais si l'on fait dépendre les décisions importantes du vote de comités ou de l'agrément d'offices supérieurs, on entrave l'initiative individuelle. Les comités sont en effet rarement disposés à introduire des innovations hardies. Si la libre initiative fait défaut dans les entreprises publiques, cela n'est pas dû aux déficiences de l'organisation, mais à la nature même de ces entreprises. On ne peut pas confier à un fonctionnaire si haut placé soit-il, la libre disposition des moyens de production. On le peut d'autant moins qu'on l'intéresse davantage pécuniairement aux résultats de son activité. En effet, en cas de pertes, un dirigeant qui ne possède aucun capital n'engage que sa responsabilité morale. La chance de réaliser des gains matériels n'a pour contre-partie que la possibilité d'une déchéance morale. Au contraire le propriétaire d'une affaire privée supporte lui-même toute la responsabilité ; il est le premier à éprouver les conséquences fâcheuses de l'échec d'une entreprise. Telle est la différence caractéristique qui sépare le régime de la production libérale du régime socialiste.

5. La plus récente doctrine socialiste et le problème du calcul économique.

Lorsque des événements encore récents en Russie, en Hongrie, en Allemagne et en Autriche eurent porté au pou-

voir les partis socialistes, et que la réalisation du programme socialiste de socialisation fut devenue ainsi une possibilité immédiate, les écrivains marxistes, eux aussi, commencèrent à se préoccuper davantage des problèmes que pose l'avènement d'une collectivité socialiste. Mais aujourd'hui encore, ils esquivent prudemment les problèmes essentiels en laissant avec mépris aux « utopistes » le soin de les résoudre. Ils préfèrent se limiter aux réalisations immédiates : leurs programmes nous donnent toujours des renseignements sur la voie qui mène au socialisme, mais jamais sur le socialisme lui-même. De tous leurs écrits, il ressort seulement qu'ils n'ont nullement conscience du grand problème que pose l'État socialiste, le problème du calcul économique.

Otto Bauer semble penser que le pas décisif en vue de la réalisation du programme socialiste est la socialisation des banques. Une fois toutes les banques socialisées et réunies dans une seule banque centrale, leur Conseil d'administration deviendra « l'autorité économique suprême, l'organisme dirigeant le plus élevé de toute l'économie. Seule la socialisation des banques donne à la société le pouvoir de diriger son travail de façon systématique, de distribuer méthodiquement les ressources entre les diverses branches de la production et de les adapter systématiquement aux besoins du peuple » (1). Du système monétaire qui régnera après la socialisation des banques, Bauer ne dit mot. Comme d'autres marxistes, il tente de montrer que le régime socialiste de l'avenir se dégage tout naturellement et avec simplicité du capitalisme évolué. Pour socialiser les banques et poser ainsi la dernière pierre de l'édifice socialiste, « il suffit de confier aux représentants de la communauté nationale les pouvoirs qu'exercent aujourd'hui les actionnaires des banques par l'intermédiaire des conseils d'administration qu'ils élisent » (2).

Bauer n'exclut pas du tout à ses lecteurs que la nature

(1) V. BAUER, *op. cit.*, p. 26 et suiv.

(2) V. BAUER, *op. cit.*, p. 25.

des banques est radicalement transformée par cette socialisation et par leur fusion en une seule banque centrale. Si toutes les banques sont ramenées à une seule, celle-ci est en mesure de distribuer des moyens de paiement sans aucune limitation. Le système monétaire actuel disparaît de lui-même (1). Si en outre l'unique banque centrale existante est socialisée dans une collectivité elle-même intégralement socialiste, on supprime le marché et toutes les transactions d'échange. La banque cesse d'être une banque et de remplir ses fonctions spécifiques. Il n'y a plus place pour elle dans une telle société.

Il est possible qu'elle conserve le nom de banque, que la direction suprême de l'économie socialiste prenne le nom de direction bancaire et siège dans un immeuble occupé autrefois par une banque. Mais ce n'est plus une banque, car elle ne remplit aucune des fonctions que remplissent ces organismes dans un régime économique fondé sur la propriété privée des moyens de production et sur l'emploi d'un instrument universel des échanges, la monnaie. Elle ne distribue plus de crédits car naturellement il ne peut plus y avoir de crédits dans une collectivité socialiste. Bauer lui-même ne dit pas ce qu'est une banque, mais son chapitre sur la socialisation des banques commence par cette phrase : « Tous les capitaux disponibles affluent et s'amassent dans les banques » (2). En tant que marxiste, ne devrait-il pas se demander ce que sera l'activité des banques après la suppression du capitalisme, qui selon la conception marxiste entraîne la disparition du capital ?

Tous les autres écrivains qui traitent des problèmes de l'organisation de la collectivité socialiste sont aussi obscurs. Ils ne voient pas qu'en supprimant l'échange et le mécanisme du prix de marché, on détruit les principes du calcul économique : ils ne voient pas qu'il faudrait mettre autre chose à la place si on ne veut pas ruiner toute l'éco-

(1) V. MISES, *op. cit.*, pp. 474 et suiv.

(2) V. BAUER, *op. cit.*, p. 24.

nomie et laisser s'instaurer un chaos complet. Ils croient que les institutions socialistes peuvent se réaliser sans difficulté sur la base des institutions de l'économie capitaliste privée. Cela n'est vrai dans aucun cas. Mais c'est particulièrement grotesque lorsqu'on parle de banques, de direction bancaire, etc... dans une collectivité socialiste.

On ne nous apprend rien en se référant aux conditions de la Russie et de la Hongrie sous la domination des Soviets. Nous n'y voyons que le tableau de l'anéantissement du régime existant de la production sociale, remplacé par une économie familiale fermée, du type « paysan ». Toutes les branches de production fondées sur la division du travail social se trouvent en pleine décomposition. Il n'y eut, sous la domination de Lénine et de Trostsky, que destruction et ruines. Peu nous importe que ce soit là une conséquence inévitable du socialisme, comme le pensent les libéraux, ou que ce soit uniquement le résultat de la lutte menée contre la République soviétique par l'étranger, comme l'affirment les socialistes. On peut seulement poser en fait que la collectivité socialiste des Soviets n'a pas examiné le problème du calcul économique, et n'avait aucun sujet de le faire. En effet, lorsqu'on continue en Russie soviétique de produire pour le marché malgré les interdictions du Gouvernement, on calcule en termes de monnaie dans la mesure où subsiste la propriété privée des moyens de production et où les biens sont vendus contre de la monnaie. Le Gouvernement lui-même ne peut s'en passer ; en augmentant la quantité de monnaie en circulation, il confirme lui-même qu'il est nécessaire de maintenir le système monétaire au moins pour la période de transition.

On voit fort bien qu'on n'a pas encore reconnu clairement quelle est la nature de ce problème dans l'État soviétique en lisant les développements de Lénine dans son ouvrage sur *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*. Dans l'exposé du dictateur revient sans cesse l'idée que la tâche immédiate et pressante du communisme russe est « l'orga-

nisation de la comptabilité et du contrôle dans les entreprises où les capitalistes ont déjà été expropriés, comme dans toutes les autres » (1). Pourtant Lénine est loin de reconnaître qu'il y a là un problème entièrement nouveau qu'on ne peut résoudre avec les moyens intellectuels de la culture « bourgeoise ». En véritable homme politique, il ne pense pas au delà des tâches immédiates. Continuant à voir la monnaie circuler autour de lui, il ne remarque pas que la monnaie perdra son rôle d'instrument universel des échanges avec les progrès de la socialisation, dans la mesure où disparaîtra la propriété privée et avec elle l'échange. Introduire à nouveau dans les entreprises soviétiques la comptabilité « bourgeoise » qui calcule en termes de monnaie, tel est le sens des explications de Lénine. C'est pourquoi il veut aussi faire rentrer en grâce les « techniciens bourgeois » (2). Au reste, pas plus que Bauer, Lénine ne note que, dans la collectivité socialiste, il est impossible d'entendre la fonction des banques dans le sens qu'elle a aujourd'hui. Il se borne à poursuivre « l'étatisation des banques » et à vouloir « faire des banques le centre de la comptabilité sociale en régime socialiste » (3).

En bref, Lénine a une notion fort obscure de l'économie socialiste à laquelle il s'efforce de conduire son peuple. « L'État socialiste, pense-t-il, ne peut naître que sous la forme d'un réseau de communes de production et de consommation qui tiennent un compte exact de leur production et de leur consommation, font leur travail économiquement, augmentent sans cesse la productivité du travail, et parviennent ainsi à réduire la durée de la journée de travail à sept heures, six heures, ou même moins ». (4). « Chaque

(1) V. LÉNINE, *Die nächsten Aufgaben der Sowjetmacht*, Berlin, 1918, pp. 12 et suiv., 22 et suiv.

(2) V. LÉNINE, p. 15.

(3) V. LÉNINE, pp. 21 et 26.

V. aussi BUCHARIN, *Das Programm der Kommunisten* (Bolschewiki), Zurich, 1918, pp. 27 et s.

(4) LÉNINE, *op. cit.*, pp. 24 et suiv.

fabriquée, chaque village, se présente sous la forme d'une commune de production et de consommation, qui a le droit et le devoir d'appliquer à sa manière les prescriptions législatives générales du Soviet et de résoudre à sa manière le problème du calcul de la production et de la répartition de ces produits (« à sa manière » ne veut pas dire qu'elle puisse violer la loi, mais qu'elle doit tenir compte des modalités d'application) » (1). « Les communes modèles doivent servir — et serviront — d'éducateurs, d'instructeurs, d'entraîneurs aux communes retardataires ». On fera connaître avec un grand luxe de détails leurs résultats afin de rendre cet exemple efficace. Les communes qui donneront des résultats favorables, seront récompensées aussitôt « par une réduction déterminée de la durée de la journée de travail, par une augmentation des salaires, et par l'octroi d'une plus grande quantité de valeurs et de biens culturels et esthétiques » (2).

On voit par là que l'idéal de Lénine est un régime social où les moyens de production sont la propriété de toute la collectivité, et non des districts, des communes, ou des ouvriers de l'entreprise. Son idéal est socialiste et non syndicaliste. Il n'est d'ailleurs pas besoin de mettre ce trait en valeur chez un marxiste comme Lénine. Ce n'est pas Lénine théoricien qui nous étonne, mais Lénine homme d'État, chef de la Révolution russe des syndicalistes et des petits paysans. Mais pour l'instant, nous avons à nous occuper seulement de l'écrivain et nous pouvons examiner son idéal en soi, sans nous laisser troubler par le tableau de la réalité. Dans le système de Lénine, toute grande exploitation agricole ou industrielle est un élément de la grande communauté de travail. Ceux qui y travaillent possèdent le droit de *self-administration*, ils exercent une grande influence sur l'organisation de la production et sur la répartition des biens qui leur sont attribués pour la consommation. Mais les instru-

(1) LÉNINE, *op. cit.*, p. 32.

(2) LÉNINE, *op. cit.*, p. 33.

ments de travail sont la propriété de toute la société ; par suite, le produit revient à cette dernière, qui dispose de sa répartition. On doit se demander comment on pourra faire des calculs dans une collectivité socialiste ainsi organisée. Lénine ne donne qu'une réponse insuffisante, en se référant à la statistique. D'après lui, il faudrait « apporter la statistique aux masses, la rendre populaire, pour que les travailleurs apprennent peu à peu à comprendre et à voir la façon et la mesure dans laquelle on doit travailler et se délasser, pour que la comparaison des résultats de l'activité économique de toutes les communes devienne l'objet de l'étude et de l'intérêt général » (1).

On ne peut dégager de ces maigres indications ce que Lénine entend par statistique. On ne peut savoir s'il pense au calcul en termes de monnaie, ou au calcul en nature. En tous cas, on doit renvoyer le lecteur à ce qui a été dit plus haut, de l'impossibilité de déterminer en termes de monnaie les prix des biens de production dans une collectivité socialiste et, d'autre part, des difficultés auxquelles se heurte le calcul en nature (2). La statistique ne pourrait servir au calcul économique que si elle pouvait dépasser le calcul en nature, dont on a montré qu'il était fort peu capable de servir à ce but. Mais, bien entendu, cela n'est pas possible, lorsqu'il ne se forme aucun rapport d'échange entre les biens.

Conclusion.

Ce qu'on a pu établir dans ces développements doit nous faire paraître surprenante la prétention des partisans du régime socialiste de production : ils affirment que celui-ci est plus rationnel que le régime fondé sur la propriété privée

(1) LÉNINE, *op. cit.*, p. 33.

(2) NEURATH (*op. cit.*, pp. 212 et suivantes) attribue lui aussi une grosse importance à la statistique pour la réalisation du plan économique socialiste.

LE CALCUL ÉCONOMIQUE

des moyens de production. Dans le cadre de cette étude, on n'a pas à se préoccuper de cette thèse dans la mesure où elle s'appuie sur une autre assertion, à savoir que l'économie libérale ne pourrait être parfaitement rationnelle en raison de certaines forces qui y mettraient inévitablement obstacle. On ne peut s'occuper ici que du fondement technique et économique de cette thèse. Ses tenants ont dans l'esprit la notion confuse d'une « rationalité » technique qui serait l'antithèse de la « rationalité » économique dont ils ne se font pas non plus une représentation exacte. Ils oublient généralement qu'« une production rationnelle du point de vue technique s'identifie avec une production où sont engagées de faibles dépenses spécifiques » (1). Ils oublient que le calcul technique ne suffit pas pour reconnaître quel est le degré de « convenance générale et de convenance téléologique » d'un phénomène (2). Ils oublient que ce calcul peut seulement établir la gradation des phénomènes individuels d'après leur importance respective mais qu'il ne nous permet jamais de porter le jugement qu'exige l'ensemble de la situation économique. Les difficultés de raisonnement naissent de la complexité des relations qui existent entre le puissant système de la production actuelle d'une part, la demande et l'efficacité des entreprises et des unités économiques d'autre part. Ces difficultés ne peuvent être surmontées et on ne peut obtenir sur la situation générale la vue d'ensemble qu'exige une activité économique rationnelle que parce que la technique peut viser à la rentabilité (3).

Ces théories sont dominées par la conception confuse de la primauté de la valeur objective d'usage. En vérité, celle-ci n'a quelque importance en ce qui concerne la direction économique, que par l'influence qu'elle exerce sur la formation des rapports d'échange à travers la valeur subjective

(1) Voir GOTTL, *op. cit.*, p. 220.

(2) Voir GOTTL, p. 218.

(3) GOTTL, p. 225.

d'usage. Un second facteur inconscient intervient aussi : le jugement personnel de l'observateur sur l'utilité des biens qui, en réalité, s'oppose au jugement de la masse qui participe aux transactions.

Quiconque trouve qu'il n'est pas « rationnel » de dépenser autant qu'on le fait pour le tabac, les boissons, et autres jouissances a certainement raison du point de vue de son évaluation personnelle. Mais il oublie que l'économie n'est que la recherche des moyens et que, sans préjudice de tous les motifs rationnels qui l'influencent, la hiérarchie des fins est affaire de volonté et non de connaissance.

En reconnaissant que l'économie rationnelle est impossible en régime socialiste, on ne fournit par là aucun argument pour ou contre le socialisme. Il est des hommes qui sont prêts à prendre parti en sa faveur pour des motifs éthiques, même en supposant que l'appropriation collective des moyens de production diminue la quantité des biens de premier rang qui assurent le bien-être humain ; il en est qu'un idéal d'ascétisme conduit au socialisme : ceux-là ne se laisseront pas influencer ; il en est qui seront encore moins effrayés, ce sont les socialistes dits « culturels » qui attendent avant tout du socialisme « la délivrance de la plus épouvantable des barbaries : le rationalisme capitaliste » (1). Mais celui qui espère que le socialisme établira une économie rationnelle, celui-là devra reviser ses conceptions.

(1) Voir MUCKLE, *Das Kulturideal des Sozialismus*, Munich et Leipzig, 1919, p. 213. Par ailleurs, Muckle demande « la plus haute rationalisation possible de la vie économique afin que la durée du travail soit réduite et que l'homme puisse se retirer sur une île où il prêtera l'oreille aux mélodies de sa propre nature ».

RÉFLEXIONS COMPLÉMENTAIRES
SUR LA POSSIBILITÉ
D'UN CALCUL ÉCONOMIQUE ADÉQUAT
DANS UNE COMMUNAUTÉ SOCIALISTE

par

GEORG HALM

(Traduit de l'allemand (1) en anglais par H. E. Balson.

Traduit de l'anglais en français par Daniel Villey,

Professeur agrégé à la Faculté de Droit de Caen.)

SOMMAIRE

I. — Le problème.

1. PROBLÈMES D'ORGANISATION DANS UNE ÉCONOMIE SOCIALE.
2. L'ÉCONOMIE COMMUNISTE.
3. L'ÉCONOMIE SOCIALISTE.

II. — L'économie capitaliste.

4. LE RÔLE DU PROCESSUS DE LA FORMATION DES PRIX.
5. ÉCONOMIQUE ET TECHNIQUE DANS LE RÉGIME CAPITALISTE.

III. — L'économie socialiste.

6. LIBERTÉ DE LA CONSOMMATION.
7. NÉCESSITÉ D'UN CALCUL ÉCONOMIQUE.
8. CALCUL DE LA VALEUR DU TRAVAIL.
9. LA THÉORIE DE L'EXPLOITATION.
10. RARETÉ DU CAPITAL.
11. NÉCESSITÉ D'UN PROCESSUS DE DÉTERMINATION DE L'INTÉRÊT EN RÉGIME SOCIALISTE.
12. IMPOSSIBILITÉ D'UN PROCESSUS DE DÉTERMINATION DE L'INTÉRÊT EN RÉGIME SOCIALISTE.
13. IMPOSSIBILITÉ D'UN PROCESSUS DE FORMATION DES PRIX DES BIENS CAPITAUX.

(1) D'après un manuscrit inédit, et dont nous n'avons pu prendre connaissance. [Note du traducteur français.]

14. DÉTERMINATION DE L'INTÉRÊT ET DE LA RENTE.
15. IMPOSSIBILITÉ D'UN PROCESSUS DE DÉTERMINATION DU SALAIRE.
16. LA PLANIFICATION DÉMOLIT L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ.
17. LE PROBLÈME DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL.
18. ÉCONOMIQUE ET TECHNIQUE DANS LE RÉGIME SOCIALISTE.

IV. — *Examen de quelques objections éventuelles.*

19. TENDANCES SOCIALISTIQUES DANS LE RÉGIME CAPITALISTE.
20. LA SOCIALISATION DES BANQUES.
21. « IMPUTATION DE POIDS QUANTITATIFS. »
22. DÉTERMINATION DES PRIX A L'AIDE D'ÉQUATIONS.
23. DÉTERMINATION DES PRIX SUR LA BASE DES COÛTS.
24. LA PLANIFICATION.
25. CONCURRENCE FICTIVE ENTRE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES.

I. — LE PROBLÈME

1. *Problèmes d'organisation dans une économie sociale.*

La question d'un calcul économique ne peut se poser que dans une économie sociale. Dans une économie individuelle fermée, le problème n'existe pas. L'individu qui se trouve à la tête d'une économie domestique est en mesure de satisfaire directement ses besoins — ou ceux des membres de sa maisonnée — avec le travail et les matières premières dont il dispose. Les exigences du « principe économique » (1) sont accomplies. Tous les besoins sont satisfaits à un degré équivalent, et les ressources productives disponibles sont employées de la façon la plus économique. Tant que tout se trouve sur une échelle assez petite pour que la production et la consommation puissent être ajustées l'une à l'autre à

(1) Nous traduisons l'anglais « *economic principle* » par « principe économique », suivant en cela une terminologie déjà acclimatée dans la langue française par RAMBAUD (*Cours d'Économie politique*, 2 vol., Paris, Sirey, 1910, particulièrement tome I, p. 15). Nous aurions pu traduire plus simplement « loi du moindre effort » sans nullement fausser le sens de l'expression. Mais nous avons préféré suivre de plus près le texte de Halm. [Note du traducteur français.]

partir d'un seul centre, il n'existe aucune difficulté théorique.

L'une des conséquences de l'extension de la division du travail, c'est qu'elle rend de plus en plus difficile de tout organiser de la sorte en partant d'un seul centre. Chaque économie individuelle se développe dans la dépendance de milliers d'autres économies individuelles, avec lesquelles elle combine son activité pour la création du produit social. Elle devient une cellule d'une économie sociale. Du fait de la complexe multiplicité des relations que la division du travail entraîne — et parce que la cessation de l'indépendance économique individuelle signifie en même temps la cessation de toute correspondance directe entre la consommation et la production, — l'économie sociale va faire surgir des problèmes entièrement nouveaux. Nul ne connaît les besoins de tous les individus qui composent l'économie, nul ne possède une vue complète de tous les moyens de production disponibles ; nul n'est en mesure d'embrasser d'un seul coup d'œil l'énorme complexité du processus technique de la production. Et nul, par conséquent, ne saurait adapter sa part dans l'œuvre productive à ses besoins. Or, si l'individu ne peut plus se suffire à lui-même, cela signifie qu'il a besoin d'être guidé parmi les innombrables virtualités qui lui sont ouvertes, pour que la tâche qui lui revient dans le processus global de la production soit accomplie où et comme il convient.

2. *L'économie communiste*

Selon la manière dont est organisée la division du travail entre les hommes, on a coutume de distinguer des économies communistes, des économies capitalistes et des économies socialistes (1). Le régime communiste applique à l'économie

(1) A cause de la signification quelque peu particulière que le terme « socialisme » a prise présentement en Allemagne, l'auteur, dans son manuscrit allemand original, avait employé les mots « collectivisme » et « collectivis-

sociale les principes qui gouvernent les économies individuelles isolées — comme si le problème à résoudre était le même dans les deux cas. Une autorité centrale dispose de tous les moyens de production : travail, matières premières et biens capitaux, — détermine la direction de la production, et règle la consommation. Les individus se voient allouer certaines quantités de biens de consommation exactement comme leur sont affectées certaines tâches à remplir. Une fois qu'un plan de production a été établi, son exécution ne peut rien abandonner à la liberté de la consommation, pas plus qu'il ne peut permettre aux préférences particulières d'affecter le choix de l'espèce de travail que chacun devra effectuer. Les désirs des consommateurs peuvent être pris en considération au moment où le plan est élaboré, en admettant que l'on ait découvert des méthodes adéquates pour déterminer les besoins (1). Mais la liberté de la consommation telle que nous la connaissons dans l'économie capitaliste — le droit, dans les limites d'un revenu monétaire donné, d'obtenir n'importe quelle portion du produit social selon son prix en monnaie — ne saurait être combinée avec le régime communiste de la production. Car il est de l'essence même d'un plan d'économie sociale d'exclure toute prise en considération des désirs particuliers des individus, excepté dans la mesure où d'avance on en a bien voulu tenir compte.

La question de savoir si le communisme est économiquement possible est de celles qu'il est à peine permis de formuler, à laquelle en tous cas on ne saurait se contenter de

tique » là où dans la traduction nous usons des expressions plus courantes de « socialisme » et « socialiste ». [Note du traducteur anglais.]

Nous avons suivi ici la terminologie du traducteur anglais. [Note du traducteur français.]

(1) Et c'est l'opinion même du socialiste Karl Landauer, que l'on ne saurait concevoir la possibilité d'une telle découverte : tous les plans qui tendent à déterminer les besoins des hommes en dehors des données d'une demande actuelle de biens (que ce soit par des estimations statistiques ou autrement) sont entièrement impraticables. Cf. Karl LANDAUER, *Planwirtschaft und Verkehrswirtschaft*, München et Leipzig, 1931, p. 114.

répondre simplement par oui ou par non. La difficulté fondamentale réside ici dans ce fait qu'une application immédiate du « principe économique » à l'économie sociale est impossible. Le « principe économique » se rapporte à l'économie individuelle. Mais si pourtant, et avec toutes les réserves qui se doivent, nous voulions malgré tout formuler une opinion sur les avantages et les inconvénients « économiques » de l'économie communiste, il nous faudrait d'abord bien réaliser que le communisme empêche complètement l'individu d'appliquer le principe de l'égalité de satisfaction de ses divers besoins. En effet, l'obtention d'un tel résultat est absolument inconcevable s'il n'y a point de liberté de la consommation. Seul l'individu sait ce qui va satisfaire ses besoins, seul il est apte à opérer un choix entre les innombrables combinaisons possibles, et encore à condition qu'il sache quelle part du produit social doit au total lui revenir. Il est évident qu'on ne peut pas attendre ici grand-chose des statistiques. Le seul procédé d'enquête qui serait adéquat impliquerait que l'on offrît à chaque individu le choix entre un nombre infini de combinaisons de biens consommables ; car l'individu n'est en mesure de dire quelles sortes de biens il désire et en quelle quantité il les désire que lorsqu'il sait comment sa décision concernant un bien en particulier va affecter la satisfaction de tous ses autres besoins. Qu'il soit possible dans l'hypothèse du communisme de distribuer le produit social d'une façon ou d'une autre à l'intérieur de la communauté, on n'en saurait évidemment douter ; mais les quantités à distribuer et à consommer seraient déterminées par la production antérieure, alors que la question qui se pose est celle de l'adaptation de la production aux désirs des consommateurs. Si les membres de la communauté n'ont qu'à se distribuer ce qui a été arbitrairement produit, il n'y a plus de criterium de comportement économique dans la production. Là où, comme dans la Russie des Soviets sous le plan quinquennal, l'État est gouverné de telle façon qu'il lui est presque indifférent d'avoir ou non à sa disposi-

tion des produits même nécessaires à la vie en quantité suffisante à distribuer au peuple, le point de vue purement économique cesse d'être en cause.

On peut difficilement imaginer qu'une seule autorité centrale, dans l'économie communiste, serait effectivement capable de diriger le processus de la production dans toute son immense diversité, de telle sorte que ses divers éléments pussent s'agencer sans friction. Certes, on imagine bien que le processus de production ne serait troublé par aucune crise extérieurement visible. Mais il n'en serait ainsi que parce que les individus n'auraient plus le pouvoir de contrôler les affaires, tandis que l'autorité centrale disposerait par contre (nous l'avons dit déjà) du pouvoir d'imposer la coïncidence de la production et de la consommation. Mais, dès lors que l'on adapterait ainsi la consommation à une production mal ordonnée — et par conséquent réduite —, les individus seraient aussi durement frappés par les pertes sociales que dans n'importe quel autre régime économique. Si l'on doit tenir pour correcte l'assertion de Pierson (1) que le chômage serait inconcevable dans une économie communiste, il faut l'entendre comme n'impliquant rien de plus que ceci : la consommation serait continuellement réglée sur la production disponible.

3. *L'économie socialiste.*

Les protagonistes du socialisme rejettent le communisme. Ils souhaitent conserver la liberté de la consommation et, jusqu'à un certain point, la liberté du travail (2), mais sans pour cela tomber dans les erreurs du système capitaliste.

(1) Cf. N. G. PIERSON, *Le problème de la Valeur dans la Communauté Socialiste*, supra, 2^e partie, p. 59.

(2) Au cours de cette étude, nous avons traduit par « liberté du travail » l'expression anglaise « *free choice of occupation* ». Pour être tout à fait exact, il aurait fallu dire « liberté pour chacun de choisir à chaque instant la tâche productive à laquelle il se consacre ». [Note du traducteur français.]

Car, si le système communiste est critiquable parce qu'impropre à remplir les exigences du principe économique, aussi bien qu'à assurer la satisfaction des besoins individuels, de même l'est le système capitaliste, pour ce que, s'il permet bien aux consommateurs d'avoir une conduite authentiquement économique dans les limites de leur revenu monétaire, en revanche, à l'intérieur de la communauté considérée dans son ensemble il laisse subsister beaucoup d'inégalités dans les satisfactions, comme il est facile de l'imaginer, puisqu'en régime capitaliste les revenus précisément sont inégaux. (En effet, s'il est vrai qu'une satisfaction uniforme des besoins dans toute la communauté constitue un idéal inaccessible, puisqu'il est impossible de comparer entre eux les besoins de personnes différentes, une distribution des revenus sensiblement égale n'en doit pas moins être regardée comme réalisant une approximation du principe de l'égalité des satisfactions des besoins de tous les hommes.) Ç'a toujours été précisément l'une des principales fins du socialisme que de niveler les inégalités des revenus et d'empêcher en particulier le prélèvement de l'intérêt et de la rente, considérés comme « non gagnés » (1). C'est de là, pour une part, que découle la revendication socialiste d'une direction centralisée de la production ; car l'abolition des revenus non gagnés implique la suppression de la propriété privée des moyens matériels de production et par conséquent la renonciation à l'initiative privée dans le domaine économique.

L'économie socialiste doit être conçue comme un mélange d'éléments capitalistes et communistes. Comme le capitalisme, elle préserve la liberté de la consommation et la liberté du travail. Le socialisme entend laisser à chacun, à l'intérieur des limites de son revenu monétaire, le libre choix de ce qu'il désire consommer ; et, de même, autant que pos-

(1) « Le principal but du socialisme est d'égaliser la position économique des hommes, non point nécessairement d'établir une exacte égalité des revenus et des ressources, mais d'éliminer les causes de ces grossières inégalités qui caractérisent le système individualiste. » (R. G. HAWTREY, *The Economic Problem*, Londres, 1926, p. 337). [Note de l'auteur.]

sible, il entend aussi permettre à chacun de développer et d'exercer les aptitudes productives qu'il se reconnaît lui-même. Mais d'autre part, à l'instar du communisme, le socialisme prévoit la nationalisation des biens capitaux et de la terre, l'élimination des revenus non gagnés, et la direction centralisée de la vie économique par l'État.

Cette forme d'économie sociale peut sembler bien faite pour cumuler les avantages du capitalisme et du communisme, en un compromis qui exclue les inconvénients de l'un et de l'autre. Elle paraît combiner de la façon la plus heureuse la liberté individuelle avec la planification centralisée. Elle apporte la promesse d'un progrès considérable dans la voie de l'égalisation des revenus ; et cela sans sacrifier le stimulant d'une rémunération proportionnée au service rendu ; elle se fait fort de permettre la direction centralisée de la production, et la suppression de « l'anarchie » de la pure économie de marché, sans pour cela toucher à la liberté de la consommation.

Dans les pages qui vont suivre, nous nous proposons d'examiner si le socialisme est économiquement possible ; c'est-à-dire que nous tâcherons de discerner si les éléments qu'il cherche à combiner sont réellement entre eux compatibles ; ou bien si le système est fondé sur l'ignorance des lois de la combinaison des institutions sociales, s'il renferme par conséquent une contradiction interne, et pour cette raison ne saurait être mis en pratique.

On pourrait objecter qu'une telle méthode d'investigation est partielle et incomplète ; qu'elle n'envisage qu'une forme particulière de socialisme choisie au hasard ; et que par conséquent elle ne saurait justifier aucune conclusion quant à l'impossibilité du socialisme en général. Il est vrai qu'il y a bien des types de socialismes. Cela tient à la position intermédiaire du socialisme entre le capitalisme et le communisme. Les divers systèmes socialistes se distinguent les uns des autres selon qu'ils se rapprochent plus ou moins de l'un ou de l'autre extrême. S'il était possible de combiner

les institutions sociales *ad libitum*, alors il devrait y avoir en effet un nombre infini de types divers possibles d'économie socialiste. Mais l'argumentation que nous allons présenter montrera que les lois économiques n'autorisent pas la combinaison d'éléments qui sont essentiellement séparés. Pour fournir la preuve de ce que j'avance ici, je choisirai le meilleur terrain possible en décidant d'examiner si vraiment est praticable une économie qui comporterait à la fois d'une part la liberté de la consommation et du travail, et d'autre part un contrôle centralisé de la production. Nous nous demanderons ensuite si un changement des prémisses adoptées serait susceptible de modifier notre conclusion.

II. — L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

4. *Le rôle du processus de formation des prix.*

Rien de tel sans doute qu'une comparaison pour nous révéler la vraie nature de l'économie socialiste. Commençons donc par une brève analyse de l'actuel système capitaliste.

L'économie capitaliste est une pure économie de marché ; c'est-à-dire qu'elle n'est pas soumise à la direction d'une autorité centrale, comme l'économie communiste ou socialiste. Son seul élément d'organisation consiste dans les échanges entrepris entre elles par les économies individuelles, que la division du travail rend dépendantes les unes des autres. Les économies individuelles disposent librement des moyens de production — travail, capital et terre — lesquels sont objet de propriété privée. Le transfert temporaire de certaines portions de revenu d'une personne à l'autre permet d'accroître temporairement le pouvoir de disposition de certains individus et, dans une certaine mesure, de rendre

l'activité économique indépendante des accidents de la propriété individuelle. Les individus, ou bien produisent eux-mêmes des biens et des services avec les moyens de production dont ils sont propriétaires, ou bien confient ces moyens de production à des entrepreneurs qui s'en servent pour produire des biens et des services destinés à la vente sur le marché. L'orientation de la production est déterminée par les prix : prix des moyens de production — ou coûts ; prix des produits finis. Pour que la mise en activité d'une branche de production soit décidée, ou pour qu'une ancienne branche de production soit maintenue à son niveau d'activité antérieur, — il faut que les prix des produits soient au moins assez élevés pour couvrir leurs coûts. Si les prix ne couvrent pas les coûts, une perte est encourue, et la production doit être réduite. Si les prix des produits excèdent leur coût, des profits sont réalisés et la production est étendue. S'il en est ainsi, c'est parce que ceux qui conduisent l'économie capitaliste sont eux-mêmes conduits par le désir du profit, et qu'ils n'ont d'ailleurs pas le choix d'obéir ou de ne pas obéir à ce mobile — à cause de la concurrence qui existe entre eux, et parce qu'il est impossible de continuer indéfiniment à produire à perte. La rentabilité est la seule condition du droit à l'existence. Aussi, d'un point de vue d'éthique sociale, l'effort pour le profit apparaît-il comme un phénomène neutre.

Cela dit, il apparaît clairement que le facteur décisif du système est le processus de la détermination des prix. La formation des prix est basée sur ce fait que dans une économie caractérisée par la division du travail sans contrôle social, toutes les économies individuelles sont dépendantes de l'échange, et en même temps s'inquiètent d'en retirer le plus grand avantage possible. Comme normalement il y a toujours plusieurs vendeurs éventuels et plusieurs acheteurs éventuels présents sur le marché, la cupidité naturelle qui pousse à payer de bas prix et à en exiger d'élevés est contrecarrée par la crainte de la concurrence, laquelle incline à

accepter de bas prix et à payer des prix élevés. La combinaison de la cupidité et de la concurrence conduisent à ce résultat que l'opposition d'intérêts entre offrants, entre demandeurs, entre offrants et demandeurs (car chacun combat sur deux fronts : contre la personne avec laquelle il marchandé et contre ses concurrents) conduit à l'établissement du prix le plus élevé pour lequel l'offre totale puisse être entièrement écoulee. C'est ainsi que les prix des biens de consommation et ceux des moyens de production sont déterminés, et que dans l'ensemble du système tous les divers processus de formation des prix sont en connexion les uns avec les autres.

La demande de biens de consommation est déterminée par le niveau des revenus, eux-mêmes déterminés par les prix des facteurs de la production. La demande, par les bénéficiaires des revenus, de biens de consommation se transforme en une demande de moyens de production par les entrepreneurs. Normalement les moyens de production sont susceptibles d'être utilisés pour les productions les plus variées. Il y aura par conséquent une concurrence entre les entrepreneurs des différentes branches de production pour l'obtention de ces facteurs — distincte de la concurrence qui oppose les entrepreneurs à l'intérieur de chaque branche de la production. Comme ceux qui offrent les moyens de production — travailleurs, capitalistes, propriétaires fonciers — désirent en obtenir le plus haut prix possible, le processus de formation des prix sur le marché des moyens de production tendra à diriger ces moyens de production précisément dans les voies où ils sont demandés aux plus hauts prix. Or ceux-là seulement parmi les entrepreneurs peuvent payer ainsi des prix élevés qui obtiennent pour leurs produits des prix de vente d'une élévation correspondante ; ceux par conséquent qui satisfont une demande effective intense. Ainsi les facteurs de la production n'ont pas une valeur constante ni une valeur intrinsèque ; ils ne prennent une valeur que dans la mesure où ils sont de nature à satis-

faire une demande d'une particulière intensité appuyée sur un pouvoir d'achat. Naturellement ce processus n'est pas à sens unique : d'un côté la demande des biens de consommation détermine l'orientation de la production et par là les prix des moyens de production ; mais d'autre part des fluctuations dans les prix des moyens de production — élévation ou diminution des coûts — influent sur les décisions de l'entrepreneur. Sa marge de profit est affectée de deux côtés : par les prix des produits finis de l'un et par ceux des moyens de production de l'autre.

Mais ce ne sont pas là toutes les relations existant entre les différents processus de détermination des prix. Puisque, comme nous l'avons déjà mis en lumière, la demande dépend des revenus et que les revenus sont déterminés par les prix des facteurs de la production, toute modification dans les prix des facteurs de la production — qui aura elle-même son origine dans une variation de la demande des biens de consommation — devra à son tour affecter ladite demande, du fait qu'elle engendrera une modification dans les revenus. Et ce n'est pas tout encore. La demande sur le marché des produits finis est fonction des prix. Et la demande d'un bien varie non seulement lorsque varie le prix de ce bien en particulier, mais aussi lorsque varient les prix des autres biens. Ainsi, non seulement la demande détermine les prix, mais les prix à leur tour affectent la demande. Mais comme les prix des biens de consommation sont d'autre part affectés par les coûts, c'est-à-dire par les prix des moyens de production, nous voyons apparaître encore une nouvelle connexion entre les deux grandes faces du processus de formation des prix. Finalement l'offre des moyens de production n'est pas une quantité fixe. A l'intérieur de certaines limites, elle peut réagir aux mouvements des prix, et déclencher alors à nouveau toutes les réactions que nous avons décrites.

De telles relations réciproques entre les prix tendent à réaliser un état d'équilibre dans lequel tous les moyens de production sont employés là où ils peuvent contribuer à

satisfaire la plus grande demande effective, et où en conséquence ils peuvent atteindre le plus haut prix ; — état d'équilibre stable à partir duquel de nouvelles variations de prix sont inconcevables parce qu'il n'y a plus aucune chance — pour aucun offrant de biens ou de services producteurs — d'obtenir des prix plus élevés, ni d'obtenir, dans aucune autre branche de l'économie, plus que les profits moyens. Dans cet état, les prix ne peuvent plus changer d'eux-mêmes, nous voulons dire sans une modification préalable dans l'offre ou dans la demande.

Mais l'offre et la demande sont en partie déterminées par des facteurs étrangers aux processus de formation des prix, et qui restreignent dans des limites plus ou moins étroites leurs réactions aux variations des prix. La demande est déterminée en dernier ressort par les échelles de valeurs premières des êtres humains individuels, et ces échelles de valeurs ont pour caractéristique de n'être pas immédiatement dépendantes des prix et des revenus. Et de même l'offre a des facteurs ultimes qui sont largement indépendants des prix : tels sont la quantité des moyens de production disponibles (c'est-à-dire le volume et la composition de la population, des ressources naturelles et du capital), et aussi le niveau des connaissances humaines en fait de procédés de production à un quelconque moment donné (c'est-à-dire le niveau de la technique). En fin de compte, les causes de toutes les variations qui surviennent dans une pure économie de marché se ramènent par conséquent à deux : d'une part les besoins des hommes (appréciés compte tenu du pouvoir d'achat qui leur peut correspondre), et d'autre part la rareté des moyens disponibles pour la satisfaction de ces besoins. Lorsque les facteurs déterminants des prix varient, une perspective est ouverte pour de nouveaux déploiements de cupidité et de concurrence ; de nouveau, le système tend vers un équilibre à atteindre, qui représente le nouvel optimum d'activité privée dans les nouvelles conditions (et qu'il ne faut bien entendu point confondre avec quelque

optimum social impliquant l'idée d'une harmonie économique entre les intérêts privés et l'intérêt général).

5. *Économique et technique dans le régime capitaliste*

Quoi qu'il en soit, il faut bien admettre que cette organisation de l'économie sociale non seulement conduit à une adaptation rapide et sensiblement adéquate de la production aux modifications continues de la demande effective, et ordonne automatiquement les forces productives à travers tout le processus économique en vue de ce résultat, mais en outre qu'elle fournit en même temps aux individus un mobile qui les pousse à appliquer le principe économique le plus parfaitement possible — puisqu'il les invite à utiliser les moyens de production disponibles de façon à obtenir le plus grand résultat économique. Dès lors que, dans les conditions de la concurrence, les individus ne sont pas libres d'élever les prix des biens qu'ils vendent ou d'imposer la baisse des prix des facteurs de production qu'ils achètent, il leur faut se donner du mal pour employer de la façon la plus avantageuse les moyens de production qui sont à leur disposition. Ceci est particulièrement vrai de l'entrepreneur dont c'est la fonction de combiner pour le mieux les divers moyens de production. Il s'efforcera de réduire les coûts en utilisant la plus petite quantité possible de moyens de production pour obtenir un rendement donné ; il libérera ainsi des moyens de production qui deviendront disponibles pour d'autres fins productives. Très souvent, cette « rationalisation » du processus de la production consistera dans l'introduction de nouvelles techniques productives, car l'entrepreneur tentera constamment de détruire l'état d'équilibre et d'obtenir un avantage particulier par une réduction de ses coûts. En régime de concurrence, le bénéfice de ces progrès doit à la longue revenir au consommateur ; en effet, d'autres entrepreneurs suivront bientôt l'exemple du pre-

mier, et alors l'offre accrue fera toujours baisser les prix au niveau des coûts réduits.

Nous méconnaîtrions lourdement la complexité du problème de la réaction de l'équilibre économique au progrès technique, si nous supposions que le choix des procédés de production les plus adéquats n'est jamais rien de plus qu'un problème de pure technique, et que le choix de la méthode techniquement la meilleure suffit pour que les exigences du principe économique soient pleinement satisfaites. Pour choisir les meilleurs procédés de production, l'entrepreneur a besoin en outre d'être guidé par le processus de formation des prix. L'organisation de l'entreprise qui est la meilleure du point de vue technique ne l'est pas toujours nécessairement du point de vue économique. Telle méthode de production techniquement inférieure peut être économiquement supérieure ; il en est par exemple ainsi lorsque l'emploi d'un matériel de construction meilleur marché ou d'un combustible moins riche entraîne une économie qui compense — et au delà — la perte qui résulte de l'infériorité subséquente de la production, en quantité ou en qualité. Certes, le rendement technique est l'un des facteurs qui déterminent le choix d'une méthode de production, mais la décision qui résulterait de cet unique critère se trouve ensuite modifiée par la considération des coûts, c'est-à-dire par la considération de faits de nature purement économique. Ce n'est pas seulement pour résoudre le problème « qu'allons-nous produire ? » mais aussi pour répondre à la question « comment allons-nous produire ? » qu'il nous faudra absolument nous guider sur les données du processus de la formation des prix. Dans une économie communiste, — l'exemple de la Russie soviétique est ici symptomatique, — on aurait tendance à confondre l'optimum économique avec l'optimum technique ; c'est que sans doute l'absence de toute espèce de moyen de connaître la valeur économique des moyens de production conduirait à l'adoption des méthodes qui sont les meilleures du point de vue

technique. Il est très significatif que les socialistes ne cessent d'adresser à l'économie capitaliste ce reproche qu'elle ne sait exploiter les possibilités productives de la technique moderne que d'une façon très imparfaite. Cette objection s'explique pour une part parce que les socialistes omettent de distinguer entre le point de vue social et le point de vue individuel. Par une simple multiplication, ils transposent dans l'économie sociale un optimum technique conçu du point de vue d'une entreprise isolée. Or, en réalité, rien sans doute ne justifierait qu'une entreprise individuelle renonçât à s'équiper selon l'optimum technique, n'était la prise en considération des autres économies individuelles et des besoins qu'elles ont à satisfaire. Mais il se trouve précisément qu'en s'écartant de son optimum technique, l'entreprise en question va libérer des moyens de production qui sont requis de façon plus urgente dans d'autres branches de la production ; elle en utilisera qui ne pourraient donner ailleurs un produit d'égale valeur. Ainsi, si l'on s'attache à des considérations économiques *en même temps* qu'aux considérations techniques, cela ne signifie pas que l'on se préoccupe du profit privé au détriment de l'intérêt général ; bien au contraire, cela implique une prise en considération simultanée — sinon consciente — des besoins de toutes les branches de la production : c'est-à-dire cela même que l'on devrait précisément attendre des gens qui réclament un contrôle central de l'ensemble du processus économique. Mais les « technocrates » de tous les temps ont eu si peu d'intelligence du principe économique qu'ils n'ont cessé de confondre le fonctionnement de l'appareil technique de la production avec la santé de l'organisme économique. De ce fait, que la technique est indépendante de toute question d'organisation économique, ils tirent cette conclusion réconfortante qu'il n'est même pas besoin d'examiner l'éventualité qu'un changement dans les fondements sociaux de l'économie pût détraquer l'organisme de la production. Nous avons peu de chances de nous tromper en voyant dans l'atti-

tude technocratique des théoriciens socialistes — attitude aussi vieille que le mouvement socialiste lui-même — l'une des principales raisons pourquoi le problème du contrôle centralisé de la vie économique, bien loin d'avoir été traité de façon satisfaisante — ne parlons même pas de quoi que ce soit qui ressemble à une solution positive — n'a jusqu'à une époque tout à fait récente qu'à peine été seulement formulé.

III. — L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

6. *Liberté de la consommation.*

Dans les pages qui viennent, nous allons avoir à examiner comment il faudrait organiser la production dans une économie socialiste basée sur la division du travail ; et en outre quels avantages et inconvénients un système nouveau de ce type présenterait par rapport au capitalisme. Nous avons supposé que la liberté de la consommation existerait dans l'économie socialiste ; il en résulte que la production y devrait être sans cesse adaptée à une demande toujours variable et incontrôlée. Ce ne serait pas la production qui commanderait la consommation, mais la consommation qui commanderait la production. Le socialisme diffère du communisme où les biens sont d'abord produits arbitrairement, puis simplement distribués au consommateur. Mais il diffère aussi du capitalisme, où ce ne sont pas — dans l'interprétation socialiste — les consommateurs qui déterminent la direction que prend la production, mais bien les entrepreneurs agissant pour des motifs de profit ; où, par conséquent, c'est la profitabilité, non la productivité, qui est le facteur prétendu décisif.

Il est difficile de tenir pour correcte l'opinion que l'éco-

nomie socialiste est particulièrement propre à assurer la satisfaction des besoins, par opposition à l' « anarchique » économie capitaliste, réglée seulement sur les profits et non sur les besoins réels. C'est précisément la recherche du profit qui incite l'entrepreneur à se diriger vers les branches de production où une importante demande effective attend d'être satisfaite, et à abandonner celles où une demande fléchissante ne permet plus de compter sur des prix de vente qui couvrent les coûts. Même un contrôle centralisé de la production serait incapable d'une adaptation aussi étroitement fidèle à une demande incontrôlée. L'objectif immédiat de l'entrepreneur peut certes bien être d'obtenir le plus grand profit possible ; mais ce serait une erreur d'imaginer que la rentabilité et la productivité soient forcément divergentes. Dans une économie mue par les mobiles du gain privé, lorsqu'un individu obtient des profits élevés parce qu'il a mieux su satisfaire la demande que ses concurrents, ou encore parce qu'une meilleure organisation de sa production lui a permis de réduire ses coûts au-dessous de la moyenne, l'intérêt particulier et l'intérêt social coïncident ; la rentabilité et la productivité concordent.

Et sans doute dans un grand nombre de cas, il n'en est pas de même. Des droits protecteurs peuvent se révéler profitables aux industries protégées, alors qu'ils ne sont peut-être pas productifs, s'ils altèrent la division internationale du travail. Ou encore une élévation des rentes foncières, quoique profitable pour les propriétaires fonciers, constitue du point de vue social l'indication d'une rareté croissante des terres fertiles, c'est-à-dire d'une tendance à la diminution de la productivité. Mais ni la protection douanière, ni la loi du rendement décroissant de la terre ne sont caractéristiques du capitalisme.

On s'explique difficilement l'argumentation souvent ressassée par les socialistes quant à l' « anarchie » de l'économie capitaliste, et à son profitable défaut de productivité ; à moins que peut-être les détracteurs du capitalisme ne consi-

dèrent l'existence de certaines catégories de productions de luxe, tandis que beaucoup de consommateurs à bas revenu manquent même des denrées nécessaires à la vie, comme un défaut du capitalisme ; alors qu'en réalité ne sont responsables de ce regrettable état de choses que l'inégalité des revenus et le caractère irrationnel de certaines catégories de dépenses.

Il n'est pas difficile d'apercevoir que le socialisme lui aussi aurait à assurer une adaptation de la production à la demande, exactement semblable à celle qu'assure le capitalisme ; et que le socialisme, comme le capitalisme, devrait aménager la production sur la base des prix des biens de consommation. Si l'on refusait de prendre comme guide les mouvements des prix il faudrait que la production aille son chemin indépendamment d'eux, selon une quelconque échelle de valeurs universelle ; mais dans ce cas, l'offre et la demande cesseraient de se correspondre, le prix fixé par la demande cesserait d'être en même temps celui qui couvre le coût de production. Prétendre ordonner la production selon le caractère urgent, nécessaire ou seulement utile des demandes à satisfaire — comme le propose par exemple Robert Deumer (1) — et non point simplement selon le critère des prix, aboutirait à une désorganisation systématique de l'économie. En effet, ou bien la production est planifiée ; et dans ce cas, il faut bien que la liberté de la consommation soit abolie. Ou bien au contraire, on maintient la liberté de la consommation, et alors il faut bien que la production lui soit accommodée. La seule façon de contrarier la liberté de la consommation — et cette fois d'ailleurs sans grand danger — c'est l'extension de la demande collective, dont résulte une restriction artificielle des demandes individuelles. Des routes, des jardins publics ou des terrains de jeu peuvent être par exemple créés, et les ressources nécessaires être procurées par une restriction portant sur les branches de la

(1) Dans son livre intitulé : *Die Verstaatlichung des Kredits*, Munich et Leipzig, 1927. [Note de l'auteur.]

production qui satisfont aux demandes des particuliers ; ceci, en régime capitaliste, signifie en fin de compte une augmentation des impôts et en régime socialiste une politique appropriée de l'administration centrale. Mais ce qui n'est pas possible, c'est de laisser subsister la liberté de la consommation d'une part, alors que d'autre part on planifie la production. La planification et la liberté de la consommation ne peuvent absolument pas exister simultanément. Tous les projets qui tendent à réaliser l'adaptation de la consommation à la production sont communistes ou contradictoires.

7. *Nécessité d'un calcul économique.*

Si donc la liberté de la consommation implique que la production soit guidée par les prix des biens de consommation, il reste à montrer comment cette adaptation de la production à la demande peut être menée à bien dans l'économie socialiste. Si, dans l'économie socialiste, la consommation reste incontrôlée ; si chacun, dans la mesure de ses ressources monétaires, peut acheter ce qu'il désire, un prix sera déterminé pour chaque produit sur le marché des biens de consommation — car nos prémisses impliquent qu'un tel marché existe aussi dans l'économie socialiste. Considérons tout d'abord l'offre comme donnée : un prix qui monte sera l'indice d'une demande croissante, un prix qui baisse, d'une demande décroissante. Mais on se tromperait fort si l'on s'imaginait qu'à eux seuls ces mouvements de prix suffiraient à orienter la production. En effet, les prix des biens de consommation ne peuvent rien signifier pour l'autorité centrale d'une économie socialiste, sinon dans leur rapport avec leur coût de production. Même l'entrepreneur capitaliste est impuissant à conformer ses actes aux exigences du principe économique s'il ne dispose de données que sur les probables prix de vente, et non sur les coûts de production.

Toute gestion économique est basée sur une comparaison des prix des produits avec leur coût de production, donc il ne suffit pas que les seuls biens de consommation soient évalués ; il faut que le soient aussi les biens intermédiaires et les facteurs de la production. C'est seulement quand les valeurs des divers facteurs productifs peuvent être comparées entre elles et avec les valeurs de leurs produits qu'une gestion économique est possible (1). C'est alors seulement qu'on se trouve en mesure de décider vers quelle branche de la production il sera optimal de diriger telle quantité déterminée de moyens de production rares. (Nous supposons, pour plus de simplicité, que ces moyens de production étaient susceptibles de contribuer à la production de nombreuses catégories différentes de biens.) Appliquer des moyens de production d'une valeur de cent unités monétaires à la production de biens qui ne pourront excéder un prix de quatre-vingts unités, alors qu'on aurait pu les utiliser pour la production d'autres biens d'une valeur 100 ou plus, est anti-économique. En effet, le fait même qu'un prix notablement supérieur eût été offert dans le second cas pour le produit d'une même quantité des mêmes moyens de production constitue la preuve que le choix de ce second produit aurait permis de satisfaire une plus grande demande effective. S'il n'était possible de comparer les coûts et les prix, jamais on ne pourrait parvenir à une décision économiquement correcte.

On n'y pourrait pas davantage parvenir si des quantités identiques des mêmes moyens de production étaient affectées de valeurs comptables différentes selon la branche dans laquelle ils sont utilisés. Pour que la production soit réglée selon le principe économique, un processus homogène de formation des prix des moyens de production est indispensable. Nous avons déjà brièvement décrit le mécanisme de

(1) Sur ce point, et sur les développements qui vont suivre, cf. les travaux de Ludwig von Mises, qui ont défriché la question : *Le Calcul économique en régime collectiviste* (cf. la section précédente du présent volume) et *Le Socialisme, Etude Économique et Sociologique*, trad. française. Paris, 1938.

ce processus en régime capitaliste. Sur ce que l'on peut appeler le marché des facteurs de la production — c'est-à-dire les marchés du travail et du capital — du travail et du capital sont demandés et sont offerts, et s'il y a concurrence bilatérale, un prix est déterminé, dont le niveau normal est atteint lorsque la demande se trouve limitée de telle façon qu'elle puisse être exactement satisfaite par l'offre disponible. Comme les différences de prix selon les lieux se trouvent rapidement réduites aux frais de transport, les prix des biens homogènes sont nécessairement uniformes. Des variétés différentes des mêmes facteurs de la production, si elles ne sont pas interchangeables, auront des prix différents ; mais les rapports de ces prix vont être déterminés par les raretés relatives de ces différentes qualités des mêmes facteurs. Si la production de tels biens très demandés exige le concours d'une catégorie de travail hautement spécialisée, cette catégorie de travail va réclamer et obtenir un salaire plus élevé que celui d'une main-d'œuvre facile à trouver et à remplacer. Donc, ici encore, l'élément crucial est la rareté dans son rapport avec la demande. Toute modification dans l'offre et la demande d'un facteur de production affecte nécessairement son prix, jusqu'à ce que l'augmentation ou la diminution subséquentes de son offre ou de sa demande conduisent à l'établissement d'un nouvel équilibre.

Si le travail était le seul facteur de la production, il faudrait que la masse totale des salaires payés soit exactement suffisante pour racheter le produit total. En effet, la masse des salaires, celle des revenus (lesquels consisteraient exclusivement en salaires) et le total des prix seraient nécessairement égaux. Et il faudrait que ces totaux fussent distribués sur la base des raretés relatives d'une part entre les diverses catégories de biens, et d'autre part entre les différentes catégories de travail ; parce que seule une semblable distribution assurerait l'adaptation réciproque de l'offre et de la demande.

8. *Calcul de la valeur du travail.*

Dès lors que par hypothèse la liberté du travail doit subsister aussi dans l'économie socialiste, — dès lors autrement dit que l'individu doit y être laissé libre de décider quels services il va offrir, — toutes les relations que nous avons décrites à propos du capitalisme vont se retrouver en régime socialiste. Il semble même qu'elles soient plus vraies encore dans l'économie socialiste que dans l'économie capitaliste. Le socialisme n'était-il point basé sur l'hypothèse que le travail est le seul facteur de la production ? Or, en régime capitaliste, cette supposition ne vaut rien : car la terre et le capital y font aussi l'objet d'un processus de formation des prix, et par conséquent ils rentrent, parallèlement avec le travail, dans les coûts de production et dans les prix des produits. Bien plus, un tel processus de formation des prix implique que l'on retire un revenu non gagné de la propriété de ces moyens matériels de production. Il en va tout à fait différemment en régime socialiste. Précisément dans le but d'en finir avec ce revenu non gagné, le socialisme soustrait les moyens matériels de production à la propriété individuelle et les transfère sous la propriété directe de la communauté. Dans la pensée de beaucoup de socialistes, il n'est pas nécessaire qu'aucun prix soit payé pour ces moyens matériels de production : puisque l'autorité socialiste en est propriétaire, elle n'a plus besoin de stimuler l'offre du capital et de la terre par des prix adéquats à cette fin. Nul n'a besoin de payer pour l'usage des moyens de production s'il en est lui-même propriétaire.

Or, si les salaires sont les seuls éléments de coût à considérer et si la liberté du travail existe, avec un marché libre pour la détermination du niveau des salaires, le problème de la détermination des prix et du calcul économique en régime socialiste est en passe d'être résolu. Le seul point important où cette hypothèse diffère de l'hypothèse capi-

taliste correspondante, c'est que nous nous trouvons maintenant dans un cas de concurrence non plus bilatérale mais unilatérale. Et ceci non seulement sur le marché des biens de consommation, mais aussi sur le marché du travail. En effet, dans l'économie socialiste, l'État est seul demandeur de travail, de même qu'il est seul offrant de biens de consommation. Donc, l'autorité centrale a un monopole, à la fois sur le marché du travail et sur le marché des produits. Ce qui revient à dire qu'elle peut déterminer arbitrairement : sur le marché du travail, la demande ; sur le marché des produits, l'offre ; et par conséquent sur l'un et l'autre, le prix. Certes, étant donné qu'il est plausible que les autorités d'une collectivité socialiste n'iraient point abuser de leur pouvoir au détriment des travailleurs et des consommateurs (qui sont d'ailleurs les mêmes personnes), ce monopole de l'État, — encore qu'il serait beaucoup plus formidable qu'aucun monopole que l'on ait jamais vu jusqu'à présent — ne prêterait point à objection sur le terrain des principes. La question pourtant se pose de savoir si le défaut de concurrence — du côté de la demande sur le marché du travail, et du côté de l'offre sur le marché des produits — n'alourdirait pas à l'excès le mécanisme de la formation des prix, pour autant que feraient alors défaut les opérations caractéristiques — essentielles pour la rapide détermination des prix — que sont l'offre à un prix inférieur et la surenchère. Mais qu'importe ? Peut-être est-il légitime d'imaginer que ce principe de lourdeur du mécanisme de formation des prix pourrait être compensé par la publicité, aussi large que possible, que l'autorité centrale ferait de ses propres opérations pour répondre aux désirs des travailleurs et des consommateurs. N'examinons point non plus ici le danger possible que les salaires soient élevés au-dessus de leur niveau normal afin de soustraire les travailleurs aux effets des fluctuations du marché dont ils ne seraient point responsables — ou encore que des idéologies égalitaires entraînent l'insuffisante rémunération de certains services-clefs. Faisons

seulement remarquer que toute utilisation que l'État pourrait faire dans les diverses directions de sa position de monopole signifierait qu'il s'écarte pour autant des principes de la liberté de la consommation et de la liberté du travail.

9. *La théorie de l'exploitation.*

Mais — ces petites difficultés une fois mises en lumière — il ne faudrait pas croire que nous en ayons fini avec le problème de l'économie socialiste. En effet, cette prémisse des socialistes, que rien d'autre que le travail n'a besoin d'une valeur dans l'économie socialiste, et qu'aucun facteur autre que le travail n'y doit entrer dans le calcul économique, est entièrement dénuée de fondement. Tout ce qu'il est permis de dire, c'est que l'offre des moyens matériels de production n'aurait pas besoin dans l'économie socialiste d'être tentée par l'appât d'un prix comme il en est présentement en régime capitaliste. Mais stimuler l'offre n'est point l'unique fonction du processus de la formation des prix, même dans l'économie de marché capitaliste. Quand bien même le capitaliste consentirait à renoncer à son intérêt, et le propriétaire foncier à sa rente, un intérêt et une rente n'en continueraient pas moins à être payés dans l'économie capitaliste, et cela parce que le capital et la terre sont rares. C'est seulement au moyen de prix d'un niveau convenable que la demande de moyens de production pourrait être limitée suffisamment pour que la quantité disponible en pût être adéquatement répartie. Il nous reste à examiner si la même chose reste vraie dans l'économie socialiste.

Il importe tout d'abord de faire remarquer qu'une économie socialiste n'est pas une économie qui renonce à l'usage des biens capitaux dans la production. Tout le monde s'accorde sur ce point : dans ce sens-là du mot, l'économie socialiste sera elle aussi capitaliste. Seulement, on suppose souvent avec un excessif optimisme les possibilités d'appro-

visionnement en capital qu'aurait une économie socialiste.

Ce qu'un socialiste entend par « capitalisme » c'est, non point n'importe quel système économique dans lequel il est fait usage de capital, mais un ordre social dans lequel un rapport d'exploitation sur la base des classes sociales existe entre ceux qui sont propriétaires des moyens de production et ceux qui ne le sont pas ; une sorte de rapport de monopole qui engendre un profit ou tribut pour les propriétaires, sous la forme d'une « plus-value ». Dès lors que les travailleurs ne possèdent aucune sorte de moyens de production tandis qu'ils ne peuvent employer utilement leurs forces de travail sans l'assistance de terre et de biens capitaux, ils se voient contraints d'offrir leur travail au propriétaire de ces moyens de production ; il le font avec un empressement que le capitaliste ne partage point et qui, en conséquence, lui donne le pouvoir de les exploiter. Les socialistes opinent que l'intérêt du capital a pour source unique cette sorte d'exploitation. Que la position de monopole unilatéral des capitalistes soit détruite par le transfert à la communauté de la propriété des moyens de production, et du coup la plus-value et l'intérêt, disent-ils, cesseront d'exister ; le travailleur sera en mesure de conserver le produit intégral de son travail. Évidemment, si cela est vrai, il est inutile de comptabiliser un intérêt dans le calcul économique du régime socialiste.

L'on objectera que l'intérêt est un prix dont la rareté des biens capitaux implique la paiement ; que par conséquent, l'intérêt est nécessaire pour limiter la demande des biens capitaux dans n'importe quelle sorte d'organisation économique qui soit basée sur l'échange. Les socialistes ripostent que le capital, précisément, n'est point rare. Les biens capitaux, déclarent-ils, peuvent être fabriqués à n'importe quel moment en n'importe quelle quantité voulue : rien d'autre, en effet, n'est nécessaire à leur production que d'une part du travail, et d'autre part, des matières premières qui sont, ou bien des dons de la nature, ou bien eux aussi des produits du travail. Il apparaît ainsi, dit-on, que le seul facteur pri-

maire de la production est le travail, car tous les moyens de production *produits* peuvent se réduire au travail nécessaire à leur production. La seule rareté que l'on puisse reconnaître aux biens capitaux, c'est donc la rareté du travail qui sert à les produire. Toute autre source de rareté du capital est inconcevable, puisque tous les biens capitaux peuvent toujours être fabriqués en n'importe quelle quantité et n'importe quand avec du travail et des matières premières.

10. *Rareté du capital.*

Tout de même il y a une faille dans cette argumentation. Il n'est absolument pas possible de réquisitionner n'importe quelle quantité de travail et de matières premières pour la fabrication de biens capitaux. Si plus d'une certaine proportion de la quantité limitée de travail et de matières premières disponibles était consacrée à la production des biens capitaux, la production des biens de consommation s'en trouverait réduite d'autant. Mais, la production des biens de consommation ne saurait être réduite au delà de ce qu'exige la satisfaction des besoins immédiats. Et sans doute, il est bien vrai qu'en dernière analyse, la production des biens de production devra aboutir à une production de biens de consommation ; et même que la production des biens de consommation pourra grâce à ce détour devenir beaucoup plus abondante qu'auparavant (c'est même pour cela que le capital fait l'objet d'une demande universelle et qu'un accroissement du volume des capitaux signifie la même chose qu'un accroissement de la productivité). Mais cette augmentation de la productivité ne se fera sentir que plus tard, tandis que dès à présent on sera privé de la somme de satisfactions dont on aurait pu jouir, et cela pour que soit rendue possible la mise en œuvre de ce qu'on appelle les méthodes indirectes de production, c'est-à-dire la produc-

tion des biens de production dont la fonction est d'accroître la productivité du travail.

Or, pour autant que le travail et les matières premières sont tout d'abord utilisés pour la fabrication de machines, la construction d'usines, etc..., une période de temps devra s'écouler avant qu'ils soient aptes à satisfaire des besoins. Avant que des besoins soient satisfaits, il faudra une *attente*, et dans tout système économique, la durée possible de cette attente est limitée. Même l'autorité chargée de la direction d'une économie socialiste pourrait difficilement faire admettre que fussent consacrés à la production des biens de production beaucoup plus de travailleurs qu'il n'en est consacré en régime capitaliste. L'impossibilité d'une accumulation de capital illimitée nous apparaîtra sous un jour d'évidence toute particulière si nous avons présent à l'esprit le comportement bien typique du consommateur dans l'économie capitaliste : et si nous observons qu'il ne réussit à épargner qu'une fraction de son revenu — et encore pas toujours — au delà de ses dépenses courantes pour l'accumulation d'un capital. Or ce qui est vrai de l'individu l'est aussi de la société ; elle aussi est bien obligée de prendre garde à ses besoins courants avant de pouvoir se préoccuper d'une satisfaction plus généreuse de ses besoins futurs. Plus le standard présent de satisfaction est bas, et plus apparaît difficilement réalisable toute espèce de restriction de la consommation. C'est pourquoi la formation des capitaux neufs suit, dans les pays misérables, un processus très lent.

11. *Nécessité d'un processus de détermination de l'intérêt en régime socialiste.*

Ainsi donc, on peut considérer comme établi que, dans tous les régimes économiques sans exception, l'« épargne » ou encore la « restriction des consommations présentes au profit des satisfactions futures » n'est jamais possible que

dans des proportions limitées. Mais, dès lors que la productivité du capital rend insatiable la demande de biens capitaux ; que l'agriculture et l'industrie pourraient continuer à investir toujours plus de capitaux sans aucune limite ; que d'innombrables inventions techniques déjà faites attendent encore d'être mises en application, tandis que chaque jour de nouveaux perfectionnements de l'appareil de production sont découverts ; dès lors qu'il existe de larges possibilités d'extension même des procédés de fabrication déjà utilisés, l'offre de capital sera nécessairement toujours très petite en comparaison de l'énorme demande de capital qui lui correspond. Il faudra toujours que soit limité de quelque façon le pouvoir de disposer des facteurs de la production pour produire des biens capitaux. Il en résulte que le capital aussi est un facteur « primaire » de la production, en ce sens qu'il possède une valeur propre, laquelle ne peut être imputée à aucun autre facteur ; en ce sens qu'il doit dès lors être traité de façon particulière, sur la base de son prix propre.

Rien de tout cela n'est modifié du fait que dans l'économie socialiste le capital devient la propriété de la société. En face d'un capital rare par rapport aux besoins, l'économie socialiste, tout comme n'importe quelle autre économie, devra s'efforcer de distribuer ses capitaux comme l'exige l'adaptation de la production au libre choix des consommateurs. Il faudra que le capital soit dirigé vers les branches de la production que caractérise précisément une demande effective suffisante pour permettre le paiement d'un intérêt inclus dans le prix du produit en sus et en plus de son coût en travail. Les besoins qui n'auront pas derrière eux un pouvoir d'achat suffisant pour payer ce supplément devront demeurer insatisfaits. Les biens produits à l'aide de capital ne pourront être vendus à leur coût en seul travail, pour la bonne raison que s'il en était ainsi la demande de biens capitaux excéderait de façon considérable leur offre disponible. Pour illustrer cette assertion, il suffira que l'on imagine à quelle demande de maisons il faudrait s'attendre si les loyers

cessaient d'inclure l'intérêt du capital investi pour leur construction, c'est-à-dire s'ils couvraient seulement le coût de l'amortissement. Mais, dans ce cas, l'important n'est pas seulement que le prix excède le coût en travail. Il faut encore qu'il excède le coût en travail d'un montant exactement suffisant pour couvrir tous les autres éléments du coût, y compris l'intérêt ; et l'intérêt des sommes investies doit être d'un niveau tel que la demande de tous les biens de consommation produits à l'aide de capital soit limitée jusqu'au point où la masse des capitaux disponibles suffit à une production de ces biens qui la satisfasse totalement. Les besoins qui ne peuvent s'appuyer sur un pouvoir d'achat suffisant pour payer un tel intérêt, il faut qu'ils s'en retournent insatisfaits. En effet, toute la signification du calcul économique, — ici du calcul de l'intérêt — c'est qu'il tend à assurer une distribution véritablement économique des moyens de production rares entre tous les besoins à satisfaire. Si par hypothèse la consommation de chaque individu doit être pleinement libre à l'intérieur des limites de ces ressources monétaires, on ne peut la limiter que par le moyen des prix. Il faut évidemment que le processus de formation du prix du capital soit homogène, et que l'intérêt soit calculé comme un pourcentage uniforme du montant du capital engagé. Il importe en effet que le capital ait un prix unique pour qu'il soit possible de le distribuer entre ses divers emplois possibles, selon leur ordre d'importance économique respective. Et même, c'est une des particularités du capital que, tant qu'il conserve sa forme monétaire il est complètement fongible, et susceptible d'une utilisation universelle, de telle sorte qu'un seul prix se trouve établi sur toute l'étendue du marché des capitaux, à la différence du marché du travail où le processus est plus compliqué (1).

(1) Dans l'économie capitaliste, le taux de l'intérêt varie selon que le capital est prêté à long ou à court terme. On pourra consulter sur ce point spécial — qu'il n'y a pas lieu de traiter ici — l'article de l'auteur intitulé : *Das Zinsproblem am Geld- und Kapitalmarkt*, in *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*. Vol. 133, 1926, pp. 1 et sqq. [Note de l'auteur.]

La nécessité de l'intérêt du capital dans l'économie socialiste ne fait donc aucun doute. Du moment que l'on accepte comme une donnée la liberté de la consommation, il est absolument indispensable que quelque chose vienne limiter la demande indirecte par les consommateurs des moyens de production rares. Or la liberté de la consommation empêche que cette limitation puisse être l'œuvre d'une décision arbitraire (comme c'est le cas dans l'hypothèse du rationnement). Elle exige que soit prise en considération l'urgence relative des demandes. Or il n'y a qu'une façon de réaliser cette nécessaire adaptation, c'est d'établir un prix uniforme pour l'usage du capital, et de ne satisfaire que les seules demandes qui sont prêtes à payer ce prix. L'intérêt doit être d'un niveau tel que s'adaptent exactement l'une à l'autre l'offre totale et la demande totale de capital.

12. *Impossibilité d'un processus de détermination de l'intérêt en régime socialiste.*

Malheureusement, cet intérêt du capital, dont la nécessité est dictée de façon si pressante par des considérations économiques, l'économie socialiste est incapable de l'adopter. Peut-être tenons-nous ici la plus sérieuse objection que l'on puisse retenir contre le socialisme. Aussi réclame-t-elle un examen plus approfondi.

Lorsque les socialistes prétendent que l'intérêt n'est pas nécessaire dans l'économie collective, parce que l'autorité centrale, qui serait propriétaire des biens capitaux, n'y éprouverait point la nécessité de se payer à elle-même un prix pour leur usage, ils mettent à leur insu le doigt sur la principale difficulté. Du seul fait que le capital n'est plus approprié par un grand nombre de personnes privées, mais par la communauté, laquelle en dispose elle-même directement, il résulte qu'un taux d'intérêt ne peut plus être déter-

miné. En règle générale, la formation d'un prix n'est possible que si l'offre et la demande se rencontrent sur un marché ; que si la concurrence d'un grand nombre d'offrants et de demandeurs et la combinaison de la surenchère du côté des acheteurs et de la réduction du prix proposé du côté des vendeurs conduisent, à travers des tâtonnements et des erreurs, à dégager progressivement un prix que l'on peut appeler normal, parce que c'est exactement à ce prix que toute l'offre disponible, ni plus ni moins, peut être écoulee. Actuellement, dans l'économie capitaliste, l'intérêt est déterminé sur le marché du capital, sur lequel les offrants et les demandeurs de capital se rencontrent et se font librement concurrence. Dans l'économie socialiste, un semblable processus de détermination de l'intérêt serait impossible. Il ne peut pas y avoir de demande ni d'offre alors que le capital, dès sa formation, est aux mains de son usager éventuel, ici l'autorité centrale socialiste.

On suggérera peut-être que si le taux de l'intérêt ne peut pas en régime socialiste être déterminé automatiquement, il devrait y être fixé par l'autorité centrale. Mais cela aussi serait tout à fait impossible. Sans doute, l'autorité centrale saura parfaitement quelle quantité de biens capitaux de telle ou telle catégorie elle a à sa disposition, ou bien est en mesure de se procurer par une restriction obligatoire de la consommation ; elle connaîtra la capacité productive de l'outillage existant dans les différentes branches de la production. Mais elle ne connaîtra pas le degré de rareté du capital. En effet, la rareté des moyens de production ne peut s'apprécier que par rapport à la demande, dont les fluctuations entraînent des variations dans la valeur du bien considéré — ici le capital — même si l'offre en reste constante.

Si l'on objecte que dans un régime socialiste du type de celui que nous étudions un prix serait fixé pour les biens de consommation et qu'en conséquence de ce prix l'intensité de la demande — et donc la valeur — des biens de pro-

duction serait déterminée, on commet une autre grave erreur. La demande sur le marché des produits est d'abord une pure demande de biens de consommation. La demande de moyens de production — travail et biens capitaux — est seulement indirecte. S'il n'existe qu'un seul facteur de la production à considérer — nous avons supposé tout à l'heure qu'il en était ainsi, ce facteur étant le travail — et si, même en régime socialiste, ce facteur a un prix de marché (comme il est raisonnable de le supposer étant donnée la liberté du travail que le régime socialiste respecte), on peut concevoir une détermination précise des prix. Mais il n'en est plus de même lorsque plusieurs facteurs ont part dans la production des biens, à moins qu'un prix spécial ne soit déterminé pour chacun d'eux sur différents marchés de facteurs productifs. En effet, l'essentiel est bien entendu que l'on puisse établir une comparaison entre des prix connus de produits et des coûts de production également connus. Tout calcul économique qui s'efforcerait de déduire la valeur des facteurs productifs à partir des prix des produits finis, est par conséquent impraticable.

13. *Impossibilité d'un processus de formation des prix des biens capitaux.*

Supposons que les prix de différents produits fabriqués avec l'aide de capital excèdent leur coût en travail. Cela seul ne saurait suffire à déterminer le taux de l'intérêt, car cette marge peut être due à l'emploi de biens capitaux des catégories les plus variées.

Ceci nous conduit à une nouvelle difficulté. L'autorité centrale socialiste ne pourra jamais évaluer la quantité de capital investie. Comment comparer l'outillage total d'une usine avec celui d'une autre ? Comment seulement comparer entre elles les valeurs de deux biens capitaux différents ? La question ne nous semble vaine que parce que notre expé-

rience de l'économie capitaliste nous conduit à supposer évidente la possibilité d'une évaluation comparative des biens capitaux. Sur le marché des biens capitaux, chaque bien capital tend à son propre prix normal, déterminé par l'offre et la demande, et à la longue par le coût. Pas plus que l'économie socialiste ne nous pourvoit d'un processus de détermination du taux de l'intérêt, elle ne comporte un tel processus de formation des prix des biens capitaux. L'autorité centrale produit elle-même les machines dont elle a besoin : point n'est nécessaire qu'elle les achète sur un marché des biens capitaux. Mais il ne lui est même pas possible de déterminer les coûts de production des biens capitaux ; car ils sont eux-mêmes les produits du travail et du capital et dès lors il faudrait que d'avance une valeur eût été affectée au capital pour que fût possible la détermination du coût du capital. Se servir d'un taux fictif d'intérêt pour calculer une valeur des biens capitaux qu'à son tour on considère comme donnée quand il s'agit de déterminer le taux de l'intérêt, c'est tourner dans un cercle vicieux.

Mais, s'il n'est point possible de chiffrer les prix des biens capitaux, il ne l'est point non plus de décider si les marges que l'on constate entre les coûts en travail et les prix de vente des biens de consommation, proviennent ou non de la quantité plus ou moins grande de capital employé (1). L'autorité centrale ne saurait trouver aucun critère de comparaison entre les valeurs de différentes sortes de biens capitaux. Et pour cette raison, même s'il lui était possible de déterminer le taux normal de l'intérêt, ce qui en fait ne

(1) Nous croyons traduire ainsi fidèlement la phrase anglaise que voici : *But if the prices of capital-goods cannot be ascertained, it cannot be determined whether given margins between labour costs and commodity prices are to be attributed to a greater or smaller quantity of capital.* On aurait peut-être pu comprendre : « Mais s'il n'est point possible de chiffrer les prix des biens capitaux, il ne l'est point davantage de déterminer des marges précises à maintenir entre les prix de vente des biens de consommation et leurs coûts en travail, pour correspondre aux quantités plus ou moins grandes de capital employé. » La première phrase de l'alinéa suivant rend à nos yeux cette seconde interprétation moins probable. [Note du traducteur français.]

viendrait même pas en question, il n'empêche qu'elle ne pourrait entreprendre une détermination du montant de l'intérêt. En effet, l'intérêt est un prix, calculé comme une fraction déterminée d'une valeur, exprimée en une somme de monnaie. C'est, en fin de compte, pour cela qu'un processus de formation des prix homogène pour toutes les différentes sortes de biens capitaux n'est possible que sous la forme d'un processus de détermination de l'intérêt. Si l'on ne peut réduire les biens capitaux à un commun dénominateur — en les exprimant en termes de valeur monétaire — le processus de détermination de l'intérêt se trouve privé de sa base technique. Si nous sommes obligés de traiter chaque bien capital en particulier comme un facteur de la production particulier, sans échelle commune avec les autres, nous faisons complètement fi de l'exigence d'homogénéité du processus de la formation des prix. Or, à moins que cette exigence ne soit satisfaite, on ne saurait concevoir une direction rationnelle de la production dans l'économie de marché.

Et donc, même s'il était possible de calculer une marge déterminée, en soustrayant les coûts en salaire des prix des biens de consommation, il resterait impossible de diriger sur cette base les investissements. En effet, le montant du capital engagé resterait inconnu, de sorte que l'on ne pourrait déterminer la valeur du produit supplémentaire par unité de capital. En outre, — et même en supposant qu'un tel calcul soit possible — il reste qu'il ne pourrait servir de base à une organisation correcte de la production que si l'on avait le moyen de comparer le produit net ainsi calculé avec un taux d'intérêt normal. C'est alors seulement qu'il deviendrait possible de dire d'une part dans quelles branches de la production un investissement supplémentaire serait conforme au principe économique : celles dans lesquelles le produit net dépasserait le taux normal de l'intérêt — et d'autre part dans quelles branches au contraire une extension des investissements serait à éviter — parce que les coûts

en intérêt n'y seraient pas complètement couverts par le produit supplémentaire. Mais nous avons déjà indiqué que dans l'économie socialiste on ne peut pas déterminer le taux normal de l'intérêt.

14. *Détermination de l'intérêt et de la rente.*

En réalité, les réserves ci-dessus développées ne sont point les seules raisons pourquoi il est impossible de calculer l'intérêt d'après la marge entre le prix des produits et leur coût en travail. En effet, les prix des produits ne couvrent pas seulement des coûts de travail et de capital : ils incluent en outre ordinairement un certain prix pour l'usage de forces naturelles rares, diverses rentes qui ne peuvent être tenues pour le prix de l'usage de capital. Dans une société où l'on doit cultiver des terres de différentes qualités, parce que la terre la plus fertile ne suffit pas à toute la production requise, les meilleures terres fournissent une rente, pour autant que l'on peut en obtenir, avec une moindre dépense de travail et de capital, un produit égal à celui de la terre la plus pauvre. Ainsi, la rente représente une économie de travail et de capital. Elle est ce que la bonne terre produit de plus que les terres plus pauvres, lorsque ici et là la même quantité de travail et de capital est dépensée. Les rentes existent aussi dans l'industrie, chaque fois que les conditions de la production sont inégales, et que — parce que les produits obtenus dans les conditions les plus favorables sont rares — les prix montent à un niveau tel qu'ils couvrent les coûts de production des entreprises qui produisent dans les conditions les moins favorables. Il n'est pas douteux que les immenses disparités entre les coûts de production de biens équivalents introduisent des difficultés additionnelles. En effet, même si l'on tentait de tourner cette nouvelle complication en entreprenant une comptabilité globale pour toutes les entreprises qui produisent un article déterminé, comme si elles ne cons-

tituaient qu'une seule entreprise, afin de déterminer le prix du marché d'après le coût moyen — et si les rentes se trouvaient ainsi transférées aux consommateurs qui paieraient des prix plus bas — les résultats de cette tentative demeureraient nécessairement très problématiques, en l'absence de toute connaissance précise possible des coûts effectivement supportés.

15. *Impossibilité d'un processus de détermination du salaire.*

Nous avons jusqu'à présent postulé que, le choix de la profession étant supposé libre, un prix serait déterminé au moins pour le travail, de telle sorte qu'il serait possible, en comparant les prix des produits avec leurs coûts en travail, de calculer au moins quelque grossière façon d'un intérêt, conçu comme un excédent du prix sur le coût en travail, dû à la rareté des produits fabriqués avec l'aide de biens capitaux. Or même cette prémisse-là ne tient pas. Nous avons tout à l'heure basé notre description du mode éventuel de détermination du taux du salaire dans l'économie socialiste sur une inexacte supposition : que le travail était le seul facteur du coût. Or, cette supposition est essentielle pour qu'on puisse établir une relation directe entre les prix des produits et les salaires ; car, s'il n'est pas possible d'évaluer directement la productivité spécifique du travail, l'autorité centrale ne sait pas quel salaire elle peut payer pour telle ou telle catégorie de travail ; elle est par conséquent incapable de diriger les forces de travail disponibles vers les branches de la production où elles peuvent satisfaire la plus grande demande effective, et qui, précisément pour cette raison, peuvent payer les plus hauts salaires.

Dès lors que la production utilise du capital à côté du travail il n'est plus possible d'établir de la sorte un rapport direct entre les prix et les salaires. Or, dans les conditions de l'économie moderne, pratiquement tous les biens sont

le produit combiné du travail et du capital : on se demande donc s'il sera en aucun cas possible de déduire la valeur du travail de la valeur du produit. Normalement, l'attribution de leur part respective au travail et au capital sera un problème insoluble. La valeur du travail ne saurait être déterminée de façon indépendante — par la comparaison de l'offre de telle catégorie donnée de travail, avec la demande dont elle fait l'objet de la part de l'autorité centrale : parce que tant que l'autorité centrale ignore la valeur du produit du travail, sa demande de travail est forcément inconnue ou arbitraire. Le produit du travail ne peut pas être isolé du produit du capital. La part imputable au travail ne saurait non plus être calculée en soustrayant le coût en capital du prix du produit, puisque le coût du capital, comme nous l'avons déjà montré, est lui aussi inconnu.

16. *La planification démolit l'économie de marché.*

Ainsi, dans quelque direction que l'on creuse le problème du calcul économique dans l'économie socialiste, on se heurte à des difficultés insolubles. Toutes sont à mettre au compte de la nationalisation des moyens de production, lesquels ne font plus dès lors l'objet d'un libre processus de formation des prix. La nationalisation des moyens de production implique une direction centralisée de l'activité économique. Cet inévitable élément de centralisation — qui nécessairement participe plutôt de la nature d'une économie planée que de celle d'une économie d'échange — détraque fatalement le processus de la formation des prix, maintenu en régime socialiste d'après nos prémisses. En effet, le processus de formation des prix — nous nous sommes efforcé de le montrer — est une trame sans fin de relations d'échange, dont on ne saurait déchirer arbitrairement quelques mailles sans démolir tout le reste. Si les fils de ces relations sont coupés, si l'on empêche que tous les moyens matériels de production

entrent dans un processus de formation des prix fondé sur un libre échange entre individus, les lambeaux qui subsistent du processus de formation des prix manqueront de cette homogénéité et de cette interdépendance qui sont la condition *sine qua non* d'une véritable économie d'échange.

En l'absence d'un processus adéquat de formation des prix, on ne peut plus orienter la production de telle façon que les facteurs de production rares soient distribués selon le criterium de la demande effective. Dans ces conditions, la liberté de la consommation ne signifie plus grand'chose. En effet, cette liberté n'a plus le contrôle de la production : elle porte seulement sur des biens *déjà produits*, alors que pourtant, ce qui surtout importe, c'est que la demande puisse diriger la distribution des moyens de production aussi bien que celle des biens de consommation. En somme, le socialisme diffère du communisme uniquement en ce qu'il permet au consommateur de choisir librement parmi les biens de consommation existants, et en ce qu'il assure l'indispensable limitation de la demande par une fixation des prix appropriée (alors qu'en régime communiste on adopterait une méthode de distribution analogue au rationnement du temps de guerre). Ainsi l'atrophie relative des éléments d'échange que le socialisme conserve par rapport aux éléments de planification qu'il adopte se marque aussi dans la solution socialiste du problème de la distribution.

17. *Le problème de l'accumulation du capital.*

Une objection pourrait ici être faite à notre critique du socialisme : la diminution du volume des satisfactions qu'implique le fait de renoncer à régler la production sur les besoins ne serait-elle pas dans l'économie socialiste plus que compensée par les possibilités d'extension de la consommation dont l'abolition des revenus non gagnés porte la promesse ? Si les revenus de la propriété des moyens matériels de production vont directement à l'autorité centrale, celle-ci,

dit-on, sera évidemment en mesure de redistribuer ce bénéfice. Argumenter ainsi, ce serait oublier que le régime socialiste, comme n'importe quel système économique, doit prendre des mesures pour maintenir la production des biens capitaux. Il faut remplacer les biens capitaux mis hors de service, et, dans une économie progressive, il faut en outre assurer un courant rapidement accéléré d'accumulations nouvelles. Or, pour pouvoir atteindre cette fin, il faut que l'on produise moins de biens de consommation que l'on n'en aurait pu produire avec les moyens de production dont on dispose ; il faut, en d'autres termes, que les travailleurs employés dans les industries des biens de consommation reçoivent moins que le produit intégral de leur travail, de telle sorte qu'une marge suffisante soit préservée pour rémunérer aussi les travailleurs employés dans les industries des biens capitaux. Il ne saurait être question que tous reçoivent le produit intégral de leur travail.

Si les prix des biens de consommation sont plus élevés que le total de leurs coûts en travail — à cause de la rareté des moyens matériels de production — et si d'autre part les revenus-salaires sont seuls à affecter le pouvoir d'achat — puisque par hypothèse il n'y a point d'autres revenus personnels, — il en résulte que dans l'économie socialiste on devra consommer moins de biens que l'on n'en produit. Cela veut dire que des moyens de production devront être libérés pour la production de biens capitaux. Manifestement, le revenu que l'autorité centrale tirera des moyens matériels de production devra être affecté à un usage très semblable à celui auquel est consacrée actuellement une large part du revenu non gagné du capitalisme. Et sans doute, il serait loisible à l'autorité socialiste de décider d'investir moins que la totalité du revenu qu'elle retirerait du capital et de la terre, et d'affecter une part plus ou moins grande de ce revenu à la production des biens de consommation : cela entraînerait une baisse des prix des biens de consommation en question et par conséquent un accroissement des

revenus réels des consommateurs (un revenu donné serait alors en mesure d'acheter plus de produits finis). On conçoit aussi que l'autorité centrale pourrait décider d'investir un capital supérieur à la marge qui sépare le produit total de la vente des biens de consommation et le total de leur coût en travail. Elle pourrait élever la proportion du travail et des autres moyens de production affectée à la production des biens capitaux ; elle aurait alors évidemment moins de biens de consommation à vendre et elle en limiterait la demande en en élevant les prix. Mais quoi qu'il en soit, l'accumulation du capital ne pourrait se faire qu'au détriment de la consommation. On aurait donc tort de penser que dans l'économie socialiste l'élimination du revenu non gagné de l'économie capitaliste permettrait d'accroître la consommation. Pour que l'économie socialiste soit aussi productive que l'économie capitaliste, il faut qu'elle conserve un équipement en capital aussi important. Il en résulte qu'elle ne pourrait accroître la quantité des produits de première nécessité qu'en dirigeant sur leur production les ressources productives qui pour le moment sont affectées aux productions de luxe. Si l'on pouvait, après avoir surmonté certaines difficultés de transition, produire des biens de première nécessité avec des moyens de production employés jusqu'ici pour la fabrication d'articles de luxe, ceci — au regard du principe de l'égalité de satisfaction des besoins — marquerait un pas dans la bonne direction. Mais il importe de le dire : ce serait surestimer beaucoup le montant possible de cet accroissement éventuel de satisfaction sociale que de l'imaginer capable de compenser le moins du monde la perte qui résulterait inévitablement en régime socialiste du défaut d'orientation économique de la production.

18. *Économique et technique dans le régime socialiste.*

Les développements critiques qui précèdent se proposaient principalement de démontrer qu'en dépit de la liberté de la

consommation qu'elle respecte, il ne serait point possible à l'économie socialiste d'adapter la production à la demande, et qu'il en résulterait un inévitable et considérable sacrifice de productivité. En effet, à quelque degré de perfection que la technique de la production d'une catégorie donnée d'articles ait pu atteindre, quand elle est faite en dépit du principe économique, elle entraîne nécessairement une perte relative de valeur. Elle n'offense pas seulement le principe de l'égalité satisfaction des besoins, mais aussi celui qui exige que le plus grand résultat économique possible soit obtenu d'une quantité donnée de moyens de production.

Pourtant cette dernière exigence est souvent comprise dans un sens plus étroit que la première. Dans l'acception courante, elle implique seulement que, une fois admis qu'il était désirable que telle production particulière quelconque fût entreprise, elle soit ensuite conduite de façon économique. La question ainsi posée en laisse subsister une autre : est-ce que, dans le sens étroit de ce terme, l'économie socialiste peut produire *économiquement* ? Ou bien est-ce que, de ce point de vue aussi, l'économie capitaliste lui est supérieure ? Ici, les opinions diffèrent profondément. Parmi les socialistes, ce sont précisément ceux qui s'aperçoivent qu'une simple modification du régime de la distribution ne peut avancer à grand'chose qui souvent inclinent à penser que des méthodes socialistes pourraient accroître beaucoup le produit total. Il en est d'autres au contraire qui ne laissent point de douter très sérieusement que l'économie socialiste puisse seulement parvenir à maintenir le niveau de productivité du capitalisme.

On ne saurait sans doute isoler complètement le problème ici soulevé de la rationalisation de la production en régime socialiste d'un autre problème dont déjà nous nous sommes occupés, celui de la distribution optimale des moyens de production entre les diverses branches de la production. Les deux questions — nous l'avons montré — sont rendues connexes du fait que les décisions économiques doivent tenir

compte non seulement d'une, mais de toutes les branches de la production. Les moyens de production dont on aurait besoin pour améliorer le processus technique dans une branche donnée se trouvent souvent faire l'objet d'un besoin plus urgent dans une autre branche — parce que les produits de la première ont des substituts partiels en abondance. Parmi les combinaisons possibles de l'organisation de la production — qui sont en nombre infini — un choix n'est concevable que si l'on peut parvenir à des décisions non équivoques basées sur des données extrêmement précises concernant les coûts. Dès lors que l'économie socialiste ne peut engendrer un processus de formation des prix adéquat, toute organisation véritablement économique de chaque branche de la production est fondamentalement impossible sous ce régime. Dans l'économie socialiste, comme dans l'économie communiste, on tendra probablement à introduire partout où c'est possible les méthodes techniquement les meilleures, sans peut-être jamais se rendre compte que l'optimum de rendement technique n'est pas forcément l'optimum au point de vue économique.

Il convient encore de rappeler à ce sujet ce que les socialistes affirment et répètent sans cesse : que l'accroissement des revenus des classes laborieuses — que l'on attend de l'abolition des revenus non gagnés — doit déclencher une augmentation considérable de la productivité, jusqu'à présent contenue parce qu'il n'y avait pas assez de pouvoir d'achat pour absorber les produits. Cette affirmation — qu'on ne laisse pas bien entendu de mettre également en avant pour appuyer de continuelles revendications d'augmentation de salaires dans le cadre même du système capitaliste — est évidemment insoutenable : il est contradictoire d'affecter d'une part tout le revenu non gagné à l'extension de la consommation — diminuant ainsi d'autant l'accumulation du capital — et de croire en même temps qu'il est possible — avec ce capital diminué — d'étendre d'autre part la production sans limites.

Il n'est point, non plus, semble-t-il, de motif valable pour supposer qu'en régime socialiste, le rythme des découvertes de nouvelles méthodes d'organisation et d'améliorations techniques serait plus rapide qu'en régime capitaliste. Certes, pour le moment, l'expérience nous fait ici défaut. Mais il convient de faire remarquer que la croissance et le développement de l'économie capitaliste ont été accompagnés par un progrès parallèle de la technique et par un accroissement de la productivité d'une ampleur si étonnante qu'il est légitime de supposer une connexion logique entre ce progrès et le régime économique actuel.

Enfin, lorsqu'on compare le capitalisme et le socialisme du point de vue de la productivité, il est un point surtout qu'on n'a pas le droit de négliger. L'économie capitaliste est, par sa nature même, une économie de concurrence. En régime capitaliste, obtiendront les profits les plus élevés ceux qui seront capables d'arracher la clientèle à leurs rivaux, en offrant les biens à des prix plus bas. Aucune autre forme d'économie sociale n'inclut dans le principe même de sa structure un mobile de comportement économique aussi fort que l'économie de concurrence. Ainsi en sera-t-il tant que la nature humaine ne se modifiera pas au point que d'autres motifs de conduite se révèlent aussi efficaces que celui du gain l'est présentement.

Le mobile du gain ne saurait en régime socialiste être aussi efficace qu'il l'est en régime capitaliste. Plus d'initiative de l'entrepreneur ! Ceux qui, pour l'amour du principe, agissent de façon économique alors même qu'ils encourrent ainsi l'impopularité — par exemple une autorité publique qui dans un pays capitaliste pousse le désintéressement jusqu'à pratiquer une politique d'économies uniquement dans le but de faire de son mieux pour soulager le pays d'un excessif fardeau fiscal — sont toujours rares. De tels actes resteraient exceptionnels même dans l'économie socialiste. Mais, bien pis, ceux mêmes qui seraient disposés à agir de façon économique n'y seraient pas en mesure de le

faire, car ils ne disposeraient plus de la base objective de décision qu'est un processus correct de formation des prix.

IV. — EXAMEN DE QUELQUES OBJECTIONS ÉVENTUELLES

19. *Tendances socialistiques dans le régime capitaliste.*

Nous ne pouvons envisager toutes les objections que l'on pourrait élever contre les arguments développés dans le précédent chapitre et qui seraient basées sur d'autres prémisses que celles que nous avons adoptées, quant à la structure de l'économie socialiste. Entre la libre concurrence et le communisme exclusif de toute espèce d'échange, on peut concevoir un nombre infini de combinaisons des divers éléments structurels de l'économie sociale. C'est précisément pour cette raison que nous avons choisi d'examiner un type de socialisme situé à bonne distance des deux limites extrêmes. Les formes mixtes qui se rapprochent trop étroitement de l'une ou de l'autre — du capitalisme ou du communisme — ne présentent que peu d'intérêt pour l'examen du problème théorique de la possibilité d'un calcul économique socialiste : car alors, ou bien le problème ne se pose pas, ou bien il est d'avance résolu.

On ne saurait par exemple invoquer les combinaisons monopolistiques de l'économie capitaliste moderne pour démontrer la possibilité d'un système économique socialiste. Chaque fois que l'on tire argument des tendances de l'évolution de l'économie actuelle pour affirmer — comme quelque chose d'établi et hors de doute — que l'économie capitaliste est en train de se muer automatiquement en économie socialiste, on prouve seulement qu'on n'a rien compris au problème du calcul économique en régime socialiste. Il ne faut jamais oublier qu'une gestion économique de

toutes les structures monopolistiques auxquelles on pense ordinairement ici — entreprises publiques, services publics autonomes, cartels, pools, trusts et autres groupements analogues — serait tout à fait impossible si elle n'était constamment guidée par le processus de la formation des prix. Que, jusqu'à un certain point, de telles organisations monopolistiques puissent influencer le processus de la formation des prix, cela ne change rien à cet autre fait, qu'elles en sont parties. Et c'est cela qui est important : que, malgré la tendance moderne aux ententes, il existe un mécanisme d'échange entre entreprises indépendantes, tout à fait adéquat et même dans certaines circonstances plus parfait qu'auparavant : un mécanisme qui sert de base à un processus intégral de formation des prix, fondement de tout comportement véritablement économique. Mais le socialisme signifie la nationalisation de la production, et par conséquent l'abolition de ces rapports d'échange qui sont l'essence de l'économie de marché. Si les entreprises indépendantes cessent d'être telles, et si par décret on les transforme en membres dépendants d'une économie planifiée, alors surgit un problème entièrement nouveau, et qui fondamentalement diffère de celui de la gestion d'une entreprise indépendante ou de combinaisons d'entreprises indépendantes : le problème de la direction de l'ensemble du processus économique sans formation de prix. Or, ce problème, comme nous avons tenté de l'établir, n'a pas encore été résolu.

Il s'ensuit qu'il n'y a rien de commun entre les tendances à l'organisation des entreprises membres d'un système individualiste, et un type quelconque de planification générale de l'ensemble de l'économie sociale. En réalité, ce qui sépare les unes de l'autre c'est la frontière la plus définie que l'on puisse tracer dans le domaine économique : celle qui isole l'économie individuelle de l'économie sociale. Quand on aura bien compris cela, on ne pourra plus prétendre que l'économie capitaliste est en train de se transformer automatiquement en une économie socialiste avec

liberté de la consommation et propriété publique des moyens matériels de production ; on pourra moins encore affirmer que cette évolution a déjà tant fait que « les grandes lignes de l'ordre économique nouveau sont déjà apparentes » (1).

Si l'on invoque si volontiers cette prétendue évolution spontanée, c'est sans doute pour la même raison qui jadis a conduit Marx à se contenter d'une critique du capitalisme et d'une description de son soi-disant inévitable effondrement : c'est qu'il est impossible de rien dire de précis sur la forme de l'économie socialiste de l'avenir. La seule différence entre les deux conceptions, c'est que, selon la première, l'ordre nouveau sera annoncé par le développement et le perfectionnement du capitalisme, et selon la seconde, par son effondrement intégral. Nous ne sommes pas fondés à penser que la théorie évolutionniste — comme la théorie catastrophique — ait le droit de s'abstenir d'une description plus précise de l'organisation pratique de l'économie socialiste, sous prétexte qu'elle prédit la transformation pièce par pièce de la structure économique actuelle et non pas sa décadence ou sa destruction. Car l'erreur de la théorie évolutionniste, c'est de mettre l'accent sur des tendances dont l'action ne sort pas du tout des conditions d'une économie de marché capitaliste, et de se baser là-dessus pour affirmer que l'économie de marché pourrait bien se transformer toute seule en une économie planifiée, d'essence tout à fait différente.

20. *La socialisation des banques.*

Il est d'autres objections sur lesquelles nous pouvons passer, parce qu'elles rejettent les hypothèses fondamen-

(1) Comme l'affirme le programme économique des syndicats social-démocrates : cf. *Wirtschaftsdemokratie im Wesen, Weg, und Ziel* publié pour l'*Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund*, par Fritz NAHPTALI, Berlin, 1928. [Note de l'auteur.]

tales qui sont à la source des difficultés que nous avons soulevées — particulièrement l'hypothèse de la liberté de la consommation. Ces objections reposent par conséquent sur une conception du socialisme qui le rapproche trop étroitement de l'autre extrême : le communisme. Ceci n'est pas toujours évident à première vue, car les tenants de ces conceptions n'ont souvent pas du tout conscience qu'effectivement ils abrogeraient cette liberté. Il est tout ce qu'il y a de plus facile de s'y tromper parce que dans l'intention de leurs auteurs les constructions auxquelles nous faisons ici allusion entendent rester entièrement dans les limites de la pure économie de marché. Elles entendent n'apporter que des altérations apparemment bénignes à l'organisation actuelle de la production et aucune à la distribution. Tels sont par exemple les multiples plans de socialisation du crédit et de nationalisation des banques, qui se donnent pour objectif de rendre possible une direction de la production selon tel ou tel schéma de planification économique. Le crédit ne serait plus accordé à ceux qui peuvent et veulent bien payer un taux déterminé d'intérêt, mais il serait distribué, sur la base de considérations de productivité économique, entre les différentes branches de la production à des taux artificiellement élevés ou réduits. La décision serait prise par l'autorité bancaire centrale : c'est-à-dire que du point de vue du consommateur elle serait arbitraire. Il est clair que la liberté laissée au consommateur, dans les limites de son revenu monétaire réduit, de choisir ce qu'il consomme, perdrait toute son importance. On ne peut parler d'une véritable liberté de la consommation que là où les consommateurs orientent la production par l'intermédiaire de la demande et des prix ; et non pas là où il n'existe entre eux qu'une concurrence pour le partage des biens déjà produits. Malgré leur apparence innocente, les plans et les objections auxquels nous faisons allusion ont un caractère nettement communistique, ce qui conduit à les écarter d'une discus-

sion qui porte exclusivement sur les possibilités d'une économie socialiste. Leur solution du problème de l'adaptations de la production à la demande, c'est d'y renoncer d'avance (1).

21. *Imputation de poids quantitatifs.*

Nous retenons ainsi deux groupes d'objections bien différentes. Le premier groupe — dont l'inspiration s'apparente à l'idéal communiste de la planification centralisée — affirme qu'il est possible de contrôler la vie économique sans une détermination effective des prix sur un marché ; l'autre groupe — qui rapproche le socialisme de l'autre extrême, c'est-à-dire du capitalisme —, affirme la possibilité en régime socialiste d'un processus concurrentiel de formation des prix sur chacun des marchés des facteurs de la production. Mais l'essentiel, c'est que ces deux groupes conservent comme prémisses la liberté de la consommation, d'une part, et d'autre part une socialisation portant au moins sur les moyens matériels de la production. Ils admettent donc l'un et l'autre que la concurrence sur le marché des facteurs peut se concilier avec leur appropriation publique, et la direction centrale de la vie économique avec la liberté de la consommation.

Certains théoriciens pensent qu'il est possible de surmonter les difficultés dont nous avons parlé en faisant appel à une « imputation de poids quantitatifs » aux différents facteurs (2). Édouard Heimann, par exemple, dit (3) que la

(1) D'autres objections sont étudiées dans l'article de l'auteur : *Sozialisierung des Bankwesens* dans le *Handwörterbuch des Bankwesens*, Berlin, 1932. [Note de l'auteur.]

(2) Nous traduisons ainsi l'anglais « *imputation of quantitative significances* » (allemand : *Bedeutungen* probablement). [Note du traducteur français.]

(3) Édouard HEIMANN, *Mehrwert und Gemeinwirtschaft : kritische und positive Beiträge zur Theorie des Sozialismus*, Berlin, 1922 ; *Kapitalismus und Sozialismus* (particulièrement : III, « *Zur Kritik des Kapitalismus und der Nationalökonomie* »), Potsdam, 1931. [Note de l'auteur.]

valeur des biens de consommation se « réfléchit » dans celle des facteurs de la production, que les prix dégagés sur les marchés des biens de consommation se « transmettent » à travers tous les étages de la production — et, apparemment, sans qu'intervienne la situation respective de l'offre et de la demande sur les marchés des biens de production ; — que les valeurs des biens de consommation et celles des facteurs sont unies par un « lien élastique » et que par conséquent, même alors que la propriété privée est abolie, il est possible de « calculer le poids de chaque facteur dans la fabrication des produits, dès lors que les prix des produits sont donnés ».

Il convient ici de faire remarquer qu'il n'est nullement suffisant de montrer qu'il existe un lien quelconque entre la valeur du produit et la valeur totale des unités de moyens de production utilisées pour sa fabrication. Cela seul ne saurait permettre une détermination spéciale de la valeur de chacun des facteurs. Puisque normalement les trois catégories de facteurs ont part à la production, et que l'importance de leur concours respectif connaît des proportions variables à l'infini, il est tout à fait impossible, dans un cas donné quelconque, d'attribuer au travail, au capital et à la terre une part déterminée dans la valeur du produit. Il n'est même pas correct de dire que la valeur totale du produit soit la somme des valeurs des trois facteurs combinés dans la production. En effet, le calcul économique consiste essentiellement à comparer des coûts de production connus avec des prix de vente également connus ou du moins supputés. L'essence de l'opération est de dégager l'existence d'un profit ou d'une perte, base indispensable pour que la production puisse être organisée de manière efficiente, et sans laquelle elle ne pourrait l'être. Ce qu'il faut donc avant tout, c'est que les moyens de production, susceptibles de multiples emplois différents, soient évalués séparément, et de façon indépendante, sans tenir aucun compte des circonstances exceptionnelles propres à telle ou telle production particulière. Car c'est alors seulement que

deviendra possible la comparaison des coûts et des prix, qui est le fondement du calcul économique. Ce dont on a besoin, ce n'est point d'une imputation rétrospective de fractions de prix de vente accidentels à des moyens de production utilisés selon une combinaison accidentelle — procédé qui ne saurait jamais permettre d'attribuer une valeur spéciale à chaque facteur de la production — c'est d'une connaissance immédiate des coûts qu'il faudra supporter — laquelle ne saurait résulter que d'une évaluation séparée des divers facteurs de la production, compte tenu des différents emplois dont ils sont susceptibles.

Or, il ne peut être ainsi tenu compte de tous les emplois possibles des facteurs de la production que dans le cadre d'un processus intégral de formation des prix, et non point par aucune sorte de procédé du genre de celui qui consiste à imaginer « chaque facteur transféré d'un emploi à un autre, jusqu'à ce qu'il ait effectivement atteint la plus haute productivité (1) possible ». Si, pour faire des expériences, on transférait les facteurs (2) d'une branche dans une autre, les utilités totales des produits en seraient modifiées ; mais il est au plus haut point problématique que l'accroissement de l'utilité totale d'un bien, résultant de l'application à sa production d'une dose supplémentaire d'un facteur particulier, puisse être entièrement imputée à cette dose supplémentaire de ce facteur particulier. En effet, l'utilité supplémentaire obtenue provient de la combinaison de tous les divers facteurs employés. Et d'autre part, il est bien évident que ce n'est pas en *imaginant* des extensions ou des contractions de la production, qu'on pourrait démontrer une augmentation ou une diminution de l'utilité totale. L'absence de toute commune mesure entre les besoins de différentes personnes fait qu'il n'est pratiquement possible de prévoir exactement les réactions des consomma-

(1) Anglais : « *significance* ». [Note du traducteur français.]

(2) Karl LANDAUER : *Planwirtschaft und Verkehrswirtschaft*, Munich et Leipzig, 1931, p. 119. [Note de l'auteur.]

teurs devant une modification des quantités offertes (1).

Des constructions singulières, comme celle qui vient d'être examinée, sont évidemment basées sur la supposition que l'autorité centrale d'une économie socialiste serait en mesure — aussi bien que le chef d'une économie domestique rurale autonome — de peser et de confronter toutes les combinaisons possibles de production et de consommation, et d'arriver de la sorte à une décision. Mais les exemples pratiques actuels d'une telle expérience sont limités à des économies isolées, de dimensions assez restreintes pour que, dans leurs limites, toutes les conditions de la production et de la demande — et par conséquent les valeurs auxquelles elles donnent naissance — puissent être embrassées d'un seul coup d'œil. Lorsque la demande totale est la résultante d'innombrables échelles de valeurs, insusceptibles d'une mesure précise ; quand la division du travail est poussée à l'extrême, et la production répartie entre un nombre incommensurable de tâches interdépendantes ; c'est-à-dire quand le processus de la production est beaucoup trop considérable pour pouvoir être embrassé dans son ensemble par aucun individu, et même par l'autorité centrale, toute « imputation » est inconcevable si ce n'est par l'intermédiaire du mécanisme de la formation des prix sur un marché. La direction d'une économie agricole fermée, et le contrôle d'une économie sociale moderne sont deux tâches entre lesquelles n'existe pas seulement une différence de degré, mais de nature. Si l'hypothèse de la liberté de la consommation doit signifier que les évaluations individuelles seront prises en considération dans l'économie sociale aussi, il faut pour qu'un calcul

(1) Anglais : « ... *The impossibility of comparing the wants of different persons makes it quite impracticable to express exactly, as changes in the quantitative amounts of significance, the reactions of the consumers to such an attempt* ». On pourrait peut-être comprendre : « ... il n'est pratiquement possible de prévoir exactement ni les modifications des valeurs à imputer (ou encore : ni les quantités de facteurs productifs auxquels devra se faire l'Imputation) ni les réactions des consommateurs devant une expérience de ce genre. [Note de M. Daniel Villey.]

économique soit rendu possible, qu'elles se traduisent en termes suffisamment objectifs, à travers le processus de formation des prix. Sur les marchés des moyens de production aussi, il doit y avoir un processus réel de formation des prix. Cela n'a aucun sens de proposer de remplacer ce processus de formation des prix par un processus d'« imputation » : par la construction purement individuelle d'une échelle de valeurs qui ne relève point de la sphère objective de l'économie sociale.

22. Détermination des prix à l'aide d'équations.

On a soutenu — sans autre démonstration — que l'économie mathématique met à notre disposition des méthodes exactes « pour déterminer des prix d'équilibre pour les moyens de production sans l'assistance du marché et de ses processus » (1). L'on fait ici allusion aux systèmes d'équations dont il a parfois été fait usage pour démontrer certaines relations fonctionnelles auxquelles nous avons fait allusion. Si, en particulier, les formules des prix, bien connues, du professeur Cassel ont été considérées comme susceptibles de permettre une détermination des prix des moyens de production dans une économie socialiste en dehors de la concurrence du marché, le professeur Cassel en est lui-même partiellement responsable. Il déclare en effet que « dans une économie socialiste centralisée et rationnellement organisée, il faudrait en réalité s'en tenir beaucoup plus étroitement au principe du coût qu'il n'est possible de le faire dans le régime économique actuel » (2).

D'après le professeur Cassel, le processus idéal de formation des prix doit être conçu comme suit :

« Supposons données les quantités des divers facteurs de

(1) Kläre Tisch, *Wirtschaftsrechnung und Verteilung im zentralistisch-organisierten sozialistischen Gemeinwesen*, thèse de Bonn, 1932, p. 24. [Note de l'Auteur.]

(2) Gustav CASSEL, *Theoretische Sozialökonomie*, 4^e édition, Leipzig, 1927, p. 115. [Note de l'Auteur.]

production disponibles pour la production des biens de consommation d'une année déterminée ; et considérons provisoirement comme connus les prix des facteurs : ceux des produits finis peuvent être calculés en vertu du principe du coût. Ceci fait, il deviendra possible de calculer la demande de chaque produit ; et comme le principe du coût implique que cette demande soit satisfaite — et de telle façon que d'une part chaque demande supporte la totalité de ce qu'elle a coûté à satisfaire, et que d'autre part la demande totale de chaque produit soit égale à l'offre totale — il devient alors possible aussi de calculer la quantité à produire de chaque bien de consommation. Par conséquent, si la technique de la production est supposée immuable, il est possible de calculer les quantités de chaque facteur que réclame la production. Puisque d'autre part le principe du coût implique que la demande de facteurs pour la production coïncide avec les quantités disponibles, l'on pourra obtenir une équation, laquelle inclut précisément ce qui est évidemment nécessaire et suffisant pour déterminer les prix des facteurs de la production » (1).

Il est bien clair que ce que le professeur Cassel nous donne ici, ce n'est pas une explication adaptée à des processus concrets de formation des prix, mais un schéma idéal des prix auxquels les processus concrets ont à s'adapter. Il ne nous aide en rien à « comprendre le genre de relations de cause à effet qui caractérise l'économie sociale » (2). Pour le comprendre, il est absolument nécessaire de tenir compte des instincts de cupidité et de concurrence, et de supposer que les moyens de production font l'objet d'une appropriation privée. En effet, c'est seulement lorsque ces conditions sont réunies qu'est admissible l'hypothèse d'un processus correct de formation des prix. Mais Cassel croit qu'il est

(1) Gustav CASSEL, « *Der Ausgangspunkt der theoretischen Nationalökonomie* », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 58. Jahrg., 1902, pp. 696-697.

(2) *Ibid.*, p. 696.

utile de remplacer la concurrence par le principe du coût pour rendre la théorie pure de l'économie d'échange applicable à l'économie socialiste — dans laquelle il ne saurait y avoir un processus correct de formation des prix, parce que les moyens matériels de production y sont la propriété de la communauté.

Même si le professeur Cassel ne tombe pas lui-même dans l'erreur grossière qui consiste à attendre un calcul effectif des prix à l'aide d'équations établies selon son schéma, il ne lui en prête pas moins son appui, puisqu'il professe que les prix pourraient être correctement déterminés dans l'économie socialiste, selon le principe du coût. Or en tous cas, les prix ne pourraient pas être calculés à l'aide des équations de Cassel : car ces équations — ou plus exactement ces formules — ne donnent pas une expression aux fonctions qui relient les variables dépendantes avec les variables indépendantes.

23. Détermination des prix sur la base des coûts.

Beaucoup d'auteurs croient avoir découvert dans l'application des méthodes de comptabilité qu'a perfectionnées la science moderne de l'administration des affaires, une solution du problème, qui leur semble d'une saisissante simplicité. Typiques sont des argumentations comme celle-ci :

« Pour la fabrication d'un article donné, tout d'abord le secteur que cela concerne reçoit du directeur du magasin toutes les matières premières nécessaires au stade de la production envisagé. Chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers doit accomplir la tâche qui lui est allouée en un temps basé sur le chronométrage. C'est ainsi que la quantité de temps exacte qu'a coûté la fabrication d'un bien peut être déterminée. Les matières premières sont comptabilisées d'après leur coût, et les coûts en salaires sont calculés d'après des taux, aux pièces ou au temps. Le coût de

production se compose du coût des matières premières et du travail, plus un supplément pour les frais généraux... Il s'ensuit que, pour tout ce qui concerne les coûts de production, il est tout à fait indifférent que l'usine en question soit en concurrence avec les autres, ou bien qu'elle collabore avec elles, dans le cadre d'un plan général de production industrielle. Les coûts de production, plus les coûts de la distribution, additionnés d'une marge de profit sont les données premières du calcul des prix du produit (1). »

Ces considérations sont tellement vides de sens que l'on hésiterait à les rapporter, si malheureusement elles ne constituaient une illustration typique de l'opinion si courante selon laquelle des données techniques suffisent à la solution des problèmes économiques. Tout de même, le taux des salaires ne se lit point sur des chronomètres ; aussi bien, tout comme les prix des matières premières, suppose-t-on tout simplement qu'ils sont donnés. Manifestement, le tort des écrivains de cette tendance, c'est qu'ils ne réalisent point que la question à résoudre est : comment seront déterminés les prix qui serviront de base pour une comparaison du prix de vente avec les coûts ? Point davantage ils ne sont conscients du fait que si ces prix-là ne sont point connus, il est impossible de décider quels sont les processus de production qu'il convient d'adopter. En effet, cette décision n'est point seulement la tâche du directeur des ateliers, qui s'appuie sur des critères techniques, mais aussi de l'entrepreneur, lequel est guidé par des considérations économiques.

24. *La planification.*

On suggérera peut-être que les prix pourraient tout simplement être fixés par l'autorité centrale. Et de fait,

(1) Roderich von UNGERN-STERNBERG, *Die Planung als Ordnungsprinzip der deutschen Industriewirtschaft*, Stuttgart, 1932, pp. 56-57.

l'adoption d'une telle méthode a été explicitement réclamée, en ce qui concerne le taux de l'intérêt. Mais alors, nous nous transportons dans l'hypothèse d'une production planifiée, nullement dirigée par le choix des consommateurs. On contrôlerait seulement la production par l'intermédiaire de prix fictifs, au lieu de calculer directement en unités de biens et de services. En Russie soviétique, on a tenté la pratique concurrente de ces deux sortes d'économie planifiée. Mais cette méthode n'est évidemment praticable que si l'on ne cherche pas à laisser se déterminer pour les différents produits des prix réels de rareté, avec l'espoir qu'ils coïncideront avec les prix fictifs établis sur la base du coût... Comment en effet cette coïncidence pourrait-elle être réalisée, si l'on dirige la production sans tenir compte de l'échelle des besoins, tandis que d'autre part l'on abandonne la détermination de la valeur finale du produit à une demande non contrôlée ? Une telle politique conduira nécessairement au communisme et cessera par conséquent d'être socialiste, parce qu'un processus de formation des prix fondé sur les échelles de valeur des individus ne peut se concilier avec un programme arbitraire de production ; il faudra donc bien qu'on l'abandonne, pour établir des prix maxima et des rationnements.

On répondra qu'un marché complètement libre ne saurait convenir à une économie socialiste ; que le terrain perdu sur ce point par la liberté sera gagné par des éléments de planification ; que ce qui précisément caractérise une économie à contrôle centraliste, c'est qu'elle est dirigée en fonction de l'intérêt social, et sans référence à des considérations de profitabilité privée. Quelque juste que cette remarque puisse apparaître, et bien que l'adoption d'une telle attitude soit quasi fatale pour ceux qui professent l'idéal socialiste, il n'en reste pas moins difficile de concevoir comment une direction centraliste de l'économie pourrait se concilier avec l'hypothèse d'une liberté véritable de la consommation et du travail. Si le besoin d'un

processus adéquat de formation des prix pousse l'autorité centrale à construire un plan économique général, il la contraindra aussi à disposer du travail comme bon lui semblera. Mais alors les ouvriers ne seront plus autorisés à choisir librement leur profession. Et si la répartition de la main-d'œuvre devait être réalisée par le moyen d'une politique des salaires appropriée, les prix sur le marché du travail devraient subir des fluctuations beaucoup plus amples que dans l'économie capitaliste, dès lors que les demandes de travail seraient la conséquence du plan, et ne dépendraient en rien des salaires à payer. Dans ces conditions, la liberté du travail deviendrait aussi problématique que l'est la liberté de la consommation sur un marché de produits où l'on ne vous donne le choix qu'entre des biens déjà fabriqués.

25. *Concurrence fictive entre collectivités publiques.*

Les objections dont il a été traité jusqu'ici s'efforcent de démontrer qu'un calcul économique serait possible, sans concurrence, dans l'économie socialiste. Elles sous-entendent donc que la concurrence ne comporte point un processus correct de formation des prix, ou tout au moins qu'elle n'est pas indispensable à un processus correct de formation des prix. Une autre série d'objections insiste beaucoup sur cette affirmation que des relations d'échange pourraient subsister même en l'absence de propriété individuelle, et que, par conséquent, même dans une économie planifiée, on pourrait maintenir un processus adéquat de formation des prix par la concurrence. Souvent, les écrivains qui mettent en avant cette théorie — qu'il y aurait une concurrence entre les différentes branches d'une économie fonctionnarisée — sont en même temps partisans de la thèse — que nous avons déjà critiquée — selon laquelle un poids quantitatif pourrait être imputé aux pro-

duits. Mais, dans leur désir d'avoir deux fois raison, ils ont bien du mal à emporter la conviction.

Nous ne dirons rien de l'argument que l'on tire vulgairement du fait que les chemins de fer d'État sont en concurrence avec les canaux d'État, et que de même les mines de charbon d'État ne peuvent pas ne pas venir en concurrence avec les entreprises d'électricité d'État (1) — sinon qu'il trahit une complète ignorance des problèmes fondamentaux de l'économie socialiste. Il ne viendra à l'idée de personne de nier ce fait évident qu'il existe des relations d'affaires entre des entreprises publiques, ni d'affirmer que la possibilité de relations d'échange, dans le régime économique actuel, est liée à l'existence de la propriété privée, *lorsqu'il s'agit de cas isolés*. Mais ceci ne change rien au fait que le processus de formation des prix dans son ensemble — base de l'actuel régime économique — est fondé sur la propriété privée ; et que si les entreprises publiques ont part aux relations d'affaires normales et sont en concurrence avec d'autres entreprises (parmi lesquelles d'autres entreprises publiques), c'est seulement parce qu'elle n'ont point une structure administrative, mais une structure d'affaires, et surtout parce que leur processus de formation des prix se conforme au processus général de formation des prix. On le sait, c'est cela aussi qui distingue la socialisation partielle de la socialisation intégrale. Or, Liefmann écrit que : « ce que l'on appelle socialisation partielle n'est pas du tout de la socialisation, au vrai sens du mot, et ne modifie en rien le régime économique actuel » (2). Et Mises fait à juste titre observer que tout socialisation partielle est possible uniquement du fait que « les actes des entreprises en question sont intégrés à l'organisme commercial incontrôlé dans lequel elles baignent, et

(1) Cf. KROMPHARDT, dans la *Zeitschrift für Nationalökonomie*, vol. 1, Vienne, 1930. (Recension du livre de l'auteur intitulé *Die Konkurrenz*, Munich et Leipzig, 1929.) [Note de l'auteur.]

(2) Robert LIEFMANN, *Geschichte und Kritik des Sozialismus*, Leipzig, 1922, p. 165. [Note de l'auteur.]

que les caractéristiques essentielles de l'économie socialiste ne peuvent pas du tout apparaître en elles » (1).

Heimann (2) semble quelque peu plus pénétrant, encore qu'il faille regretter qu'il se soit borné à esquisser de simples suggestions, abandonnant à ses critiques toute la tâche constructive, selon la pratique courante des théoriciens socialistes. Pour la réalisation d'une « concurrence » — que Heimann lui-même à la vérité met entre guillemets — il suffit d'après lui que l'offre et la demande émanent d'autorités publiques différentes, « représentées par des personnes différentes, moralement et matériellement intéressées aux résultats de leur œuvre ». Selon Heimann, tout — à cette condition — continuerait « exactement comme dans les conditions actuelles... les demandes des produits par les consommateurs se transformeraient en demandes de moyens de production de la part des entreprises productrices — qu'elles soient communistes ou capitalistes, peu importe — ; l'intérêt et les salaires seraient déterminés exactement comme auparavant. La forme et le contenu du calcul économique seraient donc l'un et l'autre conservés. Une telle organisation ne changerait rien à la constitution économique ; en conséquence, elle fonctionnerait à la façon de l'ancienne ». Pourtant, le pas décisif qui conduit au socialisme aurait été franchi. La propriété privée des moyens de production aurait été abolie, et la répartition « personnelle » aurait été séparée de la « fonctionnelle ». Il n'y aurait plus de revenus non gagnés, car la rente et l'intérêt iraient directement à l'autorité centrale.

Ainsi, la seule chose qui soit changée, semble-t-il, c'est

(1) Ludwig von Mises. [Note de l'auteur.]

(2) Édouard Heimann, *Kapitalismus und Sozialismus*, particulièrement II *Ueber Konkurrenz, Monopol und sozialistische Wirtschaft*, Potsdam, 1931. En citant le D^r Heimann, je n'ai nullement l'intention de réchauffer la vieille et persistante discussion qui nous oppose. Je désire seulement donner un exposé indépendant d'objections qui me concernent, sans me placer dans l'obligation de faire le siège du concept de concurrence fictive dans l'économie socialiste, ce qui m'exposerait au reproche d'avoir choisi délibérément un exemple défavorable. [Note de l'auteur.]

que ceux qui dirigent les diverses entreprises publiques, ne sont plus des propriétaires de moyens de production, dotés sur eux d'un pouvoir de disposition, qu'ils ne reçoivent plus les profits ni ne supportent les pertes. Il conviendrait de réduire dans les limites les plus étroites la participation au profit, afin d'empêcher toute importante capitalisation privée, et de préserver la propriété publique des moyens de production. Que l'économie socialiste soit sur ce point psychologiquement inférieure à l'économie capitaliste, beaucoup de théoriciens socialistes l'admettent. Elle ignore « ce stimulant à bien faire qu'implique la connexion capitaliste entre le calcul économique et le revenu » (Heimann). Pour apprécier l'importance de cet aveu, il convient d'examiner jusqu'à quel point l'appât du profit est le moteur indispensable de l'économie capitaliste, et de se demander si l'on pourrait dans l'économie socialiste en trouver un substitut adéquat. La position des avocats de l'économie planifiée est ici délicate : ils ne peuvent compter que sur un changement de l'attitude générale des hommes en face de la vie économique, sans qu'il leur soit possible de dégager aucune raison d'avoir foi en un tel changement, ni aucun motif pour lequel il devrait se produire.

Le directeur d'une entreprise économique planifiée occupe sur le marché une position de monopole. Il n'y a point d'offre qui n'émane des autorités publiques, et l'on peut supposer que dans chaque branche d'industrie toute la production se rattache à une seule entreprise, au moins en ce qui concerne la comptabilité. C'est bien là le moins que l'on puisse attendre d'une direction planificatrice de la production. Et puis, comme nous l'avons déjà montré, l'élimination de la rente exige une telle unification. Il s'ensuit que celui qui dirigera ainsi toute une branche d'industrie possédera, — si l'on en juge avec des catégories capitalistes — un pouvoir tout à fait extraordinaire, et que des précautions devront être prises pour s'assurer qu'il n'en abuse pas. Dans une économie communiste, la subordination nécessairement absolue

au plan général rendrait théoriquement impossible tout exercice arbitraire de pouvoir de la part des individus. Mais dans une économie socialiste, que l'on veut être mue par la concurrence entre autorités publiques, il faudrait bien accorder une certaine dose de liberté aux directeurs des divers monopoles. Si l'on exigeait en outre qu'ils fissent des profits, le danger d'abus monopolistiques serait extraordinairement grand.

Heimann s'efforce d'éviter cet écueil en exigeant un renoncement « absolu » de la part du monopoliste (1). Les monopolistes veilleront à ce que les prix couvrent les coûts. Ils ne feront qu'obéir aux courbes de demande au lieu de prendre eux-mêmes l'initiative des courbes d'offres ; c'est ainsi que « cessant d'agir comme des centres indépendants, ils laisseront le mécanisme du marché fonctionner librement ».

Évidemment, un tel renoncement à l'usage du pouvoir de monopole ne saurait être très rassurant. Comme les monopolistes ne supportent plus aucun risque et qu'il leur est loisible de compenser n'importe quelle perte en élevant les prix, il faudra prévoir un contrôle très strict de leur activité et la question du contrôle nous ramène à celle dont nous étions partis : est-il possible en régime socialiste d'avoir un processus concurrentiel de formation des prix sur le marché des facteurs, et par conséquent, un calcul authentique des profits dans les différentes entreprises ?

(1) Pareillement les socialistes fabiens réclament un contrôle de la production par les guildes ; contrôle basé non point sur leur propre intérêt, ni même seulement sur l'intérêt du consommateur, mais sur l'intérêt de la communauté. Les guildes pourtant ne doivent pas du tout travailler pour le profit, mais seulement pour répondre à la demande. Il ne doit pas y avoir de concurrence, et ce n'est que tout à fait exceptionnellement que l'État fixera des prix. Il est absolument impossible de définir les principes selon lesquels une telle société pourrait être gouvernée. Comme il n'existerait aucune autre façon de déterminer les prix, c'est à l'État qu'en fin de compte incomberait la responsabilité de distribuer le travail productif parmi les différentes guildes. Et ainsi le socialisme fabien culbuterait dans le communisme, en dépit que la liberté qu'il reconnaît aux guildes lui confère soi-disant un avantage, même par rapport au socialisme. [Note de l'auteur.]

Les diverses collectivités publiques se font « concurrence » sur le marché des facteurs. D'après nos hypothèses les demandes de capital et de travail dépendent des modifications survenues dans les prix des produits — et de ce fait dans les profits. La propriété du capital appartient exclusivement à la communauté, laquelle reçoit tous les paiements d'intérêts et tous les profits des entreprises individuelles. La demande de capital dans telle ou telle industrie est limitée par le taux d'intérêt uniforme, juste assez élevé pour réduire la demande totale au niveau des ressources de capital disponibles. L'arbitraire préside à la distribution du crédit en régime communiste ; mais dans la présente hypothèse il doit en être écarté. Or il ne saurait y avoir un processus authentique de formation des prix sur le marché du crédit, à cause du monopole dont jouit l'autorité centrale. Le taux de l'intérêt doit être fixé empiriquement. Et par conséquent, toutes les objections que nous avons déjà envisagées vont réapparaître.

L'autorité centrale ne saurait évidemment se satisfaire d'une simple promesse faite par les branches d'industrie qui demandent du capital, qu'elles paieront un certain taux d'intérêt. En tous cas, l'intérêt et le profit vont en réalité à l'autorité centrale — et en l'absence de responsabilités personnelles, les promesses de paiement ont un caractère très différent de celui qu'elles revêtent dans l'économie capitaliste, et cela implique la nécessité d'un contrôle beaucoup plus strict. Ce qui est nécessaire c'est de savoir si l'on peut s'attendre à ce que les industries en question se montrent capables de payer un montant donné d'intérêt prélevé sur leur profit brut et de fournir en plus un profit net ; et sans pour cela imposer un traitement trop monopolistique au consommateur.

L'unification de la comptabilité serait nécessairement d'une difficulté pratiquement insoluble — quand ce ne serait que parce que les entreprises considérées seraient très nombreuses et leurs divers types d'organisation et de tech-

nique productive extrêmement variés. Sans aucun doute, cette tâche serait incomparablement plus délicate à mener à bien dans un tel socialisme que dans l'économie communiste, où il suffirait de comparer les chiffres réels avec ceux du plan général. Au contraire, en régime socialiste, il faudrait que chaque chiffre fût contrôlé par rapport au rendement de toute l'entreprise, lequel à son tour ne pourrait être déterminé que par comparaison avec les chiffres de toutes les autres entreprises, selon le principe de la détermination homogène des prix.

En somme, la question cruciale est celle de savoir s'il est aucunement possible de déterminer des profit nets à l'intérieur de chaque branche d'industrie. C'est un problème de comparaison du prix des produits avec leur coût. La difficulté naît des relations monopolistiques réciproques. Même sur les marchés des biens de consommation, il n'existe une concurrence réelle que du côté de la demande ; les offres sont dans les mains des monopolistes, qui déterminent le volume de la production, et par là le niveau des prix. Dans ces conditions, même si les coûts pouvaient être supposés connus, il serait d'une difficulté peu commune de déterminer si les profits sont dus à une organisation efficiente de la production, à une estimation correcte de la demande, ou à une exploitation monopolistique des consommateurs. Dans l'économie capitaliste, il n'y a pas place pour des incertitudes de ce genre, pour autant que la concurrence fonctionne à l'intérieur de chaque branche de la production. Ainsi le problème de la concurrence en économie socialiste est déjà inclus dans le fait que les difficultés qui apparaissent ici et là dans l'économie capitaliste du fait du monopole, s'étendent à l'ensemble de l'économie en régime socialiste. Même sur les marchés des biens de consommation, il y a alors uniquement des prix de monopole.

Mais le problème du monopole devient encore beaucoup plus compliqué si nous tournons maintenant notre attention vers les marchés des moyens de production. Nous

avons déjà dit qu'il y aurait un monopole absolu de l'offre sur le marché des capitaux. Mais les demandeurs aussi y seraient des monopolistes. Il est vrai qu'ils se feraient concurrence les uns aux autres pour le partage du stock disponible ; mais ils seraient ici guidés par les profits, dont le calcul est précisément le *hic*, surtout si l'on considère avec quelle facilité des profits authentiques peuvent être confondus avec des profits de monopole. Il n'est pas concevable que dans ces conditions l'on parvienne à un taux d'intérêt normal, parce que les monopolistes auraient toujours la possibilité d'offrir des taux plus élevés. Ils n'auraient pour cela qu'à réduire la production dans une proportion appropriée. A l'intérieur de la branche d'industrie, il n'y aurait point de concurrence du genre de celle qui en régime capitaliste empêcherait un entrepreneur privé d'en faire autant. Ainsi, l'on conçoit fort bien que chaque monopoliste pourrait exploiter sa position de monopole pour élever le taux de l'intérêt. Et une telle tendance n'aurait rien de surprenant, dès lors qu'il y aurait un monopole absolu du côté de l'offre et que la position des offrants serait incomparablement plus forte que celle des demandeurs. On ne pourrait donc compter sur aucune force pour ramener le taux de l'intérêt à un niveau normal. Si pourtant nous supposons que, malgré toutes ces difficultés, le capital est réparti entre les diverses branches d'industrie d'une façon qui corresponde à la demande, avec le pouvoir d'achat ainsi distribué seront demandés des matières premières, des biens capitaux et du travail. Or sur les marchés des matières premières et des biens capitaux, des monopolistes sont opposés les uns aux autres ; il est difficile de voir comment un prix de marché pourra s'établir. L'on imaginera peut-être que tous les biens intermédiaires pourraient être offerts au stade suivant de la production sur la base du prix coûtant ; toute une série de questions se posent alors pour savoir comment ce coût pourrait être calculé ; et aussi comment le capital pourrait être distribué selon les pro-

fits, si par définition il ne doit pas y avoir de profits dans la production des matières premières et dans celle des biens capitaux. En ce qui concerne la détermination du prix du travail, il convient de répéter ici que l'apparente précision de son processus, en dépit de la liberté du travail maintenue, serait détruite par l'absence de précision du processus de détermination de l'intérêt. Et, bien plus, toutes les objections que soulève la position monopolistique des employeurs, à la fois sur le marché du travail et sur le marché des produits — et que nous avons déjà envisagées à propos de la question de l'intérêt — sont valables ici encore.

Mais le problème devient encore plus compliqué si, comme beaucoup de théoriciens socialistes le réclament, nous séparons ici aussi la répartition personnelle de la répartition fonctionnelle. Comment concevrons-nous la détermination des salaires sur un marché du travail coexistant avec une attribution arbitraire des revenus ? On pourrait peut-être imaginer qu'un office central du travail pourrait offrir le travail au « vrai prix du marché », et ensuite payer un salaire entièrement différent, basé sur un critère éthique ou autre. Mais dans ces conditions il est difficile de voir comment l'offre totale de travail devra être distribuée tout d'abord entre les diverses industries, c'est-à-dire comment se réglera le choix d'une profession par les nouvelles recrues du travail. Mais on n'imagine pas mieux comment une offre donnée de chaque sorte de travail sera répartie parmi les divers rameaux d'une industrie donnée. Une difficulté supplémentaire qui n'existe pas en ce qui concerne le capital, surgit du fait que le travail doit avoir beaucoup de prix différents (et non pas un prix uniforme), en raison de sa nature hétérogène. Ce serait sans doute la demande qui aurait la plus forte position dans le cas d'une espèce de travail susceptible d'un relativement petit nombre d'utilisations, et il en résulterait alors une tendance à de bas salaires ; et dans le cas d'une espèce de

travail susceptible d'utilisations relativement multiples, ce serait au contraire l'offre qui serait dans la position la plus forte, et il en résulterait une tendance à de hauts salaires. Cela signifierait par conséquent que le travail hautement spécialisé tendrait à être insuffisamment payé et le travail relativement peu spécialisé à être excessivement payé ; voilà une conséquence qui donne à réfléchir.

Cet examen des conditions qui régneraient sur les « marchés » des moyens de production devrait avoir fait clairement apparaître qu'en somme il n'existerait une réelle concurrence que sur les marchés des biens de consommation ; et que la concurrence entre autorités publiques pour l'obtention des moyens de production ne serait qu'une concurrence entre guillemets. Tout ce qu'ont à faire les responsables de l'activité économique, c'est manifestement de transformer la demande de produits par les consommateurs en une demande de moyens de production. Ils sont censés ne jouer aucun rôle actif mais mettre passivement en mouvement le mécanisme du marché libre. Mais il importe ici de se rappeler qu'en premier lieu sur les marchés de biens de consommation il n'y a concurrence que d'un seul côté et qu'en second lieu il ne peut pas du tout exister de marchés des moyens de production s'il y a pour eux à la fois un monopole absolu du côté de l'offre et par hypothèse aucune demande active.

L'on objectera bien entendu que la fonction des directeurs de l'économie socialistique consisterait à mettre la concurrence des consommateurs en contact immédiat avec les moyens de production rares en transformant la demande de produits en une demande de moyens de production. Mais c'est là oublier qu'un processus *indépendant* de formation des prix des facteurs de production est tout aussi nécessaire au calcul économique que le processus de formation des prix des produits finis ; et c'est oublier aussi qu'il n'est pas possible de réaliser un tel processus de formation des prix en essayant d'insuffler un peu de l'*authentique* souffle

concurrentiel du marché des biens de consommation à même le plan de production socialiste. La demande des consommateurs n'est pas à elle seule une base suffisante pour vivifier un processus naturel de formation des prix sur les marchés des moyens de production. Certes en fin de compte c'est bien du côté de la consommation que sont les éléments décisifs du processus général de la formation des prix ; pourtant ces éléments n'en représentent qu'une seule face. Il faut aussi tenir compte de l'offre (en tant qu'elle reflète la rareté des moyens de production par rapport aux besoins illimités dont ils font l'objet). Sans cela les lois des prix ne peuvent pas s'accomplir. Or du côté de l'offre, la socialisation des moyens de production supprime toute concurrence réelle. La question n'est pas de transporter la concurrence du côté de la demande, par quelque procédé artificiel que ce soit, mais d'assurer une concurrence du côté de l'offre. Les théoriciens socialistes commettent l'erreur de croire qu'il est possible de remplacer la concurrence réelle bilatérale par une concurrence réelle + une concurrence fictive, toutes deux du côté de la demande. A la rigueur, on peut concevoir que les diverses autorités publiques pourraient se faire concurrence du côté de la demande ; mais avec une offre centralisée du capital (et du travail), la concurrence du côté de l'offre est nécessairement hors de question. Et même si les travailleurs se faisaient concurrence entre eux, la situation, comme nous l'avons montré, n'en serait pas pratiquement améliorée.

En somme, le résultat est un monopole en escalier ; libre concurrence parmi les consommateurs, mais monopole de la part de ceux qui offrent les biens de consommation ; concurrence fictive entre les demandeurs de moyens de production, mais monopole absolu pour l'offre du travail et du capital. La demande est limitée, non par un processus de formation des prix, mais par une fixation empirique des prix. Au lieu que les moyens de production soient distri-

bués automatiquement, ils sont attribués d'après des appréciations de résultats économiques ; appréciations qui, en l'absence de tout calcul exact des coûts, seraient en réalité tout à fait impossibles. En conséquence, la répartition automatique des facteurs de la production, se trouvera, selon toute probabilité, remplacée par une distribution arbitraire des revenus (car, il faut bien l'admettre, avec un tel mode de formation des prix des facteurs, une répartition rationnelle serait impossible). Et en face de cela, un calcul exact des profits et des pertes serait pourtant encore plus nécessaire en régime socialiste qu'en régime capitaliste : là en effet où l'on sait que toutes les comptabilités sont fictives (il n'y aurait aucun calcul authentique des coûts) et où la lutte pour l'existence n'est point là pour contraindre les individus à respecter scrupuleusement le « principe économique », la négligence se développe, et avec elle le besoin de certaines sauvegardes de caractère purement comptable. Tout déclin de la responsabilité individuelle signifie inévitablement l'expansion de l'appareil central de vérification des comptes.

ÉTAT ACTUEL DE LA DISCUSSION

par

F. A. VON HAYEK

(Traduit de l'anglais par M. Th. Génin.)

1. LES RÉSULTATS DE LA CRITIQUE.
2. LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE RUSSE.
3. LA SOLUTION MATHÉMATIQUE.
4. L'ABROGATION DE LA SOUVERAINETÉ DU CONSOMMATEUR.
5. LA PSEUDO-CONCURRENCE.
6. UN MONDE DE MONOPOLES COMPÉTITIFS.
7. ÉCONOMIES ET RATIONALISATION.
8. LE CRITÈRE DES COÛTS MARGINAUX.
9. LA POSSIBILITÉ D'UNE VÉRITABLE CONCURRENCE EN RÉGIME SOCIALISTE.
10. SIGNIFICATION GÉNÉRALE DE LA THÉORIE SOCIALISTE DU RECOURS A LA SOLUTION DE LA CONCURRENCE.
11. CONCLUSION.

1. *Les résultats de la critique.*

Malgré une tendance naturelle chez des socialistes à minimiser son importance, il est clair que la critique du socialisme résumée dans les chapitres précédents a déjà agi très profondément sur la direction de la pensée socialiste. La grande majorité des « planistes », bien entendu, n'a pas encore été atteinte par elle : La grande masse des adhérents « enthousiastes » de tout mouvement populaire est toujours inconsciente des courants intellectuels qui

produisent un changement de direction (1). En outre, l'existence effective en Russie d'un système qui se prétend planifié, a conduit la plupart de ceux qui ne connaissent rien de son développement à supposer que le problème essentiel était résolu ; en fait, comme nous le verrons, l'expérience russe apporte une abondante confirmation des doutes déjà définis. Mais parmi les dirigeants de la pensée socialiste, non seulement la nature du problème central est de plus en plus reconnue, mais la force des objections soulevées contre les types de socialisme qui dans le passé étaient habituellement considérés comme les plus réalisables, est également de plus en plus admise. Aujourd'hui, il est bien rare que l'on nie que, dans une société devant sauvegarder la liberté du choix du consommateur et la liberté du choix de la profession, la direction centrale de de toute activité économique ne présente une tâche qu'il est rationnellement impossible d'exécuter dans les conditions complexes de la vie moderne. Il est vrai, comme nous le verrons, que même parmi ceux qui perçoivent le problème, cette position n'est pas encore complètement abandonnée. Mais sa défense revêt plus ou moins la nature d'une argumentation rétrospective où tout ce qui est tenté a pour fin de prouver « qu'en principe », on peut concevoir une solution. On ne prétend pas — ou très peu — que cette solution soit réalisable pratiquement. Nous aurons plus tard l'occasion de discuter certaines de ces tentatives. Mais la grande majorité des projets les plus récents tentent de tourner la difficulté en élaborant d'autres systèmes socialistes qui diffèrent plus ou moins par le fond des types traditionnels contre lesquels la critique fut dirigée

(1) Ceci s'applique malheureusement aussi à la plupart des efforts collectifs organisés qui prétendent se consacrer à l'étude scientifique du problème du planisme. C'est en vain que le lecteur de publications telles que les *Annales de l'Économie collective*, ou des contributions au Congrès mondial économique et social d'Amsterdam (1921), publiées par l'Institut des Relations Internationales sous le titre de *World Social Economic Planning* (La Haye, 2 vol., 1931-32), cherchera le moindre signe d'une simple notion des problèmes.

dès l'origine et que l'on suppose immunisés contre les critiques dont ces derniers sont l'objet.

Dans le chapitre précédent, le professeur Halm a examiné certaines des solutions proposées par les auteurs continentaux. Dans cette étude terminale, nous analyserons les récentes productions anglaises sur ce thème et nous tenterons de peser les récentes propositions en vue de surmonter les difficultés maintenant reconnues. Avant d'entrer dans la discussion, il est utile de dire quelques mots des rapports entre l'expérience soviétique et les problèmes étudiés.

2. Les leçons de l'expérience russe.

Il est bien entendu ni possible ni souhaitable d'entrer ici dans un examen des résultats concrets de cette expérience. Sur ce sujet, il est nécessaire de se référer aux recherches détaillées et spécialisées, en particulier à celles du professeur Boris Brutzkus (1), qui constituent le complément essentiel des considérations plus abstraites présentées ici. Pour l'instant, nous ne nous occuperons que de la question plus générale de savoir comment les résultats obtenus par un examen des expériences concrètes s'accordent avec les arguments plus théoriques et dans quelle mesure les conclusions auxquelles aboutit le raisonnement *a priori* sont confirmées ou contredites par l'évidence empirique.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici au lecteur que ce n'est pas la possibilité du planisme en tant que planisme qui a été contestée sur les données des considérations générales, mais la possibilité du succès du planisme, succès consistant à atteindre les résultats en vue desquels on l'aurait appliqué. Il nous faut donc tout d'abord définir

(1) B. BRUTZKUS, *Economic Planning in Russia*, London, Routledge, 1935 et U. R. S. S. *Terrain d'expériences économiques*, Librairie de Médecis, Paris, 1938.

clairement le critère qui nous permettra de juger le succès ou les formes sous lesquelles nous pensons que se manifesteront les échecs. Il n'y a aucune raison de supposer que la production puisse s'arrêter, ou que les autorités trouvent des difficultés à employer d'une façon ou d'autre les ressources disponibles ou que le rendement soit de façon permanente inférieur à ce qu'il était avant l'application du plan. Ce que nous établirons d'avance, c'est que le rendement, lorsque l'emploi des ressources disponibles est déterminé par une autorité centrale, est inférieur à ce qu'il serait si le mécanisme des prix d'un marché opérait librement dans des circonstances par ailleurs identiques. Ceci serait dû au développement excessif de certaines branches de la production au dépens des autres et à l'emploi de méthodes inappropriées dans les circonstances considérées. Il faudrait nous attendre à voir favoriser le développement de certaines industries au prix de dépenses non justifiées par l'accroissement de leur rendement et à voir laisser libre cours à l'ambition de l'ingénieur voulant appliquer les dernières innovations expérimentées ailleurs, sans considérer si elles conviennent, économiquement parlant, à la situation. Dans bien des cas, l'adoption des méthodes les plus récentes de production qui n'auraient pu être employées dans une planification centrale, serait alors un symptôme du mauvais emploi des ressources, plutôt qu'une preuve de succès.

Il s'ensuit que l'excellence, au point de vue technique, de certaines parties de l'équipement matériel de l'industrie russe qui frappe si fort l'observateur occasionnel et qui est communément considérée comme un signe évident de succès, signifie peu de chose dans la mesure où il s'agit de répondre à notre question principale. Une nouvelle usine se révèle-t-elle un élément utile dans la structure industrielle pour l'accroissement du rendement ? Voilà qui dépend non seulement de considérations technologiques, mais plus encore de la situation économique générale. La

meilleure fabrique de tracteurs peut très bien ne pas constituer un actif et le capital investi peut être une perte sèche, si la main-d'œuvre que remplace le tracteur est meilleur marché que le prix de revient des matières premières et de la main-d'œuvre nécessaire à faire un tracteur, plus les intérêts.

Mais une fois que nous nous sommes libérés de la fascination trompeuse qu'exerce la vue d'instruments colossaux de production, risquant d'abuser l'observateur dépourvu de sens critique, il ne reste que deux critères légitimes de succès : les marchandises offertes effectivement au consommateur par le système et le caractère rationnel ou irrationnel des décisions de l'autorité centrale. Il n'y a pas de doute que l'application du premier critère ne mène à un résultat négatif, pour le moment du moins ; il en serait de même si on l'appliquait à l'ensemble de la population et non à un petit groupe privilégié. Pratiquement tous les observateurs semblent admettre que même comparée à la Russie d'avant guerre, la position des masses a empiré. Toutefois cette comparaison fait encore apparaître les résultats sous un jour trop favorable. Il est admis que le tsarisme n'offrait pas des conditions très favorables à l'industrie capitaliste, et que sous un régime plus moderne, le capitalisme aurait abouti à des progrès rapides. Il faut aussi tenir compte que les souffrances des quinze dernières années, et « la famine pour la grandeur » que l'on disait préparer le progrès de l'avenir, devraient maintenant avoir produit leurs fruits. Nous aurions une base de comparaison plus appropriée si nous supposions que la même restriction de consommation qui sévit effectivement a été causée par un impôt dont le produit a été prêté à l'industrie concurrente aux fins d'investissements. On ne peut guère nier qu'on aurait ainsi obtenu une rapide et considérable élévation du niveau de vie général très supérieure à ce qu'il est possible d'envisager actuellement même de loin.

Il ne reste donc qu'à examiner dans la réalité les principes suivant lesquels l'autorité planiste a agi. Et bien qu'il soit impossible ici, même en résumé, de retracer les phases variées de l'expérience russe, tout ce que nous en savons, en particulier d'après les études du professeur Brutzkus citées plus haut, nous autorise pleinement à dire que les anticipations basées sur un raisonnement général ont été intégralement confirmées. L'effondrement du « communisme de guerre » s'est produit exactement pour les mêmes raisons, à savoir l'impossibilité d'un calcul rationnel dans une économie sans monnaie, que le professeur Mises et le professeur Brutzkus avaient prédites. Les phases suivantes, avec leurs renversements répétés de politique, n'ont fait que montrer que les dirigeants de l'U.R.S.S. doivent apprendre par l'expérience tous les obstacles qu'une analyse systématique du problème révèle. Mais elles n'ont soulevé aucun problème nouveau, encore moins offert la moindre solution. Officiellement, le blâme pour la plupart des difficultés qui surgissent est encore jeté sur de malheureux individus persécutés sous prétexte qu'ils entravent le plan en n'obéissant pas aux ordres de l'autorité centrale ou en les exécutant trop à la lettre. Mais bien que ceci signifie que les autorités admettent à quel point il est difficile de faire suivre fidèlement leur plan par le peuple, il n'y a pas de doute que les désappointements les plus sérieux sont en réalité dus aux difficultés inhérentes à tout planisme central. En fait, de témoignages comme ceux du professeur Brutzkus, nous retenons que, loin de progresser vers des méthodes planistes plus rationnelles, la tendance actuelle consiste à trancher le nœud des difficultés en abandonnant les méthodes comparativement plus scientifiques employées dans le passé. A leur place on substitue des décisions de plus en plus arbitraires et de plus en plus incohérentes dans les problèmes particuliers soulevés par les contingences quotidiennes. Dans la mesure où il s'agit de problèmes psychologiques ou politiques, l'expé-

rience russe peut être instructive. Mais pour qui étudie les problèmes économiques du socialisme, elle fait à peine plus que fournir des illustrations à des conclusions bien établies. Elle ne nous apporte aucun secours dans la recherche d'une réponse au problème que le désir d'une reconstruction rationnelle de la société soulève. C'est pourquoi nous devons continuer notre revue systématique des différents systèmes concevables qui, bien qu'ils n'existent jusqu'à présent qu'en tant que suggestions, n'en sont pas moins importants.

3. *La solution mathématique.*

Comme on l'a fait remarquer dans l'introduction, l'étude de ces questions a commencé relativement tard chez les auteurs anglais, mais à un niveau comparativement élevé. Toutefois, on ne peut guère dire que les premières tentatives atteignirent les points principaux. Deux Américains, le professeur F. M. Taylor et M. W. C. Coper, entrèrent les premiers dans la lice. Leurs analyses, et dans une certaine mesure, celles de M. H. D. Dickinson en Angleterre (1), furent menées de façon à prouver qu'en supposant une connaissance complète des données du problème, les valeurs et les quantités des différents objets à produire peuvent être déterminées en appliquant le système par lequel la science économique théorique explique la formation des prix de la production dans un système de concurrence. Or il faut admettre que ceci n'est pas une impossibilité dans le sens que c'est contradictoire au point de vue logique. Mais prétendre que le fait qu'une détermination des prix par une telle procédure est logiquement concevable, invalide de façon ou d'autre la contestation de sa possibilité, ne fait que prouver que la véritable nature du problème n'a pas été perçue. Il est seulement nécessaire de chercher à rendre visible ce que

(1) Les références exactes des travaux de ces auteurs se trouvent dans ce volume, appendice B.

l'application de cette méthode impliquerait en pratique pour la cataloguer comme humainement irréalisable et impossible. Il est clair que toute solution de ce genre devrait être basée sur la solution de quelque système d'équations du genre de celui qu'a développé Barone (v. appendice A). Mais ce qui importe pratiquement ici, ce n'est pas la structure technique du système, mais d'une part la nature et la quantité des informations nécessaires si l'on veut tenter de trouver une solution numérique et d'autre part l'ampleur de la tâche que la solution numérique doit impliquer dans toute communauté moderne. Le problème ici n'est pas évidemment de savoir combien ces informations devraient être détaillées et ces calculs exacts pour que la solution soit parfaitement juste, mais seulement jusqu'où il faudrait aller pour rendre le résultat au moins comparable à ceux qu'offre le système compétitif. Examinons ceci un peu plus à fond.

Tout d'abord, il est clair que si une direction centrale doit réellement prendre la place de l'initiative du directeur de l'entreprise individuelle et ne doit pas simplement être une limitation des plus irrationnelles de sa volonté dans un domaine particulier, il ne suffira pas qu'elle revête la forme d'une simple direction générale, mais elle devra aussi inclure les détails de la plus minutieuse importance et en être intimement responsable. Il est impossible de décider rationnellement combien de matières premières et de nouvelles machines doivent être assignées à telle entreprise et à quel prix (dans le sens comptable) il sera rationnel de le faire, sans décider également en même temps si le matériel et les instruments déjà en usage doivent encore continuer à être employés et de quelle façon. Ce sont des choses de ce genre, détails de technique, économie d'une matière plutôt que d'un autre, ou tout autre espèce de petites économies qui ajoutées les unes aux autres décident du succès ou de la faillite d'une firme : dans tout plan qui ne veut pas être désespérément inefficace, il faut en tenir compte. Pour pouvoir le faire, il sera nécessaire de traiter chaque machine, instru-

ment, bâtiment, non pas comme appartenant à une catégorie d'objets matériellement identiques, mais comme une unité dont l'utilité est déterminée par son état particulier d'usure et de durée, sa situation, etc... Les mêmes considérations s'appliquent à tout ensemble de biens situés dans un lieu différent ou qui diffèrent sous d'autres aspects des autres groupes. Ceci signifie que pour obtenir dans ce domaine le degré économique atteint par le système compétitif, les calculs de l'autorité planiste centrale devraient considérer le groupe existant de biens de production comme comportant presque autant de types qu'il existe d'unités individuelles. Et dans la mesure où il s'agit d'objets ordinaires, c'est-à-dire de marchandises non durables, produits semi-finis ou finis, il est clair qu'il y aurait à considérer plus de types différents de ces objets que nous ne pourrions l'imaginer s'ils étaient seulement classés par leurs caractéristiques techniques. Deux objets techniquement identiques placés dans des endroits différents, dans des emballages différents, ou fabriqués à une date différente ne peuvent être considérés comme également utiles aux fins généralement recherchées même si l'on se contente d'un minimum d'utilisation efficiente.

Or, comme dans une économie dirigée par un centre le directeur d'une entreprise particulière serait privé de la possibilité de substituer de son propre gré une catégorie de biens à une autre, chaque unité de l'ensemble colossal de la production devrait nécessairement entrer *séparément* dans les calculs de l'autorité centrale. Il est évident que le simple travail statistique d'énumération excéderait tout ce qui a été tenté jusqu'à présent. Mais ce n'est pas tout. Les renseignements dont l'autorité centrale planiste aurait besoin comporteraient aussi une description complète de toutes les propriétés techniques de chacun de ces objets, y compris le prix du transport à chaque autre endroit où ils pourraient être utilisés avec plus d'avantages, le prix de réparations ou de modifications éventuelles, etc...

Mais ceci mène à un autre problème d'une importance encore plus grande. Les abstractions théoriques usuellement employées à l'explication de l'équilibre dans un système compétitif sous-entendent l'existence d'un certain degré de connaissances techniques. Ceci, bien entendu, ne signifie pas que toutes les meilleures connaissances techniques sont concentrées quelque part sous un même crâne, mais que l'on dispose de gens possédant des connaissances de toute sorte et que parmi ceux qui briguent un emploi quelconque, en général, ce sont ceux qui font l'usage le plus approprié de leurs connaissances techniques qui l'emportent. Dans une société planifiée centralement, la sélection des plus appropriées parmi les techniques connues ne sera possible que si toutes ces connaissances peuvent être employées dans le calcul de l'autorité centrale. Cela signifie qu'en pratique, les connaissances devront être concentrées sous le crâne d'une seule personne — ou tout au plus de quelques individus très peu nombreux — qui formuleront pratiquement les équations qui devront être appliquées. Il est à peine nécessaire d'insister sur l'absurdité de cette idée, même dans la mesure où l'on considère des connaissances pouvant « exister » à un moment donné. Mais la plupart des connaissances effectivement utilisées « n'existent » en aucune façon sous cette forme « toute faite ». La plupart consistent en une technique de la pensée qui permet à l'ingénieur de trouver rapidement de nouvelles solutions dès qu'il se trouve en présence de nouvelles combinaisons de circonstances. Supposer la possibilité pratique de ces méthodes mathématiques, ce serait aussi supposer que la concentration des connaissances entre les mains de l'autorité centrale comporterait également une capacité à découvrir toute amélioration de détail de ce genre (1).

Il y a une troisième catégorie de données qu'il serait nécessaire de rassembler avant d'effectivement entrepren-

(1) Pour le problème plus général de l'expérimentation et de l'utilisation des inventions vraiment nouvelles, voir plus loin, pp. 224 sqq.

dre l'élaboration de la méthode appropriée de production et l'établissement des quantités à produire ; il s'agit des données relatives à l'importance des différentes catégories et quantités d'objets de consommation. Dans une société où le consommateur serait libre de dépenser son revenu comme il l'entendrait ces données devraient prendre la forme d'une liste complète des différentes quantités de tous les objets qui pourraient être achetés par toutes les combinaisons possibles de prix des différents articles offerts à la consommation. Ces chiffres appartiendraient inévitablement à ces catégories d'estimations pour une période future qui sont basées sur l'expérience passée. Mais l'expérience passée ne peut offrir le degré de connaissance nécessaire. Et comme les goûts changent à tout instant, les listes devraient être soumises à une revision continuelle.

Il est probablement évident que la simple action de rassembler ces données est une tâche au-dessus des capacités humaines. Toutefois, il serait indispensable de le faire pour qu'une société gérée par un centre fonctionnât aussi efficacement que la société compétitive, qui, en quelque sorte, opère une décentralisation de la tâche qu'il faut s'imposer pour les rassembler. Mais supposons pour l'instant qu'on réussisse effectivement à surmonter cette difficulté, cette « simple difficulté de technique statistique » ainsi que la nomment avec mépris la plupart des planistes. Ce ne serait qu'un premier pas dans la voie de la réalisation de la tâche essentielle. Une fois les éléments rassemblés, il serait encore nécessaire de prendre les décisions concrètes qu'ils entraînent. Or, l'importance de cette opération mathématique essentielle dépendrait du nombre des inconnues à déterminer. Le nombre de ces inconnues sera égal au nombre des articles de consommation qui doivent être produits. Comme nous l'avons déjà vu, nous devons considérer comme tels tous les produits finis livrables à différents moments, dont la production doit être entreprise ou continuée à cet instant. Pour le moment, nous ne pouvons pas dire quel sera leur

nombre mais il n'est guère exagéré de dire que dans une société suffisamment évoluée, l'ordre de grandeur en serait au moins de centaines de milliers. Cela signifie qu'à chaque instant, chacune de ces décisions devra être basée sur la solution d'un nombre égal d'équations différentielles simultanées, tâche qui, en employant n'importe quels moyens actuellement connus, ne pourrait être effectuée dans l'espace d'une vie entière. Et cependant, non seulement ces décisions devraient être prises continuellement, mais encore transmises, également continuellement, à ceux chargés de les exécuter.

On dira probablement qu'un degré d'exactitude aussi parfait ne serait pas nécessaire, le fonctionnement du système économique actuel étant loin d'en approcher. Mais ceci n'est pas entièrement vrai. Il est clair que nous n'approchons jamais de l'état d'équilibre décrit par la solution d'un tel système d'équation. Mais il ne s'agit pas de cela. Nous ne pouvons nous attendre à l'équilibre si tout changement extérieur n'a pas cessé. La chose essentielle, en ce qui concerne le système économique actuel, c'est qu'il réagit dans une certaine mesure à tous ces petits changements et variations qui devraient être complètement négligés dans le système que nous examinons si on voulait que les calculs soient possibles. De cette façon, il serait impossible de prendre une décision rationnelle dans toutes ces questions de détail, questions qui, rassemblées, décident du succès de l'effort productif.

Il est peu probable qu'ayant réalisé l'ampleur de la tâche qui en résulte, on propose sérieusement un système planiste basé sur des systèmes d'équations aussi vastes. En réalité, ceux qui ont élaboré cette sorte d'analyse, croyaient qu'en partant d'une situation donnée (vraisemblablement la société capitaliste pré-existante), une adaptation aux moindres changements qui se produisent quotidiennement pourrait être obtenue par une méthode d'essais et de tâtonnement. Semblable suggestion est toutefois entachée de

deux erreurs fondamentales. D'abord, comme nous l'avons fait remarquer de nombreuses fois, il est inadmissible de supposer que les changements dans les valeurs relatives provoquées par la transition du capitalisme au socialisme seraient d'un ordre peu important, permettant ainsi d'employer les prix du système capitaliste préexistant comme points de départ et d'éviter une réorganisation complète du système des prix. Mais même si nous négligions cette très sérieuse objection, il n'y a pas la moindre raison de supposer que la tâche pourrait être ainsi résolue. Pour voir que ce n'est pas ainsi que la solution offerte par la concurrence peut être obtenue, même approximativement, il nous suffit de nous rappeler les difficultés soulevées par la fixation des prix, même lorsque quelques denrées seulement sont en cause, et de nous rendre ensuite compte que dans un tel système, la fixation des prix devrait être pratiquée non plus à l'égard de quelques objets mais à tous les produits finis ou non finis, et qu'elle provoquerait des changements de prix aussi fréquents et aussi variés que ceux qui se produisent dans la société capitaliste chaque jour et chaque heure. Chaque changement dans un seul prix entraînerait presque nécessairement le changement de centaines d'autres prix, et la plupart de ces nouvelles modifications ne seraient nullement proportionnelles, mais au contraire affectées par les différents degrés d'élasticité de la demande, par les possibilités de substitution et autres changements dans les méthodes de la production. C'est certainement une idée absurde d'imaginer que tout cet ajustement pourrait être obtenu par des ordres successifs de l'autorité centrale, lorsque la nécessité en serait signalée, et qu'alors chaque prix se trouverait fixé et modifié jusqu'à ce qu'un certain degré d'équilibre soit atteint. Que les prix soient fixés sur la base d'une vue totale de la situation, voilà qui au moins est concevable, bien qu'absolument impraticable. Mais baser la fixation autoritaire des prix sur l'observation d'une étroite section du système économique, voilà une tâche qui ne peut

être rationnellement exécutée dans aucune circonstance. Toute tentative dans ce sens devra ou bien être faite suivant les principes de la solution mathématique que nous venons d'étudier ici, ou bien entièrement abandonnée.

4. *Abrogation de la souveraineté du consommateur.*

Étant donné ces difficultés, il n'est pas étonnant que pratiquement tous ceux qui ont réellement essayé d'approfondir le problème du planisme central aient désespéré de lui trouver une solution dans un monde où chaque caprice passager du consommateur doit vraisemblablement complètement renverser l'édifice soigneusement construit des plans. Il est plus ou moins généralement admis maintenant que le libre choix du consommateur (et vraisemblablement aussi le libre choix du métier) est une fin incompatible avec celles du planisme central. Mais ceci a fait naître l'impression que la nature imprévisible des goûts des consommateurs est le seul obstacle principal au succès du planisme. Le Dr Maurice Dobbs (1) a récemment poussé cette idée jusque dans ses conclusions logiques en déclarant que cela vaudrait la peine d'abandonner la liberté du consommateur si le socialisme devait être rendu possible par ce sacrifice. Voilà une initiative indiscutablement très courageuse. Autrefois, les socialistes ne cessaient de protester contre toute suggestion suivant laquelle la vie, en régime socialiste, serait une vie en casernes, assujettie à une réglementation dans ses moindres détails. Le Dr Dobbs considère cette façon de voir comme périmée. Trouverait-il beaucoup de disciples s'il prêchait ces vues aux masses socialistes ? Cette question ne doit pas nous occuper. Mais par contre, nous devons nous demander si une solution serait ainsi apportée à notre problème.

Le Dr Dobbs admet ouvertement qu'il a abandonné cette

(1) Voir l'article du *Economic Journal* cité dans l'appendice B,

vue, maintenant professée par M. H. D. Dickinson et d'autres, suivant laquelle le problème pourrait ou devrait être résolu par une sorte de système des prix dans lequel les prix des produits finis et les prix des facteurs d'origine seraient déterminés sur une sorte de marché, alors que les prix des autres produits seraient dérivés de ceux-ci par quelque système de calcul. Mais il semble être atteint de cette curieuse illusion suivant laquelle la nécessité des prix ne serait due qu'au préjugé du respect obligatoire des préférences du consommateur, et qu'en conséquence les catégories de la théorie économique et apparemment tous les problèmes de valeur cesseraient d'avoir une signification dans une société socialiste. « Si l'égalité de la rétribution prévalait, les estimations du marché cesseraient *ipso facto* d'avoir leur prétendue signification, puisque le prix en argent n'aurait plus de signification. »

On ne saurait certes nier que l'abolition du libre choix du consommateur ne simplifierait le problème dans une certaine mesure. L'une des variables imprévisibles serait éliminée et, dans ce sens, la fréquence des rajustements nécessaires serait quelque peu réduite. Mais croire comme le fait le D^r Dobbs qu'ainsi la nécessité d'une forme quelconque de prix, d'une comparaison exacte entre les prix de revient et les résultats obtenus, serait éliminée, indique à coup sûr une ignorance complète du problème véritable. Les prix ne cesseraient d'être nécessaires que si l'on pouvait supposer que dans l'État socialiste la production n'aurait aucune espèce de buts définis — qu'elle ne serait pas dirigée suivant quelque ordre de préférences bien défini, quoique arbitrairement fixé, mais que l'État entreprendrait simplement de produire quelque chose et que les consommateurs n'auraient alors qu'à prendre ce qui a été produit. Le D^r Dobbs se demande ce que l'on y perdrait. Nous lui répondons : pour ainsi dire en tout. Son attitude ne pourrait se soutenir que si les coûts déterminaient la valeur, en sorte que du moment que les ressources disponibles seraient

utilisées d'une façon ou d'autre, la manière dont elles seraient employées n'affecterait pas notre confort ; le fait même qu'elles auraient été utilisées conférerait de la valeur au produit obtenu. Or c'est principalement de la façon dont nous utilisons nos ressources que dépend le fait de savoir si nous avons plus ou moins à consommer, si nous maintenons ou élevons notre niveau de vie, ou si nous retournons à l'état de sauvages toujours sur le point de mourir de faim. La différence entre une distribution et une combinaison économique ou non économique des ressources entre les diverses industries, c'est la différence entre l'abondance et la disette. Le dictateur, qui classe les différents besoins des consommateurs suivant ses vues sur leurs mérites, s'épargne le mal de trouver ce que les gens préfèrent réellement et évite la tâche impossible qui consisterait à combiner les échelles individuelles de préférence en une échelle communément admise, exprimant les idées générales de justice. Mais s'il veut suivre cette norme avec quelque degré de raison et de consistance, s'il veut réaliser ce qu'il considère comme les fins de la communauté, il devra résoudre tous les problèmes dont nous avons discuté jusqu'à présent. Il ne trouvera même pas que ses plans ne sont pas renversés par des changements imprévus, étant donné que les changements dans les goûts ne sont en aucune façon les seuls, et peut-être même pas les plus importants qui ne puissent être prévus. Les variations du climat, les changements dans la densité et la santé de la population, une dépréciation subite de l'équipement mécanique, la découverte de l'épuisement d'un gisement minier, et des centaines d'autres changements constants ne rendront pas moins inévitable à chaque instant la reconstruction de ses plans. La distance entre ce qui est réellement praticable et les obstacles à l'action rationnelle n'aura été que légèrement réduite au sacrifice d'un idéal que bien peu de ceux qui ont réalisé ce qu'il signifie voudraient abandonner.

5. *Pseudo-concurrence.*

Dans ces conditions, il est facile de comprendre que la solution radicale du D^r Dobbs n'ait pas eu beaucoup d'adeptes et que beaucoup parmi les socialistes plus jeunes cherchent une solution dans la direction opposée. Alors que le D^r Dobbs veut la suppression de ce qui reste encore de liberté ou de concurrence dans les plans socialistes traditionnels, une grande partie des efforts socialistes plus récents tendent à une réintroduction complète de la concurrence. De telles propositions ont été faites et étudiées en Allemagne. Mais en Angleterre, la pensée sur ce sujet est encore à l'état embryonnaire. Les suggestions de M. Dickinson constituent un léger pas en avant dans cette direction. Mais on sait que certains des jeunes économistes qui se sont consacrés à ces problèmes, ont été beaucoup plus loin et sont prêts à aller jusqu'au bout et à restaurer intégralement la concurrence, du moins dans la mesure où, dans leurs vues, cela est compatible avec le fait de laisser tous les moyens de production entre les mains de l'État. Bien qu'il ne soit pas encore possible de citer des ouvrages publiés sur ce sujet, ce qu'on en a appris dans des conversations et des discussions est probablement suffisant pour qu'un examen de leur contenu vaille la peine d'être fait.

Sous bien des aspects, ces plans sont très intéressants. L'idée fondamentale commune, c'est qu'il doit y avoir des marchés et de la concurrence entre les entrepreneurs indépendants ou les directeurs de firmes individuelles, et par conséquent, des prix en argent, comme dans la société actuelle, pour tous les produits, intermédiaires ou finis ; mais ces entrepreneurs ne devraient pas être les propriétaires des moyens de production employés par eux, mais des fonctionnaires salariés de l'État, agissant suivant les instructions de l'État, et produisant, non pour le profit,

mais de façon à pouvoir vendre à des prix couvrant juste les prix de revient.

Il est sans intérêt de nous demander si un tel plan rentre dans ce qu'il est encore convenu d'appeler socialisme. Dans l'ensemble, il semble qu'il pourrait être placé sous cette étiquette. Mais mérite-t-il encore le titre de planisme ? Cette question est plus sérieuse. Il ne comporte certainement pas plus de planisme que la construction d'un cadre légal pour le capitalisme. S'il pouvait être réalisé dans une forme pure où la direction de l'activité économique serait entièrement laissée à la concurrence, le planisme serait aussi réduit à fournir un cadre permanent à l'intérieur duquel l'action concrète serait laissée à l'initiative individuelle. Et cette sorte de planisme ou d'organisation centrale de la production qui est censée mener à une organisation de l'activité humaine plus rationnelle que la concurrence « chaotique » ferait complètement défaut. Mais la mesure dans laquelle ceci serait vrai dépendrait évidemment de la mesure où la concurrence serait réintroduite — c'est-à-dire de la question cruciale — cruciale ici sous tous ses aspects, à savoir ce qui doit être l'unité indépendante, l'élément qui achète et qui vend sur le marché. A première vue, il semble y avoir deux types principaux de systèmes de ce genre. Nous pouvons supposer soit qu'il y ait seulement de la concurrence entre les industries, chaque industrie étant représentée pour ainsi dire par une seule entreprise, soit que dans chaque industrie, il y ait de nombreuses firmes indépendantes en concurrence entre elles. C'est seulement sous cette dernière forme que cette proposition élude réellement la plupart des objections faites au planisme en tant que tel et soulève des problèmes particuliers. Ces problèmes sont d'une nature extrêmement intéressante. Dans leur forme seule, ils soulèvent la question de la raison de la propriété privée dans son aspect le plus général et le plus fondamental. La question est donc non pas de savoir si tous les problèmes de distribution et de production peuvent être rationnellement réso-

lus par une autorité centrale mais si les décisions et la responsabilité peuvent être laissées avec chances de succès à des individus concurrents non propriétaires ou qui sont intéressés d'une autre façon aux moyens de production dont ils ont la charge. Y a-t-il aucune raison décisive pour que la responsabilité de l'emploi d'une partie quelconque de l'équipement productif existant soit toujours associée avec un intérêt personnel dans les profits et pertes réalisés, ou bien s'agirait-il seulement de savoir si les directeurs individuels qui sont délégués par la communauté dans l'exercice de ses droits de propriété dans le plan en question, ont servi les fins communes de façon loyale et en utilisant au mieux leurs capacités ?

6. *Un monde de monopoles concurrents.*

Nous pourrions mieux étudier cette question lorsque nous en viendrons à considérer le détail des plans. Avant que nous puissions le faire, il est cependant nécessaire de montrer pourquoi, si l'on veut que la concurrence fonctionne de façon satisfaisante, il faut aller jusqu'au bout et non pas s'arrêter à une réintroduction partielle de la concurrence. Le cas que nous avons donc maintenant à considérer est celui d'industries complètement intégrées placées sous une direction centrale, mais concurrençant avec les autres industries pour la clientèle et les facteurs de production. Ce cas dépasse de façon assez sérieuse les problèmes du socialisme qui nous occupent principalement ici, étant donné que c'est en créant de tels monopoles pour les produits particuliers que ceux qui préconisent le planisme dans le cadre du socialisme espèrent « rationaliser » le soi-disant chaos de la libre concurrence. Voilà qui soulève le problème général : est-ce jamais dans l'intérêt général que s'effectue la planification ou la rationalisation des industries privées là où cela n'est possible que par la création d'un monopole ; ou bien, au

contraire ne devons-nous pas supposer que cela mènera à un usage anti-économique des ressources et que ce que l'on croit être des économies est en fait du gaspillage au point de vue social ?

On accepte maintenant à peu près généralement l'argument théorique montrant qu'en régime monopoleur généralisé il n'existe pas de position d'équilibre déterminé et qu'en conséquence, dans un tel système, il n'y a pas de raison de supposer que les ressources seront utilisées de la façon la plus avantageuse. Il n'est peut-être pas inutile de faire commencer l'étude de sa portée pratique par une citation de l'ouvrage du grand savant qui a l'initiative presque entière de son élaboration.

« On a proposé comme idéal économique (écrit feu F. Y. Edgeworth) (1) que chaque branche du commerce ou de l'industrie soit transformée en organisme indépendant. Le tableau présente certains attraits. Il n'est pas non plus à première vue antipathique au point de vue moral : si tout était transformé en monopoles, il ne saurait en effet y avoir de victimes des monopoles. Mais un examen attentif révélerait une incidence très préjudiciable à l'industrie — l'instabilité dans la valeur de ces articles dont la demande est influencée par la valeur des autres produits, catégorie probablement très vaste.

« Parmi ceux qui souffriraient du nouveau régime, se trouverait une classe qui intéresse particulièrement les lecteurs de cette revue, à savoir les économistes abstraits, qui se verraient privés de leur occupation : la recherche des conditions déterminantes de la valeur. Seule survivrait l'école empirique, florissante au milieu du chaos qui convient à son état d'esprit. »

Le seul fait que les économistes abstraits se verraient privés de leur emploi ne serait probablement qu'un sujet de réjouissance pour la plupart des défenseurs du planisme, si ce n'était, qu'en même temps, l'ordre qu'ils étudient ne

(1) Cf. *Collected Papers*, vol. 1, p. 138.

cesserait lui aussi d'exister. L'instabilité des valeurs, dont parle Edgeworth, ou l'indétermination de l'équilibre, ainsi que ce phénomène peut être également décrit en termes plus généraux, n'est en aucune façon une possibilité ne pouvant troubler que les économistes théoriques. Il signifie en effet que dans un tel système, il n'y aurait aucune tendance à employer les facteurs disponibles de la façon la plus avantageuse, à les combiner dans chaque industrie de façon que le rôle de chaque facteur ne soit moindre — autant qu'on puisse l'apprécier — à celui qu'il aurait joué si on l'avait appliqué ailleurs. La tendance actuellement dominante consisterait à ajuster le rendement de telle façon que l'on obtienne non pas le plus grand rendement de chaque catégorie de ressources disponibles, mais que la différence entre la valeur des facteurs pouvant être employés ailleurs et la valeur du produit soit portée à son maximum. Cette concentration sur les profits maximum des monopoles plutôt que sur le meilleur usage des facteurs disponibles résulte nécessairement du fait que l'on fait du droit de produire un article, un « facteur rare de production ». Dans un monde composé de semblables monopoles, cela pourrait ne pas avoir pour effet de réduire partout la production dans le sens que certains facteurs resteraient inemployés, mais il en résulterait certainement une réduction du rendement par l'établissement d'une répartition anti-économique des facteurs entre les industries. Ceci demeurera vrai, même si l'instabilité redoutée par Edgeworth se révélait d'un ordre secondaire. L'équilibre auquel on aurait abouti serait un équilibre dans lequel le maximum n'aurait été atteint que pour un seul facteur : la possibilité d'exploiter les consommateurs.

7. Les « économies » de la rationalisation.

Ceci n'est pas le seul désavantage de la réorganisation générale de l'industrie sur des principes monopoleurs. Les

soi-disant économies que l'on prétend pouvoir réaliser si l'économie était « réorganisée » sur la base de monopoles se révèlent à l'examen plus précis n'être que gaspillage pur. Dans pratiquement tous les cas où l'on préconise actuellement la planification des industries privées, on cherche à étudier les effets du progrès technique (1). On prétend parfois que l'introduction souhaitable d'une innovation technique est rendue impossible par la concurrence. En d'autres occasions, on objecte contre la concurrence qu'elle provoque du gaspillage en forçant à l'adoption de nouvelles machines, etc..., alors que les producteurs préféreraient continuer à employer les vieilles. Mais dans les deux cas, ainsi qu'on peut facilement le démontrer, le planisme qui cherche à éviter ce qui se passerait en régime de concurrence aboutit à un gaspillage social.

Une fois qu'un équipement productif quelconque est déjà en pratique, il est souhaitable qu'on l'emploie aussi longtemps que le coût de son emploi (le « coût primitif ») reste inférieur au coût total nécessité par la production du même service par des moyens différents. Si son existence empêche l'introduction d'un équipement plus moderne, cela signifie que les ressources qui sont nécessaires pour produire le même article par des méthodes plus modernes peut être employé avec de plus grands avantages dans une autre entreprise. Si des usines anciennes et d'autres plus modernes existent côte à côte, et que les firmes plus modernes soient menacées par la concurrence des anciens ateliers « qui les égorgent », cela peut signifier deux choses : ou bien la nouvelle méthode n'est pas la meilleure, c'est-à-dire que son introduction a été basée sur une erreur de calcul et n'aurait jamais dû être faite. Dans ce cas où le coût de fabrication suivant la nouvelle méthode est effectivement plus élevé que suivant l'ancienne, le remède consiste bien entendu

(1) Sur ces problèmes, cf. A. C. PIGOU, *Economics of Welfare*, 4^e éd., 1932, p. 188 et F. A. HAYEK, *The trend of Economic thinking*, « *Economica* », mai 1933, p. 132.

en la fermeture de la nouvelle usine, même si celle-ci est « techniquement » supérieure. Ou bien — et ceci est le cas le plus fréquent — la situation sera telle qu'alors que le coût de fabrication suivant la nouvelle méthode est moins élevé que suivant l'ancienne, il n'est toutefois pas suffisamment bas pour laisser, à un prix couvrant le coût de fabrication de l'ancienne firme, une marge suffisante pour payer les intérêts et l'amortissement de la nouvelle usine. Dans ce cas, il y a également eu une erreur de calcul. On n'aurait jamais dû construire la nouvelle usine. Mais maintenant qu'elle existe, la seule façon qui permette au public de retirer au moins quelque bénéfice du capital mal employé, c'est de laisser les prix tomber au niveau de la concurrence et d'annuler une part du capital de la nouvelle firme. Maintenir artificiellement la valeur de la nouvelle entreprise en fermant obligatoirement l'ancienne, cela signifierait simplement grever le consommateur au profit du possesseur des nouvelles usines sans bénéfice compensatoire sous forme d'une production accrue ou améliorée.

Tout ceci est encore plus clair dans le cas fréquent où la nouvelle usine est réellement supérieure dans le sens que si elle n'avait déjà été bâtie, il serait avantageux de la bâtir maintenant, mais où les firmes qui les utilisent se trouvent aux prises avec des difficultés financières parce qu'elles ont été construites dans une ère d'inflation des valeurs et se trouvent en conséquence chargées d'une dette excessive. Des exemples de ce genre, où les firmes techniquement les plus efficaces se trouvent en même temps être les moins saines financièrement, ne sont paraît-il pas rares dans certaines industries anglaises. Mais ici encore, toute tentative en vue de maintenir la valeur du capital en supprimant la concurrence des firmes moins modernes, peut seulement avoir pour effet de permettre aux producteurs de maintenir les prix à un niveau supérieur à celui qu'ils devraient avoir, et cela uniquement dans l'intérêt des obligataires. Le procédé équitable, au point de vue social,

consisterait à réduire le capital enflé à un niveau plus approprié : la concurrence éventuelle des entreprises moins modernes a ainsi l'heureux effet de faire baisser les prix à un niveau approprié au coût actuel de la production. Les capitalistes qui ont placé leur argent au mauvais moment peuvent ne pas aimer cette solution, mais elle est évidemment dans l'intérêt de la société.

Les effets du planisme en vue de préserver la valeur des capitaux sont peut-être encore plus nuisibles lorsqu'ils revêtent la forme d'un retard dans l'introduction des nouvelles inventions. Si nous faisons abstraction, ainsi d'ailleurs que nous sommes probablement autorisés à le faire, du cas où il y a des raisons de supposer que les autorités planistes possèdent une plus grande clairvoyance et sont mieux qualifiées pour juger de la probabilité du progrès technique futur que l'entrepreneur particulier, on doit bien comprendre que toute tentative dans ce sens au lieu d'éliminer le gaspillage est en fait une source de gaspillage. Une fois admise une prévoyance normale chez l'entrepreneur, une nouvelle invention ne sera introduite que si elle rend possible soit de fournir les mêmes services que ceux qui étaient fournis précédemment avec une moindre dépense des ressources courantes (c'est-à-dire avec un moindre sacrifice des autres usages possibles de ces ressources), soit d'offrir de meilleurs services, à un coût qui n'est pas proportionnellement plus grand. La chute de la valeur des capitaux des instruments existants qui s'ensuivra nécessairement ne constitue en aucune façon une perte pour la société. Si on peut les utiliser à d'autres fins, une chute de leur valeur dans leur usage actuel au-dessous du niveau qu'ils atteindraient ailleurs est une indication nette de la nécessité de leur transfert. Et s'ils n'ont pas d'autre emploi que leur emploi actuel, leur valeur antérieure ne présente que l'intérêt d'indiquer la mesure dans laquelle le prix de revient de la production doit être abaissé par la nouvelle invention avant qu'il ne devienne rationnel de les abandonner entiè-

rement. Les seules personnes intéressées dans le maintien de la valeur des capitaux déjà investis sont ses propriétaires. Mais la seule manière de la maintenir, dans ces conditions, consiste à refuser aux autres membres de la société les avantages de la nouvelle invention.

8. *Le critère du coût marginal.*

On objectera probablement que ces critiques peuvent être vraies des monopoles capitalistes tendant aux profits maximum, mais qu'elles ne le seraient certainement pas des industries intégrées dans un État socialiste dont les directeurs auraient l'ordre d'établir des prix couvrant juste les coûts de la production. Et il est exact que notre dernier paragraphe a été essentiellement une digression sur le problème de la planification en régime capitaliste. Mais cela nous a permis non seulement d'examiner certains des avantages supposés qui sont communément associés à toute forme de planisme, mais aussi d'indiquer certains problèmes qui accompagneront nécessairement la planification en régime socialiste. Nous retrouverons encore ces problèmes un peu plus tard. Pour le moment toutefois, nous devons une fois de plus concentrer notre attention sur le cas où les industries monopolisées sont dirigées non pas de façon à faire les plus grands bénéfices, mais où l'on cherche à les faire fonctionner comme si la concurrence existait. Des ordres leur intimant de tendre à des prix qui couvrent juste leur coût (marginal) offrent-ils réellement un critère d'action bien net ?

C'est sous ce rapport qu'il semble qu'une préoccupation presque excessive à l'égard des conditions d'un hypothétique état d'équilibre stationnaire ait mené la plupart des économistes modernes, et spécialement ceux qui proposent cette solution particulière, à attribuer à la notion des prix de revient en général une précision beaucoup plus grande

et beaucoup plus nettement définie qu'on n'en peut attacher à tout phénomène de coût dans la vie réelle. Dans des conditions générales de concurrence, le terme coût de production a en réalité une signification très précise. Mais dès que nous quittons le domaine de la large concurrence et un état stationnaire et que nous considérons un monde où la plupart des moyens de production existants sont le produit de processus particuliers qui ne se reproduiront probablement jamais ; un monde où, par suite des changements incessants, la valeur de la plupart et des plus durables instruments de production a peu ou pas de rapports avec les coûts nécessités par leur production mais dépend seulement des services que l'on attend d'eux dans l'avenir, la question de la nature exacte des coûts de production d'un produit donné est une question à laquelle on ne peut répondre définitivement en se basant sur un processus qui a lieu à l'intérieur de la firme ou de l'industrie individuelle. C'est une question à laquelle on ne peut répondre sans poser d'abord quelques hypothèses concernant les prix des produits de l'usine dont les mêmes instruments seront employés. Une grande partie de ce que l'on appelle habituellement coût de production n'est pas réellement un élément de prix de revient, donné indépendamment du produit, mais une sorte de rente, ou un pourcentage de dépréciation qui doit être attribué sur la valeur capitalisée de rentes attendues, et qui dépend par conséquent des prix que l'on s'attend à voir pratiquer.

Pour chaque firme isolée dans une industrie concurrente, ces quasi-rentes bien que dépendant des prix, ne sont pas moins que le véritable coût des guides sûrs et indispensables pour la détermination du volume approprié de la production. Au contraire, ce n'est que de cette façon que certains des autres résultats affectés par la décision peuvent être pris en considération. Prenons le cas d'un instrument unique de production qui ne sera jamais remplacé, qui ne peut être employé hors de l'industrie monopolisée, et qui

par conséquent n'a pas de prix sur le marché. Son utilisation ne comporte aucun coût pouvant être déterminé indépendamment du prix de ce qu'il produit. Toutefois, s'il est tant soit peu durable et s'il peut être utilisé plus ou moins rapidement, son usure et sa dépréciation doivent être considérées comme un coût véritable si l'on veut déterminer rationnellement le volume approprié de la production à chaque moment. Et ceci n'est pas seulement vrai parce que ses services possibles dans l'avenir doivent être comparés avec les résultats d'un usage plus intensif dans le présent, mais aussi parce que, tant qu'il existe, il épargne les services d'un autre facteur dont on aurait besoin pour le remplacer, facteur qui, pendant ce temps, peut être employé à d'autres fins. La valeur des services de cet instrument est déterminée ici par les sacrifices impliqués par la seconde manière de produire efficacement le même produit. Et ces services doivent en conséquence être économisés parce que d'autres satisfactions des besoins dépendent d'eux d'une manière indirecte. Mais leur valeur ne peut être déterminée que si on permet à la concurrence réelle ou éventuelle des autres méthodes possibles de production des mêmes biens d'influencer les prix.

Le problème qui se pose ici est bien connu du domaine de la réglementation de l'utilité publique. Comment en l'absence de la concurrence réelle, les effets de la concurrence peuvent-ils être simulés et les organismes monopoleurs admis à établir des prix équivalents aux prix de concurrence, voilà un problème qui a été largement discuté sous ce rapport. Mais toutes les tentatives vers une solution ont échoué, et, comme l'a récemment démontré M. R. F. Fowler (1), elles étaient vouées à échouer parce qu'on a exagérément considéré une entreprise fixe et que les éléments de prix de revient les plus importants, intérêts et dépréciation à l'intérieur de cette entreprise, ne peuvent être déterminés qu'après que l'on connaît le prix du bien produit.

(1) R. F. FOWLER, *The Depreciation of Capital, Analytically Considered*, London, 1934, pp. 74 sqq.

On peut encore objecter qu'il s'agit là d'une considération pouvant jouer dans une société capitaliste, mais que, comme, même dans une société capitaliste, les coûts fixes sont négligés en déterminant le volume immédiat de la production, ils peuvent aussi — et avec beaucoup plus de raison pour le faire — être négligés dans une société socialiste. Mais il n'en est rien. Si l'on cherche à établir une distribution rationnelle des ressources, et en particulier si les décisions dans ce domaine doivent être laissées aux directeurs des industries privées, il est certainement nécessaire de prévoir le remplacement du capital au moyen du développement brut de l'industrie ; il sera également nécessaire que les revenus du capital investi soient au moins aussi élevés qu'ils le seraient ailleurs. Et ce serait une erreur, en régime socialiste comme en régime capitaliste, de déterminer la valeur du capital qui doit ainsi être récupéré sur des données historiques telles que le coût antérieur de la production des instruments considérés. La valeur de tout instrument particulier, et par conséquent la valeur de ses services qui doivent être comptés comme coût, doit être déterminée en considération des avantages attendus, en tenant compte de tous les autres procédés grâce auxquels les mêmes résultats pourraient être obtenus et de toutes les autres utilisations auxquelles on pourrait les réserver. Toutes les questions de désuétude dues au progrès technique ou au changement dans les besoins, que nous avons étudiées dans la section précédente, doivent entrer ici dans le problème. Donner à un monopoleur le droit de fixer un prix qui existerait en régime de concurrence, ou un prix égal au prix de revient nécessaire, est impossible, parce que le prix de concurrence ou le prix de revient nécessaire ne peuvent être connus que s'il y a effectivement concurrence. Ceci ne signifie pas que le directeur de l'industrie monopolisée en régime socialiste va continuer, contre les instructions qu'il reçoit, de réaliser des profits monopoleurs. Mais cela ne signifie pas non plus que parce qu'il n'y a pas moyen d'éprouver les avantages économiques

d'une méthode de production comparativement à une autre, les profits monopoleurs devront être remplacés par un gaspillage anti-économique.

Il y a aussi la question ultérieure consistant à savoir si, dans des conditions dynamiques, le profit ne remplit pas une fonction nécessaire, ou s'il ne constitue pas la force principale d'équilibre qui permet l'adaptation à tout changement. Il est hors de doute que lorsqu'il existe de la concurrence à l'intérieur de l'industrie, la question de savoir s'il est bon de créer une nouvelle firme ou non peut seulement être tranchée sur la base des profits réalisés par les industries déjà existantes. Du moins, dans le cas de la concurrence plus complète qu'il nous reste encore à étudier, les profits en tant qu'encouragement aux changements ne peuvent être négligés. Mais on peut concevoir que là où chaque produit est manufacturé par une seule entreprise celle-ci adaptera le volume de son rendement à la demande sans varier le prix du produit, excepté dans la mesure où varient les coûts. Mais comment choisira-t-on alors celui qui pourra obtenir les produits avant que l'approvisionnement n'ait rattrapé l'accroissement de la demande ? Et, chose encore plus importante, comment l'usine décidera-t-elle si elle est autorisée à comprendre le coût initial du transfert des facteurs additionnels sur les lieux de la production ? Une grande partie des coûts du mouvement causé par le transfert de la main-d'œuvre et des autres facteurs de production a la nature d'un investissement de capital exceptionnel qui n'est justifié que si des intérêts, aux taux du marché, peuvent être gagnés de façon permanente sur les sommes considérées. Un facteur des plus essentiels dans de tels calculs est certainement constitué par l'intérêt des investissements non perceptibles nécessités par l'établissement d'une usine ou son expansion (les « pots-de-vin » qui ne sont pas seulement question de popularité auprès des acheteurs, mais également, une condition d'obtention de tous les facteurs nécessaires rassemblés au bon endroit). Mais une fois ces investissements faits, on ne sau-

rait en aucune façon les considérer comme des coûts mais au contraire il se révéleront comme des profits montrant que l'investissement original était justifié.

Ces difficultés ne sont certes pas les seules qui surgissent de l'idée d'une organisation de la production sur des bases de monopoles d'État. Nous n'avons rien dit des problèmes de la délimitation des industries individuelles, du problème de l'organisation d'une firme fournissant l'équipement requis dans de nombreuses branches de la production, ni du critère au moyen duquel on jugerait du succès ou de l'insuccès des directeurs. Une « industrie » devra-t-elle comprendre tous les processus qui aboutissent à un seul produit terminal ou devra-t-elle comprendre toutes les usines qui fabriquent le même produit immédiat, quelle que soit la transformation ultérieure à laquelle on le destine ? Dans chaque cas, la décision impliquera également le choix des méthodes de production qui devront être adoptées. Chaque industrie devra-t-elle produire ses propres instruments ou bien devra-t-elle les acheter à une autre industrie qui les produit sur une large échelle ? Voilà qui affectera largement la question de savoir s'il est avantageux d'utiliser ou non tel instrument particulier. Mais ces problèmes, et d'autres très identiques, devront être étudiés de façon assez détaillée lorsque nous aborderons les propositions en vue de réintroduire la concurrence dans une forme beaucoup plus complète. Ce qui a été dit ici semble toutefois suffisant pour montrer que si l'on veut maintenir la concurrence dans un État socialiste de façon à résoudre le problème économique, cela n'aiderait pas réellement à trouver une solution satisfaisante si l'on se contente de faire les choses à moitié. C'est seulement si la concurrence existe non seulement *entre* les différentes industries, mais aussi à l'intérieur de ces industries, que nous pouvons nous attendre à la voir atteindre son but. C'est à l'examen d'un système plus complètement concurrentiel que nous devons maintenant nous appliquer.

9. *Possibilité d'une concurrence réelle en régime socialiste.*

A première vue, il n'apparaît pas évident pourquoi un tel système socialiste admettant la concurrence aussi bien à l'intérieur des industries qu'entre elles ne fonctionnerait pas aussi bien ou aussi mal qu'un système compétitif capitaliste. Toutes les difficultés que l'on peut s'attendre à voir surgir semblent vraisemblablement être seulement de cette nature psychologique ou morale dont on ne peut dire grand' chose de précis. Et il est vrai que les problèmes soulevés par l'application de ce système sont d'une nature quelque peu différente de ceux qui sont soulevés par un système planiste, bien qu'à l'examen, ils se révèlent moins différents qu'à première vue.

La question cruciale, dans ce cas, est la suivante : que sera l'unité indépendante d'entreprise ? Qui en sera le directeur ? Quelles ressources devront-elles lui être confiées et comment appréciera-t-on son succès ou son insuccès ? Comme nous le verrons, il ne s'agit nullement là de problèmes secondaires d'administration, de questions de personnel telles qu'il faut aujourd'hui en résoudre dans toute vaste entreprise, mais de problèmes majeurs, dont la solution affectera la structure de l'industrie à peu près autant que les décisions de l'autorité planiste.

Pour commencer, il est évident que la nécessité d'une autorité économique centrale ne se fera guère moins sentir. Il est clair également que cette autorité devra être à peu près aussi puissante que dans un système planiste. Si la communauté possède toutes les ressources matérielles de la production, quelqu'un devra exercer le droit de propriété pour elle, du moins dans la mesure où il s'agit de la distribution et du contrôle de l'emploi de ces ressources. Il est impossible de considérer cette autorité centrale simplement comme une sorte de super-banque qui prête les fonds disponibles au plus offrant. Il lui faudrait prêter à des personnes

qui ne posséderaient rien. Il lui faudrait par conséquent porter tout le risque et elle n'aurait aucune possibilité d'exiger une certaine somme d'argent comme le fait une banque. Elle aurait simplement des droits de propriété sur toutes les ressources réelles. Ses décisions ne pourraient non plus se limiter à la redistribution du capital libre sous forme d'argent et peut-être de terres. Elle devrait également décider si une entreprise particulière ou telle pièce mécanique devrait être laissée à l'entrepreneur qui l'a employée dans le passé, comme il l'entendait, ou s'il faudrait les remettre à un autre employeur qui en promet un rendement supérieur.

En imaginant un système de ce genre, il est extrêmement charitable de supposer que la distribution initiale des ressources entre les firmes individuelles se fera sur la base de la structure historiquement donnée de l'industrie et que la sélection des directeurs se fera sur la base de quelque épreuve d'efficience et de l'expérience passée. Si l'organisation existante de l'industrie n'était pas acceptée, elle ne pourrait être améliorée ou rationnellement modifiée que sur la base d'un planisme central très vaste, et ceci nous ramènerait aux systèmes que le système concurrentiel tend à remplacer. Mais l'acceptation de l'organisation existante ne résoudrait les difficultés que temporairement. Chaque modification dans les circonstances nécessiterait des changements dans cette organisation et dans un laps de temps relativement court, l'autorité centrale devrait effectuer une réorganisation complète.

Sur quels principes agirait-elle ?

Il est clair que dans une telle société, les changements seront aussi fréquents qu'en régime capitaliste. Ils seront également tout aussi imprévisibles. Toute action devra être basée sur l'anticipation des événements futurs et ce que l'on peut attendre des entrepreneurs différera naturellement. Le choix de la personne à qui confier un certain montant de ressources devra être fait sur la base de promesses individuelles d'un rendement futur. Ou plutôt, il devra être fait

en estimant qu'un certain rendement doit être attendu avec un certain degré de probabilité. Il n'y aura, bien entendu, aucune épreuve objective de l'ampleur du risque. Mais qui alors décidera si le risque vaut la peine d'être pris ? L'autorité centrale n'aura d'autre base, pour décider, que les résultats précédemment obtenus par l'entrepreneur. Mais comment fera-t-on pour décider si les risques qu'il a courus dans le passé étaient justifiés ? Et son attitude à l'égard d'entreprises comportant un risque sera-t-elle la même que s'il risquait sa propre propriété ?

Considérons d'abord la question de la façon d'apprécier son succès ou son insuccès. La première question qui se posera sera de savoir s'il a réussi à maintenir la valeur des ressources qui lui étaient confiées. Mais le meilleur chef d'entreprise fera occasionnellement des pertes, et même des pertes très importantes. Doit-il être blâmé parce que son capital s'est démodé à cause d'une invention ou d'un changement dans la demande ? Comment décidera-t-on s'il pouvait prendre un certain risque ? L'homme qui ne fait jamais de perte parce qu'il ne prend jamais de risques est-il nécessairement l'homme qui agit au mieux des intérêts de la communauté ? Il y aura certainement une tendance à préférer l'entreprise prudente à l'entreprise aventureuse.

Mais les entreprises périlleuses et même purement spéculatives n'auront pas moins d'importance ici qu'en régime capitaliste. La spécialisation des spéculateurs professionnels sur marchandises dans les entreprises comportant un risque sera une forme de la division du travail aussi souhaitable qu'elle l'est de nos jours. Mais comment fixera-t-on la quantité de capital du spéculateur et sa rémunération ? Combien de temps supportera-t-on qu'un entrepreneur jadis heureux accumule les échecs ? Si la sanction de ces échecs est la perte de la situation d' « entrepreneur », ne sera-t-il pas presque inévitable que le risque éventuel des mécomptes paralyse les entrepreneurs à un point tel que la chance des plus grands

profits en soit annulée ? En régime capitaliste la perte du capital peut signifier également la perte de l'état de capitaliste. Mais contre cette menace se dresse toujours l'attraction d'un gain possible. En régime socialiste, cette contrepartie ne saurait exister. On peut même concevoir que la répulsion générale à entreprendre une affaire tant soit peu risquée peut ramener le taux de l'intérêt à presque zéro. Mais cela constituerait-il un avantage pour la société ? Même si ne n'était dû qu'à la saturation de tous les débouchés absolument sûrs offerts aux investissements, le prix en serait le sacrifice de toute mise en pratique des méthodes nouvelles et inexpérimentées. Même si le progrès est inévitablement associé à ce que l'on a coutume d'appeler gaspillage, cela ne vaut-il pas la peine de subir ce gaspillage si en fin de compte les gains dépassent les pertes ?

Mais, revenons au problème de la distribution et du contrôle des ressources : il reste la question très sérieuse de savoir comment décider, dans un délai court, si une entreprise en fonctionnement fait le meilleur usage possible de ses ressources. Même la question de ses pertes ou bénéfices ne dépend que de l'estimation du rendement futur pouvant être attendu de son équipement. Ses résultats ne peuvent être déterminés que si une valeur définie peut être attribuée à l'usine existante. Comment prendre une décision si un autre entrepreneur promet un rendement supérieur de l'usine (ou même d'une seule machine) que celui sur lequel l'exploitant actuel base son estimation ? L'usine ou la machine vont-elles lui être retirées et données à l'autre homme sur la foi de sa simple promesse ? Ceci ne peut être qu'un cas extrême, et cependant il ne fait qu'illustrer le va-et-vient constant de ressources entre les firmes qui s'effectue en régime capitaliste et qui présenterait également des avantages dans une société socialiste. Dans une société capitaliste, le transfert des capitaux de l'entrepreneur le moins heureux à l'entrepreneur le plus efficient s'effectue lorsque le premier fait des pertes et le second des bénéfices. La ques-

tion consistant à savoir qui peut être désigné pour courir des risques et quels capitaux peuvent lui être confiés est ici décidée par l'homme qui a réussi à acquérir et à conserver ces capitaux. Dans l'État socialiste, la question sera-t-elle tranchée sur les mêmes principes ? Le directeur d'une entreprise sera-t-il libre de réinvestir les profits là et chaque fois qu'il estime que cela en vaut la peine ? Pour l'instant, il comparera le risque découlant d'une expansion ultérieure de son entreprise actuelle avec le revenu qu'il se garantirait en investissant ailleurs ou en consommant ses capitaux. La considération des autres avantages que la société pourrait obtenir du capital aura-t-elle le même poids dans cette estimation du risque et du profit que son propre gain ou son propre sacrifice ?

La décision concernant le montant du capital qui peut être confié à un entrepreneur particulier et la décision subséquente qui concerne l'importance d'une firme individuelle placée sous un même et unique contrôle, sont dans leurs effets des décisions portant sur la combinaison la plus appropriée des ressources (1). Il restera à l'autorité centrale de décider si une usine située à tel endroit doit s'agrandir plutôt que telle autre située ailleurs. Tout ceci implique de la part de l'autorité centrale une planification aussi détaillée que si cette autorité exploitait effectivement l'entreprise. Et en même temps que, selon toute probabilité, l'entrepreneur particulier se verrait accorder des fonds par contrat pour la direction de l'entreprise dirigée par lui, tout nouvel investissement devrait nécessairement être dirigé par le centre. Cette division dans la disposition des ressources aurait simplement pour effet que ni l'entrepreneur, ni l'autorité centrale ne seraient en réalité en position d'établir un plan, et qu'il serait impossible d'estimer les responsabilités

(1) Pour une étude plus détaillée de la façon dont l'importance d'une firme est déterminée en régime de concurrence et de ses répercussions sur l'efficacité des différentes méthodes de production et le coût des produits voir E. A. G. ROBINSON, *The Structure of Competitive Industry* (Cambridge, Economic Handbooks, vol. VII), London, 1931.

des erreurs commises. Supposer qu'il est possible de créer des conditions de pleine concurrence, sans obliger ceux qui ont la responsabilité des décisions à répondre de leurs erreurs, voilà qui semble être du domaine de l'illusion pure. Ce sera tout au plus un système de quasi-concurrence où la personne réellement responsable ne sera pas l'entrepreneur mais le fonctionnaire qui approuve ses décisions et où, par conséquent, on verra surgir sur le chapitre de la liberté de l'initiative et de l'estimation des responsabilités toutes les difficultés habituellement associées à la bureaucratie (1).

10. *Signification générale de la théorie socialiste du recours à « la solution de la concurrence ».*

Sans prétendre apporter une solution définitive à l'étude du système de pseudo-concurrence, nous pouvons tout au moins prétendre avoir montré que pour mener à bien son application on crée des obstacles considérables et que les nombreuses difficultés soulevées devront être surmontées avant que nous puissions croire que ses résultats ne feront même qu'approcher ceux de la concurrence basée sur la propriété privée des moyens de production. Il faut dire que dans l'état actuel, même en considérant leur caractère très provisoire et hésitant, ces propositions semblent plutôt plus que moins praticables que les propositions socialistes plus anciennes en vue de créer une économie planifiée centralement. Il est vrai, et même encore plus vrai que dans le cas du planisme pur, que toutes les difficultés qui ont été soulevées sont dues « *uniquement* » aux imperfections de l'esprit humain. Mais si ceci ne permet pas de dire que ces propositions sont impossibles dans aucun sens absolu, il n'en reste pas moins vrai que ces obstacles très sérieux à l'obtention

(1) Pour une étude plus approfondie et tout à fait définitive de ces problèmes, voir les ouvrages de M. R. G. HAWTREY et GERHARDT cités dans l'appendice B.

de la fin désirée existent, et qu'il semble bien par contre qu'il n'existe pas de moyens d'en venir à bout.

Au lieu de discuter plus longtemps en détail les difficultés que soulèvent ces propositions, il est peut-être plus intéressant de considérer les conclusions qui en découlent : à savoir que tant de jeunes socialistes qui ont sérieusement étudié les problèmes économiques impliqués par le socialisme ont abandonné la croyance en une économie planifiée centralement et reporté toute leur foi sur l'espoir que la concurrence pourrait être maintenue même si la propriété privée était abolie. Supposons pour l'instant qu'il soit possible par ce moyen d'approcher de très près des résultats qu'un système compétitif basé sur la propriété privée obtient. Réalise-t-on complètement combien d'espérances communément associées au système socialiste sont déjà abandonnées lorsqu'on propose de substituer à un système planifié centralement, et considéré jadis comme hautement supérieur à tout système compétitif, une imitation plus ou moins heureuse de la concurrence ? Et quels seront les avantages qui resteront pour compenser la perte d'efficacité qui, si nous tenons compte de nos premières objections, résultera inévitablement du fait que, sans la propriété privée, la concurrence sera nécessairement quelque peu réduite et qu'en conséquence certaines des décisions devront nécessairement être laissées à la décision arbitraire d'une autorité centrale ?

Les illusions qu'il faut abandonner en même temps que l'idée d'un système planiste central sont en réalité bien considérables. L'espoir que le système planifié permettrait une productivité abondamment supérieure à celle de la compétition chaotique a dû laisser place à l'espoir que le système socialiste puisse presque égaliser le système capitaliste dans ce domaine. L'espoir que la distribution des revenus puisse être rendue entièrement indépendante du prix des services rendus et basée exclusivement sur des considérations de justice, dans le sens d'une distribution plus égalitaire, a dû être remplacé par l'espoir d'employer

une partie des revenus produits par les facteurs matériels de la production à l'accroissement des revenus produits par la main-d'œuvre. L'abolition du « système des salaires » attendue s'est révélée sans fondement. De même, l'espoir que les directeurs de l'industrie socialisée agissent sur des principes entièrement différents du capitaliste recherchant le profit. Et bien qu'on n'ait pas eu l'occasion d'étudier ce point en détail, on peut dire la même chose de l'espoir suivant lequel un tel système socialiste éviterait les crises et le chômage. Un système planifié centralement, bien qu'il ne puisse permettre d'éviter de commettre des erreurs encore plus sérieuses du genre de celles qui aboutissent aux crises en régime capitaliste, aurait au moins l'avantage de rendre possible un égal partage des pertes entre tous ses membres. Il présenterait une supériorité, par le fait qu'il serait possible de réduire les salaires par décret lorsque l'on en découvrirait la nécessité pour remédier aux erreurs. Mais il n'y a aucune raison pour qu'un système concurrentiel socialiste se trouve placé dans de meilleures conditions que le capitalisme pour éviter les crises et le chômage. Une politique monétaire intelligente permettrait peut-être dans les deux cas de réduire leur rigueur, mais dans ce domaine, il n'existe pas de possibilités en régime socialiste compétitif qui n'existât pas également en régime capitaliste.

Par contre, il existe incontestablement l'avantage de la possibilité d'améliorer la position relative de la classe laborieuse en lui donnant une part dans les revenus de la terre et du capital. Et ceci, après tout, est le but essentiel du socialisme. Mais le fait qu'il sera possible d'élever leur position relative par rapport à leur situation en régime capitaliste ne signifie pas que leurs revenus absolus soient augmentés ou même qu'ils conserveront leur niveau antérieur. Ce qui se passera, dans ce domaine, dépend entièrement de la mesure dans laquelle la productivité générale sera réduite. Il faut encore noter ici que les considérations générales de l'espèce de celles que l'on peut tirer d'un essai de courte

durée ne mènent à aucune conclusion décisive. C'est seulement par l'application intensive de l'analyse, sur ces bases, au phénomène du monde réel qu'il est possible d'arriver à une estimation approximative de l'importance quantitative des phénomènes que nous avons étudiés ici. Il est naturel que les opinions diffèrent sur ce point. Mais même si l'on pouvait se mettre d'accord sur les effets produits par n'importe lequel des systèmes proposés sur le revenu national, il y aurait encore la question consistant à savoir si une réduction quelconque, soit dans son importance actuelle, soit dans le taux futur de son développement, ne représente pas un prix trop élevé pour atteindre un idéal purement moral tel que la plus grande égalité des revenus. Sur ce point évidemment, le raisonnement scientifique doit céder le pas aux convictions personnelles.

Mais, du moins, les décisions ne peuvent être prises avant que l'on ne connaisse les alternatives, avant que l'on ne réalise approximativement quel sera le prix qui devra être payé. Qu'il y ait encore si peu de clarté sur ce point, qu'il soit encore possible de nier qu'il est impossible d'obtenir ce qu'il y a de mieux dans les deux régimes, voilà qui est dû principalement au fait que la plupart des socialistes ont une faible idée de ce que sera dans la pratique le système qu'ils préconisent, s'il sera un système planifié ou compétitif. C'est à présent l'un des aspects dominants de la tactique des socialistes contemporains de laisser ce point dans l'ombre, et, alors qu'ils réclament tous les avantages que l'on avait l'habitude d'associer à l'idée d'un planisme central, ils se réfèrent à la concurrence lorsqu'on leur demande comment il résoudreont une difficulté particulière. Mais personne n'a encore démontré comment le planisme et la concurrence peuvent être rationnellement combinés. Et tant que ceci n'est pas fait, on est certainement autorisé à déclarer que ces deux alternatives demeurent absolument séparées : et quiconque préconise le socialisme doit choisir l'une ou l'autre et ensuite démontrer comment il se propose de

venir à bout des difficultés inhérentes au système qu'il a choisi.

11. *Conclusion.*

Nous ne prétendons pas que les conclusions auxquelles nous sommes arrivés ici dans l'examen des diverses constructions socialistes aient nécessairement un caractère définitif. Une chose, toutefois, semble émerger des discussions des dernières années avec une force irrécusable : c'est qu'aujourd'hui, nous ne sommes pas équipés intellectuellement pour améliorer le fonctionnement de notre système économique par le planisme ou pour résoudre le problème de la production socialiste autrement qu'en entravant considérablement la production. Ce qui manque, ce n'est pas l'expérience, mais la maîtrise intellectuelle d'un problème que nous n'avons jusqu'à présent appris qu'à formuler sans lui trouver de réponse. Personne ne voudrait exclure une possibilité quelconque de trouver une solution. Du moins devons-nous admettre comme possible que durant les cinquante dernières années, la pensée s'est égarée sur de fausses routes, attirée par une notion qui, à l'examen minutieux, s'est révélée irréalisable. S'il en était ainsi, cela ne prouverait pas qu'il soit désirable de demeurer là où nous nous trouvons avant que cette tendance ne s'instaurât, mais seulement qu'un développement dans une autre direction aurait été plus fructueux. Et il y a en fait quelques raisons de supposer qu'il eût été par exemple plus rationnel de chercher un fonctionnement plus souple de la concurrence plutôt que d'entraver celle-ci si longtemps par toutes ces espèces de tentatives de planisme de telle sorte que n'importe quelle autre solution est devenue préférable aux conditions existantes.

Mais si nos conclusions quant aux mérites de croyances qui sans aucun doute forment l'une des principales forces conductrices de notre temps, sont négatives, nous n'y

voyons certainement aucun motif de satisfaction. Dans un monde adonné au planisme, rien ne serait aussi tragique que cette conclusion prouvant qu'inévitablement la persistance dans ce sens mène à la ruine économique. Même si l'on note déjà quelque réaction intellectuelle, on ne peut guère douter que, durant de nombreuses années le mouvement ne continue dans la direction du planisme. Rien ne pourrait donc mieux atténuer la tristesse absolue avec laquelle l'économiste doit aujourd'hui considérer l'avenir du monde que la possibilité de montrer qu'il existe un moyen pratique de venir à bout de ces difficultés. Même pour ceux qui n'éprouvent aucune sympathie pour les fins ultimes du socialisme, il y aurait de fortes raisons de souhaiter que le monde s'oriente maintenant dans cette direction si elle se révélait possible et si une catastrophe pouvait ainsi être évitée. Mais il faut admettre qu'aujourd'hui, pour parler avec modération, il est absolument improbable que semblable solution puisse être trouvée. Ce n'est pas pour rien que jusqu'à présent les contributions les moins importantes vers cette solution sont venues de la part de ceux qui ont préconisé le planisme. Si une solution devait être trouvée, cela serait dû bien plus aux critiques qui ont du moins montré en quoi consiste le problème, même en désespérant de lui trouver une solution.

APPENDICE A

LE MINISTÈRE DE LA PRODUCTION DANS UN ÉTAT COLLECTIVISTE

par

E. BARONE

(Traduction de M. Th. Génin.)

I. *Portée de cet article.*

1. Si nous considérons la production dans un État collectiviste, nous distinguons deux questions absolument différentes l'une de l'autre. La première de ces questions est la suivante : est-il avantageux pour une partie du capital (1) de devenir propriété collective et pour une partie de la production d'être socialisée ? La deuxième : comment, en régime collectiviste, la production devrait-elle être dirigée ? On peut discuter la première question sans tenir compte de la réponse que l'on donne à la première. Mon but particulier ici est d'étudier la deuxième question, en posant le problème sous une forme aussi précise que possible.

C'est pourquoi mon étude n'est dirigée ni pour ni contre le collectivisme. Je supposerai qu'il est réalisé dans un cer-

(1) Le terme capital est employé ici et dans tout l'article dans le sens large introduit par le professeur Irving Fischer. Il comprend la terre aussi bien que les moyens existants de production. (Ed.)

tain groupe social et je me propose d'établir certaines lignes générales de la solution que le ministère de la Production devrait apporter au vaste problème en présence duquel il se trouve.

Beaucoup s'imaginent qu'ils ont réfuté le collectivisme lorsqu'ils ont montré que certaines de ses propositions, de Marx ou d'autres, contiennent des erreurs et des contradictions. Mais la simple réfutation de ces propositions n'a en fait aucune valeur, parce qu'on peut très bien imaginer un système économique qui sans, tomber dans de telles erreurs, réaliserait l'esprit de la doctrine marxiste. Les absurdités logiques peuvent être éliminées. Mais il est nécessaire d'avoir une idée nette de ce que serait la nature du problème, une fois ces absurdités éliminées. L'objet des pages qui suivent est précisément d'expliquer ce système.

2. Dans cet article, j'emploie les mathématiques pour la simple raison que je ne connais pas d'autre méthode permettant, avec la même précision et la même concision, de formuler certaines questions en termes non équivoques et de donner un exposé précis de certaines propositions... (1).

3. Étant donné que bien des gens, parlant de choses qu'ils ne comprennent pas, montrent qu'ils croient que l'École mathématique et l'École autrichienne sont identiques ; que la première doit par conséquent nécessairement employer certains concepts fondamentaux de la seconde, je propose de démontrer également que pour définir l'équilibre économique — que ce soit en régime de concurrence, de monopole ou en régime collectiviste — il n'est pas nécessaire de recourir aux concepts *d'utilité, du degré final d'utilité, etc...* Il n'est pas non plus nécessaire d'avoir recours au concept de la *Courbe d'indifférence* de Pareto, bien que ce concept joue un rôle important dans la libération de l'École mathé-

(1) Ici se placent des passages où Barone faisait allusion à une autre partie de son article où il entendait présenter le problème sous la forme d'un discours que le ministre de la Production prononcerait à ses collègues. Cette partie ne fut malheureusement jamais publiée. (Ed.)

matique de toute apparence métaphysique. Les vieilles et simples idées de demande, d'offre et de coût de production permettent non seulement de construire en un système d'équations les interdépendances principales des quantités économiques, mais aussi de traiter les différentes questions dynamiques qui se rapportent au bien-être plus ou moins grand des individus et de la communauté.

4. Dans cet article — où j'ai employé librement les travaux de mes prédécesseurs, spécialement ceux de Vilfredo Pareto auxquels j'ai ajouté ma contribution personnelle — je me propose de déterminer de quelle manière le ministère ayant à s'occuper de la production devrait diriger celle-ci de façon à obtenir le maximum d'avantages de ses opérations. Certains des arguments que j'emploie, et certaines des conclusions auxquelles j'arrive nous ont déjà été offerts dans la contribution des travaux infatigables et prolifiques du penseur solitaire de Céligny. Les autres sont miens. Je ne dis pas ceci pour attirer l'attention sur les éléments originaux de mon travail, mais plutôt pour m'assurer que les lecteurs peu familiarisés avec les nouvelles théories ne m'attribueront pas ce qui appartient à Walras ou à Pareto.

II. *Le régime individualiste.*

5. *Données et quantités inconnues.* — Ce régime est essentiellement un régime où existent la concurrence, les monopoles et les cartels.

Établissons les conditions d'équilibre, en traitant d'abord de la libre concurrence. Nous introduirons ensuite les monopoles et cartels.

Les données sont les suivantes : la quantité de capital (y compris le capital libre) possédée par chaque individu ; les *relations*, dans des conditions techniques données, entre la quantité produite et les facteurs de production ; et les

goûts des divers individus. Sur ces derniers, nous ne formulerons aucune supposition, ni ne ferons aucune enquête préalable. Nous nous contenterons de supposer le fait que, d'après chaque série donnée de prix de produits et de services productifs, chaque individu partage le revenu de ses services entre la consommation et l'épargne sous une certaine forme (dont nous ne rechercherons pas les motifs) en sorte que, pour une série de prix donnée, l'individu fait certaines demandes et certaines offres. Ces quantités demandées et offertes varient lorsque les prix varient.

Nous nous dégageons ainsi de toute conception métaphysique ou subtile d'utilité et des fonctions de l'indifférence et nous nous appuyons uniquement sur l'authenticité d'un fait (1).

6. Représentons, parmi les données, les quantités des différentes espèces de capital possédé par des individus. Nous représenterons les différentes catégories de capital par S, T, \dots, n en nombre. Les quantités totales de capitaux existant dans le groupe seront Q_s, Q_t, \dots . Parmi ces n catégories de capital, se trouve aussi le capital productif et les catégories H, K, \dots (en nombre n) de capital nouveau en voie de formation.

Nous représenterons par $a_s, a_t, \dots, b_s, b_t, \dots$, indiquant respectivement les quantités de services S, T, \dots nécessaires à la fabrication de chaque unité de A, B, \dots qui constituent les diverses catégories de produits, en nombre m .

Pour le moment, nous ne compterons pas les coefficients techniques parmi les inconnues : supposons les provisoirement donnés. Nous verrons par la suite qu'ils sont déterminés par les conditions minima du coût de la production.

(1) Dans mon traité élémentaire, *Principi di economia politica* (Biblioteca del *Giornale degli economisti*), j'ai employé le concept d'utilité, parce qu'il m'est apparu le moyen le plus simple et le plus clair pour expliquer au débutant certains résultats les plus importants des nouvelles théories. Les références à ce traité seront indiquées dans les pages qui suivent par le simple mot *Principi*.

Les inconnues sont classées dans le tableau suivant :

	Quantité	Nombre des inconnues
<i>Produits :</i>		
Quantité demandée et produite	R_a, R_b, \dots	m
avec coûts de production	π_a, π_b	M
et prix	$1, P_b, \dots$	$m - 1$
<i>Capital existant :</i>		
Quantité des services directement consommés (1)	R_s, R_t, \dots	n
Prix des services	P_s, P_t	n
<i>Nouveau capital :</i>		
Quantité manufacturée	R_k, R_l, \dots	n'
avec coût de production	Π_k, Π_l, \dots	n'
Excédent total du revenu sur la consommation exprimé en termes numériques (2)...	E	1

Il y a en tout $3m + 2n + 2n'$ inconnues.

La question est maintenant de savoir s'il existe un nombre égal d'équations indépendantes.

7. *Équations exprimant les R et E comme fonctions de prix.* — Commençons par des budgets individuels. Il est commode de supposer — simple artifice de comptabilité pour ainsi dire — que chaque individu vend les services de tout son capital et rachète ensuite la part qu'il consomme directement. Par exemple A, pour huit heures de la catégorie spéciale de travail qu'il fournit, reçoit une certaine rémunération à un certain taux horaire. Peu importe que nous introduisions les recettes de A comme le résultat de huit heures de travail ou comme le résultat de vingt-quatre heures de travail moins seize heures consacrées aux loisirs. La dernière méthode permet de comprendre plus facilement certains préceptes dont nous parlerons plus tard. Naturel-

(1) Les quantités Q_i — R_i , Q_i — R_i ... sont ainsi consacrées à la production de capital nouveau et de produits finis.

(2) Cet excédent sert à la production de capital nouveau et à la constitution de nouveau capital productif.

lement, nous n'emploierons pas cet artifice lorsque (§ 22) nous nous occuperons du cas des services monopolisés par un individu ou par un groupe.

L'individu, vendant à des prix $p_s, p_t...$ les quantités $q_s, q_t...$ des services du capital dont il dispose, consacre donc ce qu'il en obtient à certains produits $r_a, r_b...$ et certains services $r_s, r_t...$ qu'il consomme, en épargnant e .

L'individu, dans les limites de l'équation

$$p_a r_a + p_b r_b + \dots p_s r_s + p_t r_t + \dots + e = p_s q_s + p_t q_t + \dots,$$

que lui impose le régime économique dans lequel il vit, après avoir vendu tous ses services, réserve donc une part de ses recettes à l'épargne.

Nous ne recherchons pas les éléments du critère suivant lequel s'effectue la distribution. C'est un *fait*, que nous nous contentons ici de formuler, en montrant que si les catégories de prix étaient différentes, l'individu demanderait des quantités différentes de produits finis et de services consommables et épargnerait une somme différente.

D'où il ressort que chacune de ces quantités demandées (et pareillement le montant de l'épargne individuelle) dépend des séries complètes de prix, suivant certaines fonctions qu'il n'est pas nécessaire de définir ici. En disant que les r et les e de l'individu sont fonctions, si compliquées qu'elles soient, de tous les prix, nous établissons seulement un *fait* confirmé par l'expérience universelle. Et cela suffit.

Une série de prix étant donnée, les r et les e sont donc déterminés ; et par conséquent, les R et les E sont déterminés en tant que fonctions de prix. Il faut noter que chacune de ces quantités $m + n + 1$ est une fonction de *tous* les prix de produits et de services $m + n - 1$.

8. *Équations de l'équilibre.* — En plus de $m + n + 1$ qui exprime les R et E en fonction de tous les prix de biens finis et de services, les relations suivantes peuvent être établies :

Le premier système d'équations exprime les nécessités

matérielles de la production : le total des services du capital existant doit suffire pour les biens finis, les services et la production de nouveau capital, y compris le nouveau capital productif :

$$(I) \begin{cases} Q_s = R_s + a_s R_a + b_s R_b + \dots + h_s R_h + k_s R_k + \dots \\ Q_t = R_t + a_t R_a + b_t R_b + \dots + h_t R_h + k_t R_k + \dots \end{cases}$$

Il y a n équations de ce genre.

Nous avons alors une équation par laquelle nous voyons que l'excédent du revenu sur la consommation est employé à la création de nouveau capital :

$$(II) E = \Pi_h R_h + \Pi_k R_k + \dots$$

Un autre système d'équations nous donne le coût de la production des biens finis et le nouveau capital comme fonctions des prix des services productifs :

$$(III) \begin{cases} \pi_a = a_s p_s + a_t p_t + \dots & \Pi_h = h_s p_s + h_t p_t + \dots \\ \pi_b = b_s p_s + b_t p_t + \dots & \Pi_k = k_s p_s + k_t p_t + \dots \\ \dots & \dots \end{cases}$$

Il y a $m + n'$ de ces équations.

Enfin, un autre système exprime l'une des caractéristiques de la libre compétition, à savoir que le prix des produits finaux et des services du nouveau capital égalent leur coût de production :

$$(IV) \begin{cases} I = \pi_a & p_h = \Pi_h p_e \\ p_b = \pi_b & p_k = \Pi_k p_e \\ \dots & \dots \end{cases}$$

Il y a $m + n' - 1$ de ces équations, parce que parmi les variétés du nouveau capital se trouve le nouveau capital productif dont le prix est p_e .

Les conditions du prix des services étant pour le nouveau capital égales au coût de la production signifie que le taux net du revenu du nouveau capital est partout égal à l'inté-

rêt p_0 sur capital libre (compris parmi les p des divers services).

9. En comptant le nombre des équations des quatre systèmes et en ajoutant les rapports $m + n + 1$ exprimant les R et E en fonctions de tous les prix, nous trouvons en tout $3m + 2n + 2n' + 1$ équations. Celles-ci excèdent de 1 le nombre des inconnues : mais comme il est facile de le voir, l'une des équations est le résultat des autres. En fait, en additionnant d'une part les égalités de la formule individuelle, nous obtenons :

$$R_a + p_b R_b = \dots + p_s R_s + p_t R_t + \dots + E = p_s Q_s + p_t Q_t + \dots$$

Ce résultat est identique à celui que nous obtenons en additionnant d'autre part ceux du système (I) après les avoir multipliés par $p_s, p_t \dots$ et tenu compte de (II), (III) et (IV).

Nous avons ainsi autant d'équations que d'inconnues. Le système économique tout entier se trouve ainsi déterminé.

10. Nous avons considéré les coefficients techniques comme des quantités données. Nous allons maintenant les déterminer. Certains sont constants ; d'autres sont variables et rattachés les uns aux autres et aux quantités produites par certaines relations. Ces relations, comme le montre l'expérience, sont celles des revenus croissants ou décroissants. Cette *variabilité économique* des coefficients techniques est rattachée à des phénomènes de la plus haute importance. Dans ce domaine, Vilfredo Pareto a apporté une contribution des plus utiles pour nos connaissances. Pour procéder de façon graduelle, commençons par considérer le cas limite de la concurrence libre, c'est-à-dire le cas où les profits de l'entreprise font défaut et où la production est entre les mains d'un ou de plusieurs entrepreneurs, dont les firmes sont identiques et qui produisent à des coûts également identiques. Il est facile de voir par quels rapports les coefficients techniques et l'importance des firmes sont déterminés.

Pour donner à ce problème sa solution la plus générale, supposons qu'entre les coefficients techniques n du produit B il existe les relations k ($k < n$) suivantes :

$$f_{\theta} (b_s b_t \dots Q_b) = 0 \dots \theta = 1 \dots k$$

$n - k + 1$ sont les équations nécessaires pour déterminer les coefficients n et la quantité Q_b . Et ce sont précisément celles que nous avons, donnant le minimum $\pi_b = b_s p_s + b_t p_t + \dots$, dans lequel les prix sont considérés comme constants et b et Q_b rattachés par f_{θ} . La théorie bien connue des rapports maxima et minima se trouve ainsi construite.

11. Considérons maintenant, en nous rapprochant de la réalité, diverses entreprises concurrentes et leurs profits.

Le profit, dans lequel se trouve un élément additionnel aux salaires dû pour l'exploitation, c'est-à-dire un gain différentiel, apparaît dès que les entrepreneurs concurrents ne produisent pas dans les mêmes conditions. Car il est évident, dans la réalité, qu'il est nécessaire d'admettre qu'en dehors des relations techniques entre les coefficients techniques, il existe pour chaque entrepreneur, des relations *économiques* spéciales habituellement basées soit sur le manque de capacité à discerner et à mettre en action un plan combinant les coefficients techniques pour le plus grand avantage technique, soit sur l'impossibilité de réaliser cette combinaison des avantages maximum par suite de la limitation de l'approvisionnement de quelque facteur de production disponible. C'est ici que naît le profit *transitoire* de certaines entreprises, même dans des conditions économiques stables.

Il est facile de voir, même dans ce cas, comment le problème peut être déterminé. C'est une question d'un nombre α d'entrepreneurs concurrents. Il y a α nouvelles inconnues représentant les profits individuels respectifs $g_1, g_2, \dots, g_{\alpha}$ et α nouvelles inconnues représentant les quantités respectives produites.

Or, dans ce cas, chaque entrepreneur, en organisant sa pro-

duction, de façon à obtenir le profit maximum $Q_b (p_b - \pi_b)$, considérera comme constantes (parce qu'il ne peut les changer lui-même) les prix du produit et les prix des services, et comme variables, les quantités devant être produites et les coefficients techniques. Telles sont les conditions dans lesquelles sont déterminés la quantité produite et les coefficients techniques pour chaque firme. Les profits, par unité, sont :

$$(I) \quad p_b = b'_s p_s + b'_t p_t + \dots + g_1 = b''_s p_s + b''_t p_t + \dots + g_2 = \dots \quad (1)$$

Si un producteur marginal α ne fait pas de bénéfice, $g_\alpha = 0$.

Mais, réservant pour une discussion ultérieure les profits des diverses entreprises, contentons-nous d'étudier pour l'instant le cas limite vers lequel tend la libre concurrence, cas où il y a un ou plusieurs entrepreneurs concurrents qui ne font pas de bénéfice et qui produisent aux mêmes coûts.

12. *Le « maximum » de la libre concurrence.* — Le système des équations d'équilibre que nous venons de voir peut être simplifié de la façon suivante :

le système des R et E en fonction des prix ;

le système (I) qui exprime les nécessités matérielles de la production et qui, selon toute évidence, existera dans tout autre système économique ;

le système suivant (II), qui caractérise la concurrence libre :

$$(II) \quad \begin{cases} I = a_s p_s + a_t p_t + \dots & p_h = p_e (h_s p_s + h_t p_t + \dots) \\ p_b = b_s p_s + b_t p_t + \dots & p_k = p_e (k_s p_s + k_t p_t + \dots) \\ \dots\dots\dots & \dots\dots\dots \end{cases}$$

Enfin le système où les coefficients techniques sont déterminés de telle manière que les coûts de la production peuvent être réduits au minimum ; et ce cas, comme celui où

(1) Le lecteur trouvera un graphique illustrant cette question de l'équilibre, en tenant compte des profits des entreprises, dans *Principi*, §§ 8-13.

le prix est égal au coût, est caractéristique de la concurrence libre.

13. Il faut noter une propriété importante de cet équilibre suivant laquelle la différentielle partielle de

$$\Phi = R_a + p_b R_b + \dots + p_s R_s + p_t R_t \dots + E$$

est zéro lorsque les prix sont considérés comme constants.

La quantité Φ peut aussi être exprimée comme suit :

$$\Phi = R_a + p_b R_b + \dots + p_s R_s + p_t R_t + \dots \frac{1}{p_e} (p_h R_h + p_k R_k + \dots)$$

Nous démontrerons d'abord que la différentielle partielle de Φ , en prenant les prix comme constants, est zéro ; ensuite, nous en interpréterons la signification économique.

En fait :

a) En laissant toutes les autres quantités R fixées, supposons une augmentation de la quantité de l'un des produits disons B , de ΔR_b , compte tenu des services nécessaires. Nous avons alors en Φ d'une part l'augmentation de $p_b \Delta R_b$ et de l'autre, la diminution $(p_s b_s + p_t b_t + \dots) \Delta R_b$; et par conséquent $\Delta \Phi$ est réduit à zéro en raison de $p_b = p_s b_s + p_t b_t + \dots$

b) Laisant toutes les autres quantités R fixées, supposons une augmentation de capital neuf quelconque, de ΔR_h compte tenu des services nécessaires. Nous avons alors dans Φ d'une part l'augmentation $\frac{1}{p_e} p_h \Delta R_h$ et de l'autre la diminution $(p_s h_s + p_t h_t + \dots) \Delta R_h$; donc $\Delta \Phi$ est égal à zéro parce que $p_h = p_e (p_s h_s + p_t h_t + \dots)$.

c) Laisant toutes les autres quantités R fixées, supposons que dans la production de B on emploie plus de S et moins de T (b_s et b_t son indépendants) ajoutant ou soustrayant les services consommables par eux. La variation de Φ sera $(p_s \Delta b_s + p_t \Delta b_t) R_b$. Mais cette variation est zéro, les coefficients ayant été déterminés sous condition de π_b minimum.

En conséquence, précisément en vertu des conditions qui sont caractéristiques de la libre compétition (à savoir le coût de la production égale les prix et les coûts de la production réduits au minimum), les quantités des services disponibles étant données, la différentielle partielle de Φ lorsque les prix sont considérés comme constants est zéro.

Nous pouvons donner d'autres démonstrations de cette proposition.

Si cet équilibre est modifié d'une façon quelconque (par exemple en changeant les coefficients techniques en sorte que les coûts de la production ne soient plus minima ou en détruisant l'égalité réalisée entre les prix et les coûts de la production) en sorte que les R et les P se trouvent modifiés, comme, suivant les équations individuelles, il doit toujours y avoir :

$$R_a + p_b R_b + \dots + p_s R_s + p_t R_t + \dots + E = p_s Q_s + p_t Q_t + \dots$$

la variation totale de la première section sera composée de deux parties. La première est cet $\Delta\Phi$ que nous venons de considérer et que l'on obtient en différentiant les p considérés comme constants et les R comme variables. La deuxième, d'autre part, est obtenue en différentiant les R considérés comme constants et les p variables. Il est facile maintenant de voir immédiatement que la première partie, notre $\Delta\Phi$, est égale à zéro si les équations (IV) sont maintenues dans l'équilibre. Il suffit de multiplier (I) par $\Delta p_s, \Delta p_t \dots$ et de faire l'addition.

Notons que cette différentielle partielle $\Delta\Phi$ que nous venons de considérer, peut être exprimée (comme il est facile de le vérifier en prenant le total différentiel et en tenant compte des équations (III) sous la forme $\Sigma R (\Delta\pi - \Delta p)$, dont l'expression est zéro si les coûts de la production sont minima et si les prix égalent les coûts et qui devient *negative*, comme on pouvait s'y attendre, si, d'autre part,

un ou plusieurs prix deviennent supérieurs aux coûts minima respectifs de la production.

14. Nous devons maintenant nous souvenir que Φ est la somme de toutes les quantités individuelles analogues à

$$\varphi = r_a + p_b r_b + \dots + p_s r_s + p_t r_t + \dots + e,$$

que nous avons vues dans les équations individuelles.

Souvenons-nous également que si l'individu A, par une altération dans l'équilibre économique, obtient un $\Delta\varphi$ positif, sa situation est améliorée *si nous considérons les prix constants*. Vice versa, sa situation se détériore si un $\Delta\varphi$ négatif se produit. Nous allons le démontrer en spécifiant la *signification de cette amélioration et de cette détérioration*. Supposons donc que les prix varient et par conséquent que les différents r des individus varient. Dans les équations individuelles qui expriment les relations usuelles la variation totale de la première section est composée de deux parties : la première est notre $\Delta\varphi$, *les prix étant considérés comme constants*, la seconde est obtenue en considérant les prix comme variables et les r comme constantes. Nous avons alors :

$$\Delta\varphi = q_s \Delta p_s + q_t \Delta p_t + \dots - (r_b \Delta p_b + \dots + r_s \Delta p_s + r_t \Delta p_t + \dots)$$

Lorsque $\Delta\varphi$ est positif, c'est-à-dire lorsque l'individu maintient sa production inchangée aux nouveaux prix, il se produit un excédent de revenus sur ses dépenses. En conséquence, quelle que soit la façon dont l'individu dispose de cet excédent dans une nouvelle consommation, et indépendamment d'un critère quelconque comme base de distribution, sa situation se trouvera améliorée, parce que même s'il dépense *tout* son surplus sur *un seul élément* de consommation, sans rien changer à sa consommation des autres éléments, il pourra réaliser maintenant une combinaison plus avantageuse qu'auparavant, sa situation s'améliorant dans un sens qui ne peut prêter à aucune équivoque.

Quant au changement négatif, il contraint nécessairement

l'individu à adopter une combinaison β , moins avantageuse que la combinaison première α ; s'il ne le faisait pas, cela signifierait qu'en passant de β à α avec un $\Delta\varphi$ positif, l'individu n'obtiendrait pas une combinaison plus avantageuse ; nous avons déjà vu que, dans ce dernier cas, une meilleure combinaison *est en fait* obtenue. De ces prémisses, nous arrivons à une conclusion des plus importante.

Cette conclusion est que, si les conditions changent d'une façon quelconque, les coûts tombant et les prix demeurant égaux aux coûts, $\Delta\Phi$ sera négatif, c'est-à-dire que la formule individuelle $\Delta\varphi$ sera ou entièrement négative (autrement dit, chaque individu subira des pertes) ou bien certaines formules seront négatives, d'autres positives, les négatives dominant toutefois. Autrement dit, certains individus seront avantagés, d'autres subiront des pertes ; les pertes de ces derniers seront indiscutablement plus fortes que les avantages des premiers, dans le sens que même en prenant tous les gains de ceux qui ont gagné au change (ce qui les ramènerait à leur condition première) et en les donnant à ceux qui y ont perdu, ces derniers, même avec ce supplément, se trouvent dans une situation pire que celle qu'ils avaient auparavant. Ou, ce qui revient en fait au même, certains individus de la deuxième catégorie pourraient retrouver leurs conditions premières, mais ce ne serait certainement pas le cas de tous.

Pour exprimer plus clairement cette conception qui est d'une grande importance, ne considérons que le cas de trois individus. Lorsque l'on atteint l'équilibre auquel $\Delta\varphi_1 + \Delta\varphi_2 + \Delta\varphi_3$ égale zéro, il va de soi que chaque divergence des conditions d'équilibre exprimant les coûts de production minimum et l'égalité des prix par rapport aux coûts rend cette somme ($\Delta\varphi_1 + \Delta\varphi_2 + \Delta\varphi_3$) négative. Si les trois termes sont tous négatifs, la position des trois individus empirera. Si certains sont positifs et d'autres négatifs — soit $\Delta\varphi_1 > 0$, $\Delta\varphi_2 > 0$, $\Delta\varphi_3 < 0$ — alors qu'en valeur absolue $\Delta\varphi_3 > 0$ $\Delta\varphi_1 + \Delta\varphi_2$, si le gain des individus 1 et 2 était

transféré à 3 (qui a perdu) ce dernier se trouverait encore en fin de compte posséder moins qu'auparavant.

15. On peut donc dire, en ce qui concerne ce maximum, que la production organisée suivant les deux conditions caractéristiques de la libre compétition ne porte pas elle-même au maximum, comme on l'affirme souvent avec erreur, *la somme des produits* qui sont ensuite distribués parmi le groupe par le système compétitif. Si nous sommes autorisés pour le moment à employer cette expression incorrecte et ce concept anti-scientifique « la somme des produits » (la « somme » d'un hectolitre de grain est-elle plus grande que celle de dix litres de vin ou celle de quatre-vingt-dix litres de grain plus grande que celle de quinze litres de vin ?) il n'est absolument pas vrai que cette somme des produits soit portée à son maximum parce que les individus, acceptant une réduction de leur loisirs, « la somme des produits » se trouve augmentée. Si l'emploi du mot « somme » est toléré, la seule « somme » portée au maximum est celle des produits et des services, y compris les loisirs.

Il n'est pas non plus correct de dire que la concurrence libre aboutit à ce maximum parce que dans les limites de l'équation

$$r_a + p_b r_b + \dots + p_s r_s + p_t r_t \dots + e = q_s p_s + q_t p_t + \dots$$

chaque individu est libre, par les services qu'il offre, de faire le choix qui lui convient le mieux entre la consommation des produits, celle des services et l'épargne ; parce que, de toute évidence, dans d'autres régimes, bien que l'expression et la forme de cette équation puissent être différentes, il est parfaitement concevable que l'individu soit laissé libre à l'intérieur des mêmes limites de faire le choix qui lui plaît entre la consommation des produits, la consommation des services et l'épargne.

Enfin, le maximum de concurrence libre n'implique certainement pas que dans un tel régime, chaque individu, avec les mêmes services à sa disposition, obtient une plus

grande variété de choix possibles que ce qui peut lui être offert dans un autre régime.

Il est tout à fait incorrect de supposer que ce maximum comporte des complications de cet ordre.

16. Le maximum, nous le répétons, signifie seulement ceci : en substituant d'autres conditions à une ou plusieurs caractéristiques de la libre concurrence (coûts minima de production, égalité des prix et des coûts de production), la condition de *tous* les individus ne peut être améliorée. Au contraire, si certains se trouvent avantagés par cette substitution, leur gain est moindre que les pertes de ceux qui ont été atteints. En sorte que, si la totalité des bénéfices est retirée à ceux qui ont gagné au change et est donnée à ceux qui y ont perdu, ces derniers ne retrouveraient jamais leur situation première et certains demeureraient défavorisés.

17. Telle est la signification du maximum dont nous déduisons ces corollaires :

1) Chaque substitution d'autres conditions à l'une ou à plusieurs des conditions caractéristiques de la libre concurrence est *une destruction de richesse*, dans le sens que la richesse qui aurait pu être obtenue avec les ressources disponibles ne l'est pas.

2) Si l'on estime souhaitable de favoriser certains aux dépens des autres, il vaut beaucoup mieux — plutôt que de changer les conditions de la libre concurrence pour obtenir ce résultat *indirectement* — faire des transferts directs des derniers aux premiers ; grâce à cette méthode, le mal infligé à ces derniers est proportionnellement moindre que les avantages des premiers. Naturellement, ceci n'est vrai que dans la mesure où la méthode du transfert direct n'altère pas de façon sensible les conditions de la production.

Les vieux économistes avaient *une vague idée* de tout cela ; mais ils manquaient d'une conception précise et ne savaient pas non plus en donner une démonstration rigoureuse. En conséquence, par des arguments parfois mala-

droits (qui produisent un curieux effet sur ceux qui ont l'habitude de la logique la plus rigoureuse) ils arrivent à des conclusions qui, dans l'ensemble, sont correctes. Ces conclusions, ils les avaient en fait perçues par intuition, tout en croyant les avoir démontrées. Avoir défini de façon précise cette conception fondamentale, à laquelle nous nous référerons souvent par la suite, et lui avoir apporté une démonstration intégrale, voilà le grand mérite de l'emploi de l'analyse mathématique en économie politique.

18. Avant de passer aux monopoles et aux cartels, nous allons illustrer la genèse et la signification d'une méthode plus ou moins graphique dont nous ferons parfois usage ultérieurement. C'est une façon rapide, utile pour obtenir immédiatement — à condition toutefois d'en faire un usage prudent — une idée rudimentaire de certains résultats qu'il serait beaucoup plus laborieux d'obtenir en employant directement le système des équations d'équilibre.

Pour le produit B, par exemple, nous avons vu (§ 7) que le prix est fonction non seulement de R_b , mais de tous les R ; de même, *vice versa*, la quantité R_b est fonction non seulement de p_b , mais de tous les p . Il n'est donc pas possible d'imaginer une cause quelconque qui fasse varier un seul p sans altérer tous les autres et tous les R , tôt ou tard, en raison de la friction, comme nous l'appelons, que le système économique oppose à la propagation de ces mouvements ; même sans altérer les coefficients techniques qui, par leur variabilité économique, sont intimement associés dans le système tout entier.

Mais il est possible d'imaginer une période intermédiaire entre un équilibre et l'autre, dans laquelle p_b seul varie, avec changements conséquents des R , mais sans que le mouvement de variation soit transmis par p_b à tous les autres prix. Pour les petites variations de p_b , nous pourrions donc avoir :

$$dR_b = \frac{\delta R_b}{\delta p_b} dp_b$$

Cette dérivée partielle est généralement négative, comme le montre l'expérience. C'est de là que provient la conception d'un léger mouvement le long de *la courbe continue de la demande* de chaque côté de la position d'équilibre.

Dans cette période intermédiaire, comme l'équation

$$R_a + p_b R_b + \dots + p_s R_s + p_t R_t + \dots + E = p_s Q_s + p_t Q_t + \dots$$

doit toujours être maintenue, la variation habituelle de Φ , le seul prix p_b étant modifié sera

$$dR_a + p_b dR_b + \dots + p_s dR_s + p_t dR_t + \dots + dE = -R_b dp_b.$$

Cela signifie qu'après la variation du seul p_b , et avant que la variation ne soit transmise aux autres prix, la masse des individus a subi un changement, comme si la somme de tous les services productifs, $Q_s p_s + Q_t p_t + \dots$ avait subi une modification $-R_b dp_b$; ce qui, en dehors du second ordre de petites quantités, est représenté par le secteur hachuré de la figure 1. De là est dérivé le concept de *la variation du surplus* chez les consommateurs. Cette variation donne de façon approximative, pour les faibles oscillations

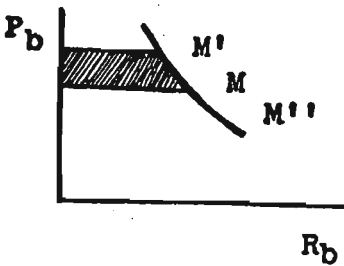


FIG. 1.

autour de la position d'équilibre M , une idée de la variation de la situation des individus : la mesure dans laquelle ils sont affectés par les variations d'un seul prix p_b . Cette notion est soumise à l'hypothèse que la variation d'un seul prix n'a pas été jusqu'à présent transmise aux autres prix.

Cette procédure est adoptée avec la même prudence dont on entoure, dans les calculs infinitésimaux, l'emploi de certaines *illustrations* graphiques distinctes des *preuves* graphiques, de même que dans la formule du rayon de

courbure d'une courbe continue on dit qu'il est égal à la longueur infinitésimale de l'arc divisé par l'angle formé par les deux tangentes à l'extrémité du même arc, sans prendre en considération le triangle curvilinéaire infinitésimal connu.

19. *Monopoles et cartels.* — L'équilibre, dans un régime individualiste, se produit dans un ensemble de libre concurrence, de monopoles et de cartels.

Notons que dans l'équilibre étudié précédemment, qui représente le plein régime de libre compétition, chaque individu, soit comme consommateur, soit comme entrepreneur, agit sur le marché en recherchant le plus haut bénéfice possible, mais en se soumettant aux prix du marché des produits et services. Il leur est soumis dans le sens que, ne pouvant les influencer de façon appréciable en augmentant ou en restreignant les offres ou les demandes qu'il fait, il considère ces prix comme des constantes données (§11). D'autre part, les monopoles et les cartels sont caractérisés précisément par le fait qu'en augmentant ou en diminuant l'approvisionnement, ils peuvent influencer les prix de façon sensible. Ils se rendent donc compte de la variabilité de ces prix et de l'influence qu'ils peuvent exercer directement en vue d'augmenter leurs propres bénéfices.

20. Les monopoles les plus intéressants sont ceux d'un seul entrepreneur manufacturant un produit et d'un seul vendeur d'un service productif.

Répetons que la différence entre l'équilibre dans ce cas et l'équilibre dans le cas précédent, c'est que dans le cas de la concurrence libre le fabricant d'un produit ou le vendeur d'un service ne peuvent, en diminuant ou en augmentant la quantité du produit ou du service, influencer de façon sensible l'approvisionnement total sur le marché, donc ne peuvent directement influencer le prix qu'ils doivent alors considérer comme constant. Dans le cas du monopole, d'autre part, en changeant R , les p respectifs

peuvent être influencés ; donc, en résolvant son propre problème de bénéfices maxima, un fournisseur considérera ce prix comme une fonction variable de la quantité qu'il offre et ajustera par conséquent la quantité à son avantage personnel. Maintenant, reprenons notre raisonnement.

21. Supposons que la fabrication du produit B soit monopolisée. L'entrepreneur cherche à porter le profit au maximum $(p_b - \pi_b)R_b$ de son monopole. Si, comme c'est le cas le plus général, il ne peut agir que sur le prix de vente du produit, et pas du tout sur le coût de la production (étant obligé d'accepter les prix des services tels qu'ils sont et ne pouvant agir sur eux directement, par le fait qu'il se trouve lui-même en concurrence avec les fabricants des *autres* produits pour l'obtention des services), pour obtenir le profit maximum, il doit alors considérer p_b et R_b comme variables (ce dernier comme variable indépendante) et π_b comme constant. La condition de son maximum est alors la suivante :

$$p_b - \pi_b + R_b \frac{\delta p_b}{\delta R_b} = 0 \quad \text{ou} \quad p_b + R_b \frac{\delta p_b}{\delta R_b} = \pi_b \dots (\alpha)$$

qui dans le système (IV) est substitué à $p_b = \pi_b$.

22. Supposons que l'un des services — S par exemple — soit monopolisé. La quantité de produits mis sur le marché n'est plus *donnée* : c'est une nouvelle inconnue qu'il appartient au monopoleur d'augmenter ou de diminuer. En même temps, on ajoute au système d'équations une équation formulant que le seul possesseur d'un tel service productif essaiera d'obtenir le maximum $Q_s p_s$; cette équation est

$$p_s + Q_s \frac{\delta p_s}{\delta Q_s} = 0 \dots \dots (\beta)$$

Si au lieu d'un seul monopoleur, il existe un cartel, qui est un syndicat de θ individus, possesseurs d'un service qu'ils peuvent monopoliser à leur propre avantage, l'équation précédente est employée à la détermination de Q_s , la

nouvelle inconnue ; dans l'expression de la relation individuelle le q_s de chaque individu est déterminé par le second terme par la façon dont Q_s est distribué entre eux (c'est-à-dire par la façon dont chaque individu contribue au Q_s total du cartel).

En conséquence, l'équilibre, dans ce cas, est également parfaitement déterminé. Il n'est pas vrai que la cartellisation rende le problème des prix et des quantités indéterminable. Une fois obtenu un accord particulier entre les membres du cartel sur la distribution des contributions individuelles au Q_s total mis sur le marché, et sur la distribution des recettes, l'équilibre tout entier se trouve déterminé. Mais quelle que soit la division de Q_s entre les contributions individuelles et cette division de $Q_s p_s$ entre les individus, il est évidemment toujours avantageux que tous les Q_s soient tels que $Q_s p_s$ soit porté à son maximum.

23. Notre analyse des complications introduites par les cartels et les monopoles peut être illustrée par un graphique.

Considérons le cas du cartel (fig. 2). La quantité R_s est fonction, comme nous le savons, de tous les prix. Mais si tous les prix, excepté p_s , sont considérés comme constants, (et le syndicat les considérera comme tels dans la recherche de son profit maximum) la relation entre R_s et p_s peut être représentée par une courbe continue (§ 18).

Le point M de l'équilibre du cartel (nous l'appellerons le point de Cournot)

est celui où le rectangle hachuré est le plus grand ; il présente la propriété suivante : la projection de PB est égale à l'abscisse OP, aussi $AN = NO$.

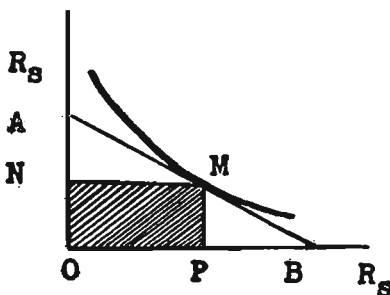


FIG. 2.

Et, comme OP est le $Q_s p_s + Q_s \frac{\delta p_s}{\delta Q_s} = 0$, $NO = p_s$ et $AN = - Q_s \frac{\delta p_s}{\delta Q_s}$.

Considérons maintenant le cas du monopole (fig. 3). Le problème consiste à porter au maximum le rectangle hachuré (OO' est le coût de production). Il est porté au maximum lorsque $AN = NO$; ou lorsque

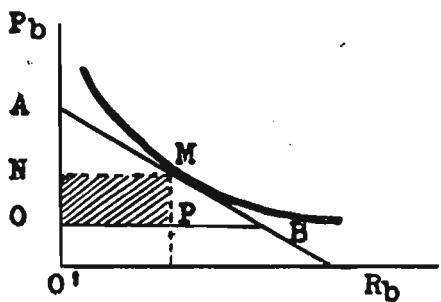


FIG. 3.

$$- R_b \frac{\delta p_b}{\delta R_b} = p_b - \pi_b.$$

24. Comme nous avons abondamment traité le sujet au paragraphe 17, il n'est pas utile que nous

fassions ici une autre démonstration de la proposition suivant laquelle monopoles et syndicats créent une différence dans l'équilibre de la libre compétition qui peut être décrite comme une destruction de richesse, dans le sens que si certains (monopoleurs) en obtiennent un profit, les autres (les consommateurs) y perdent davantage. Ces derniers perdraient moins si, sans altérer les conditions de la production en libre concurrence, ils abandonnaient librement aux premiers cet accroissement de richesse que la constitution des monopoles et syndicats leur aurait procuré.

En utilisant, comme dans la section 18, une représentation graphique sommaire, nous remarquons précisément que la même conclusion est révélée (fig. 4). En fait, en passant du point N (libre compétition, prix égal au coût) au point M (monopole, à condition de porter $B M R H$ au maximum) la perte de certains est $B M N H$ et le gain des monopoleurs est $B M R H$: la perte des premiers excède le gain des monopoleurs de $M R N$. Il y aurait

moins de désavantage pour tous si B M R H avait été directement retiré et donné librement aux monopoleurs, en laissant la production dans le même état qu'auparavant : la destruction de M R N eût été évitée (1).

24 A. *La monnaie*. — L'équilibre économique est le point de départ de toute recherche ultérieure. L'étude de tous les problèmes auxquels nous pouvons nous intéresser part naturellement de ce point comme les branches du tronc d'un arbre.

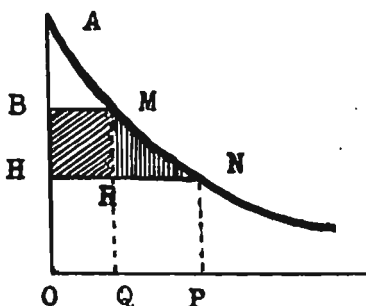


FIG. 4.

Prenons un exemple : la monnaie.

Pour voir les choses avec plus de clarté, supposons — hypothèse temporaire que nous modifierons immédiatement — que la marchandise A, au lieu que ce soit la *monnaie*, serve de *numéraire* (c'est-à-dire termes dans lesquels les prix sont exprimés) et que l'une des ressources productives, M, déjà comprise dans l'équilibre, soit la *monnaie*, c'est-à-dire possède cette fonction spéciale que, dans la production et l'échange, elle remplit indépendamment de sa qualité numérique dans le sens maintenant défini. Les individus et les entrepreneurs ne demanderont pas une quantité, R_m , de monnaie, mais une certaine quantité, $R_m \Pi_m$ (Π_m est le prix de la monnaie exprimé en numéraire) qui est une fonction de tous les prix. Pour ce bien-monnaie, comme pour tout le reste, la quantité R_m , le Π_m et p_m (prix de son emploi) seront déterminés dans l'équilibre. De même, il y aura une quantité, R_a , d'A, qui est à la fois un produit et le *numéraire*. Tout est déterminé.

(1) Voir *Principi*, §§ 16-18.

Rejetons maintenant l'hypothèse provisoire et identifions M avec A dans le système, A devenant non seulement un produit et le *numéraire*, mais aussi la monnaie. Il est facile de voir que même maintenant, le problème est entièrement déterminé. En fait, dans le système d'équations de l'équilibre, nous n'avons à introduire que ces variations :

- 1) à la place de m_s, m_t, \dots écrire $a_s, a_t \dots$
- 2) à la place de R_m écrire R_{am} , sous-entendant ceci comme devant être la quantité A de monnaie, afin de la distinguer de la quantité R_a de produits.
- 3) Introduire la nouvelle équation $\Pi_m = \pi_a$. Mais il est facile de voir qu'il existe un autre procédé. En fait, des trois équations

$$\begin{aligned}\Pi_m &= a_s p_s + a_t p_t + \dots \\ \pi_a &= a_s p_s + a_t p_t + \dots \\ \Pi_m &= \pi_a\end{aligned}$$

l'une est la conséquence des deux autres.

Le problème de l'équilibre monétaire est donc déterminé. La quantité de biens A est donnée ici comme R_a et la quantité de monnaie A comme R_{am} . L'équilibre est stable et dans les changements dynamiques l'égalisation des prix des biens A et de la monnaie A (les deux prix étant égal à 1) est maintenue en attribuant ou en retirant les biens à l'usage monétaire. Ceci, bien entendu, dans un marché fermé.

25. Le lecteur notera que toute cette théorie de l'équilibre économique, qui nous a permis de comprimer en un système d'équations bien des circonstances variées, dont nous tenons compte à un moment (1) — toute cette théorie, dirons-nous, nous l'avons exposée sans qu'il soit nécessaire de nous référer à un concept d'*utilité*, au *degré final d'utilité*, aux coûts de l'effort, etc. « L'économie synthétique » peut

(1) Comme ceci est le résultat des doctrines récemment développées, il semble approprié de les désigner sous le terme « économie synthétique » plutôt que sous le terme « économie mathématique ».

s'en passer, sans qu'une seule de ses théories en souffre pour autant. Elle n'a besoin de se prévaloir d'aucun autre concept sinon des vieux concepts, bien connus et clairs, de l'offre, de la demande, du coût de production exprimé en numéraire, et non en termes de vagues « efforts et sacrifices ».

Ceci est la meilleure preuve qu'il n'existe pas de lien nécessaire entre les nouvelles théories de « l'économie synthétique » et les théories du degré final d'utilité.

Il est inutile de montrer que la science économique n'aurait pu atteindre le degré de *synthèse* des nouvelles théories si l'*analyse* mathématique ne lui avait été appliquée au préalable.

Et maintenant, passons au régime collectiviste.

III. Le régime collectiviste.

26. *Exposé du problème.* — Certaines ressources demeurent propriété des individus (celles qu'ils consacrent à l'usage personnel). Nous les appellerons M, N,... en nombre l . Les ressources qui deviennent propriété collective de l'État (capital fixe et capital foncier) seront S, T,... en nombre $n - l$.

Le ministère de la Production doit résoudre le problème qui consiste à combiner ces services individuels et collectifs de façon à procurer le maximum de bien-être à son peuple. Nous verrons dans quel sens précis cette formule vague peut être comprise. Le ministère a étudié le problème très complexe et l'a résolu sur la base d'une certaine formule de distribution établie par la communauté, suivant certains critères éthiques et sociaux auxquels il n'entre pas dans nos intentions de nous attacher directement. Cette formule de distribution nous supposons (nous verrons pourquoi plus tard) qu'elle peut être incorporée dans une certaine loi, suivant laquelle on répartit entre les membres de la communauté ce qui dans l'ancien régime était le revenu

des ressources que l'État s'est maintenant approprié et le profit des diverses entreprises maintenant directement administrées par l'État (c'est-à-dire socialisées). Nous verrons plus tard si *tout ce revenu* peut être effectivement distribué parmi la communauté.

27. Si l'exposition de la solution du problème devait suivre pas à pas la voie suivie par les recherches pratiques, ce serait long et compliqué.

C'est pourquoi, afin d'abrèger et de clarifier cet exposé, nous énoncerons d'abord les conditions dans lesquelles le ministère se trouve confronté avec la tâche de résoudre le problème. Nous verrons, comment, dans ces conditions, et en observant le critère du bien-être collectif maximum, il arrive à déterminer parfaitement l'équilibre, avec autant d'équations que d'inconnues.

Plus tard, nous reviendrons sur les conditions qu'il s'est imposées et nous verrons comment, ces conditions étant différentes, le collectivisme scientifique s'effondrerait soit par suite de l'indétermination du problème (le nombre des conditions étant insuffisant à déterminer l'équilibre) soit par suite du caractère insoluble du problème non seulement au point de vue pratique, mais aussi au point de vue logique (le nombre des équations excédant le nombre des quantités à déterminer). Il en serait de même, lorsque le nombre des conditions égale les inconnues et que l'équilibre se trouve ainsi déterminé, parce que le maximum du bien-être collectif qui peut être obtenu par cet équilibre serait inférieur à celui qui est nécessaire pour permettre la distribution formulée.

Il est donc préférable, pour le ministère, de planifier la production à sa guise, et s'il cherche encore à corriger la distribution, de fonctionner directement suivant la formule de la distribution, modifiant certains coefficients γ que nous définirons plus tard, plutôt que de diriger la production sur des bases inconsistantes avec les éléments fondamentaux de son propre plan.

Le lecteur doit donc s'attendre à ce que nous discutions plus tard les conditions que nous avons établies ici (§§ 39-54) après solution du problème, lorsque nous établirons une comparaison entre ces conditions et celles qui auraient pu être posées.

28. Voici dans quelles conditions le ministère de la Production devrait faire face au problème :

1) La *monnaie* fait défaut. Il existe des *produits* d'un certain travail d'une catégorie donnée. Il n'y a pas de *prix*. Mais le ministère maintient, dans un but strictement social, une méthode de détermination des rapports d'*équivalence* entre les divers services et les divers produits, et entre les produits et les services.

(2) Sur la base de ces équivalences (1) les individus apportent eux-mêmes leurs *produits* aux *magasins socialisés* pour obtenir des biens consommables ou pour obtenir de l'administration sociale la permission d'employer certaines ressources dont l'État est propriétaire.

Le ministère maintient aussi des rapports d'équivalence entre les services des ressources socialisées et autre biens, parce qu'on admet (nous verrons plus tard pourquoi) que ce serait une grosse perte au point de vue social de ne pas faire état des équivalences de ces ressources socialisées. $I, \lambda_b, \dots, \lambda_m, \dots, \lambda_n, \dots, \lambda_s, \lambda_t, \dots$ seront les équivalences sur lesquelles s'effectuera la détermination.

29. (3). Les membres de la communauté peuvent jouir des avantages de la quantité $Q_s \lambda_s + Q_t \lambda_t + \dots$, que nous appellerons X (rappelons-nous que $Q', Q' \dots$ sont les quantités des ressources possédées collectivement) soit par une distribution *indirecte*, les équivalents des produits étant réduits, soit par une distribution *directe*, c'est-à-dire accordant aux individus un supplément à leur revenu qui est une quote-part de X.

(1) Nous étudierons plus tard s'il convient, et quand il convient dans l'intérêt de la communauté d'établir des équivalences différentes pour les mêmes produits suivant les diverses catégories d'individus.

Le ministère de la Production a décidé qu'en général, en vue du plus grand bien-être de la collectivité, la distribution *directe* est préférable à la distribution *indirecte*.

La même chose ne peut toujours être dite de certaines quantités économiques qui apparaissent dans l'équilibre collectiviste et qui sont analogues aux *profits* de l'ancien régime. Nous en discuterons plus tard.

30. 4). Étant obligé de procéder suivant le système de la distribution *directe* de X , le ministère de la Production a décidé, en accord avec le peuple, d'essayer un certain système de distribution de X comme supplément de revenus. A chaque individu appartient γX . Les γ pourraient être différents pour chaque individu ou pour chaque groupe ou combinés en autant d'autres façons que possible. Nous étudierons ces différents arrangements plus tard. Pour l'instant et au cours de la plus grande partie de notre discussion, supposons que γ est déterminé et diffère d'un individu à l'autre. Il est clair que $\Sigma \gamma = 1$.

31. 5). En ce qui concerne l'épargne, bien que le peuple ne désire pas entendre prononcer les mots « épargne » et « intérêts » le ministère devrait toutefois prendre des dispositions telles que tous ses services productifs ne soient pas directement consommés ou employés dans la production des biens de consommation. Le capital, ou si nous voulons éviter ce terme, les *moyens de production*, sont consommés et à moins que quelque chose ne leur soit substitué, il sera nécessaire de réserver une partie des services productifs pour leur propre production.

Mais ce n'est pas tout. Le ministère sait que s'il consacre une portion *adéquate* de services productifs à cette création *des moyens de production*, il assurera dans l'avenir un plus grand bénéfice à son peuple. Le ministère décide donc de la nécessité d'une certaine épargne. Si on laisse aux individus le soin d'épargner autant qu'ils le veulent (ceux-ci étant alors obligés de prêter leur épargne librement à l'État), le montant de l'épargne peut ne pas être

suffisant pour fournir la production de cette quantité de nouveau capital qui sera considérée comme un maximum d'avantage social. Il pourrait imposer une épargne plus importante aux individus ; mais qu'arrivera-t-il si ceux-ci ne sont pas contents et préfèrent une consommation immédiate plus forte à une consommation plus importante dans l'avenir ? Le ministère pourrait déduire de X, avant de procéder à sa distribution directe, la somme qu'il estime nécessaire à la production d'un nouveau capital ; mais on estime (nous verrons par la suite pourquoi), que, par cette méthode on obtiendrait un maximum collectif *inférieur* à celui que permet l'adoption de la méthode suivante : le ministère fixe au hasard une *prime* pour la *consommation différée* ; il verra alors quelle quantité d'épargne son peuple met librement à sa disposition sur la base de cette prime. Qu'il cherche ensuite si avec cette somme d'épargne, il lui est possible de produire une quantité de capital nouveau telle qu'elle lui permette, dans l'avenir, de mettre à la disposition du peuple une quantité de produits et de services consommables si grande qu'il puisse réellement leur accorder la prime promise à la consommation différée. A la suite d'essais et de tâtonnements, élevant ou réduisant la prime promise, il pourra éventuellement traduire cette promesse en termes réalisables. Par une telle méthode, il pourrait leur réserver un bien-être futur plus grand sans troubler leur libre arbitre et sans se mêler de cette répartition que chacun fait du *revenu* qu'il reçoit pour son travail, entre ses besoins présents ou futurs.

Il pourrait, s'il le souhaitait, — et rien ne peut l'en empêcher — défendre aux épargnants de prêter leur épargne aux autres et les obliger à la prêter à l'État, en sorte que la production de certains biens soit le monopole du gouvernement. Dans le régime collectiviste, le ministère de la Production ordonne que l'usage de l'épargne individuelle soit *exclusivement* réservé à l'État.

32. 6). Dans la répartition des revenus qu'il reçoit en échange de ses services, — suivant les équivalences établies par le gouvernement — et de cette somme qu'il reçoit comme supplément à la distribution (X), l'individu est laissé libre de choisir selon son bon plaisir entre diverses catégories de consommation ou l'épargne.

Le ministère de la Production, après mûre réflexion, s'impose les mêmes conditions en cherchant à fournir le maximum de bien-être collectif. En conséquence, il devra ordonner la production de façon à obtenir le plus grand bénéfice possible pour son peuple avec les services dont disposent et l'État et l'individu. Celui-ci a la liberté, en ordonnant ses propres économies individuelles, de faire le choix qu'il estime le plus utile, selon cette équation :

$$r_a + \lambda_b r_b + \dots, \lambda_s r_s + \lambda_t r_t + \dots, + e = \lambda_m q_m + \lambda_n q_n + \dots + \gamma X.$$

33. *Le maximum collectif.* — Le ministère de la Production commence par adopter les coefficients techniques qui existent déjà (mais qui satisfont aux équations techniques). Il ne s'occupe pas pour l'instant de la variabilité économique de ces coefficients. Il fixe en outre au hasard une série de R qui, toutefois, s'accordent avec les nécessités matérielles de la production (c'est à-dire système (I) du § 8). Il est absolument essentiel, qu'après avoir choisi les coefficients techniques, quel que soit ensuite le système de production qu'il souhaite appliquer, la quantité des services productifs disponibles soit toujours précisément celle qui est nécessaire pour fournir les services directement consommés et pour la production des biens et du nouveau capital.

Qu'il fixe maintenant au hasard une série d'équivalents et les modifications éventuellement nécessaires de façon que les conditions techniques de la production puissent être satisfaites (système (I)). Il est entendu qu'il n'y a pas un *seul* système d'équivalences qui satisfasse ces condi-

tions. En fait, s'il annonçait au hasard $m + n - 1$ équivalents de produits et de services productifs, chaque individu qui compose son peuple, ferait, en quelque sorte, un bilan. Les bilans individuels donneraient, pour les séries d'équivalents choisis au hasard, les r et e individuels, d'où sont dérivés les R totaux et les E . Mais comme le système (I) donne un nombre de relations entre ces R et les E inférieur au nombre des équivalents, qui sont $m + n - 1$, le système des équivalents satisfaisant le système (I) admettra un nombre infini de solutions. Le ministère choisit alors l'une de ces solutions parmi celles qui satisfont au système (I) et en fait son point de départ. Il fera ensuite les modifications nécessaires pour atteindre le but du bien-être collectif maximum.

34. Quelle signification concrète et sans équivoque possible doit-on attacher à cette très vague expression « bien-être collectif maximum » ?

Si le ministre corrige l'un des équivalents en accord avec (I), l'individu fera un nouveau choix, qui sera plus ou moins avantageux que le précédent suivant que

$$\Delta r_a + \lambda_b \Delta r_q + \dots + \lambda_s \Delta r_s + \lambda_t \Delta r_t + \dots + \Delta e$$

que nous appelons $\Delta\theta$, est positif ou négatif (§ 14), choix selon lequel, dirons-nous dans un souci de brièveté, l'individu sera placé *plus haut* ou *plus bas*.

La signification du *maximum collectif* serait évidente si, par des tentatives successives, le ministère pouvait atteindre une telle série d'équivalents que chacune de ses modifications ultérieures place tous les individus plus bas. *Mais une telle série d'équivalents n'existe pas : il est inutile de chercher à la trouver.* Il serait nécessaire de trouver une telle série d'équivalents qu'en modifiant l'un d'eux d'une façon très légère, le $\Delta\theta$ de chaque individu se trouve réduit à zéro. Or, ceci est *impossible* ; car, comme nous allons le voir, la seule condition de réduction à zéro non

des $\Delta\theta$ individuels mais de leur somme $\Sigma\Delta\theta$ (1), implique autant de conditions qu'il en faut pour déterminer complètement tous les équivalents.

Nous devons conserver présente à l'esprit la possibilité suivant laquelle, grâce à la grande liberté avec laquelle les γ individuels peuvent être modifiés (à la seule condition que $\Sigma\gamma = 1$), nous pouvons obtenir une série d' γ et d'équivalents tels que non seulement $\Sigma\Delta\theta$ est zéro mais que tous les $\Delta\theta$ individuels sont égaux aussi à zéro. Nous démontrerons dans un paragraphe approprié (53) que ceci est une impossibilité.

35. Que signifie la réduction de $\Sigma\Delta\theta$? Éliminer

$$\Delta R_a + \lambda_b \Delta R_b + \dots + \lambda_s \Delta R_s + \lambda_t \Delta R_t + \dots + \Delta E$$

signifie que chaque autre série d'équivalents, différente de celle qui s'accorde avec ces conditions, rendrait cette somme négative. C'est-à-dire qu'il se produit une diminution du bien-être général, ou que, si certains se voient désavantagés alors que d'autres sont favorisés, le gain de ces derniers est moindre que les pertes des premiers. (En sorte que, même en retirant tout le profit de ceux qui ont gagné au change, en les ramenant à leur condition première, pour distribuer entièrement ce profit à ceux qui ont perdu, ces derniers demeureraient cependant dans une situation pire que la précédente, sans que la situation des autres soit améliorée.) Comme il serait absurde de chercher à résoudre le problème *impossible* qui consiste à trouver une série d'équivalents telle que chaque nouvelle altération produise une réduction de bien-être pour chacun, nous considérerons que le seul critère du bien-être maximum que le ministre de la Production puisse utiliser est $\Sigma\Delta\theta = 0$.

36. *Détermination de l'équilibre.* — $\Sigma\Delta\theta$ peut être exprimé ainsi :

$$\Delta R_a + \lambda_b \Delta R_b + \dots + \lambda_s \Delta R_s + \lambda_t \Delta R_t + \dots + \Delta_h \Delta R_h$$

(1) Ce qui ne signifie pas l'élimination de chaque $\Delta\theta$ individuel, car les individus peuvent ne pas être pourvus de ressources et de goûts *identiques*.

+ $\Delta_k \Delta R_k$... Nous appelons Δ_h, Δ_k ... les quantités d'épargne nécessaires à la production d'une unité de H, K...

Nous devons ici nous rappeler que dans la première solution approximative le ministre de la Production avait déterminé une série de coefficients techniques *au hasard* (bien que satisfaisant leurs équations techniques) et l'une des séries possibles d'équivalents et d'R telles qu'elles satisfassent au système (I).

Or il est nécessaire de corriger cette série de quantités jusqu'à ce que des modifications successives donnent un $\Sigma \Delta \theta$ positif et de s'arrêter au point où des modifications ultérieures donnent un accroissement nul, signe que le maximum est atteint et que d'autres modifications provoqueraient un déclin de bien-être.

37. Les coefficients techniques ne sont d'abord pas modifiés : nous réservons cette tâche à plus tard.

En ne perdant pas de vue le système (I) des nécessités matérielles de la production qui doivent toujours être satisfaites :

a) R_b est augmenté de ΔR_b , les services nécessaires étant prélevés sur ceux qui sont directement consommés. $\Sigma \Delta \theta$ est alors constitué par l'accroissement $\lambda_b \Delta R_b$ dans le produit, moins la diminution ($\lambda_s b_s + \lambda_t b_t + \dots$) ΔR_b , dans les services consommables. C'est pourquoi, dans ces changements, le ministère devrait s'arrêter lorsque la quantité différentielle totale atteint zéro, ce qui ne peut jamais se produire excepté lorsque

$$\lambda_b = \lambda_s b_s + \lambda_t b_t + \dots \quad (\alpha)$$

Dans un but de vérification, et parce que la signification de cet argument apparaîtra encore plus clairement, commençons par considérer une situation dans laquelle l'équivalent de B (ce qui, après tout, est le *prix*, sous un autre nom, exprimé en termes de cette catégorie spéciale de travail qui s'appelle les *biens*) est supérieur au coût de la production. Dans ce cas, le ministère de la Production,

dans les intérêts de la communauté, décide d'augmenter R_b et de diminuer les services consommables, parce que, en fabriquant plus de R_b , l'addition étant ΔR_b , il se produit pour $\Sigma \Delta \theta$ d'une part l'augmentation $\lambda_b \Delta R_b$, par un accroissement en B, et, d'autre part, une diminution $(\lambda_s b_s + \lambda_t b_t + \dots) \Delta R_b$, par la réduction des services consommables. Le résultat net de ceci est évidemment avantageux parce que, par hypothèse, λ_b excède $\lambda_s b_s + \lambda_t b_t + \dots$. Le maximum sera seulement atteint lorsqu'il n'y a plus d'avantages à obtenir au moyen de tels rajustements, ce qui se produit lorsque $\lambda_b = \lambda_s b_s + \lambda_t b_t + \dots$

b) On augmente l'une des nouvelles ressources productives H de ΔR_h , en prélevant les services nécessaires sur ceux qui sont directement consommés. Pour $\Sigma \Delta \theta$ il y aura d'une part l'augmentation $\Delta_h \Delta R_h$ et de l'autre la diminution

$$(\lambda_s h_s + \lambda_t h_t + \dots) \Delta R_h.$$

Nous arrivons, par le même raisonnement que précédemment, à la condition :

$$\Delta_h = \lambda_s h_s + \lambda_t h_t + \dots \quad (\beta)$$

c) Arrivons maintenant à l'épargne. Le ministère dispose de la quantité d'épargne

$$E = \Delta_h R_h + \Delta_k R_k + \dots + R_e,$$

avec laquelle il doit augmenter autant que possible la quantité totale des services disponibles pour une production subséquente. Il approchera de ce maximum en transférant le nouveau capital de l'un à l'autre jusqu'à ce que $\lambda_h \lambda_k \dots \lambda_e$ étant les équivalents des services des nouvelles espèces de capitaux (1) $\lambda_h R_h + \lambda_k R_k + \dots, \lambda_e R_e$ atteint le maximum.

Cette condition du maximum est seulement satisfaite, évidemment, lorsque

$$\frac{\lambda_h}{\Delta_h} = \frac{\lambda_k}{\Delta_k} = \dots = \lambda_e \dots \quad (\gamma)$$

(1) λ_e est la prime offerte si l'on diffère pour une unité de temps la consommation d'une unité d'épargne.

d) Reprenons maintenant la question des coefficients techniques : Le ministère, dans la première solution approximative, les avait choisis de telle façon qu'ils satisfassent simplement à leurs équations techniques. Mais nous savons que certains d'entre eux sont variables, dans le sens que certains peuvent être diminués alors qu'il se produit ailleurs une augmentation compensatoire. Représentons par S et T les services pour lesquels ces variations peuvent être apportées dans la fabrication de B. Plus de S et moins de T seront alors employés par unité de B dans la mesure où il sera avantageux de le faire du point de vue du maximum collectif. $\Sigma \Delta \theta$ est constitué, en ce qui concerne les services consommables, par une augmentation de $\lambda_t R_b \Delta b_t$ et une diminution de $\lambda_s R_b \Delta b_s$. La variation est donc de zéro si

$$\lambda_s \Delta b_s + \lambda_t \Delta b_t = 0$$

qui est l'une des conditions du minimum λ_b lorsque la variabilité économique des coefficients techniques est considérée.

38. En tenant compte de ce qui vient d'être dit sur les coefficients techniques et en jetant un coup d'œil sur les relations (α), (β), (γ), du paragraphe 37, il apparaît immédiatement et de façon évidente :

1) Que le système est parfaitement déterminé : il y a autant d'équations que d'inconnues.

2) Que le ministère de la Production dans cette amélioration de sa première solution approximative et indéterminée (le seul critère de perfection étant le maximum de bien-être collectif) aboutit à cette conclusion que la production doit être organisée de telle sorte que (avec les systèmes de coefficients techniques des λ et R) *le coût de la production puisse être minimisé et que les équivalents des produits et des additions de capital puissent être tels qu'ils correspondent à leurs coûts respectifs de production.*

3) Que le système des équations de l'équilibre collecti-

viste n'est pas autre chose que celui de la libre concurrence.

Ce qui signifie seulement qu'avec des ressources égales (les quantités Q) les quantités économiques de l'équilibre collectiviste (λ , R , etc...) seront les mêmes que dans l'équilibre individualiste ; et cela est dû à la présence de *ce terme supplémentaire* γX dans les équations individuelles du régime collectiviste qui n'existe pas dans les équations individuelles du régime individualiste.

39. *Distribution de X.* — Nous devons maintenant discuter les conditions (§§ 28 à 32) que le ministère a considérées comme la base du problème.

Cinq problèmes se posent ici : la distribution des services possédés par l'État ; l'épargne et la création du nouveau capital ; la distribution des profits des entreprises ; les prix multiples ; et les suppléments aux revenus (X).

Étudions-les en ordre.

Si les ressources productives S , T ... (en nombre $n - 1$) sont propriété de l'État, il existe deux manières différentes de permettre à la communauté de récolter le bénéfice de cette propriété collective : soit celle que nous avons supposée comme l'une des conditions de la solution du problème de l'équilibre collectiviste (c'est-à-dire, la division *directe* de X , donnant à chaque individu un supplément à son revenu γX) ; ou bien celle qui consiste à réduire à zéro, dans le coût de la production, l'équivalent des services de ressources qui sont propriété de l'État, et à prendre comme équivalent de chaque produit (le λ , qui est par conséquent *le prix*) le coût des services personnels directs qui sont requis pour sa production. Lorsque le produit est fait avec d'autres services le coût est trouvé en divisant le coût total des services personnels par le total de la quantité produite.

40. Ce système de distribution indirecte, ajouté à celui de la réduction des équivalents des services de la propriété collective à zéro, c'est, au fond, la théorie de Marx sur la valeur.

Les gens qui ont critiqué Marx ont judicieusement attiré l'attention sur le fait qu'un tel système serait loin d'aboutir au but recherché, à savoir, « à chacun le produit entier de son travail », que l'on affirme lui être associé, parce qu'il est évident qu'une certaine quantité de travail d'une certaine catégorie serait rétribuée par une plus ou moins grande quantité de produits, suivant la quantité et la qualité de la propriété d'État à laquelle elle est employée. La distribution des produits, faite suivant un tel système, est donc bien loin de réaliser la formule du « produit entier ». Mais montrer que cette formule n'est pas réalisée ne signifie pas que l'impossibilité de la distribution indirecte soit prouvée. On fait remarquer, avec plus de succès, que même lorsque certaines ressources sont propriété collective, l'État ne peut faire moins que fixer un prix pour leurs services, sans quoi il se produirait un énorme gaspillage de ces ressources, avec une conséquente destruction des richesses. Ces services seraient employés dans une large mesure, non pas à une production ultérieure, mais comme services consommables, et parmi ceux que l'on emploierait à la production, il pourrait très facilement se produire un excès dans une catégorie quelconque de production, excès qui serait plus utile socialement dans une autre industrie où se produit une déficience de ressources.

Tel est l'argument correct et fondamental contre la distribution indirecte et en faveur de la distribution directe : l'impossibilité d'obtenir un maximum aussi élevé que celui qui pourrait être obtenu par la première méthode.

41. D'une telle vérité, nous pouvons donner, en quelques mots, une démonstration plus générale et plus synthétique qui peut être appliquée également à tous ces systèmes qui proposent de réduire à zéro les équivalents de tous ou de certains des services de ces ressources devenues propriété collective.

Souhaiter que les $n - 1$ quantités $\lambda_1, \lambda_2, \dots$ puissent être égales à zéro, c'est introduire dans le système général de

l'équilibre que nous avons vu *entièrement* déterminé, $n - 1$ nouvelles équations. Ou nous nous heurtons à un problème impossible (le nombre des équations étant supérieur au nombre des inconnues) ou, afin de le rendre au moins possible logiquement, il est nécessaire d'exclure du système $n - 1$ équations qui s'y trouvent déjà. Et comme cette exclusion ne peut se faire en retirant les équations des R du système (I), ces équations exprimant les nécessités matérielles de la production que tout ordre économique quel qu'il soit doit respecter nécessairement, il faudrait pour rendre le problème possible, exclure toutes les équations qui expriment les coût minima ou l'égalité des prix et des coûts. Cela signifie qu'il faudrait exclure le même nombre d'équations parmi celles qui expriment l'obtention de ce maximum ; or, par ces exclusions, on ne peut obtenir qu'un maximum moins élevé. Le ministère de la Production, au lieu d'élever la limite, serait obligé de s'arrêter à mi-chemin.

D'où l'on peut affirmer que la meilleure façon pour le ministère de la Production de pourvoir au bien-être de ses sujets, n'est pas la distribution indirecte (c'est-à-dire la réduction à zéro des λ du service de la propriété collective) mais la distribution *directe* de suppléments aux revenus.

42. Les collectivistes persistent à se défendre en exposant, avec des interprétations subtiles et laborieuses, certaines propositions qui sont ou contraires aux faits, ou ne supportent pas l'examen attentif. Ils ne paraissent pas penser que, s'ils veulent rester collectivistes, il leur faut maintenant rejeter ces erreurs grossières nées de leur vision nébuleuse du problème et d'une notion confuse de la dépendance mutuelle des quantités économiques.

Bien entendu, leur répugnance dans ce domaine ressemble à la répugnance avec laquelle les dogmes de certaines sectes sont discutés, surtout lorsqu'ils offrent une grande valeur de propagande.

En outre, il existe une considération d'une grande

importance dans le régime collectiviste : à savoir que la distribution indirecte est rigide et ne permet pas d'observer certains critères éthiques et sociaux avec toute la liberté obtenue dans la distribution directe en attribuant une valeur opportune aux γ .

43. *Épargne et création de capital nouveau.* — Pour la discussion des conditions que s'est imposées le ministère à propos de l'épargne et de la création de capital nouveau, il nous suffira de faire :

1) une observation brève sur ce que nous appellerons la productivité du capital ;

2) une comparaison entre la méthode suivie par le ministère de la Production et une autre qu'il serait possible de suivre, en déduisant de X avant de le distribuer, cette fraction qui est nécessaire pour produire le nouveau capital. Il sera ici facile de montrer que par cette seconde méthode on atteindrait un maximum collectif inférieur à celui que peut obtenir le système préféré.

44. En ce qui concerne le premier point, il est nécessaire de bien comprendre que le fait que le capital soit la propriété d'individus ou la propriété collective, ne bouleverse pas le fait technique suivant lequel en soustrayant une fois une partie des services productifs disponibles de la production des biens de consommation et en produisant ensuite du capital neuf (ou de nouveaux *moyens de production*, si l'on préfère ce terme) on obtient toujours une augmentation de la production supérieure à l'*amortissement* du capital.

Exprimons cette conception, qui est le point crucial du sujet, avec une plus grande précision :

Avec les quantités $R_s + R_{s'}$ et $R_t + R_{t'}$ des services S et T, il doit nous être possible de fabriquer la quantité $R_b + R_{b'}$ du produit B. Nous partons d'une unité donnée de temps, soit une année. Dans cette unité de temps, nous pouvons sacrifier la consommation R_b , et avec les services R_s et R_t nous pouvons manufacturer à la place quelque

capital R_k . Et appelons ε la fraction de R_k qu'il faut nécessairement produire chaque année de façon à maintenir la quantité intacte (amortissement).

Dans la prochaine unité de temps, avec les mêmes services $R_s + R_{s'}$ et $R_t + R_{t'}$ et R_k , après avoir retiré de ces services la partie qui est nécessaire à la réintégration de R_k , nous pourrions avoir, au lieu du produit $R_b + R_{b'}$ que nous obtenions précédemment, une quantité de produit que nous appellerons \bar{R}_b , qui est donnée avec évidence par ces équations :

$$\begin{aligned} R_s + R_{s'} &= b_s \bar{R}_b + \varepsilon k_s R_k \\ R_t + R_{t'} &= b_t \bar{R}_b + \varepsilon k_t R_k \\ R_k &= b_k \bar{R}_b. \end{aligned}$$

Il se produit souvent sur le plan technique — et l'expérience la plus évidente le démontre — qu'avec le choix d'une méthode appropriée $\bar{R}_b > R_b + R_{b'}$; tel est donc le critère d'après lequel on décide s'il est ou non nécessaire de produire du capital. Cette condition est nécessaire mais non toujours suffisante. Une fois le sacrifice de $R_{b'}$ accompli, il reste encore un produit additionnel permanent $\bar{R}_b - (R_b + R_{b'})$. D'où la possibilité d'une prime à la consommation différée de $\frac{\bar{R}_b - (R_b + R_{b'})}{R_{b'}}$ pour chaque unité de B soustraite à la

consommation immédiate (1). C'est précisément ce fait technique purement *objectif* qui ne dépend pas le moins du monde du fait que le capital est propriété collective ou individuelle, qui donne au Ministère les moyens de promettre une prime à la consommation différée à ceux qui sont disposés à fournir par l'épargne la possibilité de construire de nouveaux moyens de production. En substance, ces gens promettent de ne pas apporter une partie de leurs salaires aux magasins généraux contre des marchandises, mais (tout en continuant à en demeurer propriétaires) de

(1) Pour une illustration très élémentaire, voir *Principi*, § 37.

les remettre au ministère. Le ministère est ainsi autorisé à fabriquer, avec l'ensemble des services disponibles, une moindre quantité de produits finis et de mettre de côté une partie des mêmes services pour la fabrication des nouveaux moyens de production. Ces nouveaux moyens de production seront disponibles dans des périodes successives de production. C'est précisément ce fait *objectif* qui est l'origine de ce que l'on peut appeler *la productivité économique* de l'épargne employée à la production même en régime collectif.

45. Passons maintenant à un autre point : est-il avantageux que le ministère de la Production, au lieu d'avoir recours à l'épargne individuelle et à la promesse (de manière à s'assurer une quantité suffisante d'épargne) d'une prime à la consommation différée aux individus qui épargnent, déduise, avant de distribuer X , cette partie qui est considérée nécessaire pour la création de nouveau capital ?

Le critère est et doit être toujours le même : le plus grand bien-être de la société.

Laissons de côté la considération suivant laquelle, par la seconde méthode, le ministère ne tiendrait aucun compte des désirs de ses sujets, qui pourraient préférer un plus grand γX aujourd'hui à une augmentation future moins importante. Et laissons également de côté la considération suivant laquelle le ministère, par cette méthode, serait privé de tout moyen pour déterminer la quantité la plus avantageuse de nouveau capital à créer. Nous nous limiterons ici à considérer le cas exclusivement du point de vue collectif maximum.

Pour créer par cette seconde méthode les mêmes quantités de nouveau capital $R_h, R_k...$ le ministère distribue donc à la communauté un montant réduit de E . Mais chaque individu, sans même la promesse d'une prime pour consommation différée, mais simplement en vue de faire face à ses besoins futurs, pourrait pour son propre avantage décider de ne pas consommer tout son *salaire*, et d'en épargner un certain montant. D'où l'existence d'une certaine somme

d'épargne individuelle que nous appellerons E_i , pour la distinguer de la quantité E que le ministère, en réduisant X , emploie à la fabrication du nouveau capital.

E_i est la somme de tous les e_i résultant des équations individuelles qui deviennent maintenant :

$$r_a + \lambda_b r_b + \dots + \lambda_s r_s + \lambda_t r_t + \dots e_i = q_m \lambda_m + q_n \lambda_n + \dots + \gamma (X - E)$$

Ou pour la communauté :

$$R_a + \lambda_b R_b + \dots + \lambda_s R_s + \lambda_t R_t + \dots + E_i + E = Q_m \lambda_m + Q_n \lambda_n + \dots = Q_s \lambda_s + Q_t \lambda_t + \dots$$

Autrement dit, avec cette seconde méthode (méthode consistant de la part du ministère à déduire de X la quantité E nécessaire à la production de nouveau capital, avant de distribuer X parmi les habitants) la masse entière des individus est forcée de limiter la somme des biens et des services consommés davantage qu'elle ne le faisait dans l'autre système, avec la perspective d'une augmentation future de produits *non supérieure* à celle qu'offrait l'autre système. De toute évidence, dans l'intérêt du plus grand bien-être de la communauté, la première méthode est préférable à la seconde.

Cette conclusion sera plus rapidement comprise si l'on réalise que cette seconde méthode (qui ne doit pas être préférée) n'emploie pas, pour augmenter les biens et les services futurs, cette somme d'argent que les individus économisent encore même sans la promesse d'une prime à la consommation différée.

46. *Distribution des profits de l'entreprise.* — Le problème se pose en ces termes : le produit B , par exemple, est fabriqué de deux façons différentes, chacune ayant ses propres coefficients techniques. D'où un *profit* pour la méthode de production qui coûte le moins. Les entreprises étant socialisées, ce profit appartient à la communauté. Il peut être distribué aux membres de la communauté de deux façons : soit *directement* en prenant λ_b égal au plus haut coût et en

ajoutant le profit G à l' X distribué à la communauté ; ou *indirectement*, en abaissant le prix au coût *moyen* de la production. Quelle est la plus avantageuse ?

47. Nous pouvons résoudre de telles questions par un simple graphique. Le produit B est manufacturé de deux façons à des coûts différents, comme l'indique la figure 5. La quantité produite est ON , le coût le plus élevé MN ; le profit de l'entreprise à moindre prix de revient, $RSQP$. Représentons par $M'N'$ le coût moyen, en sorte que la section hachurée obliquement soit égale au profit $RSQP$ de l'entreprise au moindre coût. Il est clair qu'au coût moyen, la consommation sera ON' . Et il est clair aussi qu'en passant de la production de ON à ON' , — nous dirons en passant de M à M' — le coût moyen demeure le même,

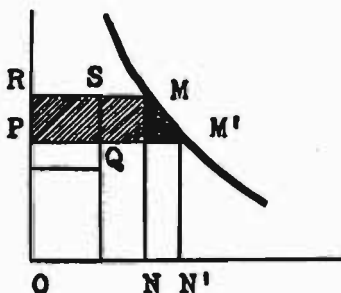


FIG. 5.

l'abaissement du prix est préférable à la distribution directe du profit, parce que, par le dernier procédé la communauté gagne la section hachurée alors qu'avec la méthode consistant à réduire le prix, c'est toute la section hachurée *plus* la section noire qui est gagnée. Une telle conclusion est *a fortiori* vraie si en passant de M à M' les coûts moyens diminuent.

Mais si, par contre, les coûts moyens augmentent, parce que la nouvelle consommation MN' doit être produite à un coût plus élevé que les deux précédentes, ou à un nouveau coût plus élevé en raison de la situation, la distribution directe ou indirecte des profits est alors préférable.

Dans la figure 6, M' représente le niveau du coût moyen précédent, lorsque la production était ON . Le profit est représenté par les sections hachurées verticalement et

horizontalement, considérés ensemble. M'' est le niveau du nouveau coût moyen lorsque la production devient ON'' . Appelons respectivement les deux sections hachurées a et b (a l'horizontale et b la verticale) et c la section noire. Il est clair qu'avec le système de la distribution directe du profit, la communauté gagne $a + b$. Avec le système de la distribution indirecte, c'est-à-dire

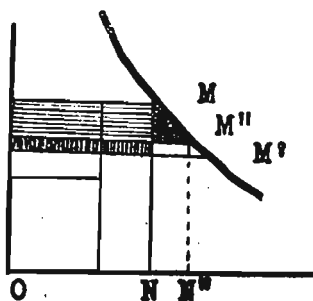


FIG. 6.

avec l'abaissement du prix du coût moyen, elle gagne $a + c$. D'où il ressort que la première ou la seconde méthode seront les plus avantageuses suivant que b est plus grand que c ou *vice versa*.

48. Nous avons dit ceci parce qu'un tel aspect de la question ne peut être négligé dans notre analyse.

Toutefois, comme le montre l'expérience, la somme totale des profits a en réalité peu de chances d'être élevée (il y a en réalité des pertes aussi bien que des profits) ; et il sera encore nécessaire d'employer une partie de ces profits comme rémunération du travail de ces gens qui, comme employés du ministère, travaillent à chercher à maintenir le coût de la production aussi peu élevé que possible ; enfin, comme nous l'avons déjà noté, chaque méthode de distribution indirecte implique une perte de liberté — restriction de la liberté de donner aux γ les valeurs les plus avantageuses au point de vue éthique et social. C'est pourquoi, le ministère déciderait qu'il n'y a pas de raisons d'abandonner le principe général de la distribution *directe*, même dans le domaine des profits. Cette décision serait renforcée par le fait que tout abandon de ce genre donnerait naissance à d'autres complications ultérieures, et le ministère se trouverait, en dehors de cela, comme nous le verrons plus tard, déjà encer-

clé par des complications multiples soulevées par la résolution *pratique* des équations de l'équilibre.

49. *Prix multiples.* — La consommation du produit B, par exemple, peut être ON, avec le prix MN égal au coût de la production (fig. 7). Pour augmenter la consommation du produit et le rendre plus largement accessible, nous pouvons élever le prix d'une partie de l'approvisionnement, de façon à abaisser le prix de l'autre partie, réalisant l'ajustement par une redistribution

du coût total : par exemple, le montant OC pourrait supporter le prix CD, alors que pour CH, le prix serait HB. Si, lorsque le rendement est augmenté le coût de la production ne varie pas (les deux rectangles hachurés sont alors égaux), il est évident que cette méthode implique une destruction

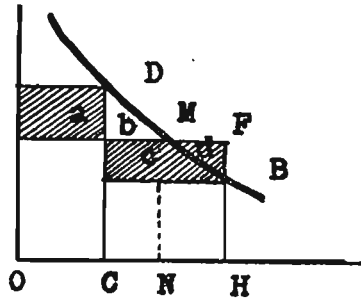


FIG. 7.

de richesses. Car il vaut mieux prendre directement aux uns pour donner aux autres. Ou il vaut mieux agir sur les γ .

En fait, en passant de la position d'équilibre avec un seul prix à celle d'un double prix, dans le cas de coûts demeurant constants lorsque le rendement augmente, il se produit une destruction de richesse MBF. Ceci peut être facilement vérifié en considérant en quoi consiste, en passant d'un état à l'autre, la variation du surplus des consommateurs : à la suite des changements, il décroît de $a + b$ d'une part et augmente de $b + c$ d'autre part, soit augmentation nette de $c - a$; mais $a = c + d$, parce que le coût moyen par unité est F ; donc, dans l'ensemble, le surplus des consommateurs est diminué de d .

50. Pour qu'il ne se produise pas de pertes, il est nécessaire (quoique non suffisant) que le coût tombe en même

temps qu'augmente le rendement. Un système de prix multiples peut être avantageux, lorsque, comme il est aisé de le vérifier (fig. 8), en augmentant la consommation de M, avec un prix unique, à N avec des prix multiples, et en diminuant

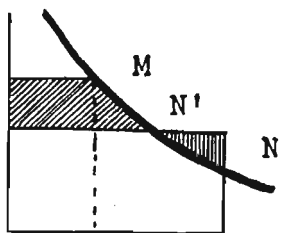


FIG. 8.

le coût de l'unité, la surface hachurée obliquement devient plus importante que la surface hachurée verticalement. Ceci se prouve en quelques mots, en dépit de l'apparente complication. En effet, s'il se produit un changement de la position M, avec un prix unique, à la position N', toujours avec un prix unique, le gain est représenté par la surface hachurée obliquement. Si de la position N' avec un prix unique il y a encore un changement à la position N avec prix multiples, la perte, d'après ce que nous venons de voir, est représentée par la section hachurée verticalement. Ainsi en passant de M avec un prix unique à N à prix multiples, il se produit un bénéfice représenté par la première section (hachures obliques) et une perte représentée par la seconde section (hachures verticales).

D'où, lorsque la première section est plus grande que la seconde, il se peut que les prix multiples concordent avec un accroissement du bien-être de la communauté. Et comme un tel procédé est plus réalisable pratiquement lorsque la production est socialisée, nous nous trouvons en présence d'un second argument en faveur de la production socialisée, dans certaines conditions et lorsqu'il est prouvé que de telles conditions existent.

51. Or, sans rejeter la notion suivant laquelle la méthode peut être appliquée dans certains cas particuliers, le ministère de la Production du moment qu'il a sous son contrôle la détermination des γ des suppléments aux revenus, au moyen desquels il peut modifier *directement* la distribution,

n'estime pas opportun d'abandonner le critère du prix unique en général (eu égard à la nécessité pratique de ne pas ajouter d'autres complications à celles qu'il doit résoudre dans l'immense problème en présence duquel il se trouve). En même temps, il peut considérer certains cas particuliers dans lesquels le système des prix multiples peut accroître de façon notable le bien-être collectif. Par exemple, il pourrait considérer comme cas spécial l'accroissement de la production de certains produits de grande consommation, de façon à rendre possible un abaissement considérable du coût de la production.

Dans ce cas, la vente d'une partie au-dessous du prix de revient et d'une autre au-dessus peut fournir des avantages pour certains tels que l'on pourrait en obtenir par une augmentation de leur γ en réduisant seulement les γ des autres d'une quantité très supérieure à ce que ces derniers devraient perdre en payant un prix au-dessus du prix de revient.

Il existe également des cas où le système des prix multiples, en raison de l'accroissement de la production qu'il rend possible, peut aboutir à un tel abaissement des coûts que les nouveaux prix au-dessus des coûts demeurent au-dessous des anciens prix uniques égaux au coût de la production. Et dans de tels cas, qui présentent des avantages si importants et si évidents pour la communauté, rien n'empêche le ministère de la Production d'adopter des prix multiples au lieu du système des prix uniques. C'est une erreur de croire que le prix unique est le meilleur système, dans *toutes les circonstances*.

52. *Supplément aux revenus*. — L'origine de tous les suppléments distribués aux divers individus est constitué par le prix des services dont l'État est devenu propriétaire. La somme est divisée suivant certaines règles fixant les γ individuels. Ce serait une erreur d'en conclure que dans le régime collectiviste les individus reçoivent tout ce qui dans l'ancien régime formait le *revenu* des possesseurs de ce capital. En fait, avec la masse de tous les services disponibles,

— que nous supposerons, afin de faciliter la comparaison, inchangés, excepté en ce qui concerne leur appropriation — la consommation des services et l'épargne pour la formation de nouveau capital étaient assurés dans l'ancien système. Si l'on désire que dans le nouveau régime le capital existant ne soit pas détruit et que la création de nouveau capital soit continuée à un taux non inférieur à celui que l'on obtenait dans l'ancien régime, la communauté devra donc épargner comme précédemment. Sa consommation de produits et de services consommables sera inchangée. Et dans le nouveau régime la communauté ne pourra s'approprier pour la consommation le *revenu* des anciens possesseurs de ressources, mais, tout au plus, seulement cette part du revenu qu'ils consommaient.

53. La distribution de cette quantité particulière,

$$X = Q_s \lambda_s + Q_t \lambda_t + \dots$$

prix des services des ressources possédées par l'État, peut être faite de bien des façons différentes. Par exemple : *en parties égales*, en rendant γ identique pour chaque individu ; par *classes*, en donnant à chaque individu une fraction $\gamma_1 X$, $\gamma_2 X$, etc... suivant la catégorie dans laquelle on l'a classé.

On peut se demander (§ 34) s'il n'est pas possible au ministre de la Production, en exerçant son pouvoir de modification des γ individuels, à condition seulement que $\Sigma \gamma = I$, d'arriver à une série de γ avec des équivalents et des coefficients techniques tels que non seulement Σ égale zéro, mais aussi que les $\Delta \theta$ individuels égalent eux aussi zéro. Un maximum absolument indiscutable serait ainsi réalisé, car ce serait la mise en pratique d'un tel système économique que chaque altération qu'il subirait parmi les γ dans les équivalents ou les coefficients techniques produirait une diminution dans le bien-être de chacun : l'idéal de tout système économique. *Mais un tel système de γ n'existe pas.*

En fait, les γ individuels doivent être une fonction de λ

et satisfaire la condition que la variation d'un λ implique une variation des γ qui rend le premier égal à zéro.

La fonction γ doit donc satisfaire les conditions

$$-r_b + X \frac{\delta\gamma}{\delta\lambda_b} = 0 \dots, q_m - r_m + X \frac{\delta\gamma}{\delta\lambda_m} = 0 \dots, \gamma Q_s - r_s + X \frac{\delta\gamma}{\delta\lambda} = 0$$

(rappelons-nous que l'équation individuelle est :

$$r_a + \lambda_b r_b + \dots + \lambda_m r_m + \lambda_n r_n + \dots + \lambda_s r_s + \lambda_t r_t + \dots + e = \lambda_m q_m + \lambda_n q_n + \dots + \gamma X).$$

Autrement dit, elle doit satisfaire les conditions

$$\frac{\delta\gamma}{\delta\lambda_b} = \frac{I}{X} r_b \dots \frac{\delta\gamma}{\delta\lambda_m} = \frac{I}{X} (r_m - q_m) \dots, \frac{\delta\gamma}{\delta\lambda_s} = \frac{I}{X} (r_s - \gamma Q_s).$$

Il est facile de voir que la fonction γ qui satisfait de telles conditions n'existe pas ; puisqu'en décrivant comme $\gamma_b \dots \gamma_m \dots \gamma_s$ ses dérivées partielles, les conditions connues d'intégrabilité ne sont pas satisfaites.

$$\frac{\delta\gamma_b}{\delta\lambda_m} = \frac{\delta\gamma_m}{\delta\lambda_b}; \frac{\delta\gamma_b}{\delta\lambda_s} = \frac{\delta\gamma_s}{\delta\lambda_b}; \frac{\delta\gamma_m}{\delta\lambda_s} = \frac{\delta\gamma_s}{\delta\lambda_m}.$$

D'où il n'existe pas une fonction des λ qui, employée à la régularisation des γ , permette d'aboutir au merveilleux résultat suivant lequel les Δ^0 individuels puissent évaluer zéro, en sorte que toute altération subséquente dans les équivalents cause *une diminution du bien-être de chacun*.

54. Les effets de la distribution sur la production varieraient avec les différentes méthodes suivant lesquelles X est distribué.

Nous avons déjà noté (§ 38) que la ressemblance absolue entre les équations de la libre concurrence et les équations de l'équilibre collectiviste, établies dans le but d'obtenir le maximum de bénéfice collectif, signifie seulement que, étant donné qu'il existe dans un cas comme dans l'autre, les mêmes

quantités de capital dans le groupe, l'appropriation étant seule différente, les quantités économiques de l'équilibre seront égales à celles de l'autre, des équations exprimant les conditions de coûts minima et de prix égaux aux coûts subsistant encore dans chaque cas. Et ceci précisément en raison du supplément ajouté au revenu de chaque individu. La distribution de cet X, qui est faite d'une façon ou d'autre suivant les différentes valeurs qui sont attribuées aux γ , influence diversement ces quantités économiques. L'étude de ces diverses influences donne naissance à d'intéressantes spéculations, l'un des résultats les plus remarquables (bien que prévisible) étant qu'il se produirait une hausse rapide des primes à la consommation différée — chose parallèle à l'intérêt de l'épargne dans l'ancien régime qui, suivant les doctrines collectivistes les plus superficielles serait abolie. On obtient donc des résultats exactement opposés à ceux qui étaient cherchés !

55. *Les équations de l'équilibre insolubles a priori.* — Il ne suffit pas, pour que le problème soit résolu, que le ministère de la Production arrive à se tracer à lui-même le système d'équations de l'équilibre le mieux adapté à l'obtention du maximum collectif dans le sens bien connu (auquel il est inutile que nous revenions). Il est nécessaire de résoudre ensuite les équations. Et c'est là qu'est le problème.

La plupart des auteurs qui ont critiqué le collectivisme ont hésité à produire comme preuves les difficultés pratiques que l'on rencontre dès que l'on veut établir sur le papier les divers équivalents. Mais il semble qu'ils n'ont pas perçu ce que sont réellement les difficultés — ou plus franchement, l'impossibilité de résoudre de telles équations *a priori*.

56. Si, pour un moment, nous admettons que la variabilité économique des coefficients techniques peut être négligée et si nous tenons seulement compte de leur variabilité technique, il n'est pas impossible de résoudre sur le papier les équations de l'équilibre. Ce serait un travail énorme —

gigantesque — (donc prélevé sur les services productifs) : mais non une *impossibilité*.

On peut en effet concevoir, qu'avec une vaste organisation pour exécuter ce travail, il serait possible de rassembler les bilans individuels pour chaque série donnée d'équivalents variés, y compris la prime pour consommation différée. De là, il n'est pas impossible de concevoir qu'une fois ces bilans rassemblés, — toujours en supposant les coefficients techniques connus et invariables — il serait possible de trouver, par un calcul sur le papier, une série d'équivalents qui satisfasse les équations exprimant les nécessités matérielles de la production, l'égalisation des coûts de production et les équivalents, qui deviennent les *prix*. Il n'existe là aucune difficulté analytique : il s'agit seulement de très simples équations linéaires. La difficulté vient plutôt du grand nombre d'individus et de biens dont il faut tenir compte ; mais il n'est pas impossible de concevoir qu'avec un travail encore plus acharné, une telle difficulté puisse être surmontée.

57. Mais il est franchement *inconcevable* que la détermination *économique* des coefficients techniques puisse être faite *a priori*, de façon à satisfaire la condition de coût minimum de production qui est une condition essentielle à l'obtention de ce maximum auquel nous nous sommes référés. Cette variabilité *économique* est certainement négligée par les collectivistes : mais Pareto a déjà démontré, dans une de ses nombreuses et ingénieuses contributions à la science économique, qu'il s'agissait là d'un des aspects les plus importants de la question.

La détermination des coefficients économiquement les plus avantageux ne peut être faite que de façon *expérimentale*. Et non sur une *échelle réduite* comme dans un laboratoire ; mais avec des expériences réalisées sur une *très large échelle*, parce que souvent les avantages des variations ont leur origine précisément dans une nouvelle et plus vaste dimension de l'entreprise. Les expériences peuvent être

couronnées de succès, si elles aboutissent à une combinaison de facteurs d'un moindre coût ; ou bien elles peuvent échouer ; dans ce cas telle organisation particulière peut ne pas être adoptée et répétée et on lui préférera celles qui ont donné *expérimentalement* un meilleur résultat.

Le ministère de la Production ne pourrait se passer de ces expériences pour la détermination des coefficients techniques *économiquement* les plus avantageux s'il veut réaliser les conditions de coût minimum *essentiels* à l'obtention du bien-être collectif maximum.

C'est en cela que les équations de l'équilibre avec maximum de bien-être collectif ne sont pas solubles *a priori* sur le papier.

58. Certains auteurs collectivistes, déplorant la destruction continuelle des firmes (celles dont les prix de revient sont le plus élevés) par la libre concurrence, pensent que la création d'entreprises destinées à être détruites par la suite peut être évitée, et espèrent qu'avec *la production organisée*, il sera possible d'éviter la dissipation et la destruction de richesses qu'impliquent de telles *expériences*, expériences qui sont, estiment-ils, caractéristiques de la production « anarchiste ». Par cela ces auteurs montrent simplement qu'ils n'ont pas une idée claire de ce qu'est réellement la production, et qu'ils ne sont même pas disposés à creuser légèrement le problème dont devra s'occuper le ministère établi à ces fins dans l'État collectiviste.

Nous répétons que si le ministère ne veut pas demeurer entravé par les coefficients techniques traditionnels, qui provoqueraient une destruction de richesse d'une autre manière — par le fait que la plus grande richesse qui aurait pu être obtenue ne le serait pas — il n'a pas d'autre moyen de déterminer *a priori* les coefficients techniques les plus avantageux au point de vue économique, et doit *nécessairement* avoir recours à des expériences sur une large échelle de façon à décider *après* quelles sont les organisations les

plus appropriées, celles qu'il est plus avantageux de maintenir en existence et d'agrandir pour obtenir le maximum collectif plus facilement, ou, d'autre part, qu'il vaut mieux abandonner en raison de leur insuccès.

59. *Conclusions.* — De ce que nous avons vu et démontré jusqu'à présent, il ressort de toute évidence combien sont fantastiques ces doctrines qui imaginent que la production dans le système collectiviste serait ordonnée d'une manière substantiellement différente de celle de la production « anarchiste ».

Si le ministère de la Production se propose d'obtenir le maximum collectif — ce qu'il doit, de toute évidence, quelles que soient les lois distributives adoptées — toutes les catégories économiques de l'ancien régime réapparaissent, bien que, peut-être, sous d'autres noms : prix, salaires, intérêt, rentes, profits, épargne, etc... Et ce n'est pas tout : en supposant toujours qu'il souhaite obtenir le maximum des services dont disposent les individus et la communauté, les deux mêmes conditions fondamentales qui caractérisent la libre concurrence réapparaissent, et le maximum est d'autant mieux approché qu'elles sont plus parfaitement réalisées. Nous faisons allusion, bien entendu, aux conditions de coût minimum de production et à l'égalisation des prix au coût de production.

60. Cette conclusion aurait pu être atteinte à première vue, par un argument « synthétique » ; mais il n'aurait pu acquérir la valeur d'une vérité démontrée, si nous n'avions soumis le phénomène à une analyse quantitative minutieuse, ainsi que nous l'avons fait dans les pages qui précèdent. L'argument serait le suivant : remettre le capital à l'État et ensuite distribuer son revenu aux individus, suivant une certaine loi, quelle qu'elle soit, c'est comme si l'on partait d'une situation de régime individualiste, où les individus, en dehors de la possession de leur propre capital, pourraient être possesseurs de certaines quotes-parts de capital dont l'État serait devenu le contrôleur, quotes-parts qui corres-

pondent à cette même loi de distribution que nous avons supposée adoptée.

Dans une telle situation, quels sont les coefficients techniques et quel est le système d'équivalents qui permettent d'atteindre le maximum ? Ceux qui donnent l'égalisation du prix au coût de production et le coût minimum de production !

61. Ce supplément de revenu distribué parmi les individus — quel que soit le système de distribution — n'augmente pas, ainsi que nous l'avons vu, la consommation des produits et des services consommables du groupe, dans la proportion du revenu total que dans l'ancien régime les possesseurs du capital recevaient et qui est devenu propriété de l'État dans le nouveau régime, même lorsque ce transfert se produit sans quelque promesse de compensation aux possédants expropriés. Lorsqu'il n'y a pas d'intention de réduire l'épargne et la création de capital nouveau à des dimensions plus étroites que dans le vieux régime (à cela nous reviendrons dans un moment) la consommation totale des produits et des services consommables ne peut guère être différente de ce qu'elle était précédemment.

D'où l'on déduit, à condition qu'il n'y ait aucune intention d'entraver la création de nouveau capital dans le nouveau régime, que la distribution des services et des biens consommables parmi les habitants doit inévitablement être réduite dans les limites de ce que consommaient dans l'ancien régime les possesseurs du capital maintenant socialisé, et non de la totalité de ce qu'ils recevaient comme revenu. En outre il faudrait tenir compte de la rétribution de l'armée de fonctionnaires dont les services seraient consacrés non à la production, mais au travail colossal et laborieux de centralisation au ministère (en supposant la possibilité pratique d'une telle organisation).

62. Si on le souhaitait, il serait possible d'augmenter ainsi la consommation, aux dépens toutefois de la formation de nouvelles ressources, de *toutes* les nouvelles ressources,

même aux dépens du taux de natalité. Promettre un bien-être accru, proposer d'organiser la production et prêcher l'amour libre dans le nouveau régime, est simplement un non-sens ridicule. Si l'État ne veut pas que le maximum collectif décroisse rapidement, l'accumulation du capital doit être réglementée suivant le taux des naissances : ou, inversement, ce dernier doit être réduit aux limites fixées par le premier.

APPENDICE B.

BIBLIOGRAPHIE

- L. v. MISES : Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen, *Archiv für Sozialwissenschaft*, vol. 47, 1920.
- A. W. COHN : *Kann das Geld abgeschafft werden ?* Jena, 1920.
- MAX WEBER : *Wirtschaft und Gesellschaft* (Grundriss der Sozialökonomik, part. III), 1^{re} partie, ch. II, 9-14. Tübingen, 1921.
- L. v. MISES : *Le Socialisme*. Paris, 1938 (1^{re} éd. Jena, 1922, 2^e éd. 1932).
- E. HEIDMANN : *Mehrwert und Gemeinwirtschaft*. Berlin, 1932.
- K. POLANYI : Sozialistische Rechnungslegung, *Archiv für Sozialwissenschaft*, vol. 49, 1922.
- O. LEICHTER : *Die Wirtschaftsrechnung in der sozialistischen Gesellschaft*. Vienne, 1923.
- L. v. MISES : Neue Beiträge zum Problem der sozialistischen Wirtschaftsrechnung, *Archiv für Sozialwissenschaft*, vol. 51, 1924.
- J. MARSCHAK : Wirtschaftsrechnung und Gemeinwirtschaft, *Archiv...* vol. 51, 1924.
- T. WEIL : Gildensozialistische Rechnungslegung, *Archiv...* vol. 52, 1924.
- K. POLANYI : Die funktionelle Theorie der Gesellschaft und das Problem der sozialistischen Rechnungslegung, *Archiv...* vol. 52, 1924.
- O. NEURATH : *Wirtschaftsplan und Naturalrechnung*. Berlin, 1925.
- R. G. HAWTREY : chapitre consacré au « Collectivisme » dans *The Economic Problem*. London, 1926.

- J. BCWEN : *Conditions of Social Welfare*. London, 1926.
- G. HALM : *Ist der Sozialismus wirtschaftlich möglich ?* Berlin, 1926.
- E. HORN : *Die ökonomischen Grenzen der Gemeinwirtschaft*. Halbertstadt, 1928.
- L. v. MISES : Neue Schriften zum Problem der Sozialistischen Wirtschaftsrechnung, *Archiv...* vol. 60, 1928.
- B. BRUTZKUS : *Die Lehren des Marxismum im Lichte der Russischen Revolution* (publié d'abord en russe 1921-22), Berlin, 1928.
- Une traduction anglaise de cette étude forme la première partie de *Economic Planning in Soviet Russia*, Routledge. London, 1935. Voir également : *U. R. S. S. Terrain d'Expériences économiques*, Paris 1938. Libr. de Médecis.
- E. HEIMANN : Ueber Konkurrenz, Monopol und sozialistische Wirtschaft, *Die Arbeit*, 1929.
- F. M. TAYLOR : The Guidance of Production in a Socialist State, *American Economic Review*, vol. XIX, 1929.
- W. Crosby ROPER : *The Problem of Pricing in a socialist State*. Cambridge (Mass.), 1929.
- F. POLLOCK : *Die planwirtschaftlichen Versuche in der Sowjetunion, 1917-1927*. Leipzig, 1929.
- G. HALM : Ueber Konkurrenz, Monopol und sozialistische Wirtschaft, *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, vol. 133 (III. F. 78), 1930.
- Grundprinzipien kommunistischer Verteilung und Produktion*. Berlin, 1930.
- H. D. DICKINSON : The Economic Basis of Socialism, *Political Quarterly*, sept.-déc. 1930.
- J. GERHARDT : *Unternehmertum und Wirtschaftsführung*. Tübingen, 1930.
- L. POHLE et G. HAJM : *Kapitalismus und Sozialismus*. Berlin, 1931.
- C. LANDAUER : *Planwirtschaft und Verkehrswirtschaft*. Munich, 1931.
- G. MOREAU : De Economische Struktur eener Socialistische

- Volkshuishouding, *De Economist*, 's Gravenhage, 1931.
- K. TISCH : *Wirtschaftsrechnung und Verteilung im zentralistisch organisierten sozialistischen Gemeinwesen* (thèse de doctorat, Université de Bonn), 1932.
- W. SCHIFF : *Die Planwirtschaft und ihre ökonomischen Hauptprobleme*. Berlin, 1932.
- R. KERSCHLAGL : Die Möglichkeit einer Wirtschaftsrechnung in der sozialistischen Planwirtschaft, *Ständisches Leben*, vol. 2, 1932.
- A. A. VAN RHIJN : De Economische Calculatie in het Socialism, *De Economist*, 1932.
- E. HEIMANN : *Sozialistische Wirtschafts- und Arbeitsordnung*. Potsdam, 1932.
- T. E. GREGORY : An Economist looks at Planning. *Manchester School*, vol. IV, 1933.
- H. D. DICKINSON : Price formation in a socialist Community, *Economic Journal*, juin 1933.
- M. DOBB : Freedom and Planning ; a reply to Dr. Gregory, *Manchester School*, vol. IV, 1933.
- M. DOBB : Economic Theory and the Problem of a Socialist Economy. *Economic Journal*, décembre 1933.
- B. WOOTTON : *Plan or no Plan*. London, 1934.
- R. FRISCH : Circulation Planning : Propositions for a national Organisation for a Commodity and Service Exchange. *Econometrica*, vol. II, juin 1934.
- H. ZASSENHAUS : Ueber die Oekonomische Theorie der Planwirtschaft, *Zeitschrift für Nationalökonomie*, vol. V, sept. 1934.
- A. P. LERNER : Economic Theorie and Socialist Economy, *Review of Economic Studies*, vol. II, octobre 1934.
- R. MANDELBAUM et G. MAYER : Planwirtschaft, *Zeitschrift für Sozialforschung*, vol. III, 1934.
- E. HEIMANN : Planning and the Market System, *Social Research*, vol. I, 1934.

CE LIVRE
EST SORTI DES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DARANTIERE
A DIJON
EN FÉVRIER
M. CM. XXXIX